

IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Janvier 2018

www.defense.gouv.fr/irsem

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications, équipe, événements, actualité des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 7\)](#)

Économie de défense, États-Unis, Pensée stratégique

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 11\)](#)



[À VENIR \(p. 12\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS



Etude de l'IRSEM n° 54

« [L'industrie de Défense japonaise, renaissance et innovation](#) », par Océane ZUBELDIA et Marianne PÉRON-DOISE (dir.), 96 p.



En 2018 sera commémoré le 160^e anniversaire du Traité de paix, d'amitié et de commerce, signé conjointement par le Japon et la France le 9 octobre 1858. Cette Étude collective, consacrée à l'industrie de défense japonaise, tient à mettre en lumière les liens privilégiés entre les deux partenaires. Ce dossier, unique par la qualité des chercheurs et des experts, adopte une approche multidisciplinaire – scientifique, économique, philosophique, historique, politique, stratégique, voire même plus anecdotique et personnelle. Les articles visent à saisir les points forts de l'innovation et de l'industrie japonaise dans le domaine

de la sécurité et de la défense, dans un contexte marqué par des enjeux sécuritaires majeurs et une évolution stratégique inédite pour le Japon.



Note de recherche N°50

« [Crise au Venezuela et déstabilisation du multilatéralisme latino-américain](#) », par Kevin PARTHENAY, 9 p.

Les graves troubles économiques, sociaux et politiques qui se sont multipliés au Venezuela ont fortement déstabilisé le continent américain.

Disposant des plus grandes réserves pétrolières mondiales (298 millions de barils) devant l'Arabie Saoudite (267 millions), le Venezuela se positionne de manière stratégique dans la région et sa fragilisation démocratique suscite de profondes inquiétudes et interrogations. Cette note décrypte les enjeux internationaux de la crise vénézuélienne face à la complexité des alliances régionales dans un continent fortement polarisé.



Research paper No. 22

« [Adaptation in the Air Force. A Case Study of the French Air Force in Afghanistan](#) », par LCL Jérôme de LESPINOIS, 7 p.

The conceptual debate around military adaptation, launched in the 1980s by the work of Barry Posen and Williamson Murray, found new relevance with the engagement of Allied forces in Afghanistan in a counter-insurgency war. Many books have been published on this topic and the subsequent theme of military innovation, notably by Theo Farrell. However, very little research has focused on the action of air forces during the Afghan conflict. This research paper successively broaches the concept of military adaptation in the available scientific literature, then the adaptation of the French Air Force to the counter-insurgency war and, finally, the factors that have encouraged or hindered this adaptation process. This study proposes, in conclusion, a first approach to the characteristics specific to the air forces in the complex process of adaptation to new forms of conflict.

ÉQUIPE

Ce mois-ci, nous avons eu le plaisir d'accueillir les nouveaux arrivants suivants :



Édouard JOLLY, chercheur « Théorie des conflits armés ».

Édouard JOLLY a rejoint l'IRSEM après des recherches postdoctorales effectuées dans le cadre du projet ERC GRAPH (« **The Great War and Modern Philosophy** »), hébergé par les Archives Husserl au sein de l'Institut de Philosophie de la KU Leuven (Belgique flamande).

Ses recherches actuelles en philosophie de la guerre, inspirées entre autres par Clausewitz, T.E. Lawrence et Galula, portent sur la composante technologique des guerres asymétriques. Docteur en philosophie (Université Lille III et ULB) et diplômé de l'Institut de Journalisme de Bruxelles, il est chercheur associé à l'UMR STL 8163 où il est co-responsable du séminaire « Conflictualité et société ». Il enseigne par ailleurs à l'IEP de Lille et au département de philosophie de l'Université de Lille. Ses champs de recherches sont la philosophie poli-

tique, avec un intérêt particulier pour les études de la guerre (*War Studies*), ainsi que la philosophie allemande contemporaine.



Camille BOUTRON, chercheuse « Sociologie du genre et des conflits ».

Docteure en sociologie de l'[Institut des Hautes Études sur l'Amérique Latine](#) (Université Paris III Sorbonne Nouvelle), Camille BOUTRON a mené l'ensemble de ses recherches sur les questions de genre en situations de conflit armé et, plus particulièrement, sur la participation des femmes aux conflits. Sa thèse portait ainsi sur l'expérience combattante des femmes pendant le conflit armé péruvien. Camille a par ailleurs été post-doctorante au [Centre d'Études et de Recherches Internationales de l'Université de Montréal](#), ainsi qu'à l'[Institut de Recherche sur le Développement](#). Elle rejoint l'IRSEM après avoir occupé pendant deux ans un poste de Professeure Assistante au [Centre d'Études Interdisciplinaires sur le Développement](#) (CIDER) de l'Université de Los Andes à Bogotá, où elle a mené des recherches sur la participation des femmes à la construction de la paix en Colombie. Ses recherches actuelles portent sur les politiques internationales du genre dans le cadre de la paix et de la sécurité internationale, en regardant plus précisément de quelle façon elles interagissent avec les différentes mesures mises en place pour la diversification des armées, ainsi que sur les apports d'une perspective de genre pour l'analyse des violences politiques contemporaines.

ÉVÈNEMENTS

18 janvier : Présentation de Josselin DROFF et Julien MALIZARD dans le séminaire « Conflits et Économie de Défense » de l'IHEDN.

Josselin DROFF et Julien MALIZARD (chercheurs à la chaire Économie de Défense) ont présenté leur travail intitulé « Is France at war ? Some new perspectives on the sustainability of current military operations ». Les auteurs montrent que la sollicitation des forces armées sur les divers théâtres d'opérations depuis 2012 a des conséquences importantes en termes de soutenabilité opérationnelle. En particulier, l'intensité capitaliste (rapport entre les coûts matériels et les coûts humains)

militaire s'accroît, ce qui tend à mettre sous pression les taux de disponibilité des matériels en métropole. La « régénération » des appareils — mais aussi des militaires eux-mêmes — est donc mise en danger à moyen terme.

La discussion a été assurée par Sophie PANEL (IRSEM) et un échange très riche s'en est suivi avec l'ensemble de la salle.

Antoine PIETRI
Chercheur « Économie de défense »

8 janvier : Café stratégique sur le thème des armes nucléaires tactiques.



Le domaine « Pensée stratégique » a organisé son deuxième « café stratégique » le 18 janvier 2018 sur le thème de « l'expérience française de l'armement nucléaire tactique ». La présentation, réalisée par le chef de bataillon Louis-Marie BAILLE, officier stagiaire à l'École de guerre et doctorant en science politique, sous la direction de M. FERNANDEZ (université Paris II – centre Thucydide), a ensuite été discutée par M. Bruno TERTRAIS, directeur adjoint de la Fondation pour la Recherche Stratégique.

Les recherches historiques sur l'armement nucléaire tactique français montrent que celui-ci a fait l'objet de controverses dès son apparition. La conception de la doctrine ne semble pas avoir précédé le développement de la capacité. Si, pour certains, l'acquisition par la France de cet armement des plus modernes à l'époque était une évidence, pour d'autres, il représentait surtout un accroissement du risque d'escalade nucléaire vers les niveaux stratégiques même si la France refusait le concept américain de riposte graduée. Après avoir été dotée d'armements américains entre 1959 et 1966, la France a disposé de sa propre capacité (deux générations successives) de 1972 à 1991. La doctrine, en grande

partie élaborée par le Général POIRIER, envisageait l'utilisation de l'arme nucléaire tactique comme un test des intentions de l'agresseur, un « coup de semonce » assorti d'un avantage opérationnel immédiat (dispersion de l'ennemi facilitant la manœuvre conventionnelle, coup d'arrêt massif) et d'un gain de temps pour le politique dans la perspective d'une éventuelle frappe stratégique.

Tiphaine de CHAMPCHESNEL
Chercheur Dissuasion et désarmement nucléaire

COL Olivier PASSOT
Directeur du domaine « Pensée stratégique »

19 janvier : Petit-déjeuner Afrique autour de la présentation de l'ouvrage *Coopérer avec les armées africaines* d'Aline LEBOEUF.

Devant une quinzaine de personnes venant d'horizons divers (ministère des Armées, ministère des Affaires étrangères, chercheurs), Aline LEBOEUF a présenté son étude sur les programmes de coopération militaire avec les armées africaines, publiée fin 2017 par l'Institut français des relations internationales (IFRI). Dans sa présentation, elle a décrit les différents outils (formations, déploiement de conseillers, aide matérielle et financière) par lesquels se traduit cette coopération qui vise à renforcer et professionnaliser les armées africaines. Elle a notamment soulevé les atouts et défis de la coopération structurelle avant de mettre l'accent sur les différentes approches « par le bas », via le déploiement de conseillers au niveau opérationnel, ainsi que « par le haut » en vue d'une réforme du secteur de sécurité qui pourrait permettre d'apporter aux armées africaines des changements progressifs mais soutenus.

S'en est suivi un débat animé et constructif, qui a notamment mis en lumière les expériences de la coopération de la France par le biais de sa Coopération de Sécurité et de Défense (DCSD), ainsi que des exemples et leçons concrètes de coopération dans plusieurs pays africains.

Denis TULL
Chercheur Afrique

19 janvier : Atelier « Simulation-Wargame ».



Pierre RAZOUX, Directeur du domaine « Questions régionales Nord », a organisé le 19 janvier 2018 une nouvelle session de l'atelier « Simulation-Wargame » de l'IRSEM au profit de chercheurs, de responsables militaires, d'experts de la DGRIS et du ministère des Armées et d'étudiants en Master et doctorats. Cette séance, qui a rassemblé une quinzaine de participants, a permis de faire réfléchir les personnes présentes aux nombreux atouts pédagogiques des wargames et les mettre face à des choix difficiles, pour tester leur sens de la décision et explorer le champ des possibles. Cette septième séance consacrée à une éventuelle confrontation régionale au Levant et au Moyen-Orient dans une logique post-Daech, a permis aux participants de mieux cerner les rapports de forces, les stratégies et les contraintes des principaux acteurs régionaux engagés aujourd'hui au Moyen-Orient.

Cet atelier organisé régulièrement par l'IRSEM illustre la très grande utilité du wargaming qui fait l'objet de la *Note de recherche* n° 47 de Guillaume LEVASSEUR récemment publiée par l'IRSEM, « [De l'utilité du wargaming](#) ».

23 janvier : Séminaire Jeunes Chercheurs en études de défense.



Le 23 janvier dernier avait lieu le séminaire mensuel des Jeunes Chercheurs en études de défense, organisé conjointement par les professeurs Jean-Vincent HOLEINDRE et Hervé DRÉVILLON, respectivement directeur scientifique de l'IRSEM et conseiller scientifique du directeur du Service Historique de la Défense. Obligatoire pour les doctorants bénéficiant d'un financement du ministère des Armées, ce séminaire vise à faire émerger une nouvelle génération de chercheurs sur la défense et la sécurité, mission phare de l'IRSEM.

Réunis dans l'Amphithéâtre Moore de l'École militaire, les doctorants de la « Relève stratégique » ont bénéficié de la venue d'Olivier SCHMITT, professeur de science politique à l'Université du Danemark du Sud à Odense et membre du *Center For War Studies* de cette université. Accueilli par le professeur HOLEINDRE, celui-ci a rappelé qu'Olivier SCHMITT avait bénéficié pour sa thèse du soutien matériel et scientifique du ministère des Armées et de l'IRSEM ; à cet égard, il est important de souligner la réussite professionnelle de plusieurs des anciens doctorants de l'IRSEM, comme Olivier SCHMITT et Alice PANNIER, tous deux professeurs de science politique dans des universités prestigieuses à l'étranger. Olivier SCHMITT a ensuite présenté ses travaux sur les coopérations militaires, notamment l'ouvrage issu de sa thèse portant sur les opérations multinationales (*Allies That Count* à paraître chez Georgetown University Press). Proposant un état de la littérature sur les coopérations de défense sujet, son exposé a suscité de nombreuses questions des doctorants, qui organiseront une journée sur ce thème le 26 juin prochain.

En deuxième partie de session, Malcolm LÉON, docteur de l'Université de Poitiers bénéficiant d'une bourse Relations Internationales et stratégie du ministère des Armées a présenté sa thèse de doctorat en cours. Travaillant initialement sur la stratégie d'emploi des drones en Chine, M. LÉON a récemment réorienté son sujet pour tenir compte des contraintes inhérentes à son terrain d'enquête. Il travaille désormais sur la rivalité stratégique sino-américaine en Asie-Pacifique, comparant les stratégies d'emploi des drones en Chine et aux États-Unis. Malcolm LÉON est revenu sur les difficultés et les enjeux d'une approche comparée, et la nécessité de combiner une approche technique et politique de ces questions.

Jean-Vincent HOLEINDRE
Directeur scientifique

24 Janvier : Café de l'École Militaire #1.



Le 24 janvier dernier se tenait le premier « Café de l'École Militaire », organisé en partenariat exclusif avec l'Association des journalistes de défense (AJD) et rassemblant des organismes de recherche, de prospective et de formation de l'École Militaire. Étaient ainsi représentés le CESG (Centre d'enseignement supérieur de la Gendarmerie), le CREOGN (Centre de recherche de l'EON), le CHEM (Centre des hautes études militaires), le CICDE (Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations), l'École de Guerre, la revue *Inflexions* de l'armée de Terre et l'IRSEM, à l'initiative de ce projet.

Ce rendez-vous inédit a permis aux représentants de chaque institut de présenter leur organisme, leurs missions et spécificités et d'entamer des échanges nourris avec les journalistes présents.

À l'origine de cette rencontre ? La volonté de présenter l'École militaire comme un campus, véritable pôle de réflexion et de production de la Défense. Il s'agissait aussi de mettre en exergue le lien entre les différents instituts, unis par un objectif commun : participer à la compréhension des enjeux de sécurité et de défense par le plus grand nombre, dans un monde de plus en plus complexe et menaçant. Ainsi, cette rencontre à vocation trimestrielle a pour mission de promouvoir les productions des différents organismes, de valoriser les relations civilo-militaires et de consolider la notoriété de la Communauté de Défense.

Ce premier rendez-vous a définitivement révélé l'intérêt des journalistes pour ces organismes de la Défense et permet d'envisager l'avenir de ces prochaines rencontres avec enthousiasme !

Hélène ROLET
Chargée de communication

ACTUALITÉS DES CHERCHEURS



Élie BARANETS

- Interview « Versus Penser », *Radio Télévision Suisse*, 16 janvier 2017.



Fatiha DAZI-HENI

- Article « Arabie saoudite : Transformation ou illusion », *Questions internationales*, n° 89, Janvier-Février 2018.



François DELERUE

- Auditionné avec le colonel Olivier PASSOT dans le cadre de la Mission d'information sur la cyberdéfense de la Commission de la Défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, 16 janvier 2018.

- Conférence « *After the UNGGE: Norms and rules for state behavior in cyberspace?* », Odense Cyber Conference, conférence organisée par l'Université d'Odense ([Center for War Studies](#)) et l'[European Council for Foreign Relations](#), Odense, Danemark, 18-19 janvier 2018.

- Conférence « *To Speak or not to Speak : Streamlining public attribution?* », Odense Cyber Conference, Odense, Danemark, 18-19 janvier 2018.

- Conférence « *Prolifération des cyber armes et droit de la responsabilité* » avec Aude GÉRY, [Forum international de la cybersécurité](#), Lille, 23-24 janvier 2018.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Interview : entretien autour de l'ouvrage *La ruse et la force* pour le blog [Paroles d'actu](#) animé par Nicolas ROCHE, 6 janvier 2018.

- Participation en qualité de rapporteur au jury de la thèse de M. Frédéric COHEN, *La question du meilleur régime politique à l'épreuve des relations internationales dans l'œuvre de Raymond Aron*, sous la direction de Pierre MANENT, EHESS, 10 janvier 2018.

- Conférence « Actualité de Raymond ARON pour la science politique et les relations internationales », discutant de l'exposé de Gwendal CHÂTON, séminaire Raymond Aron, EHESS, 16 janvier 2018.

- Conférence et présentation de l'IRSEM à la faculté de droit et de science politique de l'Université de Rennes 1, 24-25 janvier 2018.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Conférence « État du monde contemporain », formation continue « Le magistrat français et l'environnement international », École nationale de la magistrature, Paris, 8 janvier 2018.

Anne MUXEL



- Conférence « La fabrique de la citoyenneté : éléments de cadrage et renouvellement des problématiques », troisième conférence du Cycle Citoyenneté du Conseil d'État intitulée, 17 janvier 2018.

- Présentation « Défiance politique et érosion de la confiance démocratique », séminaire du CERI, Sciences Po, 24 janvier 2018.



Angélique PALLE

- Article « [Les flux électriques européens, de la mise en politique à la politisation ?](#) », *Géocarrefour*, 91:3, 2017.



Marianne PÉRON-DOISE

- Participation à l'émission « Le Parler Vrai » sur le thème « Négocier avec la Corée du Nord, mais quoi ? », *Canal Plus*, 8 janvier 2018.

- Conférence « Puissance nucléaire nord-coréenne : capacités et doctrine », Comité Stratégie et Dissuasion, École de Guerre, 10 janvier 2018.

- Interview « Peut-on croire au dégel entre les deux Corées ? », *Le débat du jour*, RFI, 17 janvier 2018.

- Conférence « UE and Japan in front of China's growing assertiveness in the South China Sea », symposium « EU/ Japan cooperation in uncertain times », Istituto Affari Internazionali, Rome, 18-19 janvier 2018.

- Article « La menace nord-coréenne et la dissuasion japonaise : du réalisme défensif au réalisme offensif » in Océane ZUBELDIA et Marianne PÉRON-DOISE (dir.), « *L'Industrie de défense japonaise, renaissance et innovation* », Étude de l'IRSEM n° 54, 2018.



Antoine PIETRI

- Participation au groupe de travail externe « CONFLICTARM » organisé par l'Université de Bordeaux, Atelier 1 : « Qu'est-ce qu'un conflit ? », 26 janvier 2018.



Maud QUSSARD

- Conférence « Les relations transatlantiques : quelles perspectives sous l'Administration Trump ? », IHEDN, IEP de Grenoble, 23 janvier 2018.



Pierre RAZOUX

- Articles « Les forces armées saoudiennes » et « Les relations entre l'Arabie saoudite et Israël », *Questions internationales* n° 89, janvier 2018.

- Conférences sur « La géopolitique du Moyen-Orient », Université française d'Égypte (UFE), Centre Al Ahram d'études stratégiques du Caire, 8 au 13 janvier 2018.

- Interview « Quand l'Algérie explosera... », *Valeurs actuelles*, 11 janvier 2018.

- Animation de l'atelier wargaming stratégique de l'IRSEM, autour du thème prospectif d'un affrontement régional au Levant et au Moyen-Orient dans un contexte post-Daech, 19 janvier 2018.



Denis TULL

- Séminaire « Mutiples crises : le Mali après cinq années d'interventions militaires », Heinrich-Böll-Stiftung, Berlin, 30 janvier 2018.



Océane ZUBELDIA

- Publication (codirection avec Marianne Péron-Doise) « Industrie de défense japonaise, renaissance et innovation », *Étude de l'IRSEM* n° 54, 24 janvier 2018.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ÉTATS-UNIS

Daniel P. VAJDICH, « [Trump Should Abide by His Own National Security Strategy](#) », *Foreign Policy*, 24 janvier 2018.

Pour aller plus loin concernant la stratégie de sécurité nationale du président TRUMP et la dichotomie entre la lettre du document, ses principaux concepts accrédités officiellement par le président, et ses décisions ou déclarations publiques. Le document préciserait une doctrine de l'*America First* qui, contrairement à celle de ses prédécesseurs, privilégierait la compétition à la coopération sur la scène internationale, et tendrait à réaffirmer les valeurs de l'exceptionnalisme américain, alors même que le « modèle de démocratie américain » de l'ère TRUMP irait à l'encontre de celles-ci.

Pourquoi la Turquie sera une préoccupation inévitable pour les États-Unis en 2018 ? James F. JEFFREY, David POLLOCK, « [How to Stop the War Between Turkey and the Syrian Kurds](#) », *Foreign Policy*, 25 janvier 2018.

Quelle pourra être la position américaine, a priori peu tenable, vis-à-vis de la Turquie alliée de l'OTAN et des kurdes de Syrie, alliés des États-Unis dans le conflit contre l'EI ? Quels sont les scénarios que les États-Unis seraient les plus à même d'adopter pour ménager ces deux alliances et prévenir l'embrasement possible d'un nouveau conflit au Kurdistan ?

Quel bilan de la première année de la présidence Trump, pour les alliés ? « [One Year of President Trump: Views from Around the World](#) », *German Marshall Fund of the United States*, 18 janvier 2018.

Parmi les nombreuses publications qui ont accompagné la date anniversaire de l'entrée en fonction du président TRUMP, un récent *policy brief* du GMF fait le point de manière synthétique sur les perceptions et les enjeux de la présidence TRUMP vue de Washington, d'Europe ou d'Asie.

Enjeux et prospective sur les priorités américaines et les risques de conflits pour l'année à venir.

- Paul B. STARES, [Preventive Priorities Survey : 2018](#), Center For Preventive Action, 11 décembre 2017.

- **Robert MALLEY**, « [10 conflicts to watch](#) », *Foreign Policy*, janvier 2018.

Deux documents complémentaires à signaler : le rapport de l'étude menée par le Center For Preventive Action, du think tank Council on Foreign Relations, auprès d'une centaine d'experts américains, qui privilégie une approche quantitative donnant lieu à des résultats parfois surprenants et symptomatiques semble-t-il des priorités de « l'Amérique d'abord » ; et le dossier plus analytique proposé par *Foreign Policy* présentant les 10 conflits les plus préoccupants pour l'année à venir.

Maud QUESSARD
Chercheur États-Unis

Colloque « Trump Year One » Paris 2, CERSA.

Le 19 janvier 2018, le groupe de recherche *Law & Humanities* (CERSA, Paris 2) organisait un colloque dont l'objectif était la mise en perspective de l'action du président TRUMP au terme de sa première année de mandat, à travers quatre axes principaux : les décisions politiques et les rapports avec le Congrès et le système judiciaire, l'impact sur l'économie, les relations internationales, la société civile.

Parmi les intervenants, étudiant la possibilité d'une dérive autoritaire de la présidence TRUMP, Vincent MICHELOT, professeur à Sciences Po Lyon, a d'abord développé la théorie d'une « présidence de chaos » (*chaos presidency*) résultant de dysfonctionnements de la « machine institutionnelle » : processus de sélection dysfonctionnel lors des primaires, faisant état de la combinaison de deux maux principaux, la désintermédiation et l'extrême polarisation qui ont affaibli le Congrès (présenté comme la « branche brisée » du système institutionnel américain). Cet affaiblissement du Congrès favoriserait un exécutif renforcé et la continuité d'une forme de « présidence impériale ». A ce chaos du système politique et partisan que la présidence TRUMP ne permet pas de reconstruire, s'ajoutent les faiblesses récurrentes du système judiciaire. Pour Anne DESYINE, professeur émérite de l'Université Paris Ouest-Nanterre, les tribunaux jouent un rôle de contrepoids modeste au comportement de TRUMP en appliquant des « mesures temporaires » (*temporary measures*), alors que le pouvoir des tribunaux se trouve érodé par les attaques verbales de TRUMP contre les magistrats (« *so-called judge* »), son rejet manifeste des compétences des tribunaux, et les nominations de nombreux magistrats conservateurs plus favorables à la Maison-Blanche. Or, pour Phil HOS-TAK, avocat américain, le phénomène TRUMP (caracté-

risé par le mépris des normes et de règles de droit) n'est pas nouveau, il s'inscrirait au contraire dans la continuité des présidences antérieures. Enfin, l'historien Gary GERSTLE, professeur à Cambridge University, a appuyé l'idée d'une présidence impériale, et d'un locataire de la Maison Blanche qui, loin d'être le produit du *Grand Old Party* (Républicain), serait au contraire en train de le transformer à son avantage. En politique étrangère, Alexandra DEHOOP SCHEFFER a rappelé que, malgré le chaos apparent de l'ordre international, cultivé par le président américain et renforcé par son imprévisibilité, il y aurait une technique TRUMP. Une volonté de négocier sans concession au cas par cas avec l'ensemble des acteurs non plus de la gouvernance mondiale mais, dans une perspective hobbesienne, de ce qui est perçu et présenté par les proches conseillers du président comme une arène internationale, où tous les acteurs, étatiques ou privés, peuvent être considérés comme des partenaires ou des adversaires.

Maud QUESSARD
Chercheur États-Unis

Diana REISMAN
Assistante de recherche

QUESTIONS RÉGIONALES SUD

Présentation de Peter GRIES, « Gaullism and La Chine : How Identities and Ideologies Shape French Attitudes towards China », 22 janvier 2018.

Le lundi 22 janvier 2018 à l'École militaire s'est tenue l'intervention du professeur Peter GRIES, organisée par Juliette GENEVAZ, intitulée « Gaullism and La Chine : How Identities and Ideologies Shape French Attitudes towards China ». Face à une dizaine de personnes (doctorants, étudiants, chercheurs), le professeur GRIES, directeur du Manchester China Institute à l'université de Manchester, y a présenté ses recherches sur la perception française de la Chine, dans le cadre de la rédaction de son prochain ouvrage consacré plus largement aux représentations que se font les Allemands, les Français et les Britanniques de la Chine. La séance s'est déroulée en deux temps. Le professeur GRIES a d'abord présenté sa précédente publication, *The politics of American Foreign Policy*, afin d'expliquer sa méthode d'analyse, fondée sur une approche statistique, avant d'exposer les données collectées sur la perception française de la Chine. Celles-ci ont notamment révélé les attitudes divergentes des individus sondés sur la base de leurs orientations

politiques. Les participants ont ensuite été invités à débattre de l'interprétation des résultats, donnant lieu à un échange animé sur les relations sino-françaises ainsi que sur la récente visite du Président Emmanuel MACRON en Chine.

Mélanie SADOZAÏ
Apprentie Questions régionales Sud

DÉFENSE ET SOCIÉTÉ

Daniel KRCMARIC, « [Varieties of civil war and mass killing: Reassessing the relationship between guerrilla warfare and civilian victimization](#) », *Journal of Peace Research*, 55:1, 2018, p. 18-31.

Une idée en vogue – et jusque-là largement acceptée par la communauté scientifique – veut que les guérillas produisent un ratio plus élevé de victimes non combattantes que les guerres civiles conventionnelles. En effet, les guérillas sont caractérisées par un rapport de force asymétrique entre État et rebelles, ce qui rend ces derniers dépendants du soutien logistique et tactique de la population locale et inciterait donc le gouvernement à cibler les civils afin de décourager l'aide aux rebelles. Une nouvelle étude démontre statistiquement que les massacres de masse ont en réalité plus de probabilité de survenir lors d'une guerre civile conventionnelle que lors d'une guérilla. Pour l'auteur, ceci s'explique en partie par la technologie du conflit (bombardements aériens, usage de l'artillerie lourde, etc.), mais aussi par des raisons stratégiques : les situations de guérillas incitent à la fois le gouvernement et les rebelles à gagner le soutien de la population, tandis qu'une guerre conventionnelle incite le gouvernement à prendre les civils pour cible afin de priver les rebelles de leur pool de recrutement et de leurs moyens de production économiques.

Sophie PANEL
Postdoctorante

Nina RONES, « [Gender-mixed army dorm rooms, 50% women and all-female special forces training : How does Norway's radical attempt to integrate women work ?](#) », *Res Militaris*, 7:2, 2017.

La mixité des dortoirs se présente comme l'une des stratégies mobilisées par les armées norvégiennes afin de faciliter l'intégration des femmes. Les recherches ayant été effectuées sur le sujet ont eu tendance à montrer que de telles mesures ont en effet contribué à réduire

l'incidence des stéréotypes de genre en matière de comportements et de différenciation entre les sexes. À partir d'une observation ethnographique s'étant déroulée sur une année, cet article montre cependant que la mixité en contexte militaire ne conduit pas nécessairement à une remise en question de la division genrée du travail traditionnelle. D'un autre côté, il montre que la mise en place d'une formation 100 % féminine au sein du Commandement norvégien des Opérations Spéciales a pu permettre aux femmes un plus grand investissement dans leur préparation militaire, ce qui les a amenées à développer de nouvelles compétences, tout en contribuant à la construction d'un récit inédit sur la « capacité » des femmes en opérations. Sur la base de ces observations, l'auteure suggère qu'une séparation de sexes pendant une partie de la formation militaire peut se révéler bénéfique à une meilleure intégration des femmes dans les armées et à une amélioration de leurs performances.

Camille BOUTRON
Chercheuse Sociologie du genre et des conflits

Bjerke Thea APESTRAND & Nina RONES, « [The fine line between funny and offensive humour in a total institution](#) », *Res Militaris*, 7:2, 2017.

L'article examine la façon dont l'humour peut être mobilisé par les conscrits et conscrites de l'armée norvégienne afin de faire face à l'affectation des interactions sociales induite par le service militaire. En s'appuyant sur le concept goffmanien « d'institutions totales », les auteures postulent en effet que le quotidien dans le service militaire se caractérise par un effacement des frontières entre service, loisir, et intimité, qui privent l'individu de toute capacité de retrait du collectif. Elles sont dès lors interrogées sur les ressources mobilisées par les conscrits et conscrites afin de préserver une certaine agentivité. Une jeune chercheuse de 24 ans a ainsi réalisé un terrain ethnographique d'un peu plus de deux semaines dans une unité de l'armée de Terre implantée en zone rurale au nord de la Norvège et soumise au régime de dortoirs mixtes. Ses observations ont alors montré que l'humour peut être mobilisé par les conscrits et conscrites comme recours contre la privation d'intimité, mais aussi afin de négocier des relations potentiellement conflictuelles (notamment avec le sexe opposé). Il peut aussi permettre de réduire la distance qui les sépare des sous-officiers qui les commandent. Or, si l'humour peut se révéler une véritable ressource dans la régulation des relations et comportements dans le quotidien, la frontière entre ce qui est drôle et ce qui

peut offenser, de ce qui relève de la plaisanterie ou du harcèlement, reste extrêmement floue. Son usage peut donc être potentiellement problématique et risqué.

Camille BOUTRON

Chercheur Sociologie du genre et des conflits

Conférence organisée par l'antenne parisienne du PAN (Polska Akademia Nauk) autour de l'ouvrage de Jérôme Heurtaux, *La démocratie par le droit. Pologne 1989-2016*, Les Presses de Sciences Po, 2017.

L'antenne parisienne de l'Académie polonaise des sciences, sise au [74 rue Lauriston](#) dans le seizième arrondissement, a organisé le 18 janvier une conférence autour du livre de Jérôme HEURTAUX, maître de conférences en science politique à l'Université Paris-Dauphine. Ce spécialiste des changements de régime en Europe postcommuniste analyse la façon dont les élites ont fait usage du droit pour édifier les institutions et les règles du jeu démocratiques et la manière dont la Pologne est passée d'un système de parti unique à un système dans lequel deux partis (PO et PiS) se partagent le pouvoir depuis plus de quinze ans, au détriment des mouvements associatifs (Solidarnosc) et civiques qui avaient amorcé et conduit le changement. Son ouvrage propose une histoire politique de la Pologne depuis son indépendance très documentée, car réalisée sur la base d'une enquête empirique de longue durée sur le terrain. Établir une démocratie demande du temps, des médias libres, une société civile prête à s'engager, un dialogue à tous les niveaux. C'est au contraire de ce que l'on observe en Europe centrale et orientale ces dernières années avec la montée de l'autoritarisme, l'abstention, le vote populiste, la défiance envers les institutions, les acteurs politiques et les médias.

Barbara JANKOWSKI

Chercheur Sociologie des forces armées

Publication de l'ouvrage de Dominique REYNIÉ (dir.), *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la fondation pour l'innovation politique*, Plon, 2017 (dans lequel Anne MUXEL a écrit une contribution intitulée : « L'effritement de la confiance démocratique par le renouvellement des générations »).

Cet ouvrage rassemble les analyses d'un ensemble d'experts et d'universitaires sur l'évolution des attitudes à l'égard de la démocratie dans vingt-six pays, comprenant l'ensemble des pays européens et les États-Unis. Plus de 22 000 citoyens ont été interrogés sur la base

d'une enquête portant sur un large ensemble de questionnements : la confiance dans les institutions et dans les gouvernants, le rapport au vote, la montée de l'autoritarisme et des populismes, l'état de l'opinion sur l'immigration, l'islam ou la nation, ou encore les jugements sur la police et l'armée. À des degrés divers, la défiance à l'égard des institutions et des acteurs politiques est commune à la plupart des démocraties. Ce volume fournit un ensemble de données inédites et comparatives pour alimenter la réflexion sur l'avenir des régimes démocratiques à l'âge de la transition démographique et de la globalisation.

Anne MUXEL

Directrice du domaine « Défense et société »

PENSÉE STRATÉGIQUE

Kimberly MARTEN, « [Reconsidering NATO expansion: a counterfactual analysis of Russia and the West in the 1990s](#) », *European Journal of International Security* (à paraître), publié en ligne le 1^{er} novembre 2017.

L'article réexamine l'histoire de l'élargissement post-guerre froide de l'OTAN, et pose deux questions : 1) existait-il de réelles alternatives à l'élargissement, et 2) ce dernier a-t-il été à l'origine de la détérioration des relations entre la Russie et l'Occident ? La thèse soutenue est que la politique interne était le principal facteur expliquant les choix politiques côtés américains et russes, que l'élargissement était sans doute inévitable étant donné l'impact des facteurs de politique interne aux États-Unis et l'assentiment côté Europe de l'Ouest, que le revirement hostile à l'Occident de la part de la Russie avait précédé les débats aux États-Unis portant sur l'élargissement, que c'est une préoccupation en termes du statut de la Russie qui explique ce revirement plutôt que la perception d'une menace militaire, aggravé par des frappes occidentales unilatérales plutôt que par une extension géographique de l'OTAN, et que la seule initiative politique qui aurait pu, de manière réaliste, ralentir l'élargissement de l'OTAN si elle avait été adoptée différemment, en l'occurrence le Partenariat pour la Paix, n'a pas eu d'effet sur les préoccupations du statut de la Russie, et n'aurait pas conséquent pas pu donner un autre sens à cette relation.

Élie BARANETS

Postdoctorant

Philippe ERRERA, conférence « Comment faire face à la multipolarité nucléaire », 9 janvier 2018.

Dans le cadre de son programme *Brown Bag Seminar Series*, l'IFRI organisait le 9 janvier 2018 un événement autour de M. Philippe ERRERA, Directeur général des Relations internationales et de la Stratégie (DGRIS) du ministère des Armées, sur le thème « Comment faire face à la multipolarité nucléaire ». Offrant une description à la fois synthétique et précise de l'environnement stratégique sur le plan nucléaire, cette présentation a mis en exergue les risques associés non seulement à la croissance des arsenaux nucléaires (multiplication et diversification des systèmes d'armes, maintien et développement d'arsenaux nucléaires tactiques), mais surtout aux choix doctrinaux réalisés par certains États : utilisation de l'arme nucléaire à des fins d'intimidation stratégique, effacement de la singularité de l'arme nucléaire par la conception d'un continuum conventionnel nucléaire, etc.

Nul besoin de recourir à la théorie des relations internationales pour avancer que la multipolarité nucléaire actuelle est préoccupante, moins en raison de la multiplicité des acteurs nucléaires que de l'adoption par certains de politiques dangereuses (non limitées d'ailleurs à la dimension nucléaire). En France, la dissuasion se place dans une perspective strictement défensive ; l'emploi d'armes nucléaires ne serait concevable que dans des circonstances extrêmes de légitime défense (article 51 de la Charte des Nations Unies). Ce cadre de pensée est peut-être finalement moins la règle que l'exception. « Nous parlons de dissuasion, s'agissant des autres puissances nucléaires, comme s'il allait de soi qu'elles partageaient cette conception » a expliqué Philippe ERRERA. Or il n'en est rien : l'arme nucléaire ne sert pas qu'à dissuader : les agissements récents de certains États ont brutalement imposé ce constat.

Dans le prolongement de la revue stratégique de défense et de sécurité nationale, Philippe ERRERA a également fait part d'une préoccupation face à l'affaiblissement des instruments bilatéraux de maîtrise des armements et des outils de lutte contre la prolifération (violations dans les domaines nucléaire et chimique, remise en cause de nature politique à travers la conclusion d'un traité sur l'interdiction des armes nucléaires).

Pour « faire face » à cette multipolarité nucléaire, au-delà des préconisations relatives à l'outil de défense (renforcement des capacités nationales de renseignement, maintien et renouvellement des deux composantes de la dissuasion nucléaire) et à la politique étrangère (fer-

meté dans le règlement des crises nucléaires, renforcement du TNP, coopérations avec nos alliés, etc.), Philippe ERRERA a aussi évoqué la nécessité d'un investissement intellectuel dans le but de réapprendre la « grammaire » nucléaire.

Tiphaine de CHAMPCHESNEL
Chercheur Dissuasion et désarmement nucléaires

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Andrew OROS, *Japan's Security Renaissance : new policies and politics for the twenty-first Century*, Columbia University Press, 2017, 272 p.

Professeur de science politique et de relations internationales au Washington College dans le Maryland, Andrew OROS est un spécialiste de l'Asie de l'Est qu'il a pu étudier de près en suivant des études universitaires au Japon de 1987 à 1999 puis lors de nombreux séjours en tant que professeur invité en Chine et au Japon. Ce dernier ouvrage complète une réflexion sur les questions de sécurité et de défense japonaises entamée avec *Normalizing Japan : Politics, Identity, and the Evolution of Security Practices*, publié aux Stanford University Press en 2008 suivi par la corédaction de *Global Security Watch : Japan* publié aux Praeger Press en 2010. Le livre d'Andrew OROS s'ouvre sur la célèbre phrase de Shinzo ABE, Premier ministre du pays depuis 2012 et partisan d'un Japon décomplexé qui n'hésite pas à adopter une posture de défense active : « Japan is back ». Ce pragmatisme qui s'attache désormais dans le traitement des questions de sécurité tant au sein des élites que de l'opinion publique de l'archipel illustrerait une « Renaissance ». Cette métaphore qui renvoie à l'Europe du quatorzième siècle et aux profonds bouleversements politiques, économiques et intellectuels de l'époque peut sembler excessive. Mettre sur le même plan, comme l'auteur, la révélation que la terre n'est pas au centre de l'univers, grand débat qui a agité la Renaissance et le changement d'attitude du Japon dans son rapport à la sécurité et à la défense peut même paraître naïf. On rappellera ici que l'auteur terminait son ouvrage en septembre 2015 au moment où ont été votés, non sans résistance de la part de l'opinion publique, les lois sur la sécurité collective qui autorise notamment Tokyo à se porter au secours d'un allié.

La réflexion d'Andrew OROS témoigne de l'éternel débat concernant la trajectoire de la politique de sécurité japonaise depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : évolution ou révolution ? C'est-à-dire ajustement dans le cadre constitutionnel pacifiste imposé ou rupture radicale avec le passé de l'archipel. Andrew OROS semble se ranger sur l'école évolutionniste. Selon lui, les changements survenus dans la politique de sécurité japonaise depuis 2006 sont le produit d'un héritage historique successif : la mémoire contestée de la Grande Guerre du Pacifique et de la colonisation japonaise, les contraintes « antimilitaristes » post-guerre pesant sur les structures et le personnel de défense du pays et l'alliance nippo-américaine.

Marianne PÉRON-DOISE
Chercheuse Asie du Nord

Lettre du CICDE, décembre 2017.

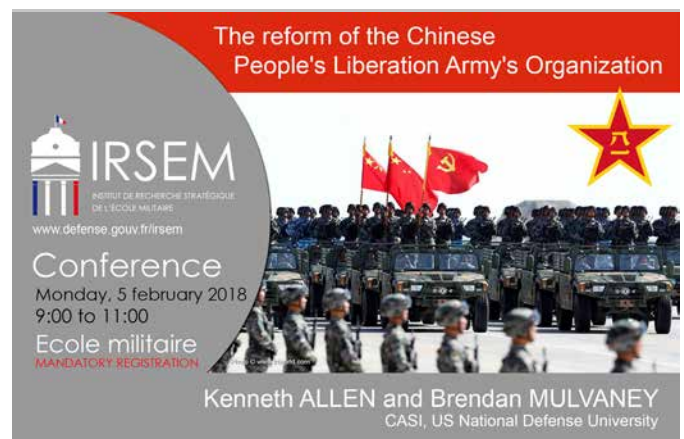
La lettre du CICDE du mois de décembre 2017 traite de la question de la désinformation, étant posé que le champ des perceptions est un « champ de bataille à part entière » (général WINDECK). Le célèbre romancier Vladimir VOLKOFF avait décrit la désinformation comme une « arme de guerre visant à manipuler l'opinion publique à des fins politiques par des moyens détournés ». Les armées ont leur mission dans la lutte contre la désinformation, étant entendu que toute stratégie victorieuse nécessite (et nécessitera encore plus à l'avenir) le contrôle des champs immatériels (cyberespace et informationnel). Le colonel LAGRANGE préconise une approche type *Blockchain* afin de sécuriser le stockage et la transmission des informations. Le colonel KIRSCH rappelle les fondamentaux d'une stratégie militaire d'influence et l'existence d'un cycle vertueux (analyser — planifier — conduire — évaluer). Pour éviter que la lutte contre la désinformation devienne l'instrument d'une nouvelle désinformation, il préconise de rechercher l'objectivité en prenant en compte nos propres biais cognitifs.

Ce document est [accessible via Intradef](#).

COL Olivier PASSOT
Directeur du domaine « Pensée stratégique »

À VENIR

5 février : Conférence « The reform of the Chinese People's Liberation Army's Organization », with Kenneth ALLEN and Brendan MULVANEY. The briefing will discuss the PLA's 15-grade and 10-rank structure that forms the basis for the PLA's overall structure. It looks at the changes in the Central Military Commission in terms of structure and personnel. It then addresses the structure of the four services – Army, Navy, Air Force and Rocket Force – and the new Strategic Support Force, as well as the shift from the previous 7 Military Regions to 5 Theater Commands and their subordinate Theater Command services and the new focus on “jointness”. [Mandatory registration.](#)



6 février : L'IRSEM recevra le professeur Ilan GREILSAMMER qui prononcera une conférence sur « La politique étrangère israélienne face aux recompositions géopolitiques du Moyen-Orient ». Cette conférence sera animée par Pierre RAZOUX. [Inscription](#) obligatoire sur le site de l'IRSEM.



8 février : L'IRSEM vous convie à un séminaire sur « Les risques nucléaires dans l'espace baltique » de 9h à 11h30 dans l'amphithéâtre Moore à l'École militaire. Le programme est disponible [sur le site](#) de l'IRSEM (inscription obligatoire).

Les risques nucléaires civils et militaires dans l'espace baltique

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

Séminaire
École militaire
Jeudi 8 février 2018
9h00 - 11h30

Inscription obligatoire

organisé par Céline BAYOU (INALCO) et Céline MARANGÉ (IRSEM)

28 février : Lancement parisien du volume *Military Balance 2018*. L'évènement, qui se déroulera en anglais et en français, est organisé par l'IRSEM et l'International Institute for Strategic Studies (IISS).

Launch of The Military Balance 2018

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

THE MILITARY BALANCE
THE ANNUAL ASSESSMENT OF GLOBAL MILITARY CAPABILITIES AND DEFENCE ECONOMICS

Conférence
École Militaire
10h00 - 12h00

IISS

2018

Mercredi 28 février 2018

14 février : Robert DUJARRIC, directeur de l'institut Contemporain d'Études asiatiques de l'Université Temple à Tokyo, tiendra une conférence sur « Le Japon et la politique asiatique de Donald TRUMP » de 11h00 à 12h30.

Le Japon face à la politique asiatique de Donald Trump

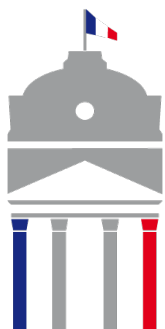
IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

Conférence
École militaire
14 février 2018
11h00 - 12h30

Inscription obligatoire

par Robert DUJARRIC, directeur de l'ICAS, Tokyo
organisée par Marianne PÉRON-DOISE

21 février : La prochaine séance de l'atelier « Simulation stratégique-Wargaming » de l'IRSEM se tiendra le mercredi 21 février 2018 de 13h45 à 18h00 (salle de convivialité) sous la direction de Pierre RAZOUX. Cette séance, en prise avec l'actualité la plus brûlante, permettra aux participants de se projeter dans une logique post-Daech au Levant et au Moyen-Orient, tant en Syrie et au Liban qu'en Irak, afin de mieux cerner les rapports de forces, les stratégies et les contraintes des principaux acteurs régionaux engagés aujourd'hui dans la région, alors même que la tension reste forte entre Israël, l'Iran et l'Arabie saoudite.



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Février 2018

www.defense.gouv.fr/irsem

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Événements, actualité des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 8\)](#)

Questions régionales Sud, Questions régionales Nord, Défense et société, Armement et économie de défense

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 11\)](#)



[À VENIR \(p. 13\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉVÉNEMENTS

5 février : « The reform of the Chinese People's Liberation Army's Organization », conférence organisée par Juliette GENEVAZ (Questions Régionales Nord).



Juliette GENEVAZ, chercheur Chine à l'IRSEM, a invité Kenneth ALLEN et Brendan MULVANEY, du *China Aerospace Studies Institute* de la *National Defense University* aux États-Unis, dans le cadre d'une conférence sur la nouvelle organisation de l'Armée populaire de Libération (APL). Ken ALLEN a expliqué les changements à l'œuvre dans l'organisation des troupes. En 2016, XI Jinping a établi un quartier général pour l'armée de terre et créé la force de soutien stratégique et la force des fusées ; il a transformé les sept régions militaires en cinq théâtres de commandement qui disposent désormais chacune d'un quartier général favorisant le commandement conjoint des forces. En-deçà de ces changements importants, l'APL reste préoccupée par des problèmes quotidiens de gestion des ressources humaines qui limitent ses capacités, a démontré ALLEN.

Juliette GENEVAZ
Chercheur Chine

Mélanie SADOZAI
Apprentie Questions régionales Sud

6 février : Conférence « La politique étrangère israélienne face aux recompositions géopolitiques du Moyen-Orient ».



L'IRSEM a reçu le professeur Ilan GREILSAMMER pour une conférence sur « La politique étrangère israélienne face aux recompositions géopolitiques au Moyen-Orient ». Celui-ci a décrypté les enjeux et les piliers de la politique israélienne dans la région, de même que les défis intérieurs et extérieurs auxquels fait face Israël aujourd'hui. Le débat, animé par Pierre RAZOUX, a permis aux participants d'échanger avec le professeur GREILSAMMER sur de nombreux points, qu'il s'agisse du dossier palestinien, de la crise syrienne, de la rivalité avec l'Iran ou de la relation d'Israël avec l'Europe, la Russie, les États-Unis, la Chine, l'Égypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite.

Pierre RAZOUX

Directeur du domaine « Questions régionales Nord »

8 février : Séminaire sur « Les risques nucléaires dans l'espace baltique ».



Céline MARANGÉ (IRSEM) et Céline BAYOU (INALCO) ont organisé un séminaire sur les « Risques nucléaires dans la Baltique », un événement qui s'inscrivait dans le cadre d'un cycle de séminaires sur les enjeux de sécurité dans la Baltique. La première partie était consacrée au nucléaire militaire. Corentin BRUSTLEIN (IFRI) a abordé la question « des gesticulations nucléaires de la Russie dans la région de la Baltique ». En contrepoint, Bruno TERTRAIS (FRS) a ensuite présenté les efforts de dissuasion et de réassurance de l'OTAN. Tiphaine DE CHAMPCHESNEL, chercheur à l'IRSEM, spécialiste du nucléaire rattachée au pôle « Pensée stratégique », a assuré la discussion, s'interrogeant notamment sur la distinction entre dissuasion et intimidation. La deuxième partie du séminaire portait sur le nucléaire civil, plus particulièrement sur les rivalités liées à la construction de nouveaux réacteurs. Céline BAYOU a traité du « nucléaire civil sur la rive sud de la Baltique » et en particulier des enjeux de sûreté et des concurrences régionales qui en résultent, tandis que TEVA (Institut français de Géopolitique) a présenté un exposé qui s'intitulait « Le nucléaire suédois et finlandais : stratégies géopolitiques régionales et tensions politiques internes » et qu'il a illustré de nombreuses cartes. La discussion était assurée par Katerina KESA (INALCO).

Céline MARANGÉ

Chercheur Russie, Ukraine et Asie centrale

14 février 2018 : Séminaire Afrique, « L'intervention de la Cedeao en Gambie » par Vincent FOUCHER, organisé par Denis TULL.

Le mercredi 14 février s'est tenu le séminaire consacré à la recherche sur l'Afrique organisé par Denis TULL de l'IRSEM. À cette occasion, Vincent FOUCHER, chargé de recherche au CNRS et à Sciences Po Bordeaux, était invité pour discuter de l'intervention de la CEDEAO de 2017 en Gambie. Face à un public composé majoritairement de rédacteurs Afrique auprès des institutions françaises (SGDSN, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, État-major), Vincent FOUCHER a évoqué le départ du président gambien Yahya JAMMEH en janvier 2017 et l'appui de la CEDEAO dans l'esquisse d'un régime prodémocratique dans la région ouest-africaine. Il a également souligné le rôle du Sénégal dans cette intervention en particulier, et dans les affaires gambiennes en général. À la suite de l'exposé, les participants ont pu échanger sur le rôle de la CEDEAO en Gambie, mais aussi au Mali ou au Burkina Faso, ainsi que sur la place des intérêts souvent ambigus des États voisins dans le cadre d'interventions sous-régionales.

Mélanie SADOZAÏ
Apprentie Questions régionales Sud

14 février 2018 : Conférence « Le Japon face à la politique asiatique de Donald TRUMP », École Militaire.



Centrée sur le tournant réactif de l'actuelle politique étrangère japonaise, la conférence a permis à Robert DUJARRIC, Directeur de l'Institut contemporain des Études asiatiques de l'Université Temple, Tokyo, de développer longuement l'idée d'un « macronisme » de Shinzo ABE en réaction aux initiatives diplomatiques de Donald TRUMP en Asie. Marianne PÉRON-DOISE, chercheur à l'IRSEM, est intervenue sur le débat concer-

nant le scénario d'un « *bloody nose* » à l'encontre de la Corée du Nord. Karoline POSTEL-VINAY, directrice de recherche au Ceri Sciences Po a commenté ces présentations en revenant sur les difficultés de la construction d'un régionalisme est-asiatique, son ancrage mémorial et les efforts du Japon pour normaliser ses relations tant avec la Chine que la Corée du Sud.

Pour Robert DUJARRIC, Donald TRUMP a bouleversé la vision japonaise d'un ordre régional asiatique stable et prospère en affaiblissant les Alliances, en choisissant le protectionnisme, le repli sur soi et une politique agressive vis-à-vis de la Corée du Nord. Le Premier ministre ABE n'a pu que multiplier des « contre-mesures » diplomatiques comme la promotion du Traité Transpacifique, le développement de coopérations nouvelles avec l'OTAN, l'Europe et la recherche de relations apaisées avec la Russie et la Chine pour sauvegarder l'ordre libéral. Ce « macronisme » se définit comme un proaméricanisme qui transcende la personnalité et l'action de Donald TRUMP en évitant toutes tensions dans la relation Washington-Tokyo et en comblant le déficit de présence américain par un discours néo-libéral fédérateur sur la défense de valeurs communes qui trouve un écho au sein de l'ASEAN, de l'Australie, de l'Inde et jusqu'en Europe. Cette posture est d'autant plus intéressante que contrairement aux leaders occidentaux, comme Emmanuel MACRON ou Angela MERKEL, Shinzo ABE — issu d'un courant familial et politique d'essence réactionnaire et culturellement anti-américain — n'est pas « né » libéral. Sa transformation en défenseur pragmatique d'un ordre libéralisme mondialisé n'en est que plus remarquable et contribue à donner au Japon un ascendant nouveau.

Marianne PÉRON-DOISE
Chercheuse Asie du Nord

15 février : Présentation de Noémie CABAU dans le séminaire « Conflits et Économie de Défense ».

Noémie CABAU (Université Paris Dauphine) a présenté un travail de recherche intitulé « Is aid delivery relevant for deterring oppressors? A theoretical investigation ». L'auteur estime que, pour dissuader les dictateurs d'opprimer leur population, les institutions internationales pourraient offrir un « contrat » stipulant un niveau d'aide et un niveau de sanction conditionnés à l'arrêt de l'oppression. Ce contrat, contenant à la fois sanction et récompense, permet d'augmenter l'efficacité de l'aide au développement de deux manières : i) les dictateurs seraient davantage incités à limiter leur niveau d'oppres-

sion qu'avec une aide conditionnelle classique ii) ce type de contrat est moins coûteux pour les institutions internationales les proposant.

La discussion a été assurée par Jean-Claude BERTHELEMY (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et un dialogue constructif s'est ensuivi avec l'auditoire.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

15-18 février : Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, directeur de l'IRSEM, Munich Young Leader 2018.



La promotion 2018 avec le général MCMMASTER, conseiller à la sécurité nationale du président américain

La Munich Security Conference (MSC) qui se tient chaque année en Allemagne, est l'un des rendez-vous annuels les plus prestigieux sur les questions de défense et de sécurité, où se retrouvent depuis 1963 chefs d'États et de gouvernements, officiels civils et militaires, universitaires et journalistes. Depuis 2009, la MSC et la Fondation Körber ont un programme « Munich Young Leaders » consistant à sélectionner chaque année, dans le monde entier, une vingtaine de participants de moins de 40 ans, considérés comme ayant un fort potentiel, et de les faire participer à la MSC. Ce sont les ambassades d'Allemagne qui soumettent jusqu'à trois candidatures par pays, et la Fondation Körber et le président de la MSC qui choisissent.

Cette année, pour la 10^e promotion du programme, Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, le directeur de l'IRSEM, a été sélectionné. Seuls quelques Français l'avaient été les années précédentes : le député européen Arnaud DANJEAN, le secrétaire général adjoint de l'OTAN Camille GRAND, et la diplomate Alice GUITTON. Parmi les « jeunes leaders » de [la promotion 2018](#) se trouvent notamment des parlementaires britannique, tunisien, ukrainien, indien et finlandais ; des cadres des conseils de sécurité américain et israélien et du centre d'excellence de l'OTAN sur la communication stratégique ; des

chercheurs allemand, iranien, russe et sud-coréen ; un diplomate allemand et des conseillers ministériels somalien, saoudien et moldave.

Du 15 au 18 février 2018, Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER était donc parmi eux à Munich, pour participer à la MSC. [Le programme](#) très chargé des Munich Young Leaders – de 7h15 à 23h30 ! – comprenait, en plus des conférences officielles, des rencontres avec Anders FOGH RASMUSSEN, l'ancien secrétaire général de l'OTAN ; Mark LEONARD, le directeur de l'European Council on Foreign Relations (ECFR) ; Cheikh Mohammed bin Abdulrahman bin Jassim AL THANI, ministre des affaires étrangères du Qatar ; Jeffrey D. FELTMAN, secrétaire général adjoint aux affaires politiques des Nations Unies ; Tzipi LIVNI, ancienne vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères d'Israël ; le général H. R. MCMMASTER, conseiller à la sécurité nationale du président américain ; Ursula VON DER LEYEN, ministre de la Défense d'Allemagne ; NG Eng Hen, ministre de la Défense de Singapour ; et Jens SPAHN, député CDU du Bundestag.

Dans ce cadre, il a été demandé à Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER d'écrire [une tribune sur l'Europe de la Défense](#) pour le journal *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, qui a été publiée en anglais et en allemand le 17 février 2018.

21 février : Atelier « Simulation-Wargame ».



Pierre RAZOUX, Directeur du pôle « Questions régionales Nord », a organisé le 21 février 2018 une nouvelle session de l'atelier « Simulation-Wargame » de l'IRSEM au profit de chercheurs, de responsables militaires, d'experts de la DGRIS et du ministère des Armées et d'étudiants en master et doctorats. Cette séance, qui a rassemblé une quinzaine de participants, a permis de faire réfléchir

les personnes présentes aux nombreux atouts pédagogiques des *wargames* et les mettre face à des choix difficiles, pour tester leur sens de la décision et explorer le champ des possibles. Cette huitième séance consacrée à une éventuelle confrontation régionale au Levant et au Moyen-Orient dans une logique post-Daech, a permis aux participants de mieux cerner les rapports de forces, les stratégies et les contraintes des principaux acteurs régionaux engagés aujourd'hui au Moyen-Orient.

Cet atelier organisé régulièrement par l'IRSEM illustre la très grande utilité du *wargaming* qui fait l'objet de la *Note de recherche* n° 47 de Guillaume LEVASSEUR récemment publiée par l'IRSEM : « De l'utilité du *wargaming* » téléchargeable [via le lien suivant](#).

27 février : Séminaire Jeunes chercheurs en études de défense avec Jean-Vincent HOLEINDRE, Frédéric COSTE et Nicolas SIMONCINI.



Le 27 février s'est tenue la séance mensuelle du séminaire des Jeunes chercheurs de l'IRSEM. À cette occasion, Frédéric COSTE, maître de recherche au sein de la Fondation pour la Recherche stratégique (FRS) est intervenu sur le fait syndical dans les armées. Le chercheur s'interroge notamment sur les raisons pour lesquelles l'engagement syndical demeure un interdit dans les armées. Si, depuis 2015, les associations nationales professionnelles militaires se posent en interlocuteur privilégié de l'État pour promouvoir le dialogue social, le mot syndicat, lui, n'est toujours pas prononcé, et les mécanismes de négociations demeurent largement inexistant. Ceci peut partiellement s'expliquer pour Frédéric COSTE par une vision contrastée du syndicalisme au sein des armées.

Dans un deuxième temps, Nicolas SIMONCINI, de l'Université de technologie de Belfort-Montbelliard) a présenté son exposé : « Aux origines de la pile à combustible

(1959-1969) » tiré de sa thèse en préparation : « La pile à combustible des années 1960 à 1980 : entre recherche académique, militaire et privée ». En alliant perspectives historique, technique et politique, Nicolas SIMONCINI a présenté les réseaux qui ont permis le développement de la recherche et développement en matière de pile à combustible. Il s'est en outre intéressé aux acteurs impliqués dans ces recherches, entre secteur privé et secteur public, entre personnels civils et militaires. A la lumière de ces développements, le chercheur a pu tirer des conclusions sur les raisons du retard européen par rapport aux États-Unis.

La séance, introduite par Jean-Vincent HOLEINDRE, directeur scientifique de l'IRSEM, a été ponctuée de débats avec les Jeunes chercheurs soutenus par l'IRSEM et la DGRIS.

Marie ROBIN
Stagiaire

28 février : Présentation *Military Balance*.



L'IRSEM a eu le plaisir d'accueillir la présentation du *Military Balance* 2018 publié par l'International Institute for Strategic Studies (IISS). Sont intervenus au nom d'IISS François HEISBOURG, président du Conseil d'IISS, Ben BARRY, chercheur Guerre terrestre, Lucie BÉRAUD-SUDREAU, chercheuse Économie de défense, ainsi que Sonia LE GOURIELLEC, maître de conférences à l'Université Catholique de Lille, qui a rédigé l'entrée sur Djibouti.

Ben BARRY a insisté sur la montée en puissance de la Chine, en particulier dans les domaines aérien et naval. La Chine n'en est plus à rattraper les États-Unis, mais remet déjà en cause l'avantage technologique américain et se place à la pointe de l'innovation. Ben BARRY s'est

également fait l'écho de l'espoir du gouvernement britannique de demeurer étroitement associé à la politique de défense de l'Union européenne après le Brexit.

Lucie BÉRAUD-SUDREAU a pointé le fait que les dépenses de défense ont nettement augmenté en Europe en 2017, faisant du continent la région connaissant la plus forte croissance en la matière. Les données suggèrent également que la France est en train de dépasser le Royaume-Uni dans ce domaine.

Sonia LE GOURIELLEC a présenté le cas original de Djibouti, où se côtoient les bases militaires de plusieurs puissances, en particulier la France, mais aussi les États-Unis, la Chine ou le Japon. Plus généralement, elle a montré comment certains États africains utilisent leur participation à des missions de maintien de la paix comme des moteurs de modernisation de leurs moyens de défense.

Il s'ensuivit une riche discussion avec le public, qui a donné l'occasion à François HEISBOURG de commenter les récentes tensions entre Européens et Américains en matière d'industrie de défense.

Pierre HAROCHE
Chercheur Sécurité européenne



Pierre HAROCHE

- Conférence « Quel avenir pour l'Europe de la défense ? », cycle master 2 de l'IHEDN, 24 janvier 2018.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Rapporteur au jury de la thèse d'Amélie FERREY, « Les politiques d'assassinés ciblés aux États-Unis et en Israël », Sciences Po Paris, 7 février 2018.

- Président du jury de la thèse de Grégoire GAYARD, « Les activités internationales des États fédérés. Comparaison des politiques internationales du climat de la province du Québec et des régions francophones de Belgique », Université Paris II, 9 février 2018.

- Participation à la table ronde « Raymond ARON, penseur des relations internationales », Université Paris II, Centre Thucydide, 12 février 2018.

- Participation à la commission « Internationalisation » de l'Association française de science politique présidée par Jean JOANA, 21 février 2018.

- Introduction de la conférence de lancement du « Military Balance » (IISS de Londres), IRSEM, 28 février 2018.

ACTUALITÉS DES CHERCHEURS



Élie BARANETS

- Interview « Pourquoi les démocraties ne gagnent-elles pas toujours la guerre ? », *Télérama*, 6 février 2018.

- Présentation du livre *Comment perdre une guerre* (CNRS, 2017), séminaire « Guerres, conflits et sociétés au XXI^e siècle », École des Hautes Études en Sciences Sociales, 9 février 2018.

- Interview « Israël s'est privé d'une alternative stratégique très intéressante », *Actualité Juive*, 22 février 2018.



François DELERUE

- Présentation de l'article « Cyber International Law : Transformation or Decline of the Norms of International Law? », Forum de Recherche de la Société européenne de droit international, Université hébraïque de Jérusalem, Israël, 28 février — 1^{er} mars 2018.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Chapitre « France and the American Drone Precedent : A Consequentialist Response to a Polemical Critique », in Daniel R. BRUNSTETTER and Jean-Vincent HOLEINDRE (eds.), *The Ethics of War and Peace Revisited*, Georgetown University Press, 2018,

p. 97-116.

- Conférence « [Munich Young Leader 2018](#) », Munich, 15-18 février 2018.

- Tribune « [The Kairos of European Defence](#) », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 17 février 2018.

- Conférence « L'éthique oxymorique d'Aron », conférence *Autour de Raymond ARON, penseur des relations internationales*, Centre Thucydide, Université Paris-II Panthéon-Assas, 12 février 2018.

- Interview « [Les métamorphoses de la guerre](#) », La Grande table, *France Culture*, 22 février 2018.

- Interview « *War Studies* » dans Alexandre JUBELIN, « Qui pense la guerre ? », [Revue du crieur](#) n° 9, février 2018.



Céline MARANGÉ

- Conférence « Les élections présidentielles russes : quels enjeux ? » en compagnie du Pr. Jean-Robert RAVIOT et les étudiants du master « Géopolitique et relations internationales », Institut catholique de Paris, 12 février 2018.



Angélique PALLE

- Conférence « Dimensions régionales de l'Europe de l'énergie », Séminaire interne du Bureau des ressources géologiques et minières « S'engager dans la transition énergétique », Orléans, 14 février 2018.

- Présentation du rapport « L'intégration des énergies renouvelables variables dans les réseaux électriques, approches méthodologiques et industrielles » réalisé pour l'Alliance nationale de coordination de la recherche pour l'énergie au Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies, Paris, 14 février 2018.



Marianne PÉRON-DOISE

- Interview « Corées : la diplomatie olympique fera-t-elle des miracles ? », Géopolitique – Le débat, *RFI*, 4 Février 2018.

- Interview « Les enjeux des Jeux Olympiques pour les deux Corées », émission matinale de RCF, 8 février 2018.

- Interview « Jeux Olympiques de PyeongChang : des jeux pour la paix », Le Débat du Jour, *France 24*, 8 février 2018.

- Interview « JO d'hiver : en Corée l'art de la diplomatie à ski », *Libération*, 9 février 2018.

- Organisation avec Maud QUESSARD d'une table ronde sur le thème de la politique étrangère des États-Unis (Déclin et avenir de la puissance américaine, Corée du Nord) et de l'organisation de la Cyberdéfense américaine

avec Thomas PARKER, professeur de *Security Studies* à la *George Washington University*, Salle de Conférence de l'IRSEM, 14 février 2018.

- Article « PyeongChang : comment Kim Jong-un impose son agenda », *Tribune Revue de Défense Nationale*, 9 février 2018.

- Conférence « Le Japon face à la politique asiatique de Donald TRUMP » avec Robert DUJARRIC, directeur de *l'Institute for Contemporary Asian Studies* et Karoline POSTEL-VINAY, Directrice de Recherche CERI-Sciences Po, 14 février 2018.

- Article « Pourquoi le Sommet intercoréen est la nouvelle assurance vie de Pyongyang », *Libération*, 23 février 2018.



Pierre RAZOUX

- Article « Iran-Israël : les meilleurs ennemis du monde ? », *Politique Internationale* n° 158, p. 193-208, hiver 2017-2018.

- Conférence « Assessment of recent air campaigns worldwide and perspective concerning the future of Air Power », colloque international du Centre for Air Power Studies (CAPS), New Dehli, 1 et 2 février 2018.

- Conférence « La politique étrangère israélienne face aux recompositions géopolitiques au Moyen-Orient » du professeur Ilan GREILSAMMER, École militaire, 6 février 2018.

- Interview « relations entre Israël et les monarchies du Golfe », Géopolitique – Le débat, *RFI*, 10 février 2018.

- Interview « Iran », Les racines du temps, *RCF*, en partenariat avec *La Croix*, 12 et 17 février 2018.

- Conférence « Le siècle des As – Une autre histoire de l'Aviation » au profit de l'association de La Seyne ancienne et moderne, Toulon, 12 février 2018.

- Conférence « Recompositions géopolitiques au Moyen-Orient et impacts pour la France », porte-avions *Charles de Gaulle*, base navale de Toulon, 13 février 2018.

- Conférence « Recompositions géopolitiques au Moyen-Orient et en Méditerranée », Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, 14 février 2018.

- Enseignement « L'évolution des conflits au Moyen-Orient », Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, 14 février 2018.

- Conférence « Mieux comprendre la relation bilatérale de défense franco-britannique », Centre des Hautes études militaires (CHEM), 19 février 2018.

- Animation de l'atelier *wargaming* stratégique de l'IRSEM autour du thème prospectif d'un affrontement régional au Levant et au Moyen-Orient dans un contexte post-Daech, 21 février 2018.



Elyamine SETTOUL

- Article « [Radicalisation et désengagement. Les leçons de la décennie noire en Algérie](#) », *The Conversation*, 6 février 2018.



Denis TULL

- Séminaire Afrique : « Les leçons de l'intervention de la CEDAO en Gambie », organisé avec Vincent FOUCHER (CNRS), 14 février 2018.

- Enseignement « Interventions et politiques de reconstruction dans les conflits africains », Paris, INALCO, 22 février 2018.

VEILLE SCIENTIFIQUE

Soutenance de thèse d'Amélie FÉREY, *Les politiques d'assassinats ciblés en Israël et aux États-Unis : juger de la légitimité de la violence étatique en démocratie libérale*, sous la direction d'Astrid VON BUSEKIST et Ariel COLONOMOS, Sciences Po Paris, 7 février 2018.

Les assassinats ciblés désignent l'acte, par des États, de tuer intentionnellement des individus perçus comme des menaces se trouvant en dehors des frontières nationales. Sont-ils légitimes au regard des règles démocratiques et libérales ? Pour répondre à cette question, la thèse d'Amélie FÉREY dresse une comparaison entre les pratiques israéliennes et américaines et propose une revue critique de quatre critères de la légitimité : *traditionnel* – les assassinats ciblés ne feraient que rejouer une partition ancienne et auraient toujours été utilisés ; *formel* – les assassinats ciblés seraient légaux et n'auraient pas à être justifiés plus avant ; *conséquentialiste* – ils s'imposeraient par leur efficacité ; *substantiel* – ils ne poseraient pas de difficulté morale car ils élimineraient des personnes dangereuses et responsables.

Amélie FÉREY montre que les assassinats ciblés participent d'une discussion sur la légitimité de l'assassinat politique en même temps qu'ils procèdent des évolutions des théories des bombardements et de l'utilisation préventive/préemptive de la force. L'Israël et les États-Unis se sont servis de ces pratiques pour conduire une reformulation partielle du droit international. L'absence de mécanismes efficaces de contrôle des normes juridiques lors de conflits armés pose problème. De même, leur efficacité tactique ne garantit pas leur pertinence pour une stratégie de long terme contrant le terrorisme. Sur la scène internationale, ils contribuent à renforcer la souveraineté des États faisant la guerre aux « illégitimes ». Ils promeuvent enfin une conception libérale de l'action politique en renouvelant les exigences de transparence à l'égard de l'utilisation secrète de la force. Ce débat ouvre des pistes pour un aménagement de la raison d'État en démocratie libérale en précisant le contenu d'une moralité d'exception.

Amélie FÉREY poursuit ses recherches dans le cadre du programme « Ambassadeur », financé par la DGRIS, à l'université de Tel Aviv. Elle travaillera sur les conséquences stratégiques du « *lawfare* » au sein de l'armée israélienne, que l'on peut traduire par « utilisation du droit comme une ressource stratégique pour accomplir des objectifs opérationnels ».

QUESTIONS RÉGIONALES SUD

Nina WILÉN, David AMBROSETTI et Jean-Nicholas BACH (dir.), « Contribution des armées africaines dans les opérations de paix », *Journal of East African Studies*, 12:1, 2018.

La revue « [Journal of East African Studies](#) » vient de publier un dossier spécial sur les « Contributions africaines dans les opérations de paix : réflexions sur les armées africaines ». Ce dossier contient cinq articles : « Les conséquences imprévues de l'aide militaire étrangère en Afrique : une analyse de la formation au maintien de la paix au Kenya » (M. JOWELL) ; « La trajectoire de l'armée burundaise vers la professionnalisation et la dépolitisation, et son inversement » (N. WILÉN, G. BIRANTAMIJE, D. AMBROSETTI) ; « Les forces de défense nationales sud-africaines coincées entre les ambitions de la politique étrangère et le développement intérieur » (T. MANDRUP) ; « L'armée rwandaise en tant qu'armée du peuple : héros au pays et à l'étranger » (J. KUEHNEL, N. WILÉN) ; « Rejoindre l'AMISOM : pourquoi six États africains ont-ils fourni des troupes à la Mission de l'Union africaine en Somalie ? » (P. D. WILLIAMS).

Denis TULL
Chercheur Afrique

QUESTIONS RÉGIONALES NORD

L'Armée Populaire de Libération, *China Quarterly*, décembre 2017.

Le dernier numéro du *China Quarterly* (décembre 2017) dédie une section à l'Armée Populaire de Libération, choix éditorial inédit depuis vingt ans. Cinq auteurs américains et taïwanais analysent les implications de la présidence XI Jinping pour l'état des forces armées chinoises. Richard BITZINGER et James CHAR soulignent la place qu'a prise l'armée dans la politique de XI Jinping. KOU Chien-wen montre comment le renforcement du commandement dans la personne de XI Jinping résorbe les divergences qui séparaient le pouvoir civil du pouvoir militaire sous HU Jintao. Joel WUTHNOW explique les zones d'ombre qui persistent autour de la nouvelle commission pour la sécurité nationale, mais met également en lumière son potentiel. Lyle GOLDSTEIN, finalement, évalue l'équilibre des forces entre les États-Unis et la Chine dans le Paci-

fique dans le cadre d'un possible affrontement naval, pour expliquer l'avantage de la Chine dans le domaine des missiles et du déni d'accès.

Juliette GENEVAZ
Chercheur Chine

James DORSEY, « Iran and Saudi Arabia Revisit their Strategies », *Perspectives Paper* n° 723, janvier 2018.

Le 24 janvier 2018, le Begin-Sadat Center for Strategic Studies (BESA) a publié une intéressante note de recherche intitulée « Iran and Saudi Arabia Revisit their Strategies » (*Perspectives Paper* n° 723, disponible sur le site du BESA), équilibrée, qui vise indubitablement à contribuer au débat entre ceux qui pensent qu'Israël aurait tout intérêt à nouer une alliance tacite avec l'Arabie saoudite, et ceux qui estiment qu'une telle initiative n'apporterait rien de tangible et de durable aux Israéliens. Cette note rédigée par James DORSEY, chercheur américain associé BESA, qui enseigne actuellement à l'université technique Nanyang de Singapour, apparaît équilibrée, ce qui n'est pas toujours la caractéristique du BESA ; elle est donc d'autant plus intéressante. L'auteur constate qu'aucun des deux grands rivaux du Golfe – Iran ou Arabie saoudite – n'est aujourd'hui en mesure de faire prévaloir sa position. L'Arabie aurait tout à gagner à se focaliser sur ses réformes intérieures sans chercher à intriguer sur la scène régionale, chacune de ses récentes initiatives s'étant soldée par un fiasco. L'Iran, pour sa part, va devoir consolider ses gains au Levant et réorienter ses efforts sur la croissance économique intérieure. De fait, James DORSEY se veut raisonnablement optimiste, laissant espérer une baisse de la tension régionale, à condition que le prince héritier saoudien comprenne qu'il est de son intérêt de stopper toute rhétorique conflictuelle avec l'Iran. Car pour lui, il n'y aura pas de solution tant que les acteurs régionaux ne comprendront pas qu'il leur faut reconnaître le rôle éminent de l'Iran et de l'Arabie saoudite, ces deux rivaux n'ayant pas d'autre choix que de discuter et de s'entendre.

Pierre RAZOUX
Directeur de recherches « Questions régionales Nord »

DÉFENSE ET SOCIÉTÉ

Jesse M. CUNHA, Yu-Chu SHEN et Zachary R. BURKE, « [Contrasting the Impacts of Combat and Humanitarian Assistance/Disaster Relief Missions on the Mental Health of Military Service Members](#) », *Defence and Peace Economics*, 29:1, janvier 2018, p. 62-77.

Certaines études suggèrent que les travailleurs de l'humanitaire ont une probabilité de développer un trouble de stress post-traumatique (TSPT) comparable à celle des militaires en opération. Qu'est-ce qui cause le plus de dégâts psychologiques : tuer et risquer d'être tué au combat, ou être témoin de la victimisation de populations civiles ? Pour répondre à cette question, il ne suffit pas de comparer la prévalence du TSPT chez les militaires et les acteurs de l'humanitaire, car les individus qui s'autosélectionnent pour participer à des combats ou à des missions humanitaires présentent des profils psychologiques différents. Les auteurs de cet article contournent ce biais en fondant leur analyse sur les U.S. Marines, une population à l'intérieur de laquelle les individus sont répartis de façon aléatoire entre opérations militaires et humanitaires. Résultat : les Marines ayant une expérience de combat ont une probabilité huit fois plus élevée de développer un TSPT que ceux qui n'ont jamais été déployés, alors que ce risque n'augmente que d'environ un tiers en cas de déploiement sur une mission humanitaire. Une implication de ce résultat est que c'est l'exposition à des risques personnels qui explique en grande partie la prévalence du TSPT.

Sophie PANEL
Postdoctorante

Sara HELMÜLLER, [The Interactions Between Local and International Peacebuilding Actors](#), Palgrave McMillan, 2018, 233 p.

Cet ouvrage s'intéresse aux interactions entre les acteurs locaux et internationaux de la construction de la paix dans la République Démocratique du Congo sur le long terme. À partir d'une étude de cas dans la province d'Ituri, il cherche notamment à identifier et analyser les différents obstacles posés à leur collaboration. En se focalisant sur les perceptions exprimées par les différents acteurs mobilisés, cet ouvrage met en évidence les différentes définitions données de la guerre et de la construction de la paix, à partir d'une approche compréhensive des contextes conflictuels. Il contribue par ailleurs aux études sur la paix et la sécurité en formulant plusieurs suggestions de mise

en application de ses observations.

Camille BOUTRON
Chercheuse Sociologie du genre et des conflits

Paul CARRÉ, « [Naming of Parts: Observations of Institutional Socialization in the First Week of British Army Phase 1 Training](#) », *Journal of Contemporary Ethnography* n° 1, 8 janvier 2018.

Cet article examine la socialisation primaire de recrues des armées britanniques pendant leur première semaine de formation. Contextualisée à partir de variables culturelles individuelles et collectives, une observation participante a été menée au cours de la première semaine de la Phase de leur entraînement initial, ayant permis de comprendre le processus par lequel les armées britanniques cherchent à instaurer une discipline et une identité militaires au cours des premières étapes de la formation militaire. La prise en compte de la relation entre l'individu et son environnement, mais aussi des facteurs exosystémiques qui le situent, sont apparus comme des dynamiques notables de la relation entre l'intériorisation des valeurs militaires et la formation d'une identité morale associée à des formes d'adaptation primaires et secondaires.

Camille BOUTRON
Chercheuse Sociologie du genre et des conflits

« [Avani Chaturvedi: First Indian woman to fly fighter jet](#) », *BBC News*, 22 février 2018.

La féminisation des armées est en marche et ne concerne pas les seules armées occidentales. Avani CHATURVEDI, 24 ans, est la première femme à avoir piloté un MIG-21 Bison pour l'armée de l'air indienne. Elle a réalisé son premier vol solo le 19 février dernier. L'Inde rejoint ainsi la liste de pays, dont la France, où les femmes peuvent piloter des avions de chasse.

Camille BOUTRON
Chercheuse Sociologie du genre et des conflits

Peter HALDÉN, « [Organized Armed Groups as Ruling Organizations](#) », *Armed Forces & Society* n° 1, 1^{er} février 2018.

Si elles ont fait de grands progrès, la plupart des études sur la cohésion au sein des groupes armés organisés (GAO) se sont essentiellement focalisées sur les unités combattant pour des États occidentaux modernes. Cet article soutient que les GAO cherchant à produire leur propre légitimité doivent être abordés à partir d'un cadre analytique élargi.

Ces groupes, en effet, peuvent être considérés comme des organisations dirigeantes dans une perspective wébérienne. Les membres de ces organisations dirigeantes obéissent aux ordres selon les trois modes d'exercice du pouvoir : rationnel, traditionnel et charismatique, posant les bases de la légitimité de l'organisation. Identifier les fondements de l'obéissance dans un GAO se présente comme une autre manière de souligner les points faibles que l'on souhaite cibler ou renforcer. Cette étude contribue théoriquement à l'étude de la cohésion en la reliant aux théories de la légitimité dans les ordres politiques.

ARMEMENT ET ÉCONOMIE DE DÉFENSE

Michael K. MILLER, Michael JOSEPH et Dorothy OHL, « [Are coups really contagious? An extreme bounds analysis of political diffusion](#) », *Journal of Conflict Resolution*, **62:2, 2018, p. 410-441.**

Les auteurs s'intéressent à la diffusion des coups d'État dans une zone géographique. Ils proposent de combiner les approches classiques de dépendances spatiales avec une analyse des limites extrêmes (*extreme bounds analysis*). Ce faisant, les résultats obtenus dans cette étude devraient être plus fidèles à la réalité et plus robustes statistiquement. L'étude porte sur 221 coups d'État réussis et 448 échoués qui se sont déroulés sur la période 1950-2010 et aboutit sur deux résultats principaux. Premièrement, et contrairement à la croyance populaire, les coups d'État tendraient à ne pas se propager dans les pays voisins. Deuxièmement, les épisodes de contestations collectives non violentes (grèves, protestations non violentes, etc.) seraient, quant à eux, « contagieux ».

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Pierre VANDIER, *La dissuasion au troisième âge nucléaire*, éditions du Rocher, février 2018, 106 p.

Un ouvrage synthétique magistral ! Il est rare qu'un officier général d'active s'exprime sur des questions stratégiques, a fortiori liées à la dissuasion nucléaire. C'est pourtant ce que vient de faire avec beaucoup de talent et de pédagogie le Contre-Amiral Pierre VANDIER, adjoint au Préfet Maritime de la Méditerranée, ancien auditeur du CHEM, pilote d'aviation embarquée, ancien commandant du *Charles de Gaulle* et à ce titre praticien de la dissuasion nucléaire. Ce brillant essai est d'autant plus opportun qu'il survient au moment même où se pose la lancinante question de la programmation du renouvellement de la force de frappe. La démonstration de Pierre VANDIER, qui s'inscrit dans le discours classique français, est accessible, pertinente et percutante. Après avoir rappelé l'exercice de la dissuasion au premier âge nucléaire (guerre froide), puis au second (période post-guerre froide 1992-2013), l'auteur explique pourquoi nous sommes entrés dans un troisième âge nucléaire caractérisé par des stratégies « indirectes et sous la voûte nucléaire » (p. 54) marquées par des guerres asymétriques, terroristes et hybrides qui sont la conséquence du verrouillage stratégique dû au caractère inenvisageable d'un affrontement direct entre grandes puissances. Ce troisième âge nucléaire est marqué par l'autonomie croissante des puissances émergentes et par le couplage entre dynamiques conflictuelles régionales et « grand jeu géopolitique » (Crimée, Syrie, Corée), à l'heure où les garanties de sécurités américaines sont dévaluées. Dans ce contexte de plus en plus incertain où le tabou de l'usage de l'arme pourrait être brisé, la capacité de frappe en second reste la clé de voûte de l'arche nucléaire (p. 76), de même que le maintien d'une composante aéroportée crédible permettant la « gesticulation » bien au-delà du sanctuaire européen, car, et c'est l'un des apports majeurs de ce livre, l'auteur démontre comment la crédibilité de la dissuasion a tendance à s'éroder avec la distance, alors même que nos intérêts économiques vitaux ne connaissent plus de frontières, pas plus que notre sécurité cybernétique. Pour contrer cet angle mort, la France devrait se doter d'une force de projection crédible capable d'emporter quelques vecteurs nucléaires, qui soit suffisamment forte pour encaisser le choc d'une agression initiale et laisser planer la menace d'une riposte

nucléaire lointaine qui se démarque du « tout ou rien ». Pour ne rien gâcher, Pierre VANDIER nous offre des annexes lumineuses permettant de mieux comprendre les données fondamentales de la dissuasion nucléaire aujourd'hui. Bref, un ouvrage indispensable qui mériterait d'être lu par tous les citoyens, tous les étudiants s'intéressant aux questions stratégiques, et tous les officiers préparant le concours de l'École de guerre.

Pierre RAZOUX

Directeur de recherches « Questions régionales Nord »



Julien ZARIFIAN, *Choc d'empires ? Les États-Unis et l'Iran, du début du 19^e siècle à nos jours*, Hémisphères Éditions / Maisonneuve & Larose Nouvelles Éditions, 2018, 190 p.

Peu de relations bilatérales sont connotées aussi négativement que les relations entre les États-Unis et l'Iran. Depuis la Révolution islamique de 1979, les tensions majeures qui les rythment font régulièrement les grands titres des médias internationaux et les désaccords, comme sur le dossier israélo-palestinien ou sur le rôle respectif que chacun des deux États souhaite jouer au Moyen-Orient, sont nombreux. Elles s'accompagnent souvent d'un discours de défiance et de rejet, porté par les plus hautes autorités des deux États, particulièrement virulent dans les années 2000, ou plus récemment depuis l'élection de Donald TRUMP. Pourtant, ces relations Américano-Iraniennes, structurantes pour la géopolitique moyen-orientale et eurasiatique, n'ont pas toujours été tendues ou hostiles. Les deux grandes puissances, l'une mondiale, l'autre régionale, ont été des alliés de premier plan pendant les années 1960-70 et ont alors prouvé qu'elles pouvaient, quand les conditions politiques et géopolitiques étaient favorables, être des partenaires majeurs. En outre, même ces dernières décennies, les relations bilatérales n'ont pas toujours été aussi mauvaises qu'il n'y paraît. Elles ont été ponctuées de périodes d'accalmie où les deux États ont montré leur volonté d'améliorer leurs rapports, notamment parce que certains de leurs intérêts convergeaient, comme dans le cadre de la lutte contre le djihadisme sunnite. Ce n'est donc pas totalement une surprise que Barack OBAMA ait tenté plusieurs efforts de rapprochement avec Téhéran, matérialisés par l'accord sur le nucléaire iranien de juillet 2015, mais ce n'est pas non plus une surprise qu'il ne soit pas parvenu à la normalisation souhaitée, ni que les rapports se dégradent à nouveau depuis l'élection de Donald TRUMP, tant les désaccords et la méfiance demeurent.

Cet ouvrage étudie les relations États-Unis — Iran dans leur complexité et sur leurs temps longs, depuis les premiers échanges entre Américains et Perses jusqu'à aujourd'hui. En analysant avec attention l'ensemble des périodes et épisodes majeurs de leur histoire commune, l'objectif principal de l'étude, est de parvenir à comprendre quand, comment et pourquoi les relations bilatérales de ces deux puissances, impériales par bien des traits, se détériorent ou s'améliorent. L'ouvrage se compose de six grandes parties chronologiques : Les premiers temps des relations États-Unis — Iran, ou « l'engagement graduel » ; Les États-Unis et l'Iran du Shah, 1954-1979, le temps de la « grande alliance » ; La transformation brutale des relations bilatérales et l'engrenage des tensions ; Les États-Unis et l'Iran après la fin de la guerre froide ; la « *Global War on Terror* » et l'Iran ; Les États-Unis et l'Iran à la période OBAMA, entre progrès et espoirs déçus. Chaque partie propose une analyse des enjeux politiques et géopolitiques qui sous-tendent ces relations ; établit la place de celles-ci dans la politique étrangère américaine ; évalue leur impact sur les équilibres géopolitiques moyen-orientaux ; étudie les mécanismes internes qui, à Washington et à Téhéran, génèrent leurs évolutions ; et fait sortir de l'ombre certains épisodes, personnages et situations peu connus de ces rapports bilatéraux, ou dont l'importance est sous-évaluée.

Maud QUESSARD
Chercheur États-Unis

À VENIR

8 mars 2018 : journée d'étude « Les causes de la guerre : débats et controverses ». Pourquoi la guerre ? Cette question cruciale et intemporelle suscite d'autant plus d'intérêt qu'elle est irrésolue. Des spécialistes de tous champs et de tous horizons se sont penchés sur les origines de ce fait social total. Mais alors même que la production scientifique sur le sujet continue à être très dynamique dans le monde anglo-saxon, on s'en est éloigné en France. Ce cycle de conférences a pour objectif de reconnecter l'espace français aux travaux sur les origines des violences armées. Ce questionnement transcende les clivages académiques traditionnels, et comporte des implications politiques majeures. Sa valorisation, tant sur le plan théorique qu'empirique, doit contribuer à la structuration d'un champ d'études sur la guerre en France.

Les causes de la guerre : débats et controverses

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

Journée d'étude
École militaire

9h30 - 17h30

Inscription obligatoire

Jeudi 8 mars 2018

9 mars 2018 : séminaire « Chine et Russie : stratégies militaires et défis politiques ». Un dialogue entre Tatiana KASTOUÉVA-JEAN (IFRI) et Valérie NIQUET (FRS) animé par Céline MARANGÉ (IRSEM) de 11h à 12h30 à l'École militaire. Les questions s'organiseront autour de trois thèmes par tranches de 30 minutes : les choix et les ambitions stratégiques des dirigeants ; la nature de la coopération sino-russe ; et, enfin, l'évolution des deux régimes et les défis politiques qui se posent à eux.

Chine et Russie : stratégies militaires et défis politiques

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

Séminaire
École Militaire

Vendredi 9 mars 2018
11h00 - 12h30

Inscription obligatoire

Un dialogue entre Valérie NIQUET (FRS) et Tatiana KASTOUÉVA-JEAN (IFRI)

12 mars 2018 : à 14h aura lieu la conférence « Le Lawfare en Israël : quelles conséquences stratégiques ? » d'Amélie FÉREY, postdoctorante DGRIS/IRSEM, discutée par François DELERUE, chercheur cyberdéfense et droit international (IRSEM).

Le Lawfare en Israël
Quelles conséquences stratégiques ?

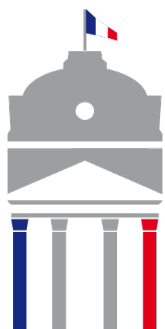
IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

Conférence
École militaire

12 mars 2018
14h00 - 16h00

Inscription obligatoire

Amélie FÉREY
discutée par François DELERUE



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Mars 2018

www.defense.gouv.fr/irsem

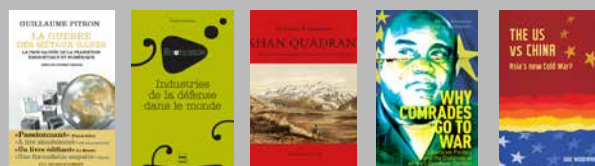
[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications, Nos chercheurs ont publié, Équipe, Événements, Actualités des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 12\)](#)

Défense et société, États-Unis, Canada

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 14\)](#)



[À VENIR \(p. 17\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS



Étude de l'IRSEM n° 51

« [Making Peace, Building the State. Relations between Central Government and the Sahelian Peripheries in Niger and Mali](#) », par Yvan GUICHAOUA et Matthieu PELLERIN, 113 p.

In this study, Mathieu PELLERIN and Yvan GUICHAOUA examine the methods of peacemaking respectively chosen by Mali and Niger, both exposed to fairly similar security challenges. The approach developed by the authors jointly analyses the evolutions of the protest mobilisations and the forms of governance developed by the states to maintain their security hegemony. Rebel mobilisations and state responses are complexified over time and adapt to each other. Mali and Niger tend to deploy similar, often short-term, strategies for security governance. However, the inclusive efforts and institutional peace intermediaries operate relatively effectively in

Niger. In Mali, the communal arms race, partially encouraged by the state, has worsened a security environment that is already structurally more fragile than in Niger.



Note de recherche n° 51

« [Lois de programmation et livres blancs. De la transparence dans le financement des forces à l'exposé de la politique de défense](#) », par Patrice DABOS et ICA Benoît RADEMACHER, 13 p.

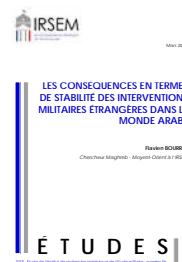
Le développement concomitant de deux documents de politique générale de défense de la France, les lois de programmation militaire et les Livres blancs, conduit à s'interroger sur l'articulation de ces textes et sur leur éventuelle redondance. Ils s'inscrivent l'un et l'autre dans une évolution générale vers une meilleure information des citoyens comme de leurs représentants et une meilleure sécurité de la France. Cette Note propose une réflexion sur leur évolution et leur articulation.



Note de recherche n° 52

« [Un espace européen des drones](#) », par Chantal LAVALLÉE et Océane ZUBELDIA, 9 p.

La grande potentialité offerte par les drones les a placés au cœur des dispositifs militaires modernes. Un atout stratégique indéniable qui a encouragé certains États européens à tenter le développement en commun d'un drone de Moyenne Altitude Longue Endurance (MALE). La coopération dans ce secteur est un défi ambitieux, mais nécessaire pour partager les coûts d'investissements substantiels et faire face à la double concurrence américaine et israélienne. Si la coopération dans le secteur militaire a évolué lentement, les récentes initiatives européennes en matière de drones civils pourraient créer une nouvelle dynamique susceptible de stimuler les synergies civilo-militaires. En effet, pour gérer les risques et bénéficier des éventuelles opportunités, une nouvelle impulsion politique a été donnée à l'échelle européenne pour encadrer l'usage et le développement des drones civils. Il s'agit de permettre leur intégration dans l'espace aérien européen avec un cadre réglementaire adapté, un financement à la recherche, et la création d'un marché commun devant positionner l'Europe dans un secteur de pointe hautement compétitif. Cette note de recherche vise à évaluer la nature et la portée des discussions ainsi que des initiatives relatives à l'usage des drones civils et militaires au sein de l'Union européenne.



Étude de l'IRSEM n° 56

« [Les conséquences en termes de stabilité des interventions militaires étrangères dans le monde arabe](#) », par Flavien BOURRAT, 66 p.

Le début du XXI^e siècle est marqué par la multiplication des interventions militaires étrangères sur un périmètre étendu du monde arabe, s'étendant du Maghreb à la péninsule arabique, qu'il s'agisse de la Libye, de la Syrie, de l'Irak ou du Yémen. Cette donne, inédite depuis la décolonisation, intervient dans un contexte régional plus que jamais instable et tendu à l'extrême.

Cette étude se propose d'analyser les conséquences des interventions militaires étrangères dans le monde arabe – dont certaines sont encore actuellement en cours – en termes de stabilité et de sécurité. Il ne s'agit pas ici de s'interroger sur les intentions initiales des acteurs qui en sont à l'origine ou sur le cadre juridique censé les encadrer ou non, mais sur les effets de ces interventions au niveau des contextes politiques, humains et sécuritaires des pays concernés et de la région tout entière. En premier lieu, quelles influences ou effets directs ont-elles sur le devenir des constructions étatiques et nationales, mais aussi des sociétés ? Ensuite, comment ces interventions s'articulent-elles avec le paramètre complexe et périlleux de la guerre civile, qui parfois les précède sur le terrain, mais peut aussi en être la résultante ? D'autre part, sont-elles susceptibles de déclencher, d'exacerber ou au contraire de résorber des formes de violence extrêmes telles que le terrorisme ou le jihadisme ? Enfin, l'écart qui, le cas échéant, apparaît entre les buts initiaux et les conséquences, notamment en termes de stabilisation ou non, pose aussi la question des alternatives possibles à l'intervention militaire.



Étude de l'IRSEM n° 55

« [Implication de la Chine dans le secteur des transports en Europe centrale et orientale : forme, réalisations et limites](#) », par Agatha KRATZ, 69 p.

Le secteur des transports représente un cas d'étude révélateur de la relation actuelle entre la Chine et les pays d'Europe centrale et orientale (ECO). Basée sur un intense travail de recherche et de terrain, cette étude vise à faire le bilan détaillé de l'implication chinoise dans le domaine des transports en ECO, tout particulièrement depuis la création du format « 16+1 » et le lancement de l'initiative chinoise des Nouvelles Routes de la Soie. Elle détaille notamment les trois formes que prend cette implication, ainsi que ses succès et ses limites jusqu'ici. Il ressort de cette analyse que l'implication chinoise dans

NOS CHERCHEURS ONT PUBLIÉ



Martin MOTTE (dir.), *La mesure de la force : stratégie aérienne, stratégie spatiale, stratégie nucléaire et cyberstratégie*, éditions Tallandier, 2018, 416 p.

La pensée stratégique occidentale peine à définir une ligne d'action crédible face aux « nouvelles conflictualités », écartelée qu'elle est entre la tentation du tout technologique et la fascination pour des approches venues de la sociologie, de l'anthropologie, de l'ethnologie, etc. Or, la technique n'est qu'un facteur de l'équation stratégique et les sciences sociales, certes indispensables, ne sauraient remplacer les connaissances militaires fondamentales.

Ces connaissances fondamentales sont au cœur du présent ouvrage. La guerre reste le « caméléon » dont parlait CLAUSEWITZ : sous des apparences toujours évolutives, son essence ne change pas. La compréhension des conflits suppose de savoir décrypter les formes guerrières d'aujourd'hui d'après les principes stratégiques de toujours.

Les auteurs de ce livre, Martin MOTTE, Georges-Henri SOUTOU, Jérôme DE LESPINOIS et Olivier ZAJEC, prolongent ici leur enseignement à l'École de Guerre. Leur contact permanent avec les armées les fait bénéficier d'une information inégalée sur les évolutions stratégiques en cours – « guerres hybrides », « stratégie du flou », concurrence pour la haute mer, robotisation, militarisation de l'espace extra-atmosphérique, cyberattaques, retour du nucléaire... Leur formation d'historiens de la stratégie et des relations internationales leur permet de replacer ces évolutions dans la longue durée d'une réflexion jalonnée par les écrits de Sun TZU, THUCYDIDE, Xénophon, MACHIAVEL, NAPOLÉON, CLAUSEWITZ, JOMINI, MAHAN, CORBETT, FOCH, DOUHET, CASTEX, DE GAULLE et bien d'autres encore.

ÉQUIPE

L'IRSEM élargit son équipe en nommant plusieurs chercheurs associés, ayant signé une convention avec l'Institut, qui contribueront à la vie collective de l'IRSEM, à l'organisation d'événements scientifiques et à la publication de notes de recherche ou d'études.

Le statut de chercheur associé à l'IRSEM est accordé par décision du directeur sur avis du comité de direction de l'IRSEM, pour une période d'un an renouvelable, à des chercheurs affiliés à une université ou un organisme de recherche français ou international, et des militaires détenteurs d'un doctorat ou en cours de réalisation d'une thèse doctorale. Les candidatures comportent notamment un projet de recherche démontrant l'insertion du candidat dans les programmes scientifiques menés par l'IRSEM.

CDT Emmanuel BOUDAS

Saint-cyrien de la promotion Vambremersh (2001-2004), le commandant Emmanuel BOUDAS a vécu une première partie de carrière dans le maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres en Allemagne au sein de la BFA puis dans les unités françaises en métropole. Il a commandé une unité de maintenance multitechnique au 8^e RMAT de Mourmelon de 2010 à 2012. Puis il a servi comme officier traitant maintenance opérations au centre opérationnel de la SIMMT jusqu'en 2016. Breveté de l'École de Guerre, il a servi comme assistant militaire du sous-chef opérations au sein du Joint Force Command de l'OTAN à Naples en 2016. Il est affecté à l'École d'État-major à compter de l'été 2018.

Docteur en histoire contemporaine à Paris 3 en 2009 avec mention très honorable dont le sujet portait sur les relations entre l'Italie et les Alliés pendant la Première Guerre mondiale, il travaille actuellement sur les stratégies d'influence et de l'information au sein des armées françaises depuis 1945.



Antoine COPPOLANI

Agrégé d'Histoire, ancien élève de l'ENS (Lettres et Sciences Humaines) et de l'université de Berkeley, Antoine Coppolani est Professeur d'Histoire contemporaine à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, où il dirige le Master Études européenne et internationales. Il a publié, en 2013, un *Richard Nixon*, aux

éditions Fayard et, en codirection, *Les Amériques*, Collections Bouquins, deux Tomes, 2016. Ses recherches actuelles portent sur la politique étrangère des États-Unis, notamment en Extrême-Orient et au Proche-Orient.



Julien FRAGNON

Julien FRAGNON est chercheur en science politique, enseignant à Sciences Po Lyon et chercheur associé au laboratoire Triangle (UMR 5206, ENS Lyon, Université de Lyon). Également collaborateur d'élu, il enseigne sur la violence politique, les relations

internationales, les conflits contemporains et la lutte contre le terrorisme à Sciences Po Lyon depuis plusieurs années.

Docteur en science politique, il a réalisé une thèse sur le discours antiterroriste en France après le 11 septembre 2001. Ses recherches actuelles portent sur la communication publique antiterroriste, les discours politiques antiterroristes et la prévention de la radicalisation (sujet pour lequel il a publié un article récemment dans la revue *Quaderni*).

Il a également travaillé sur la mémoire collective de la Première Guerre mondiale ainsi que sur les représentations médiatiques des attentats du 11 septembre (recherches publiées dans la revue *Mots* ou dans des chapitres d'ouvrages collectifs).

LCL Richard GROS

Officier de l'air, le lieutenant-colonel Richard GROS a effectué une première partie de carrière opérationnelle de pilote de chasse qui l'a conduit à être déployé à l'étranger. Il suit sa formation de l'école de guerre en Alabama à l'Air University, université de l'US Air Force, et s'engage dans un cursus doctorant auprès de la School of Advanced Air and Space Studies. Affecté depuis 2015 à l'état-major des armées comme spécialiste des questions anglo-saxonnes, en particulier de l'Amérique du Nord, il rejoint l'IRSEM en décembre 2017. Ses travaux de recherche portent sur la grande stratégie qu'il s'attache à définir et caractériser par une approche cartésienne.



Pierre JOURNOUD

Docteur de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2007), habilité à diriger des recherches à Paris 1 (2014), Pierre JOURNOUD est depuis 2015 professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, rattaché au laboratoire CRISES, et membre cofondateur du GIS « ESPRIT » (Études en Stratégie, Politiques et Relations Internationales), dont il codirige la collection « Études internationales et stratégiques » aux Presses universitaires de la Méditerranée (PULM). Ses travaux portent sur les relations internationales en Asie-Pacifique pendant la Guerre froide, en particulier sur les conflits et processus de paix dans la péninsule indochinoise depuis 1945, et la politique étrangère et de défense de la V^e République en Asie-Pacifique. Membre cofondateur du Centre d'histoire de l'Asie contemporaine (CHAC) de Paris 1, il est aussi membre du Conseil scientifique de la recherche historique de la Défense (CSRHD), de l'Institut d'Histoire des Relations Internationales Contemporaines (IHRIC) et du jury du prix Jean-Baptiste Duroselle, et enfin, de la Commission d'histoire des relations internationales (CHIR), organisation internationale affiliée au Comité international des sciences historiques (CISH). Il fait partie des comités de rédaction des revues *Relations internationales* et *Outre-Mers*.



Christophe LAFAYE

Christophe LAFAYE est docteur en histoire de l'université d'Aix-Marseille, chercheur associé : au CHERPA, Centre de recherche de Sciences Po Aix (EA 4261), au GRHIS de l'université de Rouen (EA 3831) et à l'IRSEM. Officier de réserve de l'armée de Terre, sa thèse est publiée chez CNRS éditions. « *L'armée française en Afghanistan (2001-2012). Le génie au combat* », a obtenu le Prix d'Histoire militaire 2014 du ministère de la Défense, une lettre de félicitations dans le cadre du prix de l'Institut des Hautes Études de la Défense nationale (IHEDN) 2014, ainsi que le prix Raymond Poincaré 2016 de l'Union des Officiers de Réserve (UNOR). Ses recherches concernent « la collecte et la mise en récit de l'expérience combattante des XX^e et XXI^e siècles », dans une perspective transdisciplinaire (histoire, sociologie, anthropologie, archivistique).

LCL Vincent LAZERGES

Saint-Cyrien, le lieutenant-colonel Vincent LAZERGES a effectué son début de carrière au 27^e Bataillon de Chasseurs Alpins. Chef de section et commandant d'une compagnie de combat, il a été engagé à l'étranger. Il a ensuite servi au cabinet du ministre de la Défense puis au cabinet du chef d'état-major de l'armée de Terre dans le cadre d'une mobilité extérieure au ministère de l'Action et des Comptes publics. En septembre 2017, il a rejoint l'École militaire pour suivre la scolarité du Cours Supérieur Interarmes (CSIA).

Doctorant au Centre d'Études Sociologiques et Politiques Raymond Aron (CESPRA) de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), ses travaux ont pour objet l'expérience combattante des soldats déployés en opérations extérieures entre 2008 et 2012. À partir du mois d'août 2018, il sera chercheur associé à l'IRSEM au sein du domaine « Pensée stratégique ».



Bastien NIVET

Docteur en science politique, ses travaux portent principalement sur la construction européenne, l'Union européenne (UE) et ses politiques extérieures, les relations UE-Afrique subsaharienne, et les concepts de puissance et d'influence dans les rela-

tions internationales.

Enseignant-chercheur à l'École de management Léonard de Vinci (EMLV, Paris La Défense), il enseigne aussi à l'Institut d'études politiques de Paris.

Bastien NIVET a auparavant été chercheur puis chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS, Paris) et *visiting fellow* à l'Institut d'études de sécurité de l'UE.

CAPT Bertrand QUAGLIERINI

Le Capitaine Bertrand QUAGLIERINI s'est engagé dans l'Armée de Terre en 2009 en tant qu'officier sous contrat dans le domaine d'emploi « Réglementation et activités juridiques » et a servi jusqu'en 2014 au sein du 2^e Régiment étranger de génie où il a notamment pu conseiller le commandement sur les aspects juridiques du recours à la force. Il s'est également investi dans la concertation au sein des armées en tant que membre du CFMT. Depuis août 2014, il est affecté à l'état-major de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris au sein de

la section du contentieux opérationnel qui, de manière résumée, analyse et conseille le commandement sur les aspects juridiques inhérents aux opérations de secours et de lutte contre l'incendie.

En décembre 2017, il soutient sa thèse de doctorat à l'université d'Avignon relative au régime juridique des militaires qu'il analyse sous trois aspects : tout d'abord, le militaire en tant que soldat ayant des sujétions spécifiques inhérentes à ses missions ; ensuite le militaire en tant que citoyen pouvant jouir des libertés et droits fondamentaux ; enfin le militaire en tant qu'agent public bénéficiant progressivement de droits et libertés professionnelles analogues à ceux des autres agents publics. Parallèlement à sa thèse et sa fonction d'officier juriste, il s'est particulièrement investi dans l'enseignement et la formation, notamment en ayant enseigné le droit administratif à l'université d'Avignon, en dispensant des formations juridiques sur la prévention du risque d'incendie à l'École nationale supérieure des officiers sapeurs-pompiers (ENSOSPP) ou d'autres catastrophes (risques bâtimentaires) à l'école d'application de sécurité civile. Il est également régulièrement intervenu lors des rencontres juridiques des Services d'Incendie et de Secours qui se déroulent annuellement.

À l'IRSEM il traite des aspects juridiques inhérents à l'Armée (droit opérationnel, statut des militaires...) au sein du domaine « Défense et société ».



Mathias THURA

Sociologue, maître de conférences à l'université de Strasbourg et rattaché au laboratoire Sociétés, acteurs et gouvernements en Europe (UMR 7363), Mathias THURA s'intéresse au monde militaire depuis sa thèse de doctorat, financée par une

allocation DGA-CNRS et soutenue en 2014 à l'École des hautes études en sciences sociales.

Ses travaux s'inscrivent à la croisée de différents domaines de la sociologie : professions, travail, corps, violence. À ce titre, il s'est particulièrement intéressé aux conditions de travail des soldats de l'armée de terre, aux dispositifs de transmission des techniques du combat dans l'infanterie, ainsi qu'aux carrières des militaires et aux relations homme/femme dans les armées professionnelles. Il s'intéresse aussi aux conditions de production des savoirs sociologiques sur et dans les armées, ainsi qu'à une histoire de la sociologie produite à propos des militaires. Associé à la relève stratégique de l'IRSEM durant sa thèse,

il a été chercheur invité au sein du domaine « Défense et société » de 2015 à 2017, dans le cadre de la réalisation de deux postdoctorats successivement encadrés au Centre européen de sociologie et de science politique (EHESS, Paris 1, CNRS) et à l'Institut national d'études démographiques. Dans le cadre de son association pour l'année 2018-2019, il conduit un projet de recherche sur les effets de l'opération Sentinelle sur les conditions d'exercice du métier de soldat.

ÉVÉNEMENTS

8 mars : Journée d'étude « Les causes de la guerre : débats et controverses ».



Le 8 mars 2018 s'est tenue, dans l'amphithéâtre Foch, une journée d'étude internationale intitulée « Les causes de la guerre : débats et controverses ». Cet événement, organisé par l'IRSEM, a réuni une quinzaine d'intervenants.

Consacrée aux questionnements méthodologiques et disciplinaires, la première section thématique a été constituée autour des communications de Franca LOEWENER (Lille 2), Omar LAYACHI (Polytechnique), Thomas LINDEMANN (UVSQ / Polytechnique), et Pierre GROSSER (Sciences Po Paris). Le président de séance était Jean-Vincent HOLEINDRE (Paris II / IRSEM), les discutants Pierre HAROCHE (IRSEM) et Sophie PANEL (Sciences Po Bordeaux / IRSEM).

La deuxième section thématique, en anglais, proposait une réflexion autour des grands débats théoriques sur les causes des guerres, avec les communications de Mehrdad VAHABI (Paris 13), Richard Ned LEBOW (King's College), et Azar GAT (Tel Aviv University). La présidente de séance était Maud QUESSARD (IRSEM), les discutants Beatrice HEUSER (Université de Glasgow/Sciences Po Paris) et Oliver Vanden EYNDE (PSE). La journée avait débuté par une introduction par Jean-Baptiste JEAN-GÈNE VILMER (IRSEM) puis par Élie BARANETS (IRSEM / Polytechnique).

La quête des origines de la violence armée a toujours été une question centrale dans le monde académique anglo-saxon, mais est devenue quelque peu oubliée en France, notamment en Relations internationales. La vivacité des débats durant cette journée a montré combien

une approche interdisciplinaire de ce sujet était fertile, et pouvait servir au développement d'un champ français des études sur la guerre.

Élie BARANETS
Postdoctorant

8 mars : Présentation de Fanny COULOMB dans le séminaire « Conflits et Économie de Défense ».

Fanny COULOMB (IEP Grenoble, CESICE) a présenté un travail de recherche intitulé « L'industrie mondiale de défense, entre mondialisation et politiques de puissance des États ». L'auteur a proposé un panorama éclairant des industries de défense dans le monde, en insistant sur les différences et les similarités entre certains pays. Des sujets fondamentaux ont été abordés tels que la complexe définition d'une firme de défense, ou encore l'importance croissante de la Chine, à la fois comme client et comme industrie de défense.

La discussion a été assurée par Julien MALIZARD (Chaire Economie de Défense) et un dialogue très intéressant s'en est suivi, portant notamment sur le périmètre de l'industrie de défense française.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

12 mars : Conférence « Le Lawfare en Israël : quelles conséquences stratégiques ? » d'Amélie FÉREY.



Dans le cadre d'une conférence IRSEM organisée le 12 mars 2018, Amélie FÉREY est venue présenter les premières conclusions des recherches postdoctorales qu'elle mène sur le « Lawfare » à l'Université de Tel-Aviv avec le soutien de la DGRIS, et en collaboration avec l'IRSEM. Elle était discutée par François DELERUE (IRSEM), sous la modération d'ÉLIE BARANETS (IRSEM / Polytechnique).

L'utilisation du droit comme arme de guerre, ou comme substitut à des moyens militaires traditionnels, soit le *lawfare*, satisfait aux demandes accrues en termes de légitimation et surtout de légalisation autour des actions militaires des États. Il existe un fort intérêt, à la fois intellectuel et pratique, à découvrir la manière dont un État comme Israël se saisit de cet enjeu, lui qui montre une pratique développée du *lawfare*.

Élie BARANETS
Postdoctorant

14 mars : Présentation du livret « Expliquer la laïcité française » par la DGRIS.

Le 14 mars la DGRIS a présenté le livret « Expliquer la laïcité française : une pédagogie par l'exemple de la "laïcité" militaire », devant un public composé d'acteurs du secteur défense, d'universitaires, de représentants de la société civile ou encore de membres de la Police nationale. Le guide, qui à l'origine a été élaboré pour faciliter le travail de communication des attachés de Défense à l'étranger, entend répondre aux nombreux malentendus pouvant être faits de la laïcité française, notamment à l'étranger. En effet, il montre que loin d'une hostilité aux religions, la laïcité cherche à garantir la liberté d'expression et de culte en se posant avant tout comme un principe. Les armées françaises font ainsi montre d'exemple, dans la mesure où elles ont intégré des aumôneries des principaux cultes pratiqués en France (musulman, protestant, israélite et catholique). L'événement a été organisé et introduit par Éric GERMAIN, chargé de mission laïcité et fait religieux à la DGRIS, l'un des principaux instigateurs du livret. Étaient par ailleurs présents les aumôniers en chefs des quatre cultes. Le Major général des Armées Philippe COINDREAU a conclu la matinée en soulignant l'importance du travail effectué par les aumôneries au sein de l'institution militaire, mais aussi en tant qu'exemple de laïcité « à la française ».

15 mars : Café stratégique « L'adaptation de la politique française de sécurité dans le contexte post-13 novembre 2015 ».

Intervenant : LCL HEBINGER (DGRIS).
Répondant : COL PASSOT (IRSEM).

Le problème traité par l'intervenant fut celui de l'adaptation nécessaire du droit à l'évolution des pratiques terroristes en se centrant tout particulièrement sur la menace du terrorisme islamique sur le territoire national. Les attentats du 13 novembre 2015 furent à ce titre l'événement

ment déclencheur d'une adaptation de l'état d'urgence (loi du 20 novembre 2015, 4 modifications en 2016 et 2017, quatre décisions d'inconstitutionnalité en 2016 et 2017). Le traitement du terrorisme islamiste ne se réduisant pas à une question d'emploi des forces, le LCL HEBINGER prit soin de détailler les dispositifs légaux avant les attentats de novembre 2015, puis leur évolution par après qui fut suivie d'effets : entre le 13 novembre 2015 et le 1^{er} novembre 2017, 32 attentats furent déjoués. L'objectif final était d'esquisser les futures mesures (coercition, prévention, endiguement, efficacité) à envisager dans le contexte d'un retour potentiel des combattants de nationalité française encore présents sur le théâtre du Levant.

Édouard JOLLY

Chercheur Théorie des conflits armés

20 mars : Séminaire Jeunes Chercheurs en études de défense.



Le 20 mars 2018 a eu lieu au château de Vincennes le séminaire mensuel « Jeunes Chercheurs » en études de défense, organisé conjointement par l'IRSEM et le Service historique de la Défense (SHD). Sous la direction des professeurs Jean-Vincent HOLEINDRE et Hervé DREVILLON, la rencontre a débuté par une intervention de Thomas HIPPLER, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Caen. Dans son exposé, le professeur HIPPLER a présenté ses travaux sur le développement historique du service militaire, notamment l'ouvrage de référence en la matière tiré de sa thèse et intitulé *Soldats et citoyens. Naissance du service militaire en France et en Prusse* (PUF, 2006). L'actualité contemporaine de cette problématique, en particulier la question du service national universel, a fait l'objet d'échanges constructifs entre le chercheur et les doctorants.

Dans un second temps, Camille MOREL, doctorante au Centre Lyonnais d'Études de Sécurité Internationale et de Défense (CLESID, Université de Lyon 3 / IRSEM), a fait une présentation de sa thèse de doctorat en cours portant sur le « Régime juridique et enjeux stratégiques des câbles sous-marins ». Évoquant le rôle joué par le réseau de câbles sous-marins sur la scène internationale, depuis ses origines (1850) à nos jours, Madame MOREL a souligné les différents enjeux liés à cette infrastructure transnationale ainsi que l'interdépendance complexe entre acteur privé et acteur public dans le domaine. Une séance de questions-réponses avec la salle suivie de conseils méthodologiques très avisés de la part des professeurs Jean-Vincent HOLEINDRE et Hervé DREVILLON ont mis fin cette rencontre regroupant les jeunes chercheurs bénéficiant du soutien de l'IRSEM et de la DGRIS.

David COMPAORÉ

Doctorant à l'Université de Poitiers

21 mars : Séminaire Chine.

L'IRSEM a reçu le professeur Sarah EATON pour un séminaire sur les processus de légitimation du pouvoir du parti communiste chinois (PCC). Sarah EATON a exposé le dilemme auquel le pouvoir politique fait face en Chine aujourd'hui : après avoir libéralisé l'économie et la société, le parti-État doit non seulement 1) maintenir un contrôle sur la société afin d'étouffer toute opposition, mais aussi 2) garantir un consensus au sein des élites afin d'éviter un coup d'État. Or, la personnalisation du pouvoir sous XI Jinping met en cause le principe du pouvoir collectif au sein du PCC qui constituait le cœur de la dynamique autoritaire depuis la mort de MAO. Sarah EATON a présenté les conclusions son enquête menée auprès d'un millier de citoyens chinois. Cette enquête révèle une divergence entre les priorités de XI Jinping (consolidation du pouvoir et importance du contrôle social) et les attentes des Chinois interrogés, qui perçoivent une mauvaise régulation de l'économie et l'échec du gouvernement à réduire la pollution de l'environnement. En ce sens, le soutien à XI Jinping semble fragile.

Juliette GENEVAZ

Chercheur Chine

22 mars : Groupe de travail « Économie de défense & Économie des conflits : risque stratégique ».

Ce groupe de travail a été organisé conjointement par l'IRSEM et le Laboratoire d'Économie d'Orléans (LEO). Il a réuni dix économistes qui ont présenté leur recherche

sur des thèmes liés à l'économie de défense et les conflits. Les interventions ont traité de sujets tels que les causes et les conséquences économiques de la piraterie, le rôle de l'asymétrie d'information dans l'apparition d'un conflit, ou encore les performances financières et environnementales des entreprises de défense.

Les discussions ont mené à une fertilisation croisée des recherches et ont contribué à resserrer les liens entre les économistes des conflits et les économistes de la défense.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

27 mars : Séminaire fermé NIDS/IRSEM, 8^e édition du China Report.



Deux chercheurs du National Institute for Defense Studies (NIDS) du ministère de la Défense du Japon, Masayuki MASUDA et Masaaki YATSUZUKA, ont présenté l'édition 2018 du rapport annuel sur la Chine réalisé depuis huit ans par cet institut dans le cadre d'un séminaire fermé. Cette venue s'inscrit dans le cadre du partenariat NIDS/IRSEM visant à renforcer les relations académiques entre deux organismes homologues (tables rondes, projets de recherche conjoints et échanges de chercheur). Un premier échange a débuté en 2017 avec l'accueil pendant trois semaines d'un chercheur de l'IRSEM au NIDS et pourrait être suivi par la venue d'un chercheur du NIDS à l'IRSEM en 2018. Par ailleurs, un symposium maritime franco-japonais organisé à l'initiative de notre attaché de Défense au Japon et comportant, entre autres, un volet NIDS/IRSEM, devrait se tenir à Tokyo avant fin 2018.

Le NIDS China Security Report 2018 a été consacré cette année aux relations entre la Chine et les États-Unis : « The China-US Relationship at a crossroads ». Les auteurs ont insisté sur la transformation structurelle survenue dans les relations entre les deux puissances depuis les années

2000. Si la Chine s'est efforcée de maintenir une relative stabilité dans ses relations avec les États-Unis, elle attend de sa part des concessions sur ce qu'elle qualifie de « core interests » et qui peut entraîner des relations de confrontations avec ses voisins. Cette posture n'a pas empêché une compétition grandissante entre les deux puissances et l'affirmation de divergences notables sur des questions stratégiques majeures comme la péninsule coréenne, la mer de Chine du Sud et Taiwan. Le débat a notamment porté sur la place du Japon dans le contexte d'une administration TRUMP qui au-delà de la Chine avait tendance à redéfinir ses relations avec l'ensemble de l'Asie à la lumière de ses intérêts propres. À la vision d'un Japon, allié traditionnel des États-Unis et l'affichage d'une connivence ABE-TRUMP, s'est superposée celle d'un Japon inquiet, agissant pour « réparer » certaines initiatives unilatérales de Donald TRUMP, notamment l'activisme du Premier ministre ABE pour faire vivre le Traité Transpacifique (TPP).

Marianne PÉRON-DOISE
Chercheuse Asie du Nord

28 mars : Entretien avec M. Shunas ABDALLA, dans le cadre du Programme d'Invitation des Personnalités d'Avenir (PIPA) du MEAE.



L'IRSEM a reçu M. Shunas ABDALLA, dans le cadre du PIPA.

M. Shunas est membre professeur de relations internationales à l'université de Souleymanieh.

ACTUALITÉS DES CHERCHEURS



Élie BARANETS

- Organisation de la journée d'étude *Les causes de la guerre : débats et controverses*, IRSEM, 8 mars 2018.
- Organisation de la conférence *Le Lawfare en Israël : quelles conséquences stratégiques ?* d'Amélie FÉREY, IRSEM,

12 mars 2018.

- Présentation du livre *Comment perdre une guerre* (CNRS, 2017), Librairie *Le Tiers Mythe*, 15 mars 2018.

- Interview sur le livre *Comment perdre une guerre* (CNRS, 2017), « Tout un monde », *Radio Télévision Suisse*, 26 mars 2018.



François DELERUE

- Article « [France's Cyberdefense Strategic Review and International Law](#) » co-écrit avec Aude GÉRY, publié sur le blog *Lawfare*, 23 mars 2018.
- Colloque [Global Digital Future Workshop](#), Université de Columbia, New York, 16 mars 2018.

New York, 16 mars 2018.

- Conférence *Le Lawfare en Israël : quelles conséquences stratégiques ?* d'Amélie FÉREY, IRSEM, 12 février 2018.



Jérôme DE LESPINOIS

- Publication de quatre chapitres (stratégie aérienne, stratégie spatiale, stratégie nucléaire et cyberstratégie) dans *La mesure de la force : Traité de stratégie de l'École de guerre*, éditions Tallandier, 2018.

- Interview « Les batailles perdues d'Hitler », documentaire de Philippe TOURANCHEAU, *RMC découverte*, 5 mars 2018.



Benoît DE TREGLODÉ

- Publication *Histoire du Viêt Nam de la colonisation à nos jours*, Édition de la Sorbonne, 2018, 296 p.

- Conférence « 50 ans après l'offensive du Têt, le Vietnam entre la Chine et les États-Unis », ICP, 13 février 2018.

- Conférence « Histoire du Viêt Nam de la colonisation à nos jours », université Paris Diderot, 5 avril 2018.

- Interview invité du JT de 13h, *TV5 Monde*, 9 mars 2018.



Julien FRAGNON

- Article « La radicalisation sous emprise ? Le processus de radicalisation au prisme de Stop Djihadisme », *Quaderni* n° 95, 2018, p. 13-38.

- Conférence « La radicalisation sous emprise ? », séminaire AEGES, section terrorisme, Paris, 13 mars 2018.



Pierre HAROCHE

- Conférence : discutant dans le débat organisé par le *think tank EuropaNova* sur la défense européenne, Paris, 20 mars 2018.

- Participation au brainstorming sur la défense européenne organisé par le *Finnish Institute of International Affairs*, Mustio Manor, Finlande, 22-23 mars 2018.

- Animation d'une table-ronde entre auditeurs du Centre des hautes études militaires (CHEM) et du Royal College of Defence Studies sur le Brexit et la coopération européenne en matière de défense, 27 mars 2018.

- Publication « The inter-parliamentary alliance: how national parliaments empowered the European Parliament », *Journal of European Public Policy*, 25:7, Best Papers from the European Union Studies Association 2017 Biennial Conference, p. 1010-1028.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Chapitre « Aron's Oxymorus International Ethics » in Olivier SCHMITT (ed.), *Raymond Aron and International Relations*, New York, Routledge, 2018, p. 70-92.

- Conférence « Contre-terrorisme et séries télévisées (autour de *24 heures chrono*) », Forum universitaire, amphithéâtre de l'Espace Landowski, Boulogne-Billancourt, 27 mars 2018.

- Conférence « The Autonomous Weapons Debate », Université de Montréal (organisé par le CRE et l'IVADO), Canada, 2 mars 2018.

- Conférence « La guerre du futur », conférence de clôture de la 9^e Rencontre Université-Défense de Québec organisée par l'Institut Militaire de Québec (IMQ), le Centre sur la sécurité internationale (CSI) et les Hautes Études Internationales (HEI) de l'Université Laval, Québec, Canada, 1^{er} mars 2018.



Édouard JOLLY

- Conférence « WarGames : logique et grammaire de la guerre nucléaire », colloque international « Achever Clausewitz, dix ans après », Université Paris II Panthéon - Assas, 27 mars 2018.



Céline MARANGÉ

- Participation au « Transatlantic Strategy Towards Russia », organisé par l'antenne polonaise du [German Marshall Fund of the United States](#) en présence notamment de l'ambassadeur allemand Thomas BAGGER, conseiller du président STEINMEIER, et de l'ambassadeur américain Kurt VOLKER pour les négociations en Ukraine, Varsovie, Palais Lazienski, 7 mars 2018.

- Séminaire « [Chine et Russie : stratégies militaires et défis politiques](#) », dialogue entre Tatiana KASTOUÉVA-JEAN (IFRI) et Valérie NIQUET (FRS) » à l'occasion de la parution de leur ouvrage respectif et à la veille des élections présidentielles russes, École militaire, 9 mars 2018.

- Accueil à l'IRSEM de [Kornely KAKACHIA](#), universitaire géorgien, professeur de science politique à l'Université d'État de Tbilissi et directeur du *Think tank* [The Georgian Institute of Politics](#) (GIP), lundi 12 mars 2018.



Anne MUXEL

- Conférence « May '68 and the Politicization of Younger Generations in France Today », *Sixth Annual International and Interdisciplinary Confer-*

ence « 1968, Fifty Years of Struggle », Rohatyn Center for Global Affairs, Middlebury College, Vermont, États-Unis, 8 au 10 mars 2018.



Sophie PANEL

- Conférence « Are some dictators more attractive to foreign investors? » (co-auteur Abel FRANÇOIS et Laurent WEILL), 2^e colloque international « Political Economy of Democracy and Dictatorship » (PEDD), Münster, 15 au 17 mars 2018.



Marianne PÉRON-DOISE

- Article « Japon-France : des liens stratégiques entre deux puissances maritimes », *la lettre du Japon* n° 152, 2017/2018.

- Organisation d'un séminaire fermé à l'IRSEM avec madame Yasuyo SAKATA, professeur de relations internationales à l'Université Kanda (Japon) sur le thème « The North Korea dilemma and Japan », 12 mars 2017.

- Conférence « The Challenges of Securing Maritime areas for the EU », IHEDN, Bruxelles, 14 mars 2017.

- Présidence d'une séance de l'Observatoire de l'Asie du Sud-Est autour de la présentation du Docteur Aries ARUGUAY, Université des Philippines de Diliman sur le thème « From Arbitration to Diplomacy : Duterte's performative approach to the South China Sea issue », INALCO, 15 mars 2017.

- Organisation d'un séminaire fermé NIDS/IRSEM autour de la présentation du China Report 2018 « The China-US relations at a crossroads » avec le professeur Masayuki MASUDA et le Docteur Masaaki YATSUZUKA du National Institute of Defense Studies, IRSEM, 27 mars 2017.



Antoine PIETRI

- Conférence « La performance environnementale dans l'industrie de défense : Le "vert" à moitié plein » (avec S. MOURA et O. ZUBELDIA), groupe de travail « Économie de défense & Économie des conflits : risque stratégique », Orléans, 22 mars 2018.



Arnaud PLANIOL

- Article « Condition militaire et opinion publique en France », *Revue Défense Nationale* n° 808, mars 2018.



Amélie ZIMA

- Séminaire « Securing the Baltic Sea region: threats and actors », séminaire doctoral Espaces baltiques, INALCO, 15 février 2018.



Pierre RAZOUX

- Conférence « Les enjeux de la géopolitique de l'eau au Moyen-Orient », colloque international sur la diplomatie de l'eau, université Tarbiat Modares, Téhéran, 27-28 février 2018.



Tiphaine DE CHAMPCHESNEL

- Article « [The United States, France and nuclear deterrence post NPR](#) », *European Leadership Network*, 19 mars 2018.

- Conférence « How to apply CSCE model to the Persian Gulf region through a project of Conference on security and cooperation in the Gulf (CSCG) », colloque international sur les crises regionales, université de Téhéran, 3 mars 2018.

- Conférence « Le combat interarmes appliqué aux guerres israélo-arabes », conférences de formation de l'EDG (CSIA), Paris, 13 mars 2018.

- Interview pour commenter la décision israélienne de reconnaître officiellement le raid conduit par l'aviation israélienne en 2007 contre la centrale nucléaire de Deir ez-Zor alors en construction en Syrie, la Matinale de *Radio France International*, 21 mars 2018.

- Article « Pourquoi Djibouti est-il devenu la "caserne du monde" ? », *Le Figaro*, 26 mars 2018.



Maud QUESSARD

- Conférence « Les Causes de la guerre : débats et controverses », IRSEM, 8 mars 2018.



Denis TULL

- Accueil de Madame Helena RIETZ, directrice du département Afrique au Ministère des Affaires étrangères de la Suède, 21 mars 2018.

VEILLE SCIENTIFIQUE

DÉFENSE ET SOCIÉTÉ

SOETERS, JOSPEH, *Sociology and Military Studies. Classical and Current Foundations*, Londres, Routledge, 2018, 218 p.

Ce livre cherche à contribuer au développement de la sociologie militaire et des forces armées en combinant différentes idées, points de vue et cadres théoriques. Chaque chapitre s'intéresse ainsi à un auteur en particulier, et montre comment il peut être mobilisé dans une analyse sociologique du champ militaire. Au travers d'auteurs allant de WEBER à MARX en passant par FOUCAULT, DURKHEIM, GOFFMAN, LATOUR ou ENLOE, l'ouvrage démontre la diversité des approches possibles pour une sociologie militaire. Le champ est ainsi saisi depuis les différentes thématiques qui le traversent, comme les relations civico-militaires, le rapport au combat, les logiques organisationnelles des institutions militaires, les enjeux technologiques ou encore la question des carrières professionnelles. L'ouvrage propose ainsi une relecture du fait militaire qui contribue à en briser l'isolement et à en souligner les enjeux en tant qu'objet de recherche en sciences sociales.

Camille BOUTRON

Chercheuse Sociologie du genre et des conflits

WALSH, TOVA, « [Military Moms : Deployment and Re-integration Challenges Motherhood](#) », in MUZIK M. & ROSENBLUM K (eds.), *Motherhood in the face of trauma. Integrating Psychiatry Care*, Springer/Care, 2018, p. 213-225

Près de 40 % des femmes servant au sein des armées américaines sont mères. Les « mères militaires » se présentent en effet comme une population en constante croissance au sein des institutions militaires aux États-Unis, et doivent faire face aux contraintes imposées par leur profession, comme les périodes prolongées de séparation avec leurs enfants. Ce dernier point plus particulièrement provoque une situation de stress ressenti avant, pendant, et après le déploiement. Ce chapitre explore la façon dont les « mères militaires » font face à ce type de situation, et montre que si certaines d'entre elles font preuve d'une grande résilience et développent de nouvelles pratiques parentales, toutes doivent cependant faire face aux enjeux soulevés par le retour de mission. Le retour aux normes traditionnelles, le syndrome post-traumatique ou encore la difficulté de reprendre la routine familiale se présentent comme des difficultés spécifiques pour ce type de population, dont la situation et les besoins spécifiques devraient faire l'objet d'une plus grande attention de la part des institutions militaires.

Camille BOUTRON

Chercheuse Sociologie du genre et des conflits

Laure BARDIÈS, « [La sociologie française et la chose militaire. Une tradition antipolitique](#) », *Revue française de science politique*, 67:5, 2017, p. 879-898.

Dans cet article inspiré de sa thèse de doctorat de 2008, Laure BARDIÈS s'interroge sur les difficultés de la sociologie française à se saisir de la chose militaire. En France, la faiblesse numérique des publications et des enseignements autant que la rareté des revues scientifiques frappent lorsqu'on observe ce qui se pratique chez les anglo-saxons. L'auteur relève que ce ne fut pourtant pas le cas à la naissance des sciences sociales au 19^e siècle. Elle a constitué un corpus d'ouvrages et d'articles publiés entre 1815 et 1940, dont elle a entrepris d'analyser le fil historique et le contenu thématique en le découpant en différentes catégories. Dans cet article Laure BARDIÈS développe l'une d'entre elles, le rapport entre la chose militaire et la chose politique, la guerre et les armées étant avant tout des objets dont la dimension politique ne peut être omise.

Barbara JANKOWSKI

Chercheur Sociologie des forces armées

ÉTATS-UNIS, CANADA

Frédéric GAGNON, « [La "relation spéciale" canado-américaine à l'épreuve du fossé idéologique entre Donald TRUMP et Justin TRUDEAU](#) », *Revue de recherche en civilisation américaine*, 14 décembre 2017.

Cet article évalue l'impact de l'élection de Donald TRUMP à la présidence des États-Unis sur les relations canado-américaines, à travers un examen des enjeux du commerce, de l'environnement/énergie et de la sécurité. Il soutient que le Canada et les États-Unis ont amorcé, en janvier 2017, une période d'incertitude rarement vue dans leur histoire, et que l'ampleur du fossé idéologique entre TRUMP et Justin TRUDEAU a exposé les deux pays à des risques de désaccords susceptibles d'ébranler la « relation spéciale » canado-américaine. Cette thèse est toutefois nuancée à deux titres : d'une part, malgré le fossé idéologique entre Trudeau et TRUMP, des zones de compromis pourraient, sur certains dossiers, mener à une amélioration des relations canado-américaines par rapport aux années OBAMA. D'autre part, le Canada pourra parfois compter sur la décentralisation du pouvoir ainsi que sur les mécanismes de poids et contre-poids propres au système politique américain pour préserver ses intérêts.

Dereck CHOLLET, Julie SMITH, « [The Clock Is Already Ticking on Mike POMPEO](#) », *Foreign Policy*, 13 mars 2018.

À la suite du limogeage de Rex TILLERSON, Dereck CHOLLET et Julie SMITH proposent une analyse étayée des principales difficultés que le nouveau chef de file de la diplomatie américaine est amené à rencontrer dans les prochains mois. Un des articles les mieux documentés sur le sujet.

Philip SEIB, « [Why Rex TILLERSON's departure matters](#) », *CPD Blog*, 15 mars 2018.

Quelles sont les conséquences immédiates du départ de Rex TILLERSON et de son équipe pour le département d'État et son fonctionnement ? Philip SEIB revient sur les dysfonctionnements du département d'État, devenu une coquille vide, qui laisse les interlocuteurs étrangers sans référent.

Micah ZENKO, « [The Pentagon is a bit too excited about the return of great-power rivalry](#) », *Foreign Policy*, 13 mars 2018.

Pour Micah ZENKO, les principaux ténors du Pentagone se réjouir du retour des rivalités de puissances consacrées dans la stratégie de défense nationale de l'administration TRUMP. Cependant, la stratégie chinoise, à l'évidence, semblent pas seulement militaire, ne leur permettrait pas de faire valoir leur avantage comparatif en Asie Pacifique et laisserait la puissance américaine en position d'*outsider*.

Maud QUESSARD
Chercheur États-Unis

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Guillaume PITRON, *La guerre des métaux rares, la face cachée de la transition énergétique*, Éditions Les Liens qui Libèrent, 2018, 296 p.

La guerre des métaux rares propose une analyse économique, géopolitique et environnementale des besoins et des chaînes d'approvisionnement en

métaux spécifiquement utilisés par les technologies de la transition énergétique et de la transition numérique, voire plus largement dans les alliages et autres composants industriels développés au cours des dernières décennies.

L'ouvrage propose dans un premier temps de prendre le contre-pied d'un certain discours médiatique qui ferait de la transition énergétique une transition « propre », à la fois en termes climatiques et en termes environnementaux. Les trois premiers chapitres traitent ainsi respectivement des impacts sanitaires et environnementaux liés à l'exploitation de ces métaux dits « rares », de leur importance industrielle et stratégique pour le développement de l'industrie numérique et des technologies liées à la transition énergétique, et des dynamiques de délocalisation d'une pollution largement transférée des pays consommateurs de ce type de technologies et promoteurs des dynamiques de transition aux pays producteurs de ces matières premières.

Un second temps de l'ouvrage tente une analyse géopolitique des dynamiques de production et d'approvisionnement en métaux « rares » sous l'angle militaire et commercial. Il fait état, dans les chapitres 4 à 7, de la prise de contrôle progressive par la Chine de ce secteur stratégique, avec dans un premier temps un contrôle de la production de la matière première suivi par une remontée de la chaîne de valeur atteignant aujourd'hui une forme

de mainmise sur les dépôts de brevets. Elle s'accompagne d'une stratégie de pression commerciale, exercée par exemple à l'encontre du Japon en 2010, qui laisserait notamment craindre une exposition des matériels d'armement occidentaux, auxquels ces métaux sont indispensables mais dans des quantités faibles, à de possibles ruptures d'approvisionnement.

Enfin la dernière partie (chapitres 8 et 9) envisage des perspectives d'évolution et de nouvelles sources potentielles d'approvisionnement, notamment maritimes, et pose la question d'une possible production française.

Le propos, qui fait souvent la part belle au lyrisme et au récit romancé des expériences de terrain, n'échappe pas à un certain nombre de contradictions : peut-on à la fois agiter le spectre de la domination chinoise agressive et de ses impacts militaires tout en annonçant une exploitation massive mondialisée des gisements du plateau océanique ? Il a cependant le mérite de mettre en évidence, de façon accessible, un certain nombre de liens trop souvent passés sous silence entre la transition énergétique et ses impacts environnementaux et stratégiques.

Angélique PALLE
Chercheur Énergie et matières premières



Fanny COULOMB, *Industries de la défense dans le monde*, Presses universitaires de Grenoble, septembre 2017, 120 p.

Dans ce livre, Fanny COULOMB présente l'évolution des industries de défense dans le monde. Le premier chapitre met l'accent sur l'importance de l'environnement national (héritage du colbertisme en France, rôle du secteur privé aux États-Unis) et international (fin de la guerre froide, attentats du 11 septembre 2001) pour expliquer la diversité des organisations industrielles nationales pour le secteur de la défense. En particulier, l'auteur explique de manière claire le mouvement de concentration des entreprises de défense (et ses limites) et fournit une taxonomie de ces entreprises. En plus de ces précieux éléments, le chapitre regorge de données chiffrées permettant au lecteur d'appréhender les mutations actuelles du secteur de la défense.

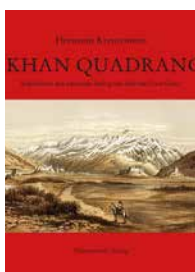
Le second chapitre traite des principales spécificités du secteur de la défense. Tout d'abord, les enjeux économiques sont importants : les dépenses militaires mondiales s'élevaient à 1 700 milliards de dollars en 2016, le marché mondial de l'armement représente 400 milliards

de dollars annuels (dont 50 à 70 milliards d'exportations) et la BITD européenne génère 400 000 emplois directs. De plus, les clients finaux ne sont autres que des États, ce qui implique un entrelacement des intérêts stratégiques et industriels – le maintien d'une BITD complète étant source d'autonomie stratégique. Une autre spécificité tient à l'existence des compensations (*offsets*) liées à certaines ventes d'armes. L'ouvrage détaille les pratiques de ces compensations pouvant « porter sur des transferts de technologie, des contrats avec des fournisseurs locaux, des participations industrielles, des engagements d'achats, etc. » (p. 46). La stratégie de compensation de 15 pays est explorée (p. 48-50), ce qui offre au lecteur une cartographie éclairante de cette pratique. Enfin, l'auteur insiste sur l'importance des coûts associés à la production de systèmes d'armement (souvent indirects comme la Recherche & Développement) créant d'importantes barrières à la concurrence sur le marché de la défense.

La question de la concurrence est l'un des principaux thèmes abordés dans le chapitre 3. En particulier, l'auteur traite de la question de la construction de la BITD européenne – toujours en cours – en revenant sur les principales initiatives européennes visant à réguler et renforcer « la concurrence intra-européenne (l'Organisme conjoint de coopération en matière d'armement et l'Agence européenne de défense) » (p. 86). Au travers de riches exemples, Fanny COULOMB évoque certains échecs européens (fusion avortée entre EADS et BAE système en 2012) et l'épineuse question de la coopération transatlantique (avion de combat *Joint Strike Fighter*).

Cet ouvrage est donc à mettre entre toutes les mains : celles du néophyte désireux de comprendre les enjeux associés aux BITD nationales et européenne, comme celles du spécialiste en quête d'un regard économique sur les questions de défense.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense



Hermann KREUTZMANN, *Wakhan Quadrangle. Exploration and espionage during and after the Great Game*, Harrassowitz Verlag, 2017, 282 p.

Hermann KREUTZMANN, géographe et anthropologue, nous offre ici un livre fascinant sur le Wakhan, région méconnue située au carrefour des

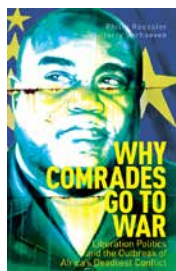
frontières afghane, tadjike, chinoise et pakistanaise. Il y décrit l'itinéraire d'un espion natif de la région, Munshi Abdul RAHIM, envoyé par les Britanniques en 1879 en

mission d'exploration. En s'appuyant sur le rapport de ce dernier et de ses propres recherches dans les archives, H. KREUTZMANN dresse le cadre de la période du Grand Jeu (19^e siècle) et des explorateurs partis à la découverte des territoires convoités par les Empires britannique et russe. Il ne se contente pas de relater la mission de l'espion mais utilise plutôt ce personnage comme un support qui lui permet de fournir des données ethnologiques, géographiques, économiques, politiques, d'un territoire difficilement accessible.

Le corridor du Wakhan, situé sur le territoire de l'actuel Afghanistan, est une bande de terre orientale qui sépare le Tadjikistan du Pakistan et qui borde l'extrémité occidentale de la province du Xinjiang en Chine. L'improbable histoire de ce corridor est le résultat d'un tracé artificiel entre les autorités russes et britanniques à la fin du 19^e siècle, qui décidèrent de créer une zone tampon entre leurs aires d'influence respectives. *Wakhan Quadrangle* prend la forme d'un très beau livre qui ne s'adresse donc pas seulement aux initiés de la région, car il soulève des questions bien plus larges : comment un territoire subit-il position stratégique ? Quelle est la genèse des frontières, sur quelles bases sont-elles créées et dans quel but ? Quelles sont les stratégies de survie des populations qui doivent dépendre d'un nouveau pouvoir central ?

Après *Pamirian Crossroads* (2015), livre majestueux dans lequel H. KREUTZMANN partage des données rares et uniques collectées durant plus de trente ans de carrière et de terrain en Afghanistan, au Pakistan, en Chine et en Asie centrale, l'auteur réitère l'expérience avec ce travail dédié à l'histoire, la géographie et aux populations qu'il a côtoyées. *Wakhan Quadrangle* comprend des cartes et des clichés uniques et en couleur qui fascineront le lecteur. H. KREUTZMANN partage des documents issus de sa propre collection, conjuguant ses travaux à ceux des cartographes et missionnaires du 19^e siècle. Au cœur de l'ouvrage, l'auteur a disposé un cahier de 65 pages correspondant au rapport de mission de Munshi Abdul RAHIM traduit en anglais en 1885, dont l'original en persan n'a pas été retrouvé. H. KREUTZMANN nous plonge ainsi dans l'univers de l'espionnage et du voyage d'exploration au 19^e siècle. À travers ces pages, il nous fait voyager dans une zone isolée et inconnue du grand public, faisant de *Wakhan Quadrangle* l'un des plus grands livres jamais publiés sur la région.

Mélanie SADOZAI
Apprentie Questions régionales Sud



Philip ROESSLER et Harry VERHOEVEN, *Why Comrades Go to War. Liberation Politics and the Outbreak of Africa's Deadliest Conflict*, Hurst Publishers/Oxford University Press, 2017.

Why Comrades Go to War est un livre extrêmement ambitieux qui propose une explication de la guerre en République démocratique du Congo (Zaïre) en 1996 qui mènera à la chute du Président MOBUTU, mais aussi à l'éclatement de l'alliance anti-Mobutiste et une nouvelle guerre en 1998. L'originalité du livre repose sur deux atouts : son explication et ses sources empiriques.

En ce qui concerne l'analyse, les auteurs suggèrent que la création d'une alliance régionale anti-mobutiste était en premier lieu conduite par une idéologie commune. Les « camarades » dans ce récit sont des forces « néo-libératrices » qui, après avoir déplacé des dictateurs néocoloniaux dans leur propre pays (au Rwanda, Ouganda, Érythrée, Éthiopie), se mettent ensemble pour en finir avec le dernier dinosaure de la région, MOBUTU Sese Seko, au pouvoir depuis 1965. Hélas, cette analyse n'explique pas l'effondrement de la même alliance moins d'un an après. L'Ouganda et le Rwanda se tourneront contre leur ancien protégé, le camarade président congolais Joseph-Désiré KABILA, ancienne connaissance de Che Guevara pendant son périple congolais en 1965. On apprend que l'échec de l'alliance est lié au fait que le fondement idéologique n'a pas été traduit en cohésion institutionnelle et organisationnelle, même si cette approche sous-estime peut-être les intérêts sécuritaires du Rwanda, menacés par les forces génocidaires.

Le deuxième point fort du livre est son récit détaillé et minutieux qui est basé sur un nombre inédit d'interviews avec des protagonistes de la guerre : des généraux, des officiers du renseignement, des rebelles, des politiciens, etc. Ceci fait que le livre est extrêmement riche et fascinant même pour des observateurs de longue date de l'Afrique des Grands Lacs.

Denis TULL
Chercheur Afrique



Jude WOODWARD, *The US vs China New Cold War ?*, Manchester University Press, 2016, 304 p.

La question de l'imminence d'un conflit entre la Chine et les États-Unis est assez vite balayée par la thèse principale de l'ouvrage de Jude WOODWARD : l'argument économique prime les enjeux sécuritaires.

Divisé en cinq grandes parties, l'ouvrage aborde d'emblée (I) la question de la guerre inévitable entre les deux géants, en réfutant les thèses occidentales selon lesquelles la Chine serait sur le point de s'effondrer. Les quatre autres parties tentent de mettre en perspective les enjeux géopolitiques, présents et à venir, aux différentes frontières de la Chine. Chacune d'elle illustre, par des études de cas, les difficultés américaines d'encercler la puissance chinoise. Le premier cas concerne la relation triangulaire Russie-États-Unis-Chine (II), et la difficulté d'inverser le paradigme de guerre froide (en jouant la carte de l'alliance avec la Russie contre la Chine), dans un contexte de multiplications des rapprochements commerciaux ou diplomatiques sino-russes (nouvelles routes de la soie notamment). La troisième partie (III) analyse les risques de conflits dans la zone Pacifique (nationalisme japonais, rivalités avec Taïwan, regain de tension entre les deux Corées), sans qu'aucun des scénarios ne parvienne à un conflit ouvert avec la Chine ; le maintien des relations commerciales primerait les enjeux territoriaux. Enfin, le dernier volet (IV), non des moindres, aborde les rivalités frontalières (Tibet, Népal, Bhoutan) et les réticences indiennes à coopérer avec l'une ou l'autre des deux puissances rivales.

L'auteur conclut à l'échec de la diplomatie américaine à convaincre l'ensemble des acteurs régionaux de l'imminence de la menace chinoise, et aux errements de la stratégie de Washington, qui privilégierait une course aux armements de type guerre froide en attisant les rivalités régionales. Pour l'ensemble des acteurs de la région, y compris les plus hostiles à la Chine, l'atout commercial chinois l'emporterait sur la démonstration de force américaine – dilemme dit « du beurre ou des canons » (*butter or guns*).

Ce panorama des forces et des faiblesses des outils de la puissance américaine en Asie a le mérite de remettre en perspective un certain nombre de relations bi ou trilatérales particulièrement stratégiques (Russie, Japon, Inde). Surtout en s'intéressant à l'ensemble des zones frontalières chinoises, WOODWARD renverse la perspective

américaine d'une nécessaire présence hégémonique en Asie Pacifique, à l'heure où l'ambition chinoise se développe aussi et surtout en Asie Centrale. Néanmoins on peut regretter que dans cette analyse de compétition des puissances, les jeux d'alliances économiques avec l'UE, ou militaires avec l'Australie (au centre du « pivot » de la stratégie d'OBAMA) et les autres alliés occidentaux ne soient pas envisagés comme des contre points possibles.

Maud QUESSARD
Chercheur États-Unis

À VENIR

11 avril : Conférence IRSEM/ECFR : « Democratic Defense Against Disinformation », de 18h à 20h à l'École Militaire (Amphithéâtre Moore). Les échanges auront lieu en anglais sur la base du rapport [« Democratic Defense Against Disinformation »](#) par Dan FRIED et Alina POLYAKOVA. Conférence gratuite et ouverte à tous sur inscription obligatoire [ici](#) avant le 5 avril, dans la limite des places disponibles.

DEMOCRATIC DEFENSE AGAINST DISINFORMATION

Avec
Dan FRIED, Atlantic Council
Pierre HASKI, Reporters sans frontières
Kadri LIIK, ECFR
Alina POLYAKOVA, Brookings Institution
Maud QUESSARD, IRSEM

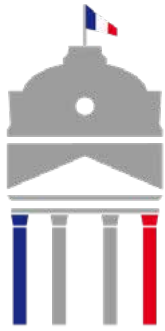
Modérée par
Manuel LAFONT RAPNOUIL, ECFR

IRSEM
 INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE
 www.defense.gouv.fr/irsem

Conférence
 École militaire
 11 avril 2018
 18h00 - 20h00

Inscription gratuite obligatoire avant le 5 avril

EUROPEAN COUNCIL ON DISINFORMATION RELATIONS SECTION



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Avril 2018

www.defense.gouv.fr/irsem

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications, nos chercheurs ont publié, événements, actualité des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 8\)](#)

Défense et société

[À VENIR \(p. 9\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS



Note de recherche n° 53

« [Le débat sur le service national universel : entre volontarisme politique et représentations collectives brouillées](#) », par Bénédicte CHÉRON, 10 p.

Pour la première fois depuis la suspension du service national obligatoire, décidée en 1997 et devenue effective en 2001, les Français ont élu un président de la République proposant le rétablissement d'une forme de service universel et obligatoire. L'annonce d'Emmanuel Macron avait fait grand bruit pendant la campagne électorale ; elle s'inscrivait pourtant dans un débat long sur les moyens de mobiliser la jeunesse au service de la société. Elle répondait aussi à une préoccupation politique de plus en plus manifeste pour la cohésion nationale, devenue explicite lors de la campagne électorale de 2007, mar-

quée par le souvenir récent des émeutes urbaines de 2005, et rendue omniprésente par les attaques terroristes de 2015.



Note de recherche n° 54

« [La diplomatie publique américaine et la désinformation russe : un retour des guerres de l'information ?](#) », par Maud QUESSARD, 13 p.

Depuis l'élection présidentielle de 2016, le contexte politique américain est marqué par la défiance vis-à-vis de ce qui est présenté comme de nouvelles stratégies d'influence russes. Les décideurs civils et militaires s'interrogent sur leurs capacités de riposte et envisagent de restaurer des dispositifs de guerre froide. Le département d'État étant affaibli, *de facto* l'appareil de diplomatie publique de l'ère Trump est fortement militarisé, et les stratégies de riposte en matière de désinformation se heurtent à quatre écueils principaux : le déséquilibre des outils employés, le manque de coordination des stratégies retenues par les différents acteurs poursuivant un même objectif, la capacité à évaluer leur impact sur les publics ciblés, et le contrôle de la communication du président. Cette note vise à clarifier les termes du débat et à mettre

en perspective les stratégies américaines en matière de lutte contre la désinformation en tirant les leçons de l'expérience de guerre froide.

NOS CHERCHEURS ONT PUBLIÉ



Fabrice ROUBELAT et Jérôme de LESPINOIS, « Hervé Coutau-Bégarie et la Prospective de la mondialisation », *Prospective et stratégie*, n° 8, avril 2018.

La revue [Prospective et stratégie](#) publie les actes de la journée d'études organisée le 3 mars 2017 par l'IRSEM

et l'Institut de stratégie comparée (ISC) et consacrée à Hervé COUTAU-BÉGARIE (1956-2012) et, en particulier, à un petit livre publié en 2008 : *2030, la fin de la mondialisation ?* Hervé COUTAU-BÉGARIE était directeur d'études à l'EPHE et directeur du cours de stratégie à l'École de guerre. Il était une des figures de proue de l'école française de pensée stratégique aux côtés de POIRIER, CASTEX, BEAUFRE, GALLOIS ou GÉRARDOT. Parmi son œuvre considérable, ce petit livre occupe une place originale. Il s'agit d'une version remaniée d'un rapport rédigé pour la Délégation aux affaires stratégiques – à laquelle a succédé la DGRIS – sur l'architecture de sécurité à l'horizon 2030.

Coordonnés par Fabrice ROUBELAT (université de Poitiers) et Jérôme de LESPINOIS, les actes reprennent l'essentiel des communications prononcées ce jour-là. Ils permettent d'aborder quelques notions clés en matière de prospective stratégique comme l'analyse des systèmes, qu'il s'agisse du système politique de la sphère internationale, du système économique de la sphère multinationale ou du système culturel avec des phénomènes transnationaux. D'autres thèmes sont envisagés : le facteur écologique, la prospective militaire, le concept de diffusion de la puissance, la mondialisation et la fragmentation des espaces communs comme la mer ou le cyberspace et, enfin, la place de la France dans la mondialisation de 2030, ses marges de manœuvres et les défis à relever.

ÉVÉNEMENTS

3 avril : Séminaire Jeunes Chercheurs.



L'édition mensuelle du séminaire des Jeunes Chercheurs en études de défense, organisé par l'IRSEM/DGRIS, se tenait à l'École militaire. Dans un premier temps, le professeur Hervé DRÉVILLON (Paris 1/SHD) a présenté sa contribution : « Soldat citoyen ou citoyen-soldat ? De la Révolution française à nos jours ». Hervé DRÉVILLON a, à partir de l'exemple de la Garde nationale, détaillé les relations entre armées et forces civiles de sécurité, depuis la Révolution française. Tirant les leçons d'une histoire non linéaire entre citoyenneté et défense, le professeur invite à relire les écrits de GUIBERT, afin d'en tirer des enseignements, nécessaires à la bonne coordination et compréhension du continuum sécurité-défense contemporain, exprimé notamment dans l'opération Sentinelle.

Dans un second temps, Mehdi BERRIAT, doctorant à l'université Paris 1, et rattaché au Service historique de la Défense, a présenté sa contribution intitulée : « Évolution de la codification de l'idéologie du jihad à travers les âges, depuis le Moyen-Âge à nos jours ». En s'appuyant sur les textes religieux et traités militaires de l'époque mamelouke, Mehdi BERRIAT a souhaité souligner qu'une compréhension du jihad contemporain ne peut faire l'économie d'une perspective historique. Ainsi, appréhender la manière dont la « guerre juste » (jihad) était pensée par les mamelouks contre les Francs, ainsi que la façon dont se construisaient, dès le Moyen-Âge, les « héros du jihad », constitue un éclairage nécessaire pour saisir les revendications et messages de l'État islamique aujourd'hui.

Les deux interventions ont donné lieu à des échanges avec les doctorants soutenus par l'IRSEM et la DGRIS.

Marie ROBIN
Assistante de recherche

4-7 avril : Convention International Studies Association (ISA), San Francisco.



L'IRSEM a été bien représenté lors de l'édition 2018. Composée de chercheurs actuels, anciens, associés et doctorants, la délégation est en pleine croissance par rapport à l'année dernière.

4 avril : Séminaire « La relation spéciale canado-américaine TRUMP-TRUDEAU » organisé par Maud QUSSARD, avec Frédéric GAGNON, directeur de la Chaire Raoul Dandurand.



Le 4 avril dernier, Frédéric GAGNON directeur de la Chaire Raoul Dandurand (UQAM, Canada) est venu à l'IRSEM pour présenter ses travaux relatifs à : « La "relation

spéciale" canado-américaine à l'épreuve du fossé idéologique entre Donald TRUMP et Justin TRUDEAU. Ces travaux ont fait l'objet d'un article récent qui évalue l'impact de l'élection de Donald TRUMP à la présidence des États-Unis sur les relations canado-américaines, à travers un examen des enjeux du commerce, de l'environnement/énergie et de la sécurité. Il soutient que le Canada et les États-Unis ont amorcé, en janvier 2017, une période d'incertitude rarement vue dans leur histoire, et que l'ampleur du fossé idéologique entre TRUMP et Justin TRUDEAU a exposé les deux pays à des risques de désaccords susceptibles d'ébranler la « relation spéciale » canado-américaine. Cette thèse est toutefois nuancée à deux titres : d'une part, malgré le fossé idéologique entre TRUDEAU et TRUMP, des zones de compromis pourraient, sur certains dossiers, mener à une amélioration des relations canado-américaines par rapport aux années OBAMA. D'autre part, le Canada pourra parfois compter sur la décentralisation du pouvoir ainsi que sur les mécanismes de poids et contrepoids propres au système politique américain pour préserver ses intérêts.

Maud QUSSARD
Chercheur États-Unis

5 avril : Séminaire Afrique « Crises internes et interventions militaires, où en est le Tchad ? », École militaire.

Le séminaire Afrique du mois d'avril organisé par Denis TULL (Questions Régionales Sud) portait sur les crises internes et les interventions militaires au Tchad. Les intervenants étaient Marielle DEBOS de l'université Paris Nanterre et Jérôme TUBIANA, chercheur indépendant. Tous deux ont présenté leur publication commune *Political Manipulation at Home, Military Intervention Abroad, Challenging Times Ahead*. Grâce à sa capacité de déploiement des forces armées dans les interventions militaires à l'étranger, le régime d'Idriss DÉBY a su devenir une puissance diplomatique en Afrique et au sein de l'Union africaine. Toutefois, cette image cache les crises intérieures (contestations, crise économique) qui sont loin d'être résolues, d'où le durcissement sur le plan répressif et sécuritaire.

Denis TULL
Chercheur Afrique

6 avril : Visite de Loulouwa AL-RACHID.

Le 6 avril 2018, Pierre RAZOUX, directeur du domaine « Questions régionales Nord », et le colonel Olivier PASSOT, directeur du domaine « Pensée stratégique », ont

reçu Loulouwa AL-RACHID, chercheuse au Carnegie-Beyrouth, pour un tour d'horizon sur la situation régionale en Irak et au Levant et pour envisager des coopérations futures entre l'IRSEM et son centre de recherche.

Pierre RAZOUX

Directeur du domaine « Questions régionales Nord »

9 avril : Conférence-débat « Bilan de l'action militaire et civilo-militaire française en Afghanistan » organisée par le Club France-Afghanistan, la Revue de la défense nationale, Institut Prospective & Sécurité en Europe (IPSE), amphithéâtre Louis, École militaire.

Le 9 avril 2018 s'est tenue à l'École militaire une conférence sur le bilan de l'action militaire et civilo-militaire française en Afghanistan. La rencontre, modérée par Emmanuel DUPUY, ancien POLAD à Kaboul, a donné l'occasion à Christophe LAFAYE, et Romain MIELCAREK de présenter leurs recherches sur l'Afghanistan. Christophe LAFAYE est docteur en histoire de l'université d'Aix-Marseille, chercheur associé au CHERPA (centre de recherche de Sciences Po Aix), chercheur associé à l'IRSEM, et l'auteur du livre *L'Armée française en Afghanistan, le Génie au combat 2001-2012*, publié en 2016. Romain MIELCAREK est journaliste, docteur en Sciences de l'information et communication de l'université de Strasbourg et chercheur associé à l'IPSE. Il est l'auteur d'une thèse de doctorat intitulée *L'influence limitée de la communication militaire française sur le récit médiatique en Afghanistan (2001-2013)* soutenue en février 2018. Lors de sa présentation, C. LAFAYE a exposé les grandes périodes de l'engagement français et expliqué comment un mandat initial visant à redonner le territoire aux Afghans (2001-2006) a progressivement basculé à partir de 2006 en une imposition de la paix, à la faveur du retour des talibans et d'un durcissement des engagements français et otanien en conséquence. C. LAFAYE a également évoqué la spécificité de la France en Afghanistan, forte de l'héritage de la contre-insurrection et du particularisme de la Légion étrangère. R. MIELCAREK est ensuite revenu sur les stratégies d'influence de l'armée française en Afghanistan et les outils mis en place, notamment les radios *Omid* et *Surobi* à destination des Afghans. La conférence a été clôturée par le discours du commandant Rahimi, stagiaire afghan à l'École de guerre. Ce dernier a fait part de la vision afghane de l'engagement français et de l'importance de la coopération franco-afghane. Pour le commandant Rahimi, la France a contribué à la reconstruction du pays, visible aujourd'hui malgré les images de la guerre diffusées dans les médias français. Le com-

mandant a insisté sur l'espoir de la jeunesse en Afghanistan, la volonté de la nouvelle génération de participer à la paix et les progrès accomplis par l'armée afghane.

11 avril : Conférence IRSEM/ECFR « Democratic Defense Against Disinformation », l'École militaire.



Le 11 avril dernier l'IRSEM et l'ECFR organisaient une conférence sur la base du rapport de l'Atlantic Council, « Democratic Defense Against Disinformation » rédigé par Dan FRIED (Atlantic Council) et Alina POLYAKOVA (Brookings Institution). Les échanges modérés par Manuel LAFONT RAPNOUIL, directeur de l'ECFR (Paris) ont permis aux deux auteurs du rapport de présenter leurs conclusions et leurs pistes de réflexion pour la mise en œuvre de stratégies efficaces de lutte contre la désinformation au niveau étatique, pour les démocraties occidentales, ou paragouvernemental, pour les acteurs de la société civile. Les panellistes, Kadri LIK pour l'ECFR, Pierre HASKI pour Reporters sans frontières et Maud QUESSARD pour l'IRSEM ont ensuite commenté le rapport et interrogé les deux rapporteurs sur les stratégies proposées en soulignant les atouts comme les principaux écueils. Les échanges avec la salle qui ont suivi ont permis de nourrir intensément les débats. [À retrouver en podcast.](#)

Maud QUESSARD
Chercheur États-Unis

17 avril : Media training.



Comme l'année dernière, certains chercheurs de l'IRSEM ont reçu une formation en *media training* par la DICOD.

19 avril : Présentation de Olfa BOUALLEGUE dans le séminaire « Conflits et Économie de Défense ».

Olfa BOUALLEGUE (Montpellier-Recherche en Économie) a présenté un article de recherche intitulé « Étude de la révolution tunisienne de 2011 par Analyse en composantes principales (ACP) » issu de sa thèse soutenue en 2017. Dans cet article l'auteur propose de recourir à une approche statistique, une ACP, pour déterminer les principaux facteurs expliquant la révolution tunisienne. En particulier, elle estime que deux éléments ont joué un rôle prépondérant : une transition sociétale marquée (émancipation de la femme, émergence d'une population jeune instruite) et une mauvaise gouvernance sous le régime de BEN ALI.

La discussion a été introduite par Omar LAYACHI (École Polytechnique, LinX) et les échanges ont grandement traités des liens – toujours complexes – entre la narration historique et les approches statistiques.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

26 avril : présentation du livre *Le Soldat au XX-XXI^e siècle*.



Le 26 avril se tenait à l'École militaire la présentation du livre *Le Soldat au XX-XXI^e siècle*, coordonné par la revue *Inflexions*, sous la direction du général LECOINTRE. À cette occasion, plusieurs des auteurs sont intervenus, interrogeant notamment le rôle joué par les forces morales en situation de combat, de Sarajevo à la Centrafrique.

Une première table ronde animée par le colonel Olivier PASSOT, directeur du domaine « Pensée stratégique » de l'IRSEM, a ainsi réuni le colonel Xavier PINEAU et le colonel Michel GOYA. Xavier PINEAU a souhaité « raconter une histoire », celle du siège de 17 jours qu'il a subi avec ses soldats en ex-Yougoslavie, mettant en exergue les leçons tirées de cette expérience sous haute tension. Michel GOYA a lui aussi présenté son expérience à Sarajevo (ex-Yougoslavie), alors que son détachement était visé quotidiennement par des tirs d'ennemis invisibles. Ces deux officiers ont souligné l'importance de l'action pour résister au stress.

Dans la seconde table ronde, modérée par Anne MUXEL, directrice du domaine « Défense et Société » de l'IRSEM, sont intervenus le colonel Hervé PIERRE et le colonel Pierre-Joseph GIVRE. Le colonel PIERRE, qui a par ailleurs coordonné une partie de l'ouvrage pour *Inflexions*, a présenté les ambitions de ce livre, sa structuration et les questionnements qui en sont à l'origine. Il est par ailleurs revenu sur son expérience en Centrafrique, interrogeant notamment ce que signifie l'esprit de corps, en opération, mais aussi au moment du retour. Pour finir, le colonel GIVRE, appartenant aux troupes de montagne a interrogé la notion de « dressage de corps », corps physique et combattant, mais également corps dans sa dimension morale, lié aux tourments de l'esprit et à une forme de violence non visible sur le corps traumatisé.

Les deux tables rondes ont donné lieu à de nombreux échanges avec la salle.

Marie ROBIN
Assistante de recherche

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Camille BOUTRON

- Conférence « The Impact of International Gender Nomenclature on Women's Agency in the Colombian Peace Process », 7^e édition de l'*International Feminist Journal of Politics Journal Conference*, université de San Francisco, 2-3 avril 2018.

- Conférence « The International Nomenclature of Gender and the "Project Ideology": Some Insights from the Perspective of a Colombian Feminist Organization », panel Feminism in/Against Neoliberalism 2: Decolonizing Development and Peace, congrès annuel de l'International Studies Association, 4-7 avril 2018.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Participation à un débat sur le thème « Peut-on imaginer un monde dénucléarisé » dans le cadre du cycle Defense and Security 2018, École Polytechnique, 3 avril 2018.

- Article « Que faire du traité sur l'interdiction des armes nucléaires ? », *Revue de la défense nationale*, n° 809, avril 2018.



François DELERUE

- Publication en ligne de l'enregistrement de mon intervention au Forum de recherche de la Société européenne de droit international (Université Hébraïque de Jérusalem, mars 2018) sur les défis pour le droit international liés au développement des

cyberopérations.

- Intervention à la Convention annuelle de l'International Studies Association (ISA) à San Francisco, 7 avril 2018.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Congrès de l'ISA dans le cadre d'un panel sur l'éthique de la guerre, 3-6 avril 2018.

- Membre du comité de sélection pour un poste de maître de conférences, Université de Reims, 11 avril.

- Membre du comité de sélection pour un poste de maître de conférences, Université de Rennes 1, 13 avril.

- Membre d'une commission de recrutement pour un poste de professeur de Relations internationales, Université de Lausanne, 23 avril.



Barbara JANKOWSKI

- Conférence « Rules of the Military Interventions Decision-Making Process in France », panel Power of Rules and Rules of Power: Constraints and Impact on Decision-Making and Strategy, conférence internationale annuelle de l'ISA (International Studies Association), San Francisco, 4-7 avril 2018.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Tribune « [Les frappes en Syrie sont-elles justifiées par la "responsabilité de protéger" ?](#) », *Le Monde*, 14 avril 2018.



Christophe LAFAYE

- Conférence « Bilan de l'action militaire et civilo-militaire de l'armée française en Afghanistan », avec Romain MIELCAREK, organisée par l'association France-Afghanistan, la *Revue de la défense nationale* et l'IPSE, École militaire, 9 avril 2018.



Jérôme de LESPINOIS

- Participation au conseil scientifique de l'exposition « Raymond Depardon 1962-1963, photographe militaire », organisée par l'ECPAD, 5 avril 2018.

- Interview par Olivier FORT pour l'émission « Lignes de défense » sur les missiles de croisière, RFI, 15 avril 2018.

- Conférences sur la stratégie nucléaire à l'École supérieure de guerre tunisienne dans le cadre du séminaire de stratégie, 16 avril 2018.

- Article « La territorialisation du cyberspace : la fin de la mondialisation ? », *Prospective et stratégie*, « Hervé Coutau-Bégarie et la Prospective de la mondialisation », n° 8, avril 2018.



Anne MUXEL

- Conférence « Comment réaliser des enquêtes de terrain sur les mineurs », atelier du Conseil scientifique sur les processus de radicalisation en partenariat avec l'Institut national des hautes études de sécurité et de justice, l'Alliance nationale des sciences humaines

et sociales et le Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation, 5 avril 2018.

- Journée d'études et de débats sur le service civique organisée par la Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale, en coopération avec la Ligue de l'enseignement à l'Université Orléans-La source, 18 avril 2018.

- Publication avec Olivier GALLAND (dir.), *La Tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, Paris, PUF, 2018.



Antoine PIETRI

- Conférence « French arms exports and intrastate conflicts: An empirical investigation », avec C. FAUCONNET et J. MALIZARD, Annual Meeting of the European Public Choice Society, Rome, 12 avril 2018.



Angélique PALLE

- Avec E. HACHE, « Intégration des énergies renouvelables variables dans le système électrique : analyse bibliométrique et enquêtes auprès des acteurs », *La Revue de l'énergie*, n° 637, mars-avril 2018.



Maud QUESSARD

- Conférence « Democratic Defense Against Disinformation », École militaire (amphithéâtre Moore), 11 avril 2018.

- Séminaire « La relation spéciale canado-américaine Trump-Trudeau », avec Frédérick GAGNON (directeur de la Chaire Raoul Dandurand), 4 avril 2018.

- Séminaire « Stratégies d'influence et guerres de l'information », avec Kevin LIMONIER (Chaire Castex de cyberstratégie), 12 avril 2018.



Pierre RAZOUX

- Interview dans le cadre de l'article de Jean-Christophe Servant, « La face cachée du détroit d'Ormuz », *Géo*, n° 470, avril 2018.



Denis TULL

- Organisation d'un séminaire Afrique sur le sujet : « Crises internes et interventions militaires : où en est le Tchad ? », avec Marielle DEBOS et Jérôme TUBIANA, 5 avril 2018.

- Présentation-audition sur la situation au Mali et la MINUSMA devant le comité sécurité et défense du groupe parlementaire « Les Verts » au Bundestag, Berlin, 17 avril 2018.

- Accueil du général BOKHIT, Tchad, dans le cadre du Programme PAD, 29 avril 2018.

- Accueil du LCL DIAW, Mali, dans le cadre du Programme PAD, 26 avril 2018.



Amélie ZIMA

- « Le multilatéralisme des alliances militaires : les stratégies de relégitimation de l'OTAN », intervention au séminaire du GRAM (Groupe de recherche sur l'action multilatérale), Sciences Po, 12 avril 2018.

- « Use of Symbols in Contemporary Politics », coorganisatrice et discutante de deux panels pour la conférence annuelle de Basees (British Association for Slavonic and East European Studies), Cambridge, 13-15 avril 2018.



Océane ZUBELDIA

- Intervention « The European Cooperation Dynamics in Drone-related Issues: Towards Civil-Military Synergies? », avec Chantal LAVALLÉE dans le panel New Technologies of Security and Surveillance: Challenging Logics of Governance and Transforming Traditional State Power Dynamics?, convention annuelle International Studies Association (ISA), San Francisco, 7 avril 2018.

VEILLE SCIENTIFIQUE

Janvier-mars 2018 : Chaire des Grands Enjeux stratégiques contemporains, Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Le cycle 2018 de la Chaire des Grands Enjeux stratégiques contemporains s'est achevé le lundi 26 mars après trois mois de conférences. Cette chaire, organisée depuis 2014 par l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne et dirigée par Louis GAUTIER, avait pour thème cette année « L'empire du Milieu au cœur du monde : stratégie d'influence et affirmation de la puissance chinoise ». La séance inaugurale a vu M. Dominique DE VILLEPIN présenter un exposé sur le modèle chinois et le basculement que celui-ci est en train d'opérer dans l'ordre international. Les conférences suivantes ont fait intervenir des chercheurs français et étrangers spécialistes de la Chine (Anne CHENG), des questions stratégiques chinoises (François GODEMENT, Zhimin CHEN, Tai MING CHEUNG) ou régionales (Chung

MIN LEE, Alexander LUKIN, Ken JIMBO, Rory MEDCALF). Les trois derniers intervenants, Bruno TERTRAIS (directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique), Antoine BOUVIER (président de MBDA), et Philippe ERRERA (directeur général de la DGRIS au ministère des Armées) ont présenté les effets stratégiques de la multiplication des défenses antimissiles. Modérée par un universitaire spécialiste du thème, chaque séance a donné lieu à des échanges avec les étudiants de Paris 1. Au fil des conférences, les questions liées à la crise en Corée du Nord étaient régulièrement soulevées, ainsi que la présence grandissante de la Chine dans les relations internationales.

Les retransmissions vidéo des conférences sont disponibles sur [le site de la Chaire](#).

DÉFENSE ET SOCIÉTÉ

Isak SVENSSON et Désirée NILSSON, « Disputes over the divine : Introducing the Religion and Armed Conflict (REALAC) data, 1975 to 2015 », *Journal of Conflict Resolution*, 62:5 (2018), 1127-1148.

Une nouvelle base de données sur les conflits religieux vient d'être publiée par deux chercheurs de l'université d'Uppsala. La base distingue notamment deux types de conflits religieux : ceux dont les motifs sont explicitement liés à la religion – par exemple l'insurrection de l'État islamique – et ceux qui opposent deux groupes armés (État inclus) d'affiliation religieuse différente – par exemple le conflit en Irlande du Nord. Les données, disponibles pour la période 1975-2015, montrent que la part des conflits à motifs religieux dans l'ensemble des conflits armés a explosé dans le temps (de 3 % en 1975 à 55 % aujourd'hui). Toutefois, la proportion de conflits opposant deux groupes de religion différente reste étonnamment stable dans le temps. Une autre tendance intéressante est que, parmi les conflits à motifs religieux, une part croissante oppose des acteurs de tradition religieuse similaire.

Sophie Panel
Postdoctorante

Roger PENN & Damon BERRIGDE, « Football and the Military in Contemporary Britain: An Exploration of Invisible Nationalism », *Armed Forces & Society*, 44:1, p. 116-138.

L'article examine la relation entre le football et l'armée en Grande-Bretagne pour explorer comment le « nationalisme invisible » a évolué. Ici, le nationalisme invisible

fait référence aux phénomènes par lesquels la présence de l'armée dans les grands événements sportifs britanniques est à la fois clairement visible tout en étant rendue à la fois culturellement et politiquement imperceptible : elle est cachée « à la vue de tous ». Le cadre théorique privilégié ici s'inspire des « Annales » et de l'école d'histoire structuraliste pour explorer comment les liens inextricables entre le football, l'armée, la monarchie, et l'Église officielle ont influencé l'évolution du nationalisme invisible. La méthodologie mobilisée s'appuie sur une enquête ethnographique au cours de laquelle ont été réalisées des observations, des entretiens et des groupes de discussion. Ont été analysées également des données visuelles à partir des émissions télévisées de diffusion d'événements sportifs nationaux. L'analyse s'appuie aussi sur les statistiques disponibles dans les clubs de football anglais. Nous concluons que le pouvoir des métarécits dominants du nationalisme britannique sert à rendre ces phénomènes invisibles à la plupart des spectateurs, en particulier ceux qui consomment le football par la télévision.

Camille BOUTRON

Chercheuse Sociologie du genre et des conflits

Esin DUZEL, « Fragile Goddesses: Moral Subjectivity and Militarized Agencies in Female Guerrilla Diaries and Memoirs », *International Feminist Journal of Politics*, 2018, p. 1-16, DOI:10.1080/14616742.2017.1419823, <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14616742.2017.1419823>.

L'article traite des femmes dans la guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui a établi la mort comme la forme ultime de la transcendance de leur engagement aux débuts de leur participation. Il se concentre sur la relation difficile entre la mort et l'*empowerment* dans le militantisme des guérillères kurdes. Il explore comment le militantisme féminin à la fois déstabilise et renforce les logiques binaires et genrées du militarisme. En parallèle, il aborde la question de l'*empowerment* comme un processus fragile et complexe lié aux expériences vécues et aux mécanismes de création de sujets au sein des organisations insurgées. Il analyse les journaux intimes et les mémoires écrits de combattantes kurdes, ainsi qu'une interview réalisée par l'auteur avec une ex-combattante du conflit entre l'État turc et le PKK dans les années 1990. Ces narrations autobiographiques révèlent la formation d'un ethos transcendantal de l'*empowerment* des femmes qui trouve sa forme la plus abou-

tie dans l'image de la déesse. Pourtant, ces récits révèlent également les dilemmes, les contradictions et la douleur inhérents au fait de devenir des sujets-militants idéaux, en particulier pour les femmes combattantes. L'article soutient que ce modèle d'*empowerment* posthume s'impose comme une représentation dominante dans la reconnaissance et compréhension du militantisme des femmes. Cet article a reçu le prix « Cynthia Enloe » en 2018.

Camille BOUTRON

Chercheuse Sociologie du genre et des conflits

À VENIR

3 mai : l'IRSEM, l'Institut Thomas More et les Éditions ESKA vous convient à un séminaire autour de la présentation du numéro 53 de la revue *Monde chinois, nouvelle Asie*, sur le thème « Péninsule coréenne, crise, dissuasion, négociations », le 3 mai 2018 de 10 h 30 à 12 h 30 à l'École militaire.

16 mai : La prochaine séance de l'atelier « Simulation stratégique-Wargaming » de l'IRSEM se tiendra le mercredi 16 mai 2018 de 13 h 45 à 18 h (salle de convivialité) sous la direction de Pierre RAZOUX, directeur du pôle « Questions régionales Nord ». Cette séance, en prise avec l'actualité la plus brûlante, permettra aux participants de se projeter dans une logique post-Daech au Levant, tout particulièrement en Syrie, afin de mieux cerner les rapports de forces, les stratégies et les contraintes des principaux acteurs régionaux engagés aujourd'hui dans la région, alors même que la tension reste forte entre Israël, l'Iran, l'Arabie saoudite, la Turquie, mais aussi la Russie et les États-Unis.



IRSEM
Atelier « Strategic Training Wargaming »
École militaire - Paris
Photo: N. Segal / IRSEM

5 juin : Le domaine « Défense et Société » organise une Journée d'études, « Les mutations des valeurs d'engagement : quelles questions pour les armées », à l'École militaire (amphithéâtre Lacoste).

L'affaiblissement du lien national, les défis d'une société multiculturelle, la montée de la violence et de la radicalité, la défiance croissante vis-à-vis des grandes institutions verticales, de nouvelles exigences concernant la vie privée ou encore une redéfinition des principes de discipline et d'autorité, sont des problématiques qui interpellent les armées. L'engagement n'a pas disparu mais ses terrains se sont déplacés. Il s'est aussi transformé dans ses modalités, dans ses formes d'expression comme dans sa durabilité.

Comment les armées peuvent-elles adapter leurs discours et leurs stratégies aux nouvelles demandes d'engagement, notamment dans les jeunes générations ? Comment les valeurs d'engagement propres à l'institution militaire peuvent-elles intégrer l'ensemble de ces mutations ainsi que les exigences liées à des aspirations de plus en plus individualisées ? Telles sont les questions qui seront abordées au travers des contributions réunissant les chercheurs du domaine « Défense et Société » et des militaires.

25 mai : L'IRSEM a le plaisir de vous inviter au séminaire « Les risques cyber dans l'espace baltique » le vendredi 25 mai 2018, de 14 h à 17 h 30, à l'École militaire.



29 mai : L'IRSEM, avec la collaboration de Polis180 et Argo, a le plaisir de vous inviter à la table ronde From logistics Hubs to the European Intervention Initiative: How Can Germany and France Support Each Other's Priorities for European Defence? L'événement se déroulera en anglais.





IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Mai 2018

www.defense.gouv.fr/irsem

[VIE DE L'IRSEM \(p. 4\)](#)

Dernières publications, événements, actualité des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 12\)](#)

Armement et économie de défense, Défense et société, États-Unis

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 15\)](#)



[À VENIR \(p. 16\)](#)

IN MEMORIAM PIERRE HASSNER (1933-2018)

Pierre HASSNER vient de mourir à l'âge de 85 ans. Avec lui disparaît le penseur français des relations internationales le plus marquant de sa génération et le plus écouté au-delà des frontières nationales. Auteur de multiples contributions dans les revues scientifiques les plus prestigieuses, il tenait à faire partager ses connaissances dans la presse généraliste – chacune de ses tribunes dans *Le Monde* faisait événement – considérant que le rôle de l'intellectuel était aussi de s'engager dans l'espace public.

La vie de Pierre HASSNER se confond avec les guerres mondiales du XX^e siècle et les conflits armés du XXI^e siècle dont il fut l'un des analystes les plus aiguisés. Né en 1933 à Bucarest, il appartient à une famille juive qui s'est convertie au catholicisme pour se protéger du nazisme. En 1948, adolescent au début de la guerre froide, il quitte la Roumanie communiste pour la France et Paris, où il s'établit avec ses parents.

Pierre HASSNER n'avait jamais oublié cette expérience de l'exil. Tout au long de son existence, il a défendu la cause des réfugiés, des populations déplacées, des accidentés de l'histoire. Il avait une conscience aiguë des contraintes du politique, mais c'était un penseur d'une humanité profonde, qui n'a jamais cédé au cynisme et intégrait toujours dans ses analyses la dimension morale et éthique. Il pouvait analyser les événements du monde avec la plus grande lucidité, puis se faire, avec une grande sensibilité et sobriété, le porte-voix des oubliés, de ces hommes et femmes ordinaires frappés par les conséquences des conflits. La politique internationale, pour Pierre HASSNER, ce n'était pas seulement les gouvernements, mais aussi les sociétés. Ce n'était pas seulement la guerre machiavélique, mais aussi la perspective kantienne de la paix. Ce n'était pas seulement la realpolitik, mais aussi les passions, les valeurs, les idées et les normes – souci qu'il partageait avec son grand ami Stanley HOFFMANN, disparu il y a deux ans.



Parler du monde, pour Pierre HASSNER, impliquait de restituer sa complexité. Pierre détestait les simplifications et il se méfiait des modélisations dont la science politique des relations internationales, en quête de scientificité, est friande. Grand pédagogue et homme de doutes à la fois, il ajoutait de la nuance et de l'inquiétude lorsque ses interlocuteurs avaient des certitudes ou croyaient en avoir.

Le destin de Pierre HASSNER était lié aussi à celui de Raymond ARON dont il fut, de l'aveu même de ce dernier, l'élève le plus brillant. Tous deux normaliens de la rue d'Ulm et agrégés de philosophie, ARON et HASSNER sont sortis des sentiers battus de la carrière universitaire et se sont confrontés au commentaire de l'histoire en train de se faire. Ils associent chacun dans leur recherche l'étude des concepts politiques et l'analyse de l'action extérieure, la philosophie politique et les relations internationales, ce que rendait bien la formule « De Kant à Kosovo » qui avait été choisie comme titre du volume d'hommages offert à Pierre HASSNER lors de son départ à la retraite – une retraite d'ailleurs toute relative puisqu'il avait gardé la même activité intense et son bureau au CERI, où les piles de livres se mêlaient aux papiers divers. Mais là où ARON était un homme de livres, un coureur de fond du concept, HASSNER était féru de la forme brève, c'était un sprinteur de la langue et de la dialectique – et un homme de revue aussi, en France *Esprit* et *Commentaire* étaient ses terrains de jeu favoris, *Survival* dans le monde anglophone accueillait régulièrement sa prose.

Chercheur et enseignant depuis 1959 au Centre d'études et de recherches internationales (CERI) de Sciences Po, il y a passé toute sa carrière mais a toujours voyagé, à commencer par les États-Unis, où il suit dans les années 1950 l'enseignement de Leo STRAUSS, puis à Bologne, où il enseigne pour l'antenne italienne de Johns Hopkins pendant vingt ans, ou encore à Québec, où il entame le dernier cycle de sa vie intellectuelle sur les passions dans les relations internationales à l'occasion d'un séjour comme professeur invité. Pierre était l'un des rares internationalistes français sollicités à travers le monde ; ses conférences, prononcées au pas de course, impressionnaient par leur hauteur de vue et leur subtilité.

Pierre HASSNER était particulièrement attaché à son indépendance, raison pour laquelle il avait toujours refusé d'occuper des fonctions d'administration ou de direction, préférant rester un chercheur en même temps qu'un commentateur engagé de l'actualité européenne et internationale. Homme des passages et des traductions, entre l'Est et l'Ouest, entre l'Europe et les États-Unis, Pierre HASSNER était l'interprète d'un monde qui fut bipolaire avant d'être mondialisé. Dans l'un de ses derniers entretiens, accordé à la revue *Sciences Humaines*, il avouait se sentir plus à l'aise, mais aussi plus inquiet, dans le monde chaotique de l'après 11-Septembre que dans celui de la guerre froide, dont les lignes de partage se dessinaient plus nettement qu'aujourd'hui. Plus à l'aise, car le monde d'aujourd'hui correspondait davantage à son tempérament, touche-à-tout et volubile, que le monde d'hier, glacé par les menaces nucléaires et clivé par l'idéologie. Plus inquiet aussi, car il lui semblait impossible de négocier avec ces nouveaux acteurs non étatiques et idéologisés tels que Daech, alors que la discussion entre États-Unis et URSS n'avait jamais cessé durant la guerre froide.

Pierre HASSNER analysait notre monde avec empathie et inquiétude, modération et passion, en suivant une lecture globale, à la fois philosophique et sociologique, politique et historique. Il refusait de se laisser enfermer dans les systèmes de pensée, les grilles de lecture politiques, les théories des relations internationales dont il restait à bonne distance. Il avait au fond deux aiguillons : sa curiosité insatiable et la liberté qu'il chérissait par-dessus tout.

Pierre HASSNER n'a jamais cherché à faire carrière, il n'a pas davantage cherché à faire école ou à bâtir une œuvre systématique. Mais son exemple a suffi, à l'image de Socrate avec Platon, ou de Maître Yoda (auquel ses étudiants le comparaient parfois) avec Han Solo. Il est aujourd'hui l'inspirateur d'une génération de chercheurs qui le voient comme un modèle. Il a inspiré notamment le *Dictionnaire de la guerre et de la paix* aux Presses universitaires de France, ouvrage qui lui est dédié et dont l'IRSEM est partenaire.

Toujours accompagné de son cartable qui enfermait mille choses, à commencer par des livres, il a formé, à Sciences Po, plusieurs générations d'étudiants, occupant aujourd'hui de hautes fonctions universitaires ou politiques. Son œuvre, à laquelle plusieurs colloques en préparation rendront hommage, fait déjà date. Outre quantité de contributions et d'ouvrages collectifs, il laisse plusieurs ouvrages personnels qui rassemblent ses articles les plus marquants, notamment *La Violence et la Paix* (1995), *La Terreur et l'Empire* (2003) et son dernier, *La Revanche des passions* (2015). Espérons que les étudiants d'aujourd'hui sauront s'en saisir et qu'à l'image de Raymond ARON, les lecteurs ne cesseront de le découvrir. C'est la raison pour laquelle nous avons voulu lui laisser la parole avec deux extraits de textes récents (voir encadré ci-dessous).

L'IRSEM adresse ses plus sincères condoléances à sa famille et à ses proches. Pierre savait cultiver la vertu de l'amitié, chère aux Grecs anciens. Lors de ses obsèques au Père Lachaise, il était entouré par sa famille et par ses amis qui se souviendront de sa joie, de sa générosité et de son extrême prévenance. Nous pouvons en témoigner personnellement et nous ne l'oublierons jamais.

Jean-Vincent HOLEINDRE et Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

« Peut-être le trait le plus préoccupant de la scène actuelle est-il justement la multiplication de guerres civiles permanentes, intermittentes, ou virtuelles, qu'elles soient religieuses, ethniques, politiques ou économiques, qui menacent de se confondre par extension ou par contagion, et d'entraîner des régions entières, comme l'Asie de l'Ouest, le Moyen-Orient, la Corne de l'Afrique ou les Grands Lacs. Cela rendrait le contrôle, la régulation ou la pacification de l'extérieur, que ce soit par les grandes puissances ou par les organisations internationales, une tâche digne d'Hercule ou plutôt de Sisyphe » (*Le Monde*, 2 octobre 2007).

« Faut-il renoncer à l'idée d'une gouvernance mondiale susceptible d'assurer la paix et la sécurité à l'échelle globale ?

Il faut en tout cas admettre que les cartes sont totalement rebattues. Il suffit de voir, outre les conflits, les négociations sur le climat : elles ont beaucoup de mal à aboutir, chacun défendant ses intérêts propres. Il existe par ailleurs un décalage croissant entre les élites mondialisées et les populations qui ont tendance à se replier sur elles-mêmes. Le monde se trouve fragmenté de fait par la montée des affirmations religieuses conquérantes et des nationalismes malheureusement exploités, y compris en Europe, par beaucoup de responsables politiques. Je suis donc assez pessimiste. Et pourtant, je dois bien reconnaître que je me sens à l'aise dans ce nouveau monde. Plus que le monde d'hier, ce monde éclaté ressemble à ma manière de penser, faite de doutes, de questions, de désordre parfois... Il faut composer avec l'incertitude » (*Sciences Humaines*, janvier 2015).

VIE DE L'IRSEM

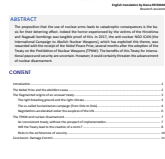
DERNIÈRES PUBLICATIONS



Étude de l'IRSEM n° 57

« [Du gel au dégel des pensions des anciens militaires subsahariens des armées françaises. Histoire politique, combat juridique et difficultés actuelles](#) » par Camille EVRARD, 52 p.

Le 26 décembre 1959, le Parlement français approuve la loi de finances pour 1960, qui prévoit que les pensions, civiles comme militaires, des ressortissants de l'ancien empire colonial soient « cristallisées », c'est-à-dire que leur montant reste bloqué au niveau atteint à la date de l'indépendance de leur pays. Entre 1960 et 1977, les anciens militaires indochinois, maghrébins ou africains, ayant servi dans l'armée française durant la période coloniale, et remplissant les conditions pour toucher une pension de retraite, d'invalidité, ou du « combattant », voient donc le montant de leurs droits geler lors de leur changement de nationalité. C'est ce qu'il convient d'appeler la « cristallisation » des pensions, processus complexe dont on ne connaît souvent que la partie émergée...



Research Paper No. 49

« [Towards the Prohibition of Nuclear Arms? The Nobel Peace Prize and the International Campaign to Abolish Nuclear Weapons \(ICAN\)](#) » by Tiphaine de CHAMPCHESNEL, 12 p.

The proposition that the use of nuclear arms leads to catastrophic consequences is the basis for their deterring effect. Indeed the horror experienced by the victims of the Hiroshima and Nagasaki bombings was tangible proof of this. In 2017, the anti-nuclear NGO ICAN (the International Campaign to Abolish Nuclear Weapons), which has exploited this theme, was rewarded with the receipt of the Nobel Peace Prize, several months after the adoption of the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons (TPNW). The benefits of this Treaty for international peace and security are uncertain. However, it could certainly threaten the advancement of nuclear disarmament.

NOS CHERCHEURS ONT PUBLIÉ



Christophe LAFAYE, *Histoire du 2^e Régiment d'infanterie de marine (1638-2018)*, Éditions Pierre de Taillac, mai 2018, 240 p.

Seize, c'est le nombre de batailles inscrit sur le drapeau du 2^e régiment d'infanterie de marine. Ce fait unique dans l'armée française témoigne de la valeur du « 2^e de marine » et de son engagement dans tous les conflits et toutes les opérations majeures dans lesquels la France a été impliquée. Depuis le milieu du XIX^e siècle, ce sont plus de cinq mille marsouins qui ont donné leur vie pour la patrie derrière le drapeau du régiment. De Bazeilles à la Chine, des tranchées de la Grande Guerre à la Tripolitaine, la Cochinchine ou la Kabylie, les sacrifices des marsouins du 2^e RIMa suivent les soubresauts de l'histoire de France. « Régiment de la Sarthe » à partir de son installation dans le camp d'Auvours en 1963, les marsouins du 2^e RIMa sont depuis à la pointe des opérations extérieures aussi bien au Liban, en ex-Yougoslavie, dans le golfe Persique, en Afghanistan qu'en Afrique. Apte à participer aux opérations amphibies, le régiment est une unité moderne à la pointe de la technologie tout en restant particulièrement attachée à ses qualités humaines et guerrières. Fier de son appartenance aux troupes de marine, fier de son passé, fier de son identité et résolument tourné vers l'avenir, le « 2^e de marine » participe encore et toujours à l'écriture des plus belles pages d'histoire des armes de la France. Avec fidélité et honneur, sur terre et sur mer.



Jérôme de LESPINOIS, coordination du dossier « *Stratégie du cyberspace* », *Stratégique*, n° 117, 2018.

Après la *Revue stratégique de cyberdéfense* publiée par le SGDSN en février dernier, la revue *Stratégique*, créée par le général POIRIER en 1979, apporte une nouvelle brique au « chantier stratégique » français : la question de la cyberstratégie. Le dossier coordonné par le LCL Jérôme de LESPINOIS aborde quatre thèmes :

- les opérations dans le cyberspace, de la guerre électronique aux opérations cinétiques ;

- les acteurs du cyberspace, notamment le rôle des acteurs privés et de l'homme dans ce monde très technique et fortement automatisé ;

- l'évolution du système international du fait de la numérisation de nos économies et de nos sociétés avec l'augmentation des phénomènes transnationaux ;

- et, enfin, la prospective avec des éclairages sur le changement des organisations et des modes de fonctionnement des armées et les risques de collapsologie numérique.

Le dossier est conclu par un entretien avec le général de division Olivier BONNET DE PAILLERETS, commandant de la cyberdéfense, qui évoque l'enjeu pour les armées de la souveraineté numérique et la redistribution de puissance sur la scène internationale du fait de l'émergence de la puissance numérique des États et d'acteurs non étatiques.

La guerre dans le cyberspace n'est déjà plus « la lutte armée et sanglante entre groupements organisés » que décrivait Gaston BOUTHOU, le père de la polémologie, mais ressemble davantage à l'action indirecte, telle que définie par le général BEAUFRE. Fondée sur l'emploi de procédés détournés dans le domaine politique, économique, social ou même militaire, elle recherche la décision en évitant l'affrontement direct des forces armées. Cette transformation est analysée par les vingt-deux chercheurs militaires et civils qui apportent leur contribution à ce dossier et ouvrent des perspectives nouvelles, sans épuiser le sujet car la réflexion en cette matière est encore balbutiante.



FITNA, The Global War in the Middle East (La guerre globale au Moyen-Orient).

Conçu par Pierre RAZOUX, directeur du domaine « Questions régionales Nord », « FITNA, The Global War in the Middle East » est un wargame de simulation stratégique pour deux

à six joueurs piloté par des cartes (avec des pions représentant les unités et groupes armés présents sur le terrain) qui illustre les affrontements militaires au Moyen-Orient depuis 2012 jusqu'à un proche avenir. Parmi les dix scénarios historiques et hypothétiques, les joueurs peuvent simuler la guerre contre l'État islamique en Irak et en Syrie (ISIS), la rébellion kurde, la confrontation sunnites contre chiites (Arabie saoudite vs Iran) ainsi que les interventions russe,

turque, israélienne et occidentale dans la région. Les troupes de l'État islamique (Daech) sont activées par des cartes d'événement.

Ce wargame stratégique permet d'avoir une vision très claire des objectifs des protagonistes locaux et une réelle compréhension de ce qui se passe dans cette zone chaotique. C'est pourquoi il est utilisé par des experts et des analystes pour tester des scénarios prospectifs. Ce wargame a enfin été conçu pour permettre aux joueurs de créer leurs propres scénarios afin d'explorer toute nouvelle situation conflictuelle au Moyen-Orient.

ÉVÉNEMENTS

15 mai : Séminaire des Jeunes chercheurs en études de défense.



À l'occasion du séminaire mensuel des Jeunes chercheurs en études de défense, Anne MUXEL, directrice du domaine « Défense et société » de l'IRSEM, affiliée au CNRS et au CEVIPOF, a présenté les résultats du baromètre pour la jeunesse qu'elle a coordonné pour Fondapol entre 2014 et 2016.

Dans une présentation intitulée « Les jeunes et l'armée : attitudes, représentations, engagements », elle a montré que la relation des jeunes aux différentes armées françaises demeure relativement positive. Ainsi, les jeunes assimilent principalement la pratique militaire à un certain nombre de valeurs connotées positivement : courage, bravoure, honneur, etc. De même, les résultats du baromètre ont montré qu'une forte proportion des jeunes interrogés « serait prête à sacrifier sa vie pour son pays ». La relation des jeunes à ce que nous englobons sous le terme de « politique » est plus incertaine. Ainsi, une forte proportion des jeunes se dit peu intéressée par la politique. Cette

présentation a donné lieu à de nombreux échanges avec les jeunes chercheurs DGRIS, intéressés principalement par la perspective quantitative de l'enquête.

Au cours de cette rencontre, des personnels du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères sont également venus présenter les structures IFRE et les opportunités qu'elles offrent pour les jeunes chercheurs d'effectuer leurs terrains ou bien des séjours de recherche à l'étranger.

Marie ROBIN
Assistante de recherche

16 mai : Atelier Wargaming.



Le 16 mai 2018, Pierre RAZOUX, directeur du domaine « Questions régionales Nord », a animé une session de l'atelier « Simulation stratégique-Wargaming » de l'IRSEM centrée sur la Syrie post-Daech. Cette séance, qui a mobilisé une quinzaine d'experts et d'étudiants, a permis aux participants de mieux cerner les rapports de forces, les stratégies et les contraintes des principaux acteurs régionaux engagés aujourd'hui au Levant, dans un contexte marqué par l'annonce américaine de retrait unilatéral de l'accord nucléaire iranien.

17 mai : Présentation de Jhonatan SALDANA dans le séminaire « Conflits et économie de défense ».

Jhonatan SALDANA (Université Paris 13) a présenté le premier article de son travail de thèse intitulé « Economics of self-protection ». Dans cet article l'auteur propose d'adapter un modèle issu de la finance (choix de portefeuille) pour expliquer l'organisation de patrouilles paysannes au Pérou dans les années 1980. L'auteur estime qu'il existe des similitudes importantes entre la modalité de protection et les décisions sur un marché financier

(allocation des ressources, notion de risque). Cet article original offre une grille de lecture sur les motivations de l'autoprotection, la destruction ainsi que l'appropriation.

La discussion a été introduite par Jérôme GLACHANT (Université Paris 1) qui a notamment apporté son expertise des marchés financiers, avant que les échanges avec la salle ne s'engagent.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

25 mai : Conférence « Les risques cyber dans l'espace baltique ».



Céline BAYOU et Céline MARANGÉ ont organisé, vendredi 25 mai après-midi, une conférence sur les risques cyber dans l'espace baltique qui s'inscrivait dans le cadre du cycle de séminaires qu'elles animent sur les enjeux de sécurité dans l'espace baltique. La conférence réunissait dix intervenants parmi lesquelles figuraient les meilleurs experts français des questions cyber et du cyberspace russophone.

La première session qui portait sur le problème de la désinformation a permis de préciser les méthodes de développement horizontal de l'information, comme la « tempête de pions » ou les effets d'emballement. Ces techniques désormais éprouvées facilitent la reprise d'informations dont l'origine et la fiabilité ne peuvent pas être vérifiées, contribuant ainsi à entretenir un climat de doute et d'incertitude.

La deuxième partie traitait des cyberactions de la Russie dans les anciens pays soviétiques et plus particulièrement dans les pays baltes. Elle a permis de distinguer des attaques à forte portée symbolique, telles que les attaques de déni d'accès ou par site miroir, des attaques sur les couches basses du cyberspace, c'est-à-dire sur les

réseaux et terminaux ou sur les opérateurs de réseaux. Elle a aussi donné lieu à une réflexion sur le problème de l'attribution d'une attaque cyber du fait de la dimension transnationale du cyberspace, mais aussi des difficultés techniques et juridiques d'établissement de la preuve.

Enfin, la troisième partie présentait le fonctionnement et les objectifs du centre d'excellence de cyberdéfense de l'OTAN à Tallin, ainsi que les initiatives prises au niveau de l'ONU, de l'UE et de la France pour stabiliser le cyberspace.

29 mai : Conférence « A Mongolian perspective on shifting Northeast Asia ».

Julian DIRKES, chercheur à la School of Public Policy and Global Affairs, Université de British Columbia à Vancouver (Canada) a présenté « A Mongolian perspective of Northeast Asia », le 29 mai à l'IRSEM. Ancrée dans une Asie du Nord qui a du mal à se penser comme une région, la politique étrangère de la Mongolie se caractérise par la politique du « Troisième Voisin ». Face à de grands voisins réels, la Chine et la Russie, Oulan Bator se cherche un voisin virtuel, les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, qui lui permette de maintenir une ligne d'indépendance et sa neutralité, car le pays souhaite se voir reconnaître le statut de « neutralité permanente ». Tsakhiagiym ELBEGDORJ, président de Mongolie de 2009 à 2017, a incarné avec succès cette politique d'ouverture et de « visibilité ». Toutefois, la relation avec la Chine reste marquée par une grande ambiguïté. Pékin absorbe près de 80 % des exportations – pour l'essentiel des ressources minières – mongoles, et cette mainmise nourrit un sentiment identitaire très fort au sein d'une population de 3 millions d'habitants qui craint d'être « submergée ».

Pour Julian DIRKES, le potentiel diplomatique et économique de la Mongolie reste peu exploité. Pourtant la Mongolie incarne un multipartisme vibrant dans une Asie du Nord marquée par des ambitions de puissances, et sa relation privilégiée avec la Corée du Nord aurait pu en faire un médiateur avisé de la crise nucléaire en cours. Jusqu'à présent Oulan Bator a su jouer la carte d'un multilatéralisme intelligent en s'investissant dans de nombreuses enceintes de sécurité régionales, dont l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Le pays a accueilli le 11^e Sommet du dialogue Asie-Europe en juillet 2016.

Vu d'Europe et notamment de Paris, le développement d'une coopération de défense avec la France constitue une réponse avisée au besoin d'autonomie stratégique d'Oulan Bator et a permis de nouer des relations de confiance qui vont en s'intensifiant. Cette coopération bénéficie notamment à la communauté internationale en permettant à la Mongolie de consolider ses capacités en matière de maintien de la paix et de participer plus activement à des OMP de l'ONU.

Marianne PÉRON-DOISE
Chercheuse Asie du Nord

29 mai : Conférence « Extended Deterrence on the Korean Peninsula ».

Le Pr Tomonori YOSHIZAKI, directeur de recherche « Simulation » au National Institute for Defense Studies s'est exprimé sur les défis posés à la dissuasion élargie américaine au profit du Japon par la menace nucléaire nord-coréenne, dans le cadre d'un séminaire fermé organisé à l'IRSEM le 29 mai. Selon lui, la doctrine nucléaire autoproclamée de Pyongyang montre une volonté méthodique et convaincante de représenter une menace crédible pour les intérêts américains et ceux de ses alliés (essai d'une bombe H, développement de capacités intercontinentales, diversification des plateformes de tir, annonce de frappes anti-cités et contre des sites militaires). On peut parler d'« aventurisme calculé », soit une stratégie nucléaire adaptée à un « petit pays » visant à assurer avec des moyens limités et asymétriques la survie du régime. Pyongyang voit en l'arme nucléaire le moyen de faire cesser ce qu'il définit comme la « politique hostile des États-Unis » à son égard et un puissant égalisateur de puissance.

Face à ces objectifs, l'alliance de sécurité Washington-Séoul et Washington-Tokyo doit renforcer sa coordination stratégique et s'en tenir à une ligne régionale combinant dialogues politiques et pressions militaires, ce que le Pr YOSHIZAKI définit comme *Innovative alliance management*. Ce faisant, il s'est longuement référé au cadre régional de la *National Security Strategy* américaine et la vision portée par le document d'un Indo-Pacifique, terrain de rivalités entre grandes puissances et où se développent des stratégies anti-accès (A2/AD). C'est dire qu'au-delà de la Corée du Nord, il convient d'intégrer la réalité d'une menace chinoise s'attaquant à un ordre régional s'appuyant sur les valeurs de souveraineté et d'indépendance. Pour le professeur, ce contexte et le niveau d'incertitude qu'il engendre, se retrouvent dans la place accordée au nucléaire par l'administration TRUMP

dans la *Nuclear Posture Review* et la décision de modernisation de l'arsenal américain. Selon lui, ce nouveau narratif *thinking about the unthinkable* plaide fortement en faveur de la dissuasion élargie et l'amène à des pronostics assez pessimistes si les discussions avec Pyongyang sur la dénucléarisation venaient à échouer.

Marianne PÉRON-DOISE
Chercheuse Asie du Nord

29 mai : Table ronde « From logistics Hubs to the European Intervention Initiative: How Can Germany and France Support Each Other's Priorities for European Defence? ».



L'IRSEM a accueilli une table ronde co-organisée avec deux *think tanks* français (Argo) et allemand (Polis180), portant sur le rôle de la France et de l'Allemagne dans la relance de la coopération européenne en matière de défense. Cet événement était aussi l'occasion pour les deux *think tanks* de présenter leurs dernières notes sur le sujet. Sont intervenus : Pierre HAROCHE (IRSEM) Clément HERVÉ (Quai d'Orsay) et Barbara KUNZ (IFRI).

La discussion a d'abord porté sur les divergences de vues franco-allemandes, en particulier sur le dossier de la Coopération structurée permanente (CSP), le concept d'autonomie stratégique, et les politiques d'exportation d'armement. L'évolution de l'Allemagne dans le sens d'un plus grand engagement en matière de sécurité a été notée. Cependant, des doutes ont été émis sur le fait que cette évolution contribue nécessairement à rapprocher l'Allemagne de la position française. Les questions de la complémentarité entre la CSP et l'Initiative européenne d'intervention (IEI) portée par la France, ou encore entre l'Union européenne et l'OTAN, ont été

débatues. Enfin, le rôle des États-Unis dans la défense européenne et la dégradation des relations transatlantiques ont été analysés.

Pierre HAROCHE
Chercheur Sécurité européenne

30 mai : Séminaire Afrique « Le Mali est-il un État Potemkin ? L'empirique et l'imaginaire dans la reconstruction de l'État » avec le Pr Pierre Englebert.

Devant une quinzaine de personnes (ministère des Armées, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, chercheurs), le Pr Englebert (Pomona College) a interrogé les efforts de reconstruction de l'État malien depuis la crise de 2012. Selon lui, les résultats décevants s'inscrivent dans la durée, la période actuelle n'étant que la dernière itération d'un processus de construction difficile, voire d'un échec. Celui-ci découle d'un manque flagrant de ressources pour soutenir l'État et d'une tendance systématique à imiter le modèle de l'État français malgré son incongruité par rapport aux conditions locales. En conséquence, l'État malien est plus imité qu'il n'est construit, et sa reconstruction imaginée plus qu'elle n'est mise en œuvre. Le conflit joue un rôle important dans cette production. La mise en œuvre de la reconstruction n'est cependant pas irrationnelle pour les dirigeants ayant peu d'alternatives à court terme ou pour les partenaires internationaux désireux d'affronter les menaces pesant sur la sécurité locale. Il pourrait y avoir d'autres alternatives, cependant, avec un plus grand potentiel d'intégration de l'État dans les ressources, les populations et les pratiques locales. L'exploration des possibilités d'une plus grande adjonction de la gouvernance islamique et de réformes de décentralisation plus véritablement fondées sur des institutions locales d'action collective pourrait s'avérer fructueuse.

Denis TULL
Chercheur Afrique

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Élie BARANETS

- Conférence « Démocratie : entre paix et victoire », congrès international « Campus pour la paix – De la guerre juste au défi de la paix juste » à l'Université Catholique de Lille, 20 avril 2018.

- Recension du livre de Graham ALLISON, *Destined for War: Can America and China Escape Thucydides's Trap?* (Houghton Mifflin Harcourt, 2017), in [Les Champs de Mars. Revue d'études sur la guerre et la paix](#), n° 30, mai 2018, p. 152-153.



Camille BOUTRON

- Conférence « La violence de genre et sexuelle comme pratiques d'interconnexion entre temps de guerre et temps de "paix". Pour une perspective comparée Pérou – Colombie », colloque international *Perspectives théoriques et sociales sur la vérité, la justice et la réconciliation dans les Amériques*, Centre de recherche sur l'ethnicité et l'immigration de l'Université du Québec à Montréal, 25-26 avril 2018.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Audition dans le cadre de la mission d'information de l'Assemblée nationale sur le nucléaire (50 ans du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires), Paris, 15 mai 2018.

- Participation à la table ronde « Un noyau sans pépin : 2028, le monde sera-t-il dénucléarisé ? », Rencontres IHEDN à l'École militaire, 26 mai 2018.



Fatiha DAZI-HENI

- Article « Kuwait and Oman mediating policy traditions in rupture with Gulf crisis protagonists », *Orient*, avril 2018.



François DELERUE

- Article « Stratégie juridique pour la cyberdéfense française » in [Les Champs de Mars. Revue d'études sur la guerre et la paix](#), n° 30, supplément, mai 2018, p. 297-306.

- Recension de l'ouvrage de M.N. SCHMITT et L. VIHUL (dir.), *The Tallinn Manual 2.0 on the International Law Applicable to Cyber Operations* (2^e éd., Cambridge University Press, 2017) in [Les Champs de Mars. Revue d'études sur la guerre et la paix](#), n° 30, mai 2018, p. 141-142.

- Trois enseignements portant sur « Usage de la force, nouveaux domaines et nouveaux enjeux (cyberespace et espace) », « Jus In bello et cyberespace » et « La responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite en cyber contexte », [38^e Cours avancé de droit des conflits armés de l'Institut international de droit humanitaire de Sanremo](#), Italie, 7-11 mai 2018.

- Conférence « Cyber International Law : Transformation or Decline of the International Rule of Law ? », séminaire « [Doing what comes Naturally: History, Anthropology, Theory and More in International Law](#) », département de droit de l'Institut universitaire européen de Florence, Italie, 17 mai 2018.

- Conférence intervention sur la stratégie française de cyberdéfense, séminaire IRSEM-US War College, 22 mai 2018.

- Conférence « Des cyber-opérations russes ? Le problème de la preuve et de l'attribution », séminaire « [Les risques cyber dans l'espace baltique](#) » organisé par Céline MARANGÉ, IRSEM, 25 mai 2018.

- Conférence « Cyber International Law: the way forward after the failure of the last UNGGE », organisé par le ministère tchèque des Affaires étrangères, XIXth Annual Conference on Information Security, Prague, République tchèque, 30 mai 2018.



Juliette GENEVAZ

- Interview « [La nouvelle puissance chinoise](#) », *La Vie des idées*, 11 mai 2018.

- Article « [Ideology in China's Military Reform](#) », *Analysis*, China Policy Institute, 18 mai 2018.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Participation à l'émission « [Le Monde en face](#) » sur France 5 animée par Marina Carrère d'Encausse sur le thème : « Le nouveau désordre mondial », 2 mai 2018.
- Séminaire « Guerre, conflits et sociétés au XXI^e siècle » sur le Sahel, avec Nicolas Desgrais et Denis Tull, à l'EHESS, 4 mai 2018.
- Participation à l'émission d'Ali Laïdi « [Penser la guerre : le retard français](#) », France 24, 15 mai 2018.
- Participation à la session du Conseil national des universités, section Science politique, 22 mai 2018.
- Audition au Conseil supérieur des programmes (ministère de l'Éducation nationale), 24 mai 2018.
- Participation à l'école d'été sur les conflits et les interventions internationales, Université Laval (Québec), IEP Bordeaux, IRSEM, 27 mai-1^{er} juin 2018.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Éditorial (avec J.-V. HOLEINDRE), [Les Champs de Mars. Revue d'études sur la guerre et la paix](#), n° 30, mai 2018, p. 5-8.
- Article « La relève stratégique : une première histoire du soutien aux jeunes chercheurs sur les questions de défense et de sécurité », [Les Champs de Mars. Revue d'études sur la guerre et la paix](#), n° 30, mai 2018, p. 9-43.
- Conférence d'ouverture de la 6^e École d'été sur les conflits et les interventions internationales, organisée par HEI (Université Laval), Sciences Po Bordeaux et l'IRSEM, à l'Université Laval, Québec, Canada, 27 mai 2018.
- Conférence « Faut-il déléguer à la machine le droit de tuer ? (le débat moral sur les armes autonomes) », colloque *Le maillon faible : l'homme ou la machine ?*, organisé par l'École de guerre, amphithéâtre Des Vallières, École militaire, Paris, 23 mai 2018.
- Conférence « Faire la guerre "au nom de l'humanité" ? », Forum universitaire, amphithéâtre de l'Espace Landowski, Boulogne-Billancourt, 7 mai 2018.

- Conférence « How to build resilience against propaganda and disinformation : the case of France », StratCom Summit 2018, organisé par European Values et Wilfried Martens Centre for European Studies, Prague, République tchèque, 4 mai 2018.



Édouard JOLLY

- Article « Esquisse d'une philosophie politique de la Première Guerre mondiale : Schmitt, Clausewitz et le problème de l'hostilité », [Tijdschrift voor Filosofie](#), n° 79, p. 747-774.



Christophe LAFAYE

- Article « Le déminage », in Jean-Marc MARRIL, Philippe CHAPLEAU (dir.), *Dictionnaire des opérations extérieures de l'armée française de 1963 à nos jours*, Nouveau Monde, coll. « Histoire », 452 p.
- Conférence « [La préservation de l'expérience combattante des XX^e et XXI^e siècles en France](#) », colloque international *Archiver le temps présent*, Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve, Belgique, 26 et 27 avril 2018.



Jérôme de LESPINOIS

- Conférence « Aspects historiques et stratégiques de la guerre en coalition », École de guerre, 7 mai 2018.



Angélique PALLE

- Article « Les infrastructures électriques européennes entre transition et intégration : nouvelles vulnérabilités, nouvelles menaces », [Les Champs de Mars. Revue d'études sur la guerre et la paix](#), n° 30, forum, mai 2018, p. 427-436.

- Conférence « Conflits et climat », Séminaire de culture de défense de la FG 2 organisé par le centre d'enseignement militaire supérieur Air (CEMS Air), vendredi 27 avril 2018, École militaire, amphithéâtre Foch.



Marianne PÉRON-DOISE

- Article « Péninsule coréenne : les fragiles espoirs de la diplomatie des Sommets », *The Conversation*, 1^{er} mai 2018.

- Organisation d'une conférence publique autour de la présentation du n° 53 de la revue *Monde chinois*,

Nouvelle Asie « Péninsule coréenne : crise, dissuasion, négociations » avec Emmanuel DUBOIS, rédacteur en chef de la revue et trois auteurs (LCL Remy HEMEZ, Théo CLÉMENT, Samuel RAMANI), IRSEM, 3 mai 2018.

- Entretien avec le Pr Raymond QUILOP, Université La Salle (Philippines) dans le cadre du programme des Personnalités d'avenir Défense, Paris, 24 mai 2017.

- Présentation « Engaging the DPRK in 2018 » dans le cadre du Dialogue stratégique annuel République de Corée/France organisé par le RINSA et la FRS, Paris, 28 mai 2018.

- Organisation d'un séminaire autour de la présentation « A Mongolian perspective on Northeast Asia » avec le Pr Julien DIRKES, Université British Columbia (Vancouver) IRSEM, 29 mai 2017.

- Organisation d'un séminaire fermé à l'occasion de la présentation « Extended deterrence around the Korean Peninsula » par le Pr Tomonori YOSHIZAKI, directeur de recherche au National Institute of Defense Studies, NIDS (Japon), IRSEM, 29 mai 2018.



Antoine PIETRI

- Conférence « Trading arms with the enemy: An approach based on guns versus butter models » (avec J. MALIZARD), 67th Annual Meeting of the French Economic Association (AFSE), Paris, 16 mai 2018.

- Intervention « L'évaluation du coût socio-économique de la vie et son application pour l'étude de la guerre », Petit-déjeuner de l'ISAD (Institut supérieur des affaires de défense), 18 mai 2018.

- Article « Une note sur la mesure du coût socio-économique d'un conflit militaire », *Les Champs de Mars. Revue d'études sur la guerre et la paix*, n° 30, forum, mai 2018, p. 369-376.

- [Prix de thèse d'Économie de la défense 2017](#), *EcoDef. Le bulletin de l'Observatoire économique de la défense (SGA/DAF/OED)*, n° 106, avril 2018.

- Recension de l'ouvrage de Sophie LEFEEZ, *L'Illusion technologique dans la pensée militaire* (éditions Nuvis), in *Les Champs de Mars. Revue d'études sur la guerre et la paix*, n° 30, mai 2018, p. 143-144.



Maud QUESSARD

- Conférence CESA, « La nouvelle donne de la relation transatlantique », amphithéâtre Foch, École militaire, vendredi 27 avril.

- Médias : War On The Rocks podcast, « US Foreign Policy, The View From Paris », Usha SAHAY et Maya KANDEL, Maud QUESSARD, Manuel LAFONT-RAPNOUIL, enregistré à l'ECFR, 9 mai 2018.

- Congrès AFEA, organisation et présidence des ateliers politique étrangère américaine, « Grand strategy from the bottom up? », Nice, 23-25 mai.



Benoît RADEMACHER

- Conférence « Enjeux technologiques autour des objets connectés et opportunités pour la défense », demi-journée d'étude sur « L'Internet des objets - Enjeux de sécurité et de défense »

organisée par la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), Bibliothèque nationale de France, 15 mai 2018.



Pierre RAZOUX

- Article « Des guerres israélo-arabes au conflit israélo-palestinien », *Sciences humaines*, hors-série n° 23 « Comprendre le Moyen-Orient », mai-juin 2018, p. 38-42.

- Article « Moyen-Orient : guerres passées, conflits potentiels », *Catholica*, n° 139, printemps 2018, p. 59-66.

- Invité du journal de 18 h de la chaîne de télévision *i24News*, le 3 mai 2018, pour analyser la montée de la tension militaire au Levant entre Israël et l'Iran.
- Interview par Olivier BERGER sur les frappes israéliennes en Syrie et les réactions probables de l'Iran à la sortie des États-Unis de l'accord nucléaire, *La Voix du Nord*, 5 mai 2018. Article repris sur le [blog](#) d'Olivier BERGER.
- Conférence « Security and geopolitical challenges in the Middle East », Collège des forces canadiennes (CFC) de Toronto, 8 mai 2018.
- Interview « Les frappes israéliennes en Syrie », invité des journaux de 13 h et 18 h de *Radio France Internationale*, le 10 mai 2018.
- Interview « L'escalade des tensions au Levant après le retrait unilatéral américain de l'accord nucléaire et les frappes israéliennes en Syrie », invité du « Débat » de *France 24* de 19 h à 20 h, 10 mai 2018.
- Interview par Aurélie SIPOS sur les conséquences possibles des frappes israéliennes contre des objectifs iraniens en Syrie, [Parisien.fr](#), 10 mai 2018.
- Invité sur l'escalade des tensions au Levant, « Europe nuit » sur *Europe 1* à 22 h, 10 mai 2018.
- Animation de l'atelier « Simulation stratégique-Wargaming » de l'IRSEM, 16 mai 2018.
- Intervention lors du séminaire « Quel avenir pour l'Iran après la décision américaine de retrait de l'accord nucléaire ? », IFRI, 18 mai 2018.
- Conférence « Geopolitical challenges in the Middle East and North Africa region » suivie de l'animation d'un atelier sur ce thème, Collège de l'OTAN, Rome, 23-24 mai 2018.



Denis TULL

- Contribution pour le blog « *Peace-lab* » : « [Wie geht Ertüchtigung \(nicht\)? Erfahrungen aus Mali](#) » (Renforcer le secteur de sécurité : Leçons à partir du Mali), 2 mai 2018.
- Conférence « Reconstruire le secteur de sécurité au Mali : la relation dysfonctionnelle entre le Mali et des partenaires internationaux » dans le cadre du séminaire « Guerres, conflits et sociétés au XXI^e siècle », EHESS, Paris, 4 mai 2018.

VEILLE SCIENTIFIQUE

Soutenance de thèse de Magali NICOLAS-VULLIERME, *Les Rangers canadiens et les Rangers Juniors canadiens : vecteur de sécurité humaine des Inuit canadiens*, sous la direction de J.-P. VANDERLINDEN et S. ROUSSEL, mercredi 16 mai 2018.

Cette thèse a été dirigée par les professeurs J.-P. VANDERLINDEN (Paris-Saclay/UVSQ), directeur de thèse, et S. ROUSSEL (ENAP, Montréal), codirecteur de thèse. Le jury est composé de deux rapporteurs – R. HATTO (chargé d'enseignements HDR, Sciences Po Paris) et W. LACKENBAUER (professeur, Saint Jerome's University, Waterloo) ; et de quatre examinateurs – E. CANOBBIO (maître de conférences, Paris-VIII Saint-Denis), C. DA CUNHA (maître de conférences, Paris-Saclay/UVSQ), J.-F. Savard (professeur, ENAP, Gatineau) et A. TAITHE (chargé de recherche, Fondation pour la recherche stratégique).

Cette thèse porte sur l'identification d'éléments pouvant permettre la création d'un environnement favorable à la protection de la sécurité humaine des communautés arctiques canadiennes. Plus particulièrement, elle analyse les dynamiques relationnelles au sein des patrouilles de Rangers canadiens. Composées de réservistes autochtones et allochtones, ces patrouilles sont un lieu de rencontre entre militaires et Inuit. Cette recherche qualitative, inductive et exploratoire est le résultat de l'analyse d'un corpus de vingt et un entretiens et d'observations de terrain conduits en 2016 et 2017 au Nunavik et au Nunavut. Selon ces données, ces patrouilles fonctionnent en se reposant notamment, et de façon importante, sur des relations équilibrées et respectueuses de la culture



Benoît de TRÉGLODÉ

- Comité scientifique lors de la journée d'étude « Où situer le communisme, entre démocratie et totalitarisme ? », université Paris Diderot, 16 mai 2018.
- Rapporteur et membre du jury de la thèse de Lê THI HOA sur l'enseignement catholique au Vietnam au XX^e siècle, université Paris Diderot, 7 mai 2018.

autochtone. Ce sont ces relations et cet équilibre qui permettent le renforcement de la sécurité humaine des communautés arctiques. Le gouvernement canadien, via les patrouilles de Rangers canadiens et de Rangers Juniors canadiens, contribue indirectement au renforcement de la sécurité humaine de ces communautés.

ARMEMENT ET ÉCONOMIE DE DÉFENSE

Kjell HAUSKEN, « [A cost-benefit analysis of terrorist attacks](#) », *Defence and Peace Economics*, 29:2, 2018, p. 111-129.

Dans cet article, l'auteur illustre l'intérêt de l'analyse coûts-bénéfices pour appréhender le terrorisme. Pour ce faire, il développe un cadre théorique dans lequel une organisation terroriste (« OT ») cherche à infliger des pertes à sa cible (coûts humains, coûts économiques) tout en augmentant sa propre influence en perpétrant un acte terroriste. Cependant, une telle action comprend aussi des coûts pour l'OT (humains et économiques principalement). L'auteur construit son modèle en partant d'un postulat simple : si les bénéfices associés à un acte terroriste sont supérieurs aux coûts supportés par l'OT, alors cet acte sera entrepris – avec une probabilité plus ou moins grande de succès.

Dans la suite de son analyse, l'auteur applique son modèle aux attentats du 11 septembre 2001 ainsi qu'à 53 autres actes terroristes perpétrés sur le sol américain (données issues principalement du *Global Terrorism Database*). Il trouve que 43 attentats sont « rationnels » au sens du modèle développé dans l'article (bénéfices supérieurs aux coûts pour l'OT impliquée). Ainsi, le choix rationnel peut s'avérer être un cadre d'analyse pertinent pour étudier, comprendre, et donc prévoir les actions terroristes.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

Negasi SALOMON, Emiru BIRHANE, Christopher GORDON, Mebrahtu HAILE, Fatemeh TAHERI, Hossein AZADI, Jürgen SCHEFFRAN, « [Environmental impacts and causes of conflict in the Horn of Africa: A review](#) », *Earth-Science Reviews*, 177, 2018, p. 284-290.

Cet article est une revue de la littérature traitant de la relation entre environnement (ressources naturelles, écosystème) et conflit dans la Corne de l'Afrique depuis 1970.

En particulier, il s'intéresse aux effets du climat (variations des précipitations et de la température) sur le déclenchement d'un conflit dans cette zone géographique. Les auteurs mettent en évidence l'existence d'un lien négatif entre probabilité d'occurrence d'un conflit et rareté des ressources naturelles (air, eau, faune, etc.). Les principales causes avancées pour expliquer cette rareté sont : la politique gouvernementale, les variations climatiques, ou tout simplement l'existence d'un trop faible stock de ressources naturelles. Enfin, les auteurs déplorent le faible nombre de travaux académiques traitant de ces questions – pourtant centrales dans la Corne de l'Afrique – et souhaitent ainsi ouvrir la voie à de futures recherches.

Paul-Émile BERNARD
Assistant de recherche pour le domaine AED

DÉFENSE ET SOCIÉTÉ

Ashok SWAIN & Joakim ÖJENDAL (dir.), *Routledge Handbook of Environmental Conflict*, Routledge, 2018, 362 p.

Au cours des deux dernières décennies, de nombreux travaux de recherche ont été réalisés sur le lien entre la problématique écologique, les conflits violents et les diverses formes de coopération. La menace croissante du changement climatique mondial a souligné la pertinence de ce domaine de recherche académique. Alors que plusieurs études sont en cours pour trouver les voies précises par lesquelles les actions de coopération peuvent permettre, non seulement d'anticiper ou de modérer les conflits de ressources, mais aussi de diffuser des formes de coopération vers d'autres problématiques de conflit, il n'y a pas eu jusqu'à ce jour de volume exhaustif sur la thématique des conflits environnementaux et de la consolidation de la paix. Ce manuel vise à rectifier cela en fournissant un état de l'art de la recherche sur la façon dont l'utilisation des ressources environnementales peut à la fois provoquer des conflits et agir comme catalyseur pour la coopération et la consolidation de la paix.

Camille BOUTRON
Chercheuse Sociologie du genre et des conflits

Roos HAER et Tobias BÖHMELT, [Girl soldiering in rebel groups, 1989-2013: Introducing a new dataset](#), *Journal of Peace Research*, 55:3, 2018, p. 395-403.

Cet article présente les premiers résultats d'une nouvelle base de données sur les enfants-soldats de sexe féminin dans les groupes armés non étatiques sur la période 1989-2013. Il commence par exposer quelques grandes tendances. Le recrutement de filles-soldates concerne près de la moitié des organisations rebelles observées sur la période ; 10 % des organisations les recrutent à large échelle (plus de 15 % des enfants-soldats sont des filles). Parmi les organisations qui recrutent des filles, environ deux tiers les emploient dans des rôles de soutien exclusivement ; dans le tiers restant (57 organisations armées), les filles recrutées participent aux combats. Dans un deuxième temps, l'article procède à une analyse des déterminants du recrutement de filles-soldates : en particulier, la présence de filles parmi les combattants est corrélée négativement au niveau du développement économique du pays, mais positivement à la taille de l'organisation, à la durée du conflit et (plus curieusement) au niveau de la démocratie.

Sophie PANEL
Postdoctorante

ÉTATS-UNIS

Stephen TANKEL, « [Donald TRUMP's Shadow War](#) », *Politico*, 9 mai 2018.

Dans un article très documenté, Stephen TANKEL (*American University, Center for a New America Security*), spécialiste du contre-terrorisme, met en perspective les manquements et les principaux écueils des « guerres de l'ombre » menées par l'administration TRUMP. En comparant les stratégies adoptées successivement, après le 11 septembre par l'administration BUSH, puis par OBAMA, Stephen TANKEL met en évidence la rupture préoccupante que représente la gestion du contre-terrorisme par le président TRUMP dès sa prise de fonction. En voulant agir plus vite et se démarquer du cadre légal et collégial privilégié par son prédécesseur, le président TRUMP, selon TANKEL, aurait autorisé un certain nombre d'opérations spéciales de manière hâtive (comme au Yémen en janvier 2017) en simplifiant la chaîne de commandement. Le nombre de bombardements effectués par des drones aurait explosé notamment au Yémen et en Somalie, entraînant des pertes civiles toujours plus nombreuses. Or, TANKEL prévient que l'ensemble de ces actions exté-

rieures menées notamment par les forces spéciales et la CIA, participent d'une militarisation à outrance de la politique extérieure des États-Unis, et d'une visibilité qui pourrait s'avérer totalement néfaste aux intérêts américains. En limitant la transparence sur les interventions militaires, en s'affranchissant des cadres légaux, d'une supervision par le politique de l'action militaire, et en privilégiant des alliances bilatérales, au nom de la lutte antiterroriste, conduisant à des actions extérieures qui ne participent pas d'une vision stratégique définie, l'administration TRUMP opérerait un virage à 180 degrés qui ne serait pas, selon l'auteur, dans l'intérêt national des États-Unis. Cet article est adapté de son dernier ouvrage ([With Us and Against Us: How America's Partners Help and Hinder the War on Terror](#), New York, Columbia University Press, 2018) que Stephen TANKEL viendra présenter à l'IRSEM le 6 juin prochain.

Sharon WEINBERG, « [China already won the drone war](#) », *Foreign Policy*, 10 mai 2018.

Sur les avancées technologiques chinoises et les guerres commerciales États-Unis/Chine en matière d'armement on lira aussi l'article de Sharon WEINBERG, qui démontre que la Chine aurait désormais un avantage comparatif en ce qui concerne le commerce des drones.

Jon WOLFSTHAL et Julie SMITH, « [Pompeo's Iran Plan Is a Pipe Dream](#) », *Foreign Policy*, 21 mai 2018.

Sur l'absence de stratégie américaine au Moyen-Orient après la sortie du JCPOA (ou accord sur le nucléaire iranien), on lira l'article critique de Jon WOLFSTHAL et Julie SMITH sur la posture de Mike POMPEO incarnant une diplomatie américaine qui exige mais qui ne négocie pas.

Maud QUSSARD
Chercheur États-Unis

John GARNAUT, « [How China interferes in Australia](#) », *Foreign Affairs*, 9 mars 2018.

John GARNAUT, ancien conseiller du Premier ministre australien Malcolm TURNBULL, met en évidence les tentatives d'interférence chinoise dans la politique intérieure australienne et l'arsenal juridique déployé par le gouvernement TURNBULL pour endiguer ce phénomène perçu comme une atteinte à la souveraineté du pays.

L'auteur soutient que le Parti communiste chinois exploite des vulnérabilités liées aux modèles australiens de financement des universités, des médias et des campagnes

électorales, pour élargir son influence et « acheter » l'accès aux milieux politiques et scientifiques du pays. GARNAUT dénonce notamment la corruption de certaines personnalités politiques qui, en échange de financements de la part des donateurs chinois, font avancer les positions du Parti communiste chinois sur les questions internationales. De la même manière, l'auteur reproche également aux universités australiennes d'être devenues de véritables véhicules de la propagande chinoise, allant même jusqu'à accuser certains centres de recherche de détourner leurs financements au profit de la modernisation de l'armée chinoise.

Face à ces offensives chinoises, le gouvernement TURNBULL a défini dès août 2016 une nouvelle stratégie visant à lutter contre l'ingérence étrangère. TURNBULL a par exemple introduit une loi interdisant les financements politiques en provenance de l'étranger et imposé des obligations de divulgation aux personnels étrangers travaillant dans les milieux politiques australiens. Par ailleurs, l'auteur souligne les mérites de cette stratégie de contre-ingérence, qui pose des garde-fous pour ne pas froisser le régime chinois, principal partenaire économique de l'Australie. Ainsi, cette stratégie prend pour principales cibles les activités potentiellement corruptrices de tous les États étrangers, non pas exclusivement celles de la Chine et des Australiens d'origine chinoise. De plus, elle s'efforce de faire une distinction entre les activités considérées comme corruptrices et coercitives et la diplomatie publique légitime et transparente.

Alexandre VELLA
Stagiaire QRN-Australie

acceptations. Pour ne rien gâcher, l'auteur a eu l'excellente idée d'intégrer un cahier cartographique en couleur qui illustre ses démonstrations, de même qu'une trentaine d'encadrés consacrés à des thématiques transverses et des rappels chronologiques, très utiles pour les étudiants. La première partie décortique l'évolution de la notion de puissance à l'époque contemporaine. L'auteur convoque tour à tour les grands géopoliticiens des XIX^e et XX^e siècles, soulignant leur apport conceptuel et démontrant en quoi certains éléments de leur pensée demeurent pertinents en ce début de XXI^e siècle. Il montre comment la notion de géopolitique se renouvelle, proposant sa propre définition : « Étude de la politique de puissance des États et des acteurs politiques, privilégiant le cadre géographique, intégrant les leçons de l'histoire et le poids du contexte, fondée sur les systèmes de représentation réciproque des acteurs, de leurs comportements et de leurs projets. » Il démontre en quoi la puissance n'est jamais donnée, ni globale, mais reste instable, réversible et imprévisible. Dans sa seconde partie, Thierry GARCIN analyse les principaux enjeux contemporains en s'intéressant autant aux acteurs étatiques (avec des développements approfondis sur les États-Unis, la Russie, la Chine et l'Allemagne) et aux coalitions et alliances, qu'aux acteurs non étatiques et aux médias. Sa troisième et dernière partie présente les grands défis, insistant sur le déficit actuel de puissance. Il réfute la notion de monde multipolaire qui implique pour lui une certaine forme d'équilibre, constatant qu'aujourd'hui tous les États paraissent les plus puissants – États-Unis en tête – vont devoir gérer leurs propres faiblesses et contradictions dans les décennies qui viennent. Ces États seront plus que jamais guidés par des considérations de politique intérieure. D'où le titre de son ouvrage qui insiste sur la fragmentation du monde.

L'auteur envisage dès lors les ruptures possibles et la décomposition du système international dont l'un des principaux enjeux sera celui d'encadrer l'intelligence artificielle, faisant à long terme le jeu des Chinois. Pour lui, le pouvoir économique n'a pas supplanté le pouvoir politique. Comme il le souligne, « À bien des égards, on n'a jamais constaté autant de besoin d'État [...] Il s'agit plus aujourd'hui de désorganisation et de réorganisation de l'État que d'effondrement de l'État » (p. 310). Sa conclusion est limpide : le système international, démembré, reste profondément oligarchique, mais il s'agit de plus en plus d'une compétition régulée entre oligarchies inégales ». Au regard des plus récents développements internationaux, il paraît difficile de contester ce constat.

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Thierry GARCIN, *La Fragmentation du monde – La puissance dans les relations internationales*, Economica, 2018, 335 p.

Un essai passionnant et très pertinent ! Thierry GARCIN, universitaire et homme de radio qui a animé avec beaucoup de talent sur *France Culture*

l'émission quotidienne « Les enjeux internationaux », pendant plus de trente ans, nous livre un ouvrage qui fera date et qui est à la fois un manuel de géopolitique et une réflexion sur la notion de puissance, sous toutes ses

Au bilan, Thierry GARCIN nous offre un ouvrage précieux pour tous ceux qui s'intéressent au devenir des relations internationales. Nous ne pouvons que l'en remercier.

Pierre RAZOUX

Directeur du domaine « Questions régionales Nord »



Maya KANDEL, *Les États-Unis et le Monde. La politique étrangère des États-Unis de George WASHINGTON à Donald TRUMP*, Paris, Perrin, avril 2018, 187 p.

Dans cet essai synthétique, qui balaie plus de trois siècles d'histoire, Maya KANDEL, historienne, spécialiste du Congrès et des questions de défense et de diplomatie des États-Unis, propose une mise en perspective bienvenue de la notion et de l'utilisation de l'exceptionnalisme en politique étrangère américaine. Distinguant les grands courants fondateurs et constitutifs de la politique étrangère des États-Unis, l'ouvrage démontre que l'élection de TRUMP et son approche des questions internationales n'est pas une anomalie, mais s'inscrit dans une histoire, celle de l'identité américaine, où les problématiques intérieures sont intrinsèquement mêlées aux décisions de politique extérieure. Rappelant notamment le rôle fondamental du Congrès, le propos remet en contexte des concepts parfois galvaudés ou utilisés à tort dans les débats contemporains tels que l'isolationnisme, qui pour l'auteure n'est qu'un épiphénomène (la neutralité ou la retenue stratégique présentant en revanche des possibilités d'éclairage pertinent sur des choix récurrents des décideurs américains), l'impérialisme ou encore le siècle américain.

Si l'historien pourra regretter des passages rapides sur certaines lectures des événements clés du XIX^e siècle, le propos a le mérite d'en rappeler l'importance et d'éveiller la curiosité du lecteur moins averti sur cette période charnière de l'expansionnisme, constitutive de la naissance d'une grande puissance et de sa politique étrangère.

Au bilan, cet ouvrage important propose des clés inédites pour comprendre les États-Unis et leur rapport au Monde en bousculant les grilles de lecture encore trop empreintes de l'héritage de la guerre froide, et en s'inscrivant dans une approche renouvelée de l'histoire de la politique étrangère américaine, qui tient compte de l'ensemble des facteurs et des étapes constitutives de celle-ci.

Maya KANDEL viendra présenter son ouvrage à l'IRSEM le 8 juin prochain en présence de l'historien Pierre MELANDRI et du colonel Jérôme PELLISTRANDI.

Maud QUESSARD

Chercheur États-Unis

À VENIR

8 juin : L'IRSEM vous convie à une présentation du livre *Les États-Unis et le monde* en présence de l'auteur, vendredi 8 juin de 16 h 30 à 18 h 30 à l'École militaire. [Inscription obligatoire.](#)

15 juin : L'IRSEM organise un séminaire intitulé « La guerre, le temps et l'espace. Systèmes de pensée et expériences. Peut-on parler de "guerre première" ? », le vendredi 15 juin à l'École militaire, de 17 h 30 à 19 h 30.

Peut-on se contenter de considérer la guerre comme un simple objet d'étude, alors que les implications anthropologiques se répercutent immédiatement sur le champ politique ? On se réfère au néologisme des « arts premiers », qui ne résout que partiellement la question des différences culturelles, des sociétés chaudes et froides selon Lévi-Strauss, des peuples présumés sans ou avec histoire, pour tenter de lever l'hypothèque qui pèse sur l'anthropologie et l'ethnographie depuis leur naissance. À cet égard la philosophie et les sciences sociales permettent de reformuler les enjeux que les sciences en général et l'anthropologie en particulier rencontrent en élisant la guerre pour objet d'investigation. [Inscription obligatoire.](#)

La guerre, le temps et l'espace.
Systèmes de pensée et expériences

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

Séminaire
École militaire

17h30 - 19h30

Inscription obligatoire

Vendredi 15 juin 2018

AEGES ASSOCIATION POUR LES ÉTUDES DE LA GUERRE ET DE LA PAIX

15 juin : La prochaine séance de l'atelier « Simulation stratégique-Wargaming » de l'IRSEM se tiendra le vendredi 15 juin 2018 de 13 h 45 à 18 h (salle de convivialité) sous la direction de Pierre RAZOUX, directeur du domaine « Questions régionales Nord ». Cette séance, en prise avec l'actualité la plus brûlante, permettra aux participants de se projeter dans une logique post-Daech au Moyen-Orient dans un contexte de vives tensions régionales accentuées par le retrait unilatéral des États-Unis de l'accord nucléaire avec l'Iran, et de ses conséquences probables.

21-23 juin : L'IRSEM et l'Université Sorbonne nouvelle Paris 3 vous invitent au colloque [Être à la guerre sans être à la guerre – Moments de vacances sur l'arrière-front pendant la Première Guerre mondiale.](#)

COLLOQUE

ÊTRE À LA GUERRE SANS ÊTRE À LA GUERRE ?

Moments de vacance(s) sur l'arrière-front pendant la Première Guerre mondiale

A HOLIDAY FROM WAR? RESTING BEHIND THE LINES DURING THE FIRST WORLD WAR

21-23 juin 2018
June 21-23 2018

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

26 juin : Le colloque international [Coopérer en matière de sécurité et de défense : Quels enjeux, quels modèles au XXI^e siècle ?](#) organisé par les doctorants soutenus par la DGRIS et l'IRSEM, aura lieu à l'École militaire, le 26 juin, de 9 h à 18 h, à l'amphithéâtre Moore.

Colloque international

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

Coopérer en matière de sécurité et de défense :
Quels enjeux, quels modèles au XXI^e siècle ?

9h00 - 18h00
École militaire

Inscription obligatoire

Mardi 26 juin 2018

DGRIS

12 et 13 décembre : L'IRSEM et le CREC Saint-Cyr (Centre de recherche des écoles de Coëtquidan) organisent au sein de l'École militaire à Paris un colloque international intitulé *La sociologie militaire : un état des lieux*. Un certain nombre de chercheurs étrangers reconnus dans le champ de la sociologie militaire seront invités à venir présenter leurs travaux et débattre avec leurs homologues français. Nous lançons un appel à contributions en direction de la communauté académique française, et notamment des jeunes chercheurs.

APPEL À COMMUNICATIONS

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

La sociologie militaire :
Un état des lieux

Colloque international

École militaire

12 - 13 décembre 2018

École de Saint-Cyr Coëtquidan



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Juin 2018

www.defense.gouv.fr/irsem

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications, événements, actualité des chercheurs

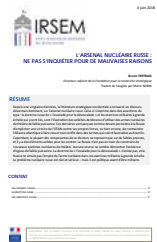
[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 13\)](#)

Questions régionales Nord, Armement et économie de défense

[À VENIR \(p. 14\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS



Note de recherche n° 55

« [L'arsenal nucléaire russe : ne pas s'inquiéter pour de mauvaises raisons](#) », par Bruno TERTRAIS, 7 p.

Depuis une vingtaine d'années, la littérature stratégique occidentale a consacré un discours, désormais dominant, sur l'arsenal nucléaire russe. Celui-ci s'exprime dans des assertions du type : la doctrine russe de « l'escalade pour la désescalade » et les exercices militaires à grande échelle qui y sont liés, sont l'illustration des velléités de Moscou d'utiliser des armes nucléaires de théâtre de faible puissance. Ces dernières sont perçues comme devant permettre à la Russie d'empêcher une victoire de l'OTAN contre ses propres forces, ou bien encore, de contraindre l'Alliance atlantique à faire cesser tout conflit dans des termes qui soient favorables au Kremlin. Cependant, la plupart des composantes de ce discours ne reposent que

sur de faibles preuves, et il y a des éléments solides pour les contrer. La Russie n'est pas en train de construire de nouveaux systèmes nucléaires de théâtre. Aucune source ne semble démontrer l'existence d'ogives de faible puissance. La doctrine de « l'escalade pour la désescalade » n'existe pas, et la Russie ne simule pas l'emploi de l'arme nucléaire dans ses exercices militaires à grande échelle. Le problème nucléaire russe est réel et sérieux – mais il est politique avant d'être militaire.



Research Paper No. 56

« [The European Defence Fund: How the European Commission is becoming a Defence Actor](#) », by Pierre HAROCHE, 9 p.

The European Defence Fund represents the culmination of the European Commission's progressive emergence as a defence actor.

The origins of the European Defence Fund were marked by the Commission's strong political commitment and activism. Because it has no legal competence in the area of defence, the Commission used its existing economic competences, which has led to a tension between economic and strategic interests in the negotiation. In order to be able to manage the European Defence Fund,

the Commission will have to strengthen its technical expertise in the area of defence, which will likely lead to bureaucratic rivalry between the Commission and the European Defence Agency and the European External Action Service. More generally, the European Defence Fund is part of a new and broader focus on budgetary instruments in European Union defence policy, aimed at strengthening cooperation among member states. This note relies on 23 interviews with officials from the Commission, the European Defence Agency (EDA), member states' national administrations, and the defence industry as well as members of the European Parliament (MEPs).

Fruit d'une commande passée par le Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE), cette étude, qui n'a pas vocation à être exhaustive, vise à faire un point de situation sur l'ergonomie et la réalité augmentée, sous l'angle des opportunités ou risques que cela peut représenter pour le combattant futur. Après avoir défini les notions d'ergonomie et de réalité augmentée, elle s'intéresse aux principaux domaines d'utilisation, civils et militaires, de cette technologie que l'on nous présente comme révolutionnaire et disruptive, avant d'analyser les conséquences possibles de l'introduction de la réalité augmentée dans les armées ainsi que les risques potentiellement entraînés par celle-ci.

Note de recherche n° 57

« [Quel rôle pour les armes nucléaires après la nouvelle revue de posture américaine \(2018\)](#) », par Tiphaine de CHAMPCHESNEL, 8 p.



Dans un contexte de sécurité dégradé, la nouvelle revue de posture nucléaire (NPR) américaine rompt avec l'intention affichée de réduire le rôle des armes nucléaires qui a marqué la précédente NPR et guidé, de manière générale, la politique nucléaire des États-Unis depuis la fin de la guerre froide. Le document a été vivement critiqué, en particulier s'agissant des « compléments » prévus à l'arsenal non stratégique actuel. Destinés à rétablir la dissuasion vis-à-vis d'adversaires potentiels qui n'excluent pas l'option nucléaire pour compenser un désavantage sur le plan conventionnel, ces « compléments » sont dénoncés comme tendant à abaisser le seuil d'emploi de l'arme nucléaire et à augmenter le risque d'escalade depuis un conflit conventionnel vers un échange nucléaire. Ces critiques réfutent l'argumentation de l'administration qui explique que son intention est tout à fait inverse. Au-delà de ce débat, qui semble s'inscrire dans une opposition historique entre deux grands courants de la pensée nucléaire aux États-Unis, se pose la question de l'avenir de l'ordre nucléaire, tandis que le processus bilatéral de maîtrise des armements peine à se maintenir.

ÉVÉNEMENTS

22 mai : visite des officiers-stagiaires de l'US Army War College.



Comme chaque année depuis 2010, l'IRSEM a accueilli les officiers stagiaires de l'US Army War College, en visite en Europe dans le cadre de l'Advanced Strategic Art Program (ASAP). La journée de rencontres et de discussions s'est articulée autour de trois thèmes : la stratégie de défense et de sécurité nationale, la stratégie cyber et enfin la communication stratégique. Les participants français et étatsuniens ont notamment présenté et comparé la *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale* française et la *National Security Strategy* que le président Donald TRUMP a exposée en décembre 2017. En matière de cyberdéfense, les officiers-stagiaires américains se sont montrés particulièrement intéressés par le refus français d'employer le terme « dissuasion » (les États-Unis utilisant volontiers celui de *deterrence*), débat qui n'est pas seulement sémantique dès lors que révéler ses capacités cyber revient à les

Étude de l'IRSEM n° 58

« [L'Ergonomie et la réalité augmentée adaptées aux besoins militaires : opportunités technologiques, opérationnelles et culturelles \(nouvelles générations de combattants\)](#) », par LCL Arnaud PLANIOL, 58 p.



rendre nulles. Enfin, après des remerciements chaleureux au lieutenant-colonel Arnaud PLANIOL très impliqué dans ces rencontres et qui, en partance pour les États-Unis, passe la main à Maud QUESSARD, une visite passionnante de l'École militaire et de sa bibliothèque, où l'on garde encore, comme les vestiges et témoins de l'amitié franco-américaine, les traces des balles américaines tirées par les Français pour reprendre à la Wehrmacht le bâtiment, a conclu la journée.

Hortense MIGINIAC

Assistante de recherche Défense et société

27 mai au 2 juin : École d'été.



Affirmant son soutien à la recherche stratégique de défense, l'IRSEM a coorganisé avec l'Institut québécois des hautes études internationales (HEI) de l'Université Laval et Sciences Po Bordeaux la 6^e édition de l'école d'été sur les conflits et les interventions internationales.

Cet événement scientifique de haut niveau, qui s'est déroulé du 27 mai au 2 juin 2018 à Québec, avait pour objectif de favoriser une approche multidisciplinaire de la conflictualité armée et des interventions militaires internationales. Il a réuni de nombreux chercheurs en science politique, en droit et en économie, ainsi que des praticiens d'horizons variés (militaires, diplomates, acteurs humanitaires, journalistes et membres d'organisations internationales). L'IRSEM y était représenté à plusieurs égards.

Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, directeur de l'IRSEM, a inauguré l'école d'été par une présentation du cadre définitionnel et contextuel de la guerre, des conflits, et des interventions. Également présents, Jean-Vincent HOLEINDRE, directeur scientifique de l'IRSEM, Julia GRIGNON, membre du Conseil scientifique de l'IRSEM, et Camille BOUTRON, chercheuse du domaine « Défense et société » de l'IRSEM, ont respectivement traité des risques et opportunités des interventions sous l'angle de la science politique, du droit international humanitaire et de la sociologie post-confliktuelle.

Trois doctorants issus de la relève stratégique de l'IRSEM, Clotilde BÔMONT (doctorante en géographie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), David Nelson COMPAORE (doctorant en droit international à l'Université de Poitiers) et Friederike RICHTER (doctorante en science politique au Centre de recherches politique de Sciences Po), ont eu l'opportunité de prendre part à cet événement. Ils ont ainsi pu, grâce à la diversité et la complémentarité des disciplines, approfondir leurs connaissances des enjeux que pose la gestion de conflits.

L'IRSEM est heureux d'avoir participé, pour la deuxième année consécutive, à cette école internationale, et a le plaisir d'annoncer la prochaine édition de l'école d'été sur les conflits et les interventions internationales qui aura lieu à Bordeaux du 2 au 8 juin 2019.

4 juin : Séminaire « La relation spéciale MACRON-TRUMP-TRUDEAU ».



Le professeur de science politique émérite, David HAGLUND, de l'université de Queen's (Canada) a donné, le 4 juin, une conférence dans le cadre du cycle de séminaires sur le Canada et les relations transatlantiques organisé par l'IRSEM. Faisant suite à la conférence du 4 avril dernier consacrée à la relation spéciale TRUMP-TRUDEAU, cette seconde conférence s'est concentrée sur la relation spéciale MACRON-TRUMP-TRUDEAU et l'évolution des relations transatlantiques vues du Canada.

4 juin : « Les nouvelles Routes de la Soie chinoises face à ses partenaires ».



Le 4 juin, Juliette GENEVAZ a organisé un atelier avec quatre chercheurs participant au numéro thématique qu'elle coordonne sur « Les Nouvelles Routes de la Soie chinoises : appropriations et résistances » conjointement avec Sonia LE GOURIELLE (Université Catholique de Lille) pour la revue *Études internationales*. Les chercheurs participant à l'atelier ont discuté des réponses du Pakistan, de l'Inde et de Djibouti au projet chinois d'investissement massif dans les infrastructures transnationales, notamment de transport. La question du positionnement stratégique de la Chine à travers ce projet, notamment dans sa dimension maritime, fut également un thème du débat.

La conclusion de l'atelier, et l'idée directrice qui mène la réflexion du numéro thématique proposé est qu'au Pakistan, en Indonésie et en Russie, l'initiative chinoise, *a priori* purement économique, a progressivement occupé une place centrale dans le discours politique. Maintenant que la Chine est devenue un acteur structurant non seulement en Asie mais aussi pour les pays du Sud plus éloignés, les gouvernements des pays sur « la ceinture et la route » font leur la norme chinoise de « connectivité », ou bien, dans le cas indien, tentent de façonner un projet alternatif en réponse. Loin d'être apolitique, cette norme requiert une implication importante des gouvernements hôtes pour garantir la viabilité des chantiers d'infrastructure. De l'Asie du Sud-Est à la Corne de l'Afrique, en passant par l'Asie centrale, l'initiative chinoise a créé ainsi de nouveaux équilibres régionaux où le rôle de grands régimes autoritaires comme la Russie, l'Éthiopie, l'Indonésie et le Pakistan est renforcé.

5 juin 2018 : intervention du Pr Anne-Thida NORODOM dans le cadre du groupe de recherche sur les stratégies d'influence et les guerres de l'information.

Le groupe de recherche sur les stratégies d'influence et les guerres de l'information, animé par Maud QUESSARD, François DELERUE et Céline MARANGÉ, s'est réuni à l'IRSEM le mardi 5 juin 2018 pour écouter Anne-Thida NORODOM, professeur de droit public à l'Université Paris 5, sur le thème « Les fake news : quel cadre juridique ? ». Le Pr NORODOM a présenté ses travaux sur le cadre juridique de la lutte contre les fausses informations, tant sous l'angle du droit français, que du droit européen et du droit international. Elle est notamment revenue sur les différents fondements existant en droit français sur lesquels pourrait s'appuyer une action contre de fausses nouvelles, tant sous l'angle du droit de la presse qu'en dehors, notamment en matière pénale. Dans un second temps, elle a analysé la question de la responsabilité des plateformes numériques.

François DELERUE
Chercheur Cyberdéfense et droit international

5 juin : Journée d'étude sur le thème « Les mutations des valeurs d'engagement : quelles questions pour les armées ? »



En rassemblant les chercheurs et chercheurs associés du domaine « Défense et société », la journée d'étude « Les mutations des valeurs d'engagement, quelles questions pour les armées ? » a nourri la réflexion sur une notion centrale pour la sociologie militaire et les armées.

Le GCA Philippe PONTIÈS, directeur du service national et de la jeunesse et président de la commission armée-jeunesse, ne s'inquiète pas des mutations à

l'œuvre dans les valeurs d'engagement. La jeunesse désire s'engager, l'enjeu est donc d'offrir un cadre où ce désir puisse s'épanouir. Les jeunes s'engagent pour une raison d'abord ontologique : l'être humain est fait pour agir et affirme par là sa liberté, dès lors que l'identité est déterminée par le contexte familial et le milieu social mais est aussi le fruit de nos actes.

Il y a pourtant des freins à l'engagement : une crise sociale, qui est une crise de sens provoquant un repli sur la sphère privée, à laquelle s'ajoute un manque de reconnaissance, les citoyens ne se sentant pas suffisamment écoutés. La crise des élites et le manque d'exemplarité, alors que les figures tutélaires sont essentielles pour susciter de l'engagement, sont aussi un défi. Enfin intervient un frein socio-économique qui repose sur les déterminismes religieux, sociaux et géographiques, à prendre en compte dans leur diversité.

Ceci posé, comment relever le défi de l'engagement de la jeunesse ? En lui faisant confiance et en lui donnant des responsabilités, selon l'exemple du fonctionnement des start-up qui font place à l'initiative et à l'innovation. La jeunesse est volatile, elle attend ce type d'offre souple et éclectique. Cela ne signifie pas qu'elle rejette l'autorité et la contrainte ou que les valeurs de l'effort, de la discipline et du patriotisme soient obsolètes. Comme le montre l'armée, qui réussit à attirer des jeunes et à concilier mise en valeur de la diversité et rassemblement par des valeurs profondes, les jeunes sont demandeurs de repères. Le préfet Yannick BLANC, haut-commissaire à l'engagement civique et président de l'Agence du service civique, est allé en ce sens, en proposant de penser la relation de l'individu au collectif non en fonction des appartenances et de la fusion mais en fonction de l'acquisition d'expériences et de relations sociales qu'elle permet, selon le modèle du service civique dont la force réside dans la possibilité d'expérimenter et de découvrir.

Les autres interventions ont permis de cerner plusieurs aspects de l'engagement. L'analyse par Vincent JOFFARD, chef de bureau des études de la DICOd, des résultats du Baromètre annuel « Les jeunes et la Défense 2018 » a montré que le patriotisme fait toujours sens pour les jeunes (55 % des jeunes déclarent être prêts à risquer leur vie pour la défense de leur pays). Anne MUXEL, directrice du domaine « Défense et société », a distingué cinq mutations majeures de l'engagement : une reconfiguration de l'articulation entre l'individuel et le collectif, un changement du rapport à la temporalité, l'importance prise par les émotions et les affects, la diffusion d'une culture de la protestation, enfin une modification des

cadres de la socialisation. Barbara JANKOWSKI, chercheur à l'IRSEM, s'appuyant sur les résultats d'une enquête inédite auprès des officiers supérieurs et généraux, a montré toute la diversité des valeurs d'engagement mobilisées après 25 ans de carrière. Bénédicte CHÉRON (chercheur au SIRICE) et Émilie RETSIN (doctorante à Paris-Descartes) ont interrogé l'évolution des raisons de l'engagement dans l'armée de terre en fonction du traitement médiatique de l'armée et de la communication institutionnelle sur la spécificité militaire – le combat ; elles ont aussi étudié les raisons de l'engagement en distinguant différentes populations militaires par leur ancienneté ou par leur fidélisation dans l'armée. Christophe LAFAYE (chercheur associé à l'IRSEM, historien et lieutenant de réserve) a étudié les difficultés des réservistes de l'armée de terre pour adapter leur engagement dans le contexte d'une activité opérationnelle intense (opérations « Vigipirate » et « Sentinelle »). Mathias THURA (chercheur associé à l'IRSEM et maître de conférences à l'université de Strasbourg) a étudié l'impensé des engagements militaires qui ne sont jamais entièrement rationnels et maîtrisés. Camille BOUTRON, chercheur à l'IRSEM, s'est intéressée à la spécificité de l'engagement féminin dans les combats en s'attachant à ne pas reproduire les stéréotypes de genre qu'on applique souvent aux femmes combattantes. Julien FRAGON (chercheur associé à l'IRSEM et assistant parlementaire au Sénat) a dressé un bilan des processus d'engagement radical en s'appuyant notamment sur les méthodes d'analyse de l'action collective. Enfin, Elyamine SETTOUL (maître de conférences au Conservatoire national des arts et métiers) a proposé un parallèle – sans les mettre à égalité – entre engagement djihadiste et engagement dans les armées.

Mutations, certes, en aucun cas crise. Telle est la conclusion d'une journée d'étude sur les transformations des formes de l'engagement, des valeurs qui le motivent et des schèmes cognitifs par lesquels on l'appréhende.

Hortense MIGINIAC

Assistante de recherche Défense et société

8 juin : Présentation du livre de Maya KANDEL, *Les États-Unis et le monde*.



Le 8 juin à l'IRSEM, Maya KANDEL est venue présenter son livre, *Les États-Unis et le monde*, en présence de l'historien Pierre MELANDRI et du colonel Jérôme PELLISTRANDI. Voir dans *La Lettre* de mai, la recension de cet ouvrage faite par Maud QUESSARD, chercheur États-Unis à l'IRSEM.

12 juin : Séminaire « Magic Weapons : China's Political Influence Activities under Xi Jinping » du Pr Anne-Marie BRADY.



Anne-Marie BRADY, professeur à l'Université de Canterbury (Christchurch, Nouvelle-Zélande), a présenté son article « Magic Weapons : China's political influence activities under Xi Jinping » publié par le Wilson Center, dans lequel elle analyse la manière dont le régime chinois exerce son influence en Nouvelle-Zélande.

Anne-Marie BRADY a d'abord souligné le caractère sensible du sujet ayant nécessité une méthodologie distinguant opérations d'influence et actions d'ingé-

rence. Selon l'auteure, l'influence chinoise se reflète tout d'abord par les efforts de Pékin pour renforcer ses liens avec la communauté chinoise de Nouvelle-Zélande et en faire de véritables agents du régime. Elle a également fait état des activités visant à coopter les milieux politiques néo-zélandais pour promouvoir la politique étrangère chinoise. Elle a cité certaines personnalités néo-zélandaises qui, en échange de financements, font avancer les positions du régime chinois.

Le Pr BRADY identifie également la stratégie de communication globale comme autre *magic weapon* central du régime chinois. Reposant sur des liens renforcés avec les universités, *think tanks* et médias étrangers, celle-ci vise à influencer les perceptions et façonner les débats autour des intérêts chinois. Le projet de Nouvelles Routes de la Soie auquel les précédents gouvernements néo-zélandais ont souscrit est un autre mode d'influence. Le Pr BRADY a toutefois souligné que le gouvernement Arden n'y a pas apporté son soutien, annonçant peut-être une prise de conscience des risques qu'une dépendance économique vis-à-vis de la Chine présente pour la souveraineté de la Nouvelle-Zélande.

15 juin : Atelier Wargaming.



Pierre RAZOUX, directeur du domaine « Questions régionales Nord », a animé une session de l'atelier « Simulation stratégique-Wargaming » de l'IRSEM centrée sur la Syrie post-Daech. Cette séance animée et très appréciée, qui a mobilisé une quinzaine d'experts et d'étudiants, a permis aux participants de mieux cerner les rapports de forces, les stratégies et les contraintes des principaux acteurs régionaux engagés aujourd'hui au Levant, dans un contexte marqué par les fortes tensions suivant le retrait unilatéral américain de l'accord nucléaire iranien.

15 juin : Séminaire « Peut-on parler de guerre première ? ».



La séance du séminaire portait sur les traces éventuelles de violence organisée détectées en archéologie et plus particulièrement celle de l'époque paléolithique. Bruno MAUREILLE (Université Bordeaux 1-PACEA) a présenté quelques cas de violences interindividuelles durant cette période en notant la difficulté de telles recherches en raison essentiellement de la rareté des sites archéologiques. Marylène PATOU-MATHIS (CNRS), à partir de cas plus récents (néolithique et âge des métaux), a proposé une réflexion sur les causes de l'apparition des conflits et l'imaginaire sur la violence dans la préhistoire. Ces deux interventions ont permis de comprendre toute la difficulté qu'il y avait à déterminer l'origine de la violence comme sa construction sociale, que ce soit dans les représentations de l'époque (peintures rupestres difficiles à interpréter, passage de divinités féminines à des divinités masculines) ou à partir des éléments trouvés dans les tombes individuelles et collectives (démembrements des corps de victimes, cannibalisme, exécutions par flèches, décapitations, etc.).

Édouard JOLLY
Chercheur Théorie des conflits armés

22 juin : Présentation de Marion MERCIER dans le séminaire « Conflits et Économie de Défense ».

Marion MERCIER (Université Paris-Dauphine, LEDa) a présenté un travail de recherche intitulé « Violence exposure and deprivation : Evidence from the Burundi civil war ». Ce travail a été réalisé en collaboration avec Rama Lionel NGENZEBUKE et Philip VERWIMP et traite du lien entre exposition à la violence de certains villages du Burundi et pauvreté de ses habitants. Les auteurs utilisent des enquêtes suivant des ménages burundais en 1998, 2007 et 2012 pour appréhender la nature de ce

lien. Deux principaux résultats ont été mis en valeur lors de ce séminaire. Tout d'abord, les ménages vivant dans des villages exposés à des violences depuis 1993 (date de début de la guerre civile) ont été davantage affectés par des situations de pauvreté. Deuxièmement, les auteurs suggèrent que la probabilité qu'un ménage tombe dans la pauvreté est positivement liée à l'exposition à des violences de faible intensité. Par ailleurs, un plus grand nombre de victimes de la guerre civile dans un village (violences de haute intensité), engendre une baisse de la probabilité qu'un ménage burundais sorte de la pauvreté. Ce travail est précieux car il permet de mieux comprendre les mécanismes liant violence et pauvreté.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

22 juin : Colloque « Être à la guerre sans être à la guerre ».



Lieu amphibie où se mêlent civils et militaires, occupants et occupés, troupes coloniales et métropolitaines, hommes et femmes, l'arrière-front, espace de « vacances » situé à quelques kilomètres du front, est un lieu d'investigation fécond pour l'historien qui souhaite retracer l'expérience combattante dans sa complexité. L'IRSEM – particulièrement grâce à Maud QUESSARD, chercheur États-Unis – s'est associé aux centres de recherches CREW et PRISMES de la Sorbonne-Nouvelle et a accueilli le 22 juin des chercheurs internationaux pour évoquer différents aspects de la vie du combattant quand il ne combat pas. L'une des tables rondes a montré les ambiguïtés du repos en adoptant le point de vue indien du jeune cipaye protagoniste du roman *Across the black waters* de MULK RAJ Anan (Maureen FIELDING) et en adoptant le point de vue italien afin de montrer les enjeux du contrôle des activités de loisirs par l'armée italienne et d'étudier la mesure dans laquelle cette

expérience d'encadrement pouvait être lue comme une ébauche de l'encadrement totalitaire des années Mussolini (Marco PLUVIANO). La conservatrice du département de photos de l'Imperial War Museum a donné à voir des scènes de l'arrière-front. La photographie, grâce au Kodak dont EASTMAN était le promoteur, faisait partie du quotidien du soldat. À travers les clichés, c'est à un rapport singulier au passé, à la fois proche et lointain, arrangé pour les besoins de la propagande ou exposé crûment que nous invitent des clichés de soldats jouant aux cartes parmi les provisions d'obus, d'infirmières épuisées dormant à même le sol ou d'une prostituée riant face à l'objectif de son amant-soldat inconnu. Un Alexandrin a ouvert une table ronde portant sur la sexualité, l'hygiène et la domesticité. À partir de journaux intimes et de sources administratives, Emmanuel DEBRUYNE a étudié les moyens dont disposaient les occupants pour accéder aux corps des occupées et les conséquences sanitaires et sociales de ces rencontres. Thomas EDELMAN a, lui, étudié comment la nécessité de prévenir les maladies vénériennes avait conduit les autorités administratives militaires à contrôler les sphères les plus privées de la vie du soldat, son corps et sa sexualité. Le cas de Gladys WINTERBOTTOM illustre comment les femmes avaient pu trouver un terrain d'émancipation partielle dans leur participation à la vie de l'arrière-front, tout en restant dans le cadre des normes sociales (Elisabeth NOLAN). Deux dernières interventions ont exploré les espaces de vie civile et d'intimité que sont la rédaction de journaux intimes (Nancy MARTIN) ou les soins de la toilette, en étudiant ces derniers à la fois sous le prisme de leur ressenti subjectif, sous celui, objectif et matériel, de la logistique et enfin sous celui, stratégique, des enjeux qu'ils comportent pour le bon état physique et moral des troupes (Elisabeth NOLAN).

En reliant civil et militaire, ce colloque a ainsi parfaitement reflété la particularité de l'IRSEM et a montré la fécondité des approches interdisciplinaires.

Hortense MIGINIAC

Assistante de recherche Défense et société

26 juin : Séminaire « Stratégies d'influences et problématiques de la réception ».

Le groupe de recherche sur les stratégies d'influence et les guerres de l'information, animé par Maud QUESSARD, François DELERUE et Céline MARANGÉ, s'est réuni à l'IRSEM, le mardi 26 juin 2018, pour écouter deux intervenants.

Dans un premier temps, Paul CHARON, docteur en science politique et membre du ministère des Armées, a présenté le fruit de ses recherches sur la politique d'influence de la Chine. Il s'est d'abord intéressé aux principaux acteurs et vecteurs de la diplomatie publique chinoise, montrant que ses effets restent somme toute assez limités même si elle a contribué à améliorer l'image de la Chine dans le monde. Il s'est ensuite penché sur les opérations offensives menées par la Chine dans le domaine de l'information, ainsi que sur les leviers économiques et diplomatiques mobilisés pour imposer l'image d'une Chine à la fois puissante et pacifique. Juliette GENEVAZ a assuré la discussion de cette première intervention.

Dans un deuxième temps, Divina FRAU-MEIGS, professeur à l'université Paris 3 et spécialiste des sciences de l'information, a fait le point sur l'état de la recherche concernant l'impact de la désinformation et la question de la réception. Elle a montré que les médias classiques, dits de masse, comme les médias sociaux et les jeux vidéo pouvaient aujourd'hui servir à désinformer car tous étaient soumis aux mêmes types d'action et présentaient les mêmes vulnérabilités. Elle a ensuite analysé trois mécanismes de la désinformation : le détournement des techniques publicitaires de ciblage destinées à façonner les opinions et à adapter l'offre en fonction des goûts ; l'effet de viralité obtenu grâce notamment aux fermes à trolls et aux chambres d'échos ; et enfin, l'automatisation due aux robots d'opinion, aux réseaux de machines-zombies ou encore à l'utilisation de virus informatiques. En dernier lieu, elle s'est attachée à cerner l'impact en réception des fausses informations en période normale et en période électorale. Encore embryonnaires, ces recherches tendent à démontrer que les *fake news* ont une plus large portée en période électorale, mais que leur impact demeure restreint.

Céline MARANGÉ

Chercheur Russie, Ukraine et Asie centrale

26 juin : Colloque Coopérer en matière de sécurité et de défense : Quels enjeux, quels modèles au XXI^e siècle ?



Le 26 juin 2018, Étienne DIGNAT (Sciences Po), Malcolm LEON (Université de Poitiers), Iris MARJOLET (INALCO), Camille MOREL (Université Jean Moulin Lyon 3), Friederike RICHTER (Sciences Po) et Jean-Annet de SAINT RAPT (Université Paris 2 Panthéon-Assas) – doctorants soutenus par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) et associés à l’Institut de recherche stratégique de l’École militaire (IRSEM) – ont organisé un colloque international sur les coopérations en matière de défense et de sécurité au XXI^e siècle.

Ce colloque avait pour objectif de réunir et faire discuter des chercheurs et praticiens de toutes disciplines sur les enjeux et les modèles contemporains de la coopération. Parmi les 65 propositions de communication reçues en provenance du monde entier, le comité scientifique a sélectionné douze papiers. Les intervenants français et internationaux, qu'ils soient étudiants en master, doctorants, universitaires confirmés, consultants, militaires ou employés au sein d'une organisation internationale, ont débattu à l'occasion de trois tables rondes.

Après les discours d'ouverture de Jean-Baptiste JEAN-GÈNE VILMER (IRSEM), Guillaume SCHLUMBERGER (DGRIS) et Friederike RICHTER, le premier panel a permis d'aborder les mécanismes de la coopération de défense en Europe et de mettre en lumière les facteurs explicatifs de la relance de la coopération au niveau européen. Le deuxième panel s'est ensuite intéressé à l'adaptation de la coopération face aux nouveaux défis, dont ceux liés au terrorisme, à la guerre couplée et à l'utilisation de l'information au XXI^e siècle. Enfin le troisième panel a donné lieu à une réflexion sur l'évolution et le développement des coopérations que ce soit dans le cadre de coopérations hybrides entre organisations régionales et l'ONU ou dans

le cadre de la coopération transatlantique. Il a mis en évidence une forme de régionalisation des relations internationales.

La journée a également été marquée par une présentation donnée par Henri LÉVAL de la Direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD), ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) ainsi que par le discours de clôture de Pierre HAROCHE, chercheur sur les questions de sécurité européenne à l'IRSEM. Avec plus de 160 inscrits, ce premier colloque des doctorants RIS a été un véritable succès. Nous tenons à remercier les membres du comité scientifique, la DGRIS, l'IRSEM et tout particulièrement Jean-Vincent HOLEINDRE qui est à l'origine de ce colloque et de cette réussite.

27 juin : Rencontre avec Jeffrey LARSEN et Schuyler FOERSTER.

Pierre RAZOUX et Pierre HAROCHE ont rencontré le 27 juin, dans les locaux de l'IRSEM, Jeffrey LARSEN, ancien directeur de la division recherche du Collège de défense de l'OTAN et actuellement en poste à la Naval Postgraduate School (États-Unis), et Schuyler FOERSTER, président de CGST Solutions. La discussion a porté sur la possibilité d'un dialogue stratégique entre l'Occident et la Russie. L'incidence du désengagement américain et de la montée en puissance de la Chine a été discutée. Ont également été évoquées les différentes positions défendues en Europe à l'égard de la Russie. Puis l'échange a porté sur les formats institutionnels et les thèmes possibles pour ce dialogue avec la Russie.

27 juin : Table ronde sur les relations Inde-Chine.



L'IRSEM a accueilli M. Jayadeva RANADE, président du Centre for China Analysis and Strategy de New Delhi, ainsi que deux de ses chercheurs associés, Mme Namrata HASIJA et M. Abhishek DARBEY à l'occasion des « Bi-annual Strategic Talks on South Asia ». Le thème de la table ronde portait sur les relations sino-indiennes.

Dans une première présentation intitulée « India-China Relations in Recent Times », Jayadeva RANADE a donné un aperçu général de la perception indienne de la politique chinoise envers l'Inde, notamment depuis que le Premier ministre Xi Jinping est arrivé au pouvoir. Il est revenu sur l'incident de Dokhlam où se sont retrouvées face-à-face des troupes indiennes et chinoises de juin à août 2017, et sur le sommet sino-indien de Wuhan en avril dernier. Il a aussi donné une vision indienne du China-Pakistan Economic Corridor.

Namrata HASIJA a ensuite abordé le sujet de la Nouvelle Route de la Soie chinoise, d'un point de vue indien. Sa présentation, intitulée « Is BRI [the Belt and Road Initiative] only an Economic Project ? South Asia as a Case Study », a offert une synthèse de ce grand projet d'infrastructures et de connectivité lancé en 2013 par la Chine. Elle a souligné qu'à la dimension économique de ce projet s'ajoutait des connotations militaires et une dimension politique claire. L'exemple du Sri Lanka montre que des pays peuvent tomber dans des *debt traps* qui les amènent à finalement faire des concessions matérielles quand ils ne peuvent pas rembourser les prêts chinois qui leur ont été faits. En décembre dernier, le Sri Lanka a ainsi accepté de céder le port de Hambantota pour 99 ans à la Chine, qui l'avait d'abord financé, ainsi que du terrain autour. Namrata HASIJA a conclu en s'interrogeant sur la viabilité de la Nouvelle Route de la Soie à long terme, sur les problèmes auxquels cette dernière fait face, et sur le fossé entre rhétorique et réalité. Une question clé, posée par l'audience, demeure : quelle alternative l'Inde et d'autres pays pourront proposer aux pays impliqués dans la BRI.

Pour finir, Abhishek DARBEY a fait une présentation sur la « China's Seaport Diplomacy in Africa ». Il a évoqué la base navale de Djibouti, inaugurée par la Chine en août 2017. Il a aussi identifié et décrit 25 ports dans lesquels la Chine a investi en Afrique.

Raphaëlle KHAN
Chercheure Inde-Asie du Sud

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Camille BOUTRON

- Conférence « Are the Women the Proletarian of Peace ? Conditioned Female Leadership in the Colombian Peace Process » aux European Workshops in International Studies (EWIS), Groningen University, 6-9 juin 2018.



Tiphaine de CHAMPCHESEL

- Conférence : présentation dans le panel « Dissuasion, prolifération, désarmement : quel avenir pour le nucléaire militaire ? », Forum mondial de la paix, Caen, 7 juin 2018.

- Conférence « Bilan et perspectives pour la dissuasion nucléaire française », présentation dans le cadre du cycle grandes écoles, IHEDN, 27 juin 2018.

- Publication « Quel rôle pour les armes nucléaires après la nouvelle revue de posture américaine (2018) ? », *Note de recherche* de l'IRSEM, n° 57, 28 juin 2018.



Juliette GENEVAZ

- Participation au comité de suivi de thèse d'Alexandre Gandil, CERI, 27 juin 2018.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Article « Successfully Countering Russian Electoral Interference : 15 Lessons Learned from the Macron Leaks », CSIS Brief, Center for Strategic and International Studies, Washington D.C., juin 2018.

- Conférence « Assessing Grounds for the Use of Force in Non-International Armed Conflict : What Legal Framework ? », Academy of International Humanitarian Law and Human Rights, Genève, Suisse, 27 juin 2018.

- Panel « Diplomatie de la paix, diplomatie de la guerre », colloque international *La diplomatie au XXI^e siècle : derrière le diplomate, le négociateur ?*, organisé par le Centre d'études sociologiques et politiques Raymond Aron (CES-PRA), la Société des amis de Raymond Aron (SARA), en partenariat avec le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) et l'IRSEM, EHESS, Paris, 26 juin 2018.

- Conférence « The Fight Against Information Manipulation : the French Experience », Canadian Security Intelligence Service (CSIS), Ottawa, Canada, 22 juin 2018.

- Conférence « Preventing Mass Atrocity Crimes – Is there a Responsibility Not to Veto ? », Global Governance Luncheon, Permanent Mission of Canada to the United Nations, New York, États-Unis, 20 juin 2018.

- Conférence « Information Manipulations », closed workshop, CSIS, Washington D.C., États-Unis, 19 juin 2018.

- Conférence « On the Right Track or Off the Road ? – Government and International Organizations in the Information Environment », Riga StratCom Dialogue, organisé par le NATO Strategic Communications Centre of Excellence, Riga, Lettonie, 13 juin 2018.

- Conférence « Hybrid Conflictuality », Canadian Forces College, Toronto, Canada, 5 juin 2018.



Christophe LAFAYE

- Conférence « L'engagement dans la réserve opérationnelle : exemple d'une compagnie d'intervention de réserve de l'armée de Terre », colloque *Les mutations des valeurs d'engagement : quelles questions pour les armées ?*, journée d'étude du domaine « Défense et société » de l'IRSEM, 5 juin 2018.

- Article « Le génie dans la bande sahélo-saharienne. Pour-suite de la transformation de l'Arme », avec Paul-Marie VACHON, *DSI*, hors-série n° 60, juin-juillet 2018, p. 88-93.

- Article « Les détecteurs de mines de l'armée française », *Soldat de France*, n° 7, mai 2018, p. 12-13.

- Contribution comme historien au documentaire : « Démineur : en zone de conflits », *RMC découverte*, 12 juin 2018, 58 min.

- Intervenant dans l'émission « Affaires étrangères » de Christine OCKRENT sur le thème « Afghanistan : enjeux politiques et régionaux », 21 avril 2018.



Jérôme de LESPINOIS

- Publication : Introduction générale, dossier « Stratégie du cyberspace », *Stratégique*, n° 117, p. 15-20.

- Chapitre « Guerre et paix dans le cyberspace », *Stratégique*, n° 117, p. 155-168.

- Conférence : conclusions scientifiques du colloque organisé par l'ambassade de France en Macédoine et l'Institut français de Skopje sur *La protection des non-combattants du front d'Orient à aujourd'hui* du 31 mai au 3 juin à Bitola (Macédoine), 1^{er} juin 2018.

- Organisation du colloque *Stratégie des espaces communs* de l'Institut de stratégie comparée sur la base navale de Toulon et communication sur « Le blocus et l'action stratégique dans les espaces communs », 4 et 5 juin 2018.

- Chapitre « L'évolution de la bataille aérienne et les drones depuis la guerre du Vietnam », in Jean BAECHLER et Olivier CHALINE, *La Bataille*, Hermann, p. 297-309.

- Chapitre « Qu'est-ce qu'une campagne aérienne ? » in *Penser les ailes françaises*, n° 36, p. 5 à 20.

- Interview sur le thème des stratégies spatiales : invité des « Enjeux internationaux » de Xavier MARTINET, *France Culture*, 27 juin 2018.

- Notices « Chamal », « Daguét », « Héraclès » et « Interdiction de survol » dans Philippe CHAPLEAU et Jean-Marc MARILL, *Dictionnaire des opérations extérieures de l'armée française de 1963 à nos jours*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2018.



Céline MARANGÉ

- Introduction à la session « Elite Politics » du séminaire de travail « Russia's leadership : how they think and how to deal with them », à l'invitation de Chatham House, The Royal Institute of International Affairs, Londres, 14 juin 2018.



Angélique PALLE

- Conférence « Market or not market ? Ensuring rare earth security of supply for the defense sector », Commodities and Energy Market Organization in the Energy Transition Context, IFPEN/Rueil-Malmaison, 18-19 juin 2018.



Marianne PÉRON-DOISE

- Interview « [Fol Amour à Singapour](#) » sur le Sommet Etats-Unis/Corée du Nord, *Libération*, 11 juin 2018.
- Participation à l'émission spéciale « Le Sommet de Singapour », France 24, 12 juin 2018.
- Participation à l'émission « Questions d'actualité sur le Sommet Trump/Kim », RFI, journal, 12 juin 2018.
- Co-organisation d'un séminaire avec le CERI Sciences Po en présence du professeur Anne-Marie BRADY et de l'ambassadeur pour le Pacifique sur le thème « The South Pacific in the IndoPacific environment : central or peripheral ? », CERI Sciences Po, Paris, 13 juin 2018.
- Participation au Dialogue sur la sécurité maritime franco-indien organisé par la DGRIS, ministère des Armées, Paris, 14 juin 2018.
- Participation à l'émission « Kiosque », TV5 Monde, 17 juin 2018.
- Article « La course aux armements en Asie : mythes et réalités », *Annuaire français des relations internationales (AFRI)*, 21 juin 2018.



Antoine PIETRI

- Conférence « Trading arms with the enemy : An approach based on guns versus butter models » (avec J. MALIZARD), 35^e Journées de la microéconomie appliquée (JMA), Bordeaux, 8 juin 2018.
- Conférence « Should government make thwarted terrorist attacks public ? A theoretical approach » (avec N. BOISSONNET), 18th Jan Tinbergen European Peace Science Conference, Vérone, Italie, 19 juin 2018.



Maud QUESSARD

- Séminaire États-Unis-Canada : « La relation spéciale TRUMP-MACRON-TRUDEAU », IRSEM, avec David HAGLUND (Queen's University), 4 juin 2018.
- Séminaire Guerres de l'information : « L'encadrement juridique des Fake News », avec Anne THIDA-NORODOM (Paris Descartes), IRSEM, 5 juin 2018.

- Séminaire Contre-terrorisme américain : « With US And Against Us », avec Stephen TANKEL (American University), IRSEM, 6 juin 2018.
- Séminaire Guerres de l'information : « Le cas chinois » avec Paul CHARON (ministère des Armées) et « Analyse des effets : problématique de la réception » avec Divina FRAU-MEIGS (Université Paris 3), 26 juin 2018.
- Conférence « Les États-Unis et le Monde. La politique étrangère des États-Unis de George WASHINGTON à Donald TRUMP », présentation du livre de Maya KANDEL avec le colonel Jérôme PELLISTRANDI, rédacteur en chef de la *RDN*, et le professeur Pierre MELANDRI (Sciences Po Paris), 8 juin 2018.
- Colloque international Être à la guerre sans être à la guerre : moment de vacance(s) sur l'arrière-front pendant la Première Guerre mondiale, organisation et présidence en partenariat avec l'Université Paris 3, 22 juin 2018.
- Soutenances « Perception américaine de la menace nord-coréenne après la guerre froide. Évolutions et conséquences pour l'alliance américano-sud-coréenne », Mémoire de recherche M2, Manon PAVAGEAU, Université de Poitiers.
- Soutenance « La perception de la menace russe dans les discours de politique étrangère américaine de 2012 à 2017 », Mémoire de recherche M2, Anne-Claire BOULOUX, Université de Poitiers.



Pierre RAZOUX

- Article « Quelques clés pour décrypter la politique étrangère iranienne », *Hérodote*, n° 169, La Découverte, juin 2018, p. 13-26.
- Article « Nouvelle course aux armements au Moyen-Orient », *Annuaire français des relations internationales 2018*, vol. XIX, Centre Thucydide, Université Panthéon-Assas, p. 285-302.
- Interview sur l'intérêt du wargaming à des fins prospectives, [La Voix du Nord](#), 4 juin 2018.
- Interview vidéo « Bilan de l'année passée au Moyen-Orient » au profit de l'INHESJ (général Paul CESARI), 6 juin 2018.
- Conférence « Où va l'Iran ? » au profit de l'Association régionale des auditeurs de l'IHEDN des Yvelines, 6 juin 2018.
- Accueil de M. Ali Nassir BUNEAN, personnalité d'avenir Défense (PAD) irakienne, pour des échanges croisés sur la situation régionale au Moyen-Orient, 13 juin 2018.
- Animation de l'atelier « Simulation stratégique-Wargaming » de l'IRSEM, 15 juin 2018.

- Accueil à l'IRSEM d'une délégation du Naval Post-Graduate School de Monterey emmenée par le Dr Jeffrey LARSEN pour des échanges sur des questions de sécurité européenne et transatlantique, 27 juin 2018.

- Embarquement à bord du *Dixmude*, pour donner des conférences aux élèves officiers de marine dans le cadre de la mission Jeanne d'Arc, à partir du 28 juin 2018.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Publication « L'Asie stratégique de l'Inde au Pacifique » (numéro double dirigé par Benoît de TRÉGLODÉ et Céline PAJON, 22 contributeurs, Avant-propos de Dominique de VILLEPIN), *RDN*, n° 812, été 2018.

- Membre du jury de la thèse de Mme NGUYÊN Thi Tu Huy, université Paris-Diderot, soutenance du 13 juin 2018.

- Direction du master de Mme OHKHAWA Chie, École nationale d'administration (ENA) – Université Paris 1, soutenance du 21 juin 2018.

- Interview : invité de l'émission « Cultures monde », *France Culture*, 19 juin.

ARMEMENT ET ÉCONOMIE DE DÉFENSE

Jomon A. PAUL et Aniruddha BAGCHI, « Does terrorism increase after a natural disaster ? An analysis based upon property damage », *Defence and Peace Economics*, 29:4, 2018, p. 407-439.

Cet article traite du lien entre catastrophes naturelles et apparitions d'activités terroristes dans 129 pays sur la période 1998-2012. Les catastrophes naturelles constituent des événements importants à étudier car, d'une part, elles tendent à faire davantage de victimes dans les pays dans lesquels les institutions sont de faible qualité (politique, sanitaire) et d'autre part, elles affaiblissent l'État et constituent un choc négatif de revenu sur la population, ce qui peut promouvoir l'implantation de groupes terroristes dans la population. Avec les données du *Global Terrorism Database* – qui liste l'ensemble des actions terroristes dans le monde depuis 1970 – l'article montre qu'une catastrophe naturelle n'a pas d'impact sur le terrorisme domestique, mais qu'elle influence le terrorisme transnational. Cette caractéristique promeut la mise en place de partenariats avec les pays voisins en cas de catastrophe naturelle pour enrayer le développement des organisations terroristes transfrontalières.

Cécile FAUCONNET, Didier LEBERT, Célia ZYLA et Sylvain MOURA, « Les entreprises aérospatiales de défense : quelles cohérences technologiques avec leur R&D ? », *Technologie et Innovation*, 3, mai 2018.

Cet article propose d'analyser les entreprises aéronautiques de défense (EAD) sous l'angle de leurs technologies en utilisant les brevets comme proxy de l'innovation technologique. L'étude porte sur 81 unités légales de la base industrielle et technologique de défense travaillant dans le domaine aéronautique de défense (identifiées par leur numéro SIREN). Sur la période 2012-2014, 35 de ces 81 EAD ont déposé 10 913 brevets ; ce qui implique que plus d'une entreprise sur deux de ce domaine hautement technologique n'a déposé aucun brevet sur la période. Selon les auteurs, trois raisons expliquent ce résultat surprenant : les brevets peuvent être mis au secret par la Direction générale de l'armement, le secret peut être privilégié comme manière de protéger leurs innovations, et certaines de ces EAD sont spécialisées dans le maintien en condition opérationnelle (naturellement peu intense en brevets).

L'article propose deux principaux résultats. Premièrement, il n'y a pas de lien positif entre dualité technologique (au niveau des brevets utilisés) et dualité productive (% de CA

VEILLE SCIENTIFIQUE

QUESTIONS RÉGIONALES NORD

Sherri GOODMAN et Elisabeth FREESE, « [China's Ready to Cash In on a Melting Arctic](#) », *Foreign Policy*, 1^{er} mai 2018.

Dans leur article, GOODMAN et FREESE exposent les ambitions du régime chinois pour l'Arctique, région en pleine mutation environnementale, ainsi que ses implications sur la future stratégie américaine en Arctique. L'article fait état des multiples intérêts chinois identifiés dans le projet de Route de la soie polaire, principalement l'ouverture de nouvelles routes maritimes et l'exploitation des ressources hydrocarbures et minérales. Il souligne également l'ambition chinoise de légitimer sa place dans la gouvernance de l'espace arctique, ainsi que l'urgence pour les États-Unis de s'adapter à ce nouvel environnement géopolitique et d'accroître leurs investissements commerciaux mais aussi leur présence scientifique et militaire dans la région.

Alexandre VELLA

Assistant de recherche Questions régionales Nord

lié aux activités de défense). Deuxièmement, les auteurs montrent, grâce à la théorie de la cohérence technologique, que la R&D des EAD tend à explorer d'« étranges combinaisons technologiques » plutôt que d'exploiter des associations technologiques évidentes.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

À VENIR

2 juillet : Conférence « The Future of EU/NATO relations » de 9 h à 18 h à l'École militaire. [Plus d'information et inscription](#) (obligatoire).

Conference
"The Future of EU/NATO relations"

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

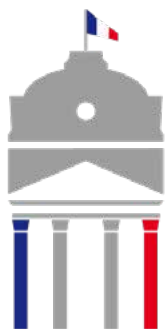
École militaire
9h00 - 18h00

Inscription obligatoire

organisée par
Pierre HAROCHE (IRSEM) et
Guillaume LASCONJARIAS (NDC)

NATO DEFENSE COLLEGE

Lundi 2 juillet 2018



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Juillet-août-
septembre 2018

www.defense.gouv.fr/irsem

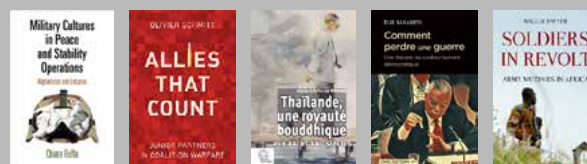
[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications, événements, actualité des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 10\)](#)

Armement et économie de défense, Questions régionales Sud, Défense et société

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 12\)](#)



[À VENIR \(p. 15\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS



Étude de l'IRSEM n° 59

« [France and Poland Facing the Evolution of the Security Environment](#) »
by Barbara JANKOWSKI and Amélie ZIMA (eds.), July 2018, 106 p.

The purpose of this study is to propose an analysis of the security environment in the late 2010s. For several years now, the states of the European continent have been facing renewed tensions and political uncertainties. On the one hand, the annexation of Crimea, which constitutes a major break in respect of international law, and the war in the Ukrainian Donbass impacts the European stability. On the other hand, the election of Donald Trump as President of the United States has raised many questions and instilled doubt about solidarity among allies. Brexit poses a challenge to the construction of the European Union since, for the first time, a state has used article 50 of the Lisbon Treaty

allowing the exit of a state, which means that the debate on the EU's future no longer only concerns the practical criteria for deepening European integration but also the appropriateness of this integration. However, the initiatives of European states demonstrate their resilience and their ability to respond to security challenges.



Note de recherche n° 58

« [Le droit international dans la Stratégie nationale de la cybersécurité](#) », par François DELERUE et Aude GÉRY, 11 juillet 2018, 6 p.

Cette note recense et analyse les différents points de droit international présents dans la *Stratégie nationale de la cybersécurité* rendue publique en février 2018. La *Stratégie nationale de la cybersécurité* réaffirme la position française déjà exprimée dans le Livre blanc de 2013 et constitue, de l'avis des auteurs, un des documents les plus complets jamais présentés par la France sur son approche du droit international.



Note de recherche n° 59

« [Cyberopérations et droit international. De l'opportunité de saisir la Commission du droit international des Nations unies de la question du droit international applicable aux cyberopérations](#) », par François DELERUE, 17 juillet 2018, 8 p.

Le droit international est applicable au cyberspace et la question est donc aujourd'hui de déterminer comment les normes du droit international doivent être interprétées pour être appliquées aux cyberopérations. Différentes initiatives ont eu pour objectif de traiter, au moins partiellement, cette question. Ainsi, les travaux des cinq groupes d'experts gouvernementaux successifs, chargés d'examiner les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale (UNGGE), et les deux éditions du Manuel de Tallinn sur le droit international applicable aux cyberopérations publiées par Cambridge University Press en 2013 (*The Tallinn Manual on the International Law Applicable to Cyber Warfare*) et 2017 (*The Tallinn Manual 2.0 on the International Law Applicable to Cyber Operations*) sont les processus les plus aboutis en la matière. Cette note invite le lecteur à envisager l'opportunité de continuer les discussions et négociations internationales sur le droit international applicable aux cyberopérations dans d'autres enceintes, et plus précisément au sein de la Commission du droit international des Nations unies (CDI), et compare cette possibilité aux travaux des UNGGE et des deux éditions du Manuel de Tallinn.



Note de recherche n° 60

« [La participation des femmes aux luttes armées. Pour un renouvellement des approches de l'acteur combattant](#) », par Camille BOUTRON, 25 juillet 2018, 9 p.

Cette note de recherche propose de nouvelles pistes de réflexion sur l'expérience combattante féminine. Se focalisant sur la participation des femmes aux groupes armés non étatiques après la Seconde Guerre mondiale et s'intéressant plus particulièrement à l'expérience latino-américaine, elle traite deux aspects du sujet. D'une part, elle formule l'hypothèse d'une émancipation par les armes, étudie les ressorts de l'engagement des femmes au sein des insurrections armées dans un contexte de décomposition des

empires coloniaux et d'émergence de mouvements de « libération nationale », et montre que cette participation féminine est influencée par l'émergence des théories féministes pendant la même période. D'autre part, elle examine les conséquences de l'engagement des femmes dans les conflits armés sur l'ensemble de leur trajectoire de vie en posant la question de leur réinsertion dans la vie civile. La sortie de conflit s'accompagne généralement d'une injonction faite aux femmes combattantes de retrouver leur rôle traditionnel au sein de la sphère domestique. La note met enfin en relation l'analyse de l'expérience combattante féminine et l'étude des conflits armés contemporains.



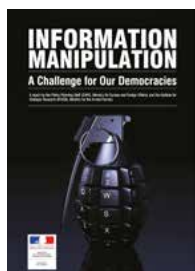
Rapport conjoint CAPS-IRSEM

[Les manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties](#), août 2018, 212 p.

Les manipulations de l'information ne sont pas nouvelles mais ont pris une dimension sans précédent en raison des capacités inédites de diffusion et de viralité offertes par internet et les réseaux sociaux, ainsi que de la crise de confiance que vivent nos démocraties. Ce phénomène s'est manifesté par plusieurs ingérences électorales ces dernières années ; il menace les démocraties et la souveraineté de leurs institutions. Le CAPS et l'IRSEM ont donc uni leurs forces pour l'étudier.

Ce rapport est le fruit d'une enquête de terrain (une centaine d'entretiens menés dans une vingtaine de pays) pour mieux saisir la nature du problème et identifier les bonnes pratiques mises en œuvre par les États et les sociétés civiles. Il s'appuie également sur l'abondante littérature scientifique disponible. Il examine les causes, les conséquences et les réponses aux manipulations de l'information d'origine étatique et visant les populations d'autres États, avant de formuler 50 recommandations d'action.

Présenté pour la première fois le 28 août 2018 à l'occasion de la XXVI^e conférence des Ambassadeurs et des Ambassadrices organisée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, il est officiellement présenté le 4 septembre 2018 à l'École militaire, dans une conférence ouverte par Florence PARLY, ministre des Armées.



Joint report by the CAPS-IRSEM

[Information Manipulation: A Challenge for Our Democracies](#), August 2018, 208 p.

Information manipulation is not a new phenomenon, but it has taken on an entirely new dimension because of the unprecedented capacity of the internet and social networks to diffuse information and render it viral, and the crisis of confidence that our democracies are currently experiencing. This phenomenon has manifested itself in recent years through various electoral interferences; it threatens democracies and the sovereignty of their institutions. The CAPS and the IRSEM have thus joined forces to study this issue.

This report is the product of field research (around a hundred interviews in twenty countries) in order to develop a better understanding of the nature of the problem and identify good practices put in place by States and civil society. Our research is equally based on the abundant scientific literature on the subject. This report examines the causes, the consequences, and the responses to information manipulation of State origin which targets the populations of other states, concluding with a list of 50 recommendations for action.

This is the English translation of the French document which was first presented on 28 August 2018, on the occasion of the 26th "Conference of Ambassadors" organized by the Ministry for Europe and Foreign Affairs, and officially launched on 4 September 2018 at the Military School, at a conference which was opened by Florence PARLY, Minister for the Armed Forces.



Note de recherche n° 61

« [La technique au service de l'efficacité. Un dialogue entre les traditions martiales et militaires](#) », par Matthieu DEBAS, 20 septembre 2018, 9 p.

Face à l'accélération du phénomène technologique, les arts martiaux traditionnels d'Asie offrent des clés pour prendre du recul, avancer vers la maîtrise des outils techniques et atteindre *in fine* une réelle efficacité dans l'action. On comprend à l'aune de cette étude que la perception de l'efficacité est changeante selon l'influence culturelle, mais que certaines clés d'accès à la maîtrise sont universelles. Ainsi le réa-

lisme et l'intensité de l'entraînement nous conduisent à mobiliser l'ensemble de nos facultés pour percevoir le réel avec justesse et assimiler les gestes appropriés. La maîtrise transcende alors les capacités du pratiquant, si bien que le recours à la technique elle-même se révèle de moins en moins nécessaire.



Note de recherche n° 62

« [Vulnérabilité et protection des réseaux électriques. Approches comparées Union européenne - États-Unis](#) », par Angélique PALLE, 28 septembre 2018, 18 p.

L'électricité est une composante vitale du mode d'organisation de nos sociétés : l'approvisionnement en eau, la conservation de la nourriture, l'ensemble de l'économie mondialisée et des modes de communication en dépendent. Les sociétés occidentales (on s'intéresse ici au cas de l'Union européenne et des États-Unis) ont fait reposer leur approvisionnement en électricité sur des réseaux d'infrastructures qui assurent la production et la distribution de la ressource. Ces réseaux sont des éléments stratégiques de la défense et de la sécurité nationale qui ont été et redeviennent depuis quelques années des cibles lors de conflits ou d'attaques terroristes.

ÉVÉNEMENTS

2 juillet : Conférence « The Future of EU/NATO relations ».



Le 2 juillet 2018 s'est tenue à l'École militaire une conférence co-organisée par l'IRSEM et le Collège de défense de l'OTAN sur le thème de l'avenir des relations entre l'Union européenne (UE) et l'OTAN. La conférence a réuni une quin-

zaine d'intervenants venus de toute l'Europe, aussi bien des universitaires de renommée internationale sur la question (Jolyon Howorth, Harvard) que des *think tankers* (Atlantic Council, Estonian Foreign Policy Institute, EU-ISS, IFRI, PISM, RAND) et des officiels représentant l'UE, l'OTAN et le ministère français des Armées. À un peu plus d'une semaine du sommet de l'OTAN, la discussion a porté notamment sur l'évolution du lien transatlantique et la quête d'autonomie stratégique de la part des Européens. Les principaux thèmes de la coopération UE-OTAN ont fait l'objet d'études de cas (ciel unique européen, lutte contre les menaces hybrides, mobilité militaire). Des panels étaient également consacrés au dilemme entre priorité au Sud et priorité à l'Est au sein des deux organisations et aux perspectives futures de rapprochement aussi bien dans le domaine capacitaire que dans le celui des forces d'intervention rapide. La journée s'est conclue par un débat entre praticiens.

Pierre HAROCHE
Chercheur Sécurité européenne

11 juillet : Rencontre avec le Centre de recherche de l'Armée de l'air.



Le 11 juillet, le directeur et le directeur scientifique, Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER et Jean-Vincent HOLEINDRE, étaient en visite à Salon-de-Provence à l'École de l'air pour rencontrer le CReA (Centre de recherche de l'Armée de l'air) et ses chercheurs.

Accueillis par la sous-lieutenant Camille TROTOUX, de l'équipe Organisations de défense et études de sécurité du CReA et doctorante de Jean-Vincent HOLEINDRE, et par Christophe PAJON, conseiller scientifique du Centre de recherche de l'Armée de l'air, MM. JEANGÈNE VILMER et HOLEINDRE ont échangé en début de matinée avec le général AUTELLET, commandant de l'École de l'air, sur la façon dont un partenariat entre le CReA

et l'IRSEM pourrait s'envisager. L'IRSEM a ensuite eu la chance de visiter le Centre excellence drone de l'École de l'air (CED). Rattaché au CReA, son activité porte sur la recherche et l'expérimentation en ingénierie et innovation technologique à destination de l'Armée de l'air. Il est également chargé d'étudier la possibilité de l'utilisation de nouvelles technologies. Le CED dispose d'un simulateur de pilotage de drones, que le directeur et le directeur scientifique de l'IRSEM ont pu expérimenter.

La journée s'est poursuivie par une présentation du fonctionnement du CReA par Christophe PAJON. Divisé en cinq domaines, touchant tant les sciences humaines et sociales que les sciences de l'ingénieur, le CReA veut apporter une valorisation de la formation militaire au profit de l'École de l'air, une expertise appliquée en direction de l'Armée de l'air, et une recherche académique poussée pour participer à la diffusion scientifique dans le champ des études militaires en général.

Véritable centre de recherche pluridisciplinaire, le CReA peut avoir des points communs avec l'IRSEM. Une collaboration et un travail commun sur certaines thématiques et certains sujets peuvent être envisagés à l'avenir. Les deux centres de recherche ne pourraient en sortir que renforcés.

Alexandre TRIFUNOVIC
Assistant de recherche

28 juin au 7 juillet : Mission Jeanne d'Arc.

Du 28 juin au 7 juillet 2018, Pierre RAZOUX, directeur du domaine « Questions régionales Nord », a embarqué à bord du BPC *Dixmude* dans le cadre de la mission Jeanne d'Arc pour donner des conférences et des cours aux élèves officiers de marine, aux élèves commissaires et aux futurs officiers des affaires maritimes sur plusieurs thématiques liées à l'histoire récente et à la géopolitique du Moyen-Orient, participant ainsi à l'une des missions de l'IRSEM qui couvre l'éducation et l'interaction au profit des forces armées françaises.

Pierre RAZOUX
Directeur du domaine « Questions régionales Nord »

19 juillet : Wargaming « Syrie post-Daech ».

Le 19 juillet 2018, Pierre RAZOUX, directeur du domaine « Questions régionales Nord », a animé une session de l'atelier « Simulation stratégique-Wargaming » de l'IRSEM centrée sur la Syrie post-Daech. Cette séance animée et très appréciée, qui a mobilisé une quinzaine d'experts civils et militaires, d'étudiants et de chercheurs, a permis aux participants de mieux cerner les rapports de forces, les stratégies et les contraintes des principaux acteurs régionaux engagés aujourd'hui au Levant, dans un contexte marqué par les fortes tensions suivant le retrait unilatéral américain de l'accord nucléaire iranien, la montée des tensions entre Israël et l'Iran et la posture de la Russie dans la région.

Pierre RAZOUX

Directeur du domaine « Questions régionales Nord »

4-6 septembre : Convention de Wargaming Connections UK.



Du 4 au 6 septembre 2018, Pierre RAZOUX, directeur du domaine « Questions régionales Nord », a participé à la 6^e convention internationale de wargaming professionnel – *Connections UK* – qui s'est déroulée au département des *War Studies* du King's College de Londres. Cette rencontre de haut niveau a réuni 200 des meilleurs professionnels du secteur et a permis de faire connaître l'atelier wargaming stratégique de l'IRSEM, de même que les multiples initiatives émergeant en France dans ce domaine, préparant ainsi la première grande convention française de wargaming professionnel qui se déroulera à l'École militaire le 3 décembre 2018 (à laquelle l'IRSEM est associé). Bien que dominée par les délégations anglo-saxonnes et notamment celle des États-Unis où le wargaming est une activité en pointe très soutenue par le Pentagone et les think tanks, cette convention a

permis aux délégations française, suédoise et japonaise (NIDS) de faire valoir leur intérêt marqué pour cet outil pédagogique et prospectif. Nul doute que les tensions en Baltique, en Arctique et en mer de Chine expliquent la présence d'excellents experts suédois et japonais. Les participants ont pu partager leur expertise et leurs meilleures pratiques de manière à renforcer les synergies dans un domaine qui manque singulièrement de gouvernance (hormis aux États-Unis).

Pierre RAZOUX

Directeur du domaine « Questions régionales Nord »

4 septembre : Lancement du rapport conjoint CAPS-IRSEM, *Les Manipulations de l'information*.



Le 4 septembre dernier, l'IRSEM et le CAPS (Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) ont officiellement présenté leur rapport conjoint sur les manipulations de l'information, à l'École militaire, devant un amphithéâtre Foch comble de près de 600 participants ([voir l'album photos](#)). Cette conférence ouverte par Florence PARLY, ministre des Armées, a indéniablement constitué un temps fort de la rentrée de notre Institut. Elle a permis de revenir sur la question cruciale de la désinformation qui est au cœur des débats politiques, quoique plus ancienne que l'actualité récente peut le laisser supposer.

Aujourd'hui, l'importance prise par ce phénomène tient notamment à « l'avènement des nouvelles technologies [...] qui donne à la manipulation de l'information une ampleur nouvelle, et si grande que ce sont des sociétés entières et des systèmes politiques qui peuvent être bousculés », comme l'a rappelé Florence PARLY dans son allocution d'ouverture. Cette dimension sans précédent a tendance à estomper la frontière entre l'information, à proprement parler, et la désinformation, à un tel

point que cette pratique s'avère une arme « insidieuse » et « ironique ». Elle contribue à l'extension du champ de bataille dans le domaine informationnel et constitue « une agression envers la liberté », en tant que « nouveau visage de la propagande ».

Ce constat implique des réponses fermes, en particulier institutionnelles, avec le concours des services compétents qui seront en mesure « de pénétrer le champ des perceptions et de contrer les attaques de nos adversaires ». Ces derniers devront également faire face à « notre détermination à innover ». En effet, la ministre a insisté sur l'importance des idées nouvelles qui émergeront, « tant légalement que technologiquement ». À cet égard, il faut souligner la prise de conscience des médias « qui s'organisent pour mettre en place des organes de certification ou de *fact checking* ». Enfin, Florence PARLY a mis en exergue le rôle central des partenariats dans le combat à mener contre le mensonge, avec les acteurs privés et internationaux, mais aussi avec la Russie.

Composante essentielle de notre paysage stratégique, la manipulation de l'information se trouve au cœur des enjeux de nos démocraties, ainsi que le souligne le rapport CAPS-IRSEM. Cependant, en dépit des menaces que ce phénomène fait peser sur la liberté d'informer, cette dernière reprendra ses droits et « la frontière entre la réalité et l'imaginaire se rétablira », a conclu la ministre des Armées avant de recevoir le rapport en mains propres.

Cet événement s'est ensuite poursuivi par l'intervention conjointe de Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, directeur de l'IRSEM, et de Marine GUILLAUME, chargée de mission au CAPS, qui ont présenté le rapport et son articulation. Dans un premier temps, ils sont revenus sur la terminologie employée qui substitue à « la notion trop vague et polémique de *fake news* celle, plus précise, de manipulation de l'information ». Dans un deuxième temps, ils ont expliqué l'angle d'approche de l'étude qui s'intéresse « aux manipulations de l'information d'origine étatique et visant à fragiliser ou à déstabiliser le débat démocratique dans d'autres États ». Les auteurs ont enfin mis en lumière les différentes grandes parties qui structurent le document, à savoir, les causes, les acteurs, les réponses et les défis futurs, complétées par 50 recommandations.

Cette introduction a été enrichie d'une table ronde, en présence du député Bruno STUDER, du diplomate Manuel LAFONT RAPNOUIL (directeur du bureau de Paris ECFR), de Camille FRANÇOIS (ex-Google et directrice de la recherche chez Graphika, New York) et de Grégoire LEMARCHAND (rédacteur en chef adjoint à l'AFP),

modérée par Alexandre ESCORCIA (directeur adjoint du CAPS et co-auteur du rapport). Celle-ci a permis d'approfondir les notions autour des manipulations de l'information selon différentes approches, avant d'ouvrir le débat à l'audience.

Hélène ROLET
Chargée de communication

24 septembre : Séminaire « Les usages des drones en OPINT ».



Océane ZUBELDIA a organisé avec le domaine (AED), le lundi 24 septembre au matin, un séminaire fermé sur « Les usages des drones en OPINT » qui s'est déroulé à l'IRSEM en salle Saint-Exupéry avec le Centre de recherche de l'école des officiers de la gendarmerie nationale (CREOGN).

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Élie BARANETS

- Article « *Rolling Thunder* ou le recours à la force armée selon Washington », *Penser les ailes françaises : La tribune de l'air et de l'espace*, n° 36, La campagne aérienne, 2018, p. 66-77.



Camille BOUTRON

- Présentation (en espagnol) de la communication « De guerrillera à citoyenne : les défis de la réintégration des femmes ex-combattantes en Colombie », congrès organisé

conjointement par l'International Studies Association et la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales, Quito, 25 au 27 juillet 2018.

- Publication : « [La participation des femmes aux luttes armées. Pour un renouvellement des approches de l'acteur combattant](#) », *Note de recherche* de l'IRSEM n° 60, 25 juillet 2018.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Débat : Pour ou contre l'interdiction des armes nucléaires, Université d'été du Réseau nucléaire et stratégie, nouvelle génération (RNS-NG), 6 juillet 2018.

- Participation à un atelier de réflexion sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), King's College, Londres, 12 juillet 2018.



François DELERUE

- La Fondation Calamendrei de Rome a décerné à François DELERUE le [Prix Vittorio Frosini \(ex aequo\)](#) pour son doctorat sur le droit international applicable aux cyberopérations.

- Intervention dans le cadre du [Sub-regional Training on the role of ICTs in the context of regional and international security](#) organisé par l'OSCE, Bucarest, Roumanie, 27-28 juin 2018.

- Publication : « [Le droit international dans la Stratégie nationale de la cyberdéfense](#) », *Note de recherche* de l'IRSEM n° 58, 11 juillet 2018.

- Publication : « [Cyberopérations et droit international. De l'opportunité de saisir la Commission du droit international des Nations unies de la question du droit international applicable aux cyberopérations](#) », *Note de recherche* de l'IRSEM n° 59, 17 juillet 2018.

- Intervention sur le droit international applicable aux cyberopérations en temps de paix, Conférence LEGAD 2018, 26 septembre 2018.



Pierre HAROCHE

- Conférence annuelle de l'UACES (University Association for Contemporary European Studies), présentation d'un papier sur le Fonds européen de la défense, Bath, Royaume-Uni, 2 au 5 septembre 2018.

- Conférence annuelle de l'EISA (European International Studies Association) : présentation de deux papiers sur le Fonds européen de la défense et sur les approches réalistes de l'intégration européenne, Prague, République tchèque, 12 au 15 septembre 2018.

- Conférence « L'Europe écartelée ? La défense européenne entre flanc Est et crises du Sud », Institut français de Vilnius, Lituanie, 20 septembre 2018.

- Conférence sur le même thème, Académie militaire de Lituanie, 21 septembre 2018.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Parution : « Penser la guerre » in Bruno CABANES (dir.), *Une histoire de la guerre. XIX^e-XXI^e siècle*, Éd. du Seuil, 2018, chroniqué dans *Le Monde*, *Le Point*, France inter, France Culture...

- Président du jury de soutenance de la thèse de Paul SOYEZ, « L'Australie et la France, une stratégie de renforcement mutuel. Deux puissances moyennes face aux enjeux du Pacifique et du monde » (Sorbonne Université), 3 juillet 2018.

- Visite du Centre de recherche de l'École de l'air, Salon-de-Provence, 11 juillet 2018.

- Conférence citoyenne sur l'Europe de la défense, Charny, Yonne, 18 juillet 2018.

- Membre du jury du prix de thèse de la Chancellerie des Universités de Paris, 4 septembre 2018.

- Président du jury de soutenance de la thèse de Colombari LEBAS « La dialectique ambiguë de la puissance » (Université Paris 2), 11 septembre 2018.

- Rapporteur du jury de soutenance de la thèse de André-Michel BERTHOUX, « L'art de l'État selon Machiavel » (Université de Montpellier), 21 septembre 2018.

- Présidence d'une table ronde lors du colloque annuel des doctorants du Service historique de la défense, 25 septembre 2018.

- Participation au Mooc « Questions stratégiques » du Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégique (CSFRS), 26 septembre 2018.



Barbara JANKOWSKI

- Publication (en codirection avec Amélie ZIMA) : « [France and Poland Facing the Evolution of the Security Environment](#) », Étude de l'IRSEM n° 59, juillet 2018.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- « The Fight Against Information Manipulation: The French Experience », Workshop on Disinformation, Online Falsehoods and Fake News, organized by the Centre of Excellence for National Security (CENS), S. Rajaratnam School of International Studies, Nanyang Technological University, Singapour, 25 juillet 2018.

- Participation in the Cabinet retreat of the Canadian Government, Nanaimo, BC, Canada, 21-23 août 2018.

- Publication (en codirection avec A. ESCORCIA, M. GUILLAUME et J. HERRERA) : *Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties*, rapport du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) du ministère des Armées, Paris, août 2018.

- Interview sur les manipulations de l'information, *Yomiuri Shimbun* (読売新聞), Japon, 23 août 2018 (traduit en anglais dans *The Japan News* du 4 septembre 2018).

- Présentation en avant-première du rapport CAPS-IRSEM sur les manipulations de l'information à la XXVI^e Conférence des Ambassadeurs et des Ambassadrices, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Paris, 28 août 2018.

- Lancement du rapport CAPS-IRSEM sur les manipulations de l'information, en présence de Florence PARLY, ministre des Armées, amphithéâtre Foch, École militaire, Paris, 4 septembre 2018.

- Présentation du rapport CAPS-IRSEM sur les manipulations de l'information, Université Paris-2 Panthéon-Assas, Paris, 10 septembre 2018.

- Interview sur les manipulations de l'information, *La Voix du Nord*, 11 septembre 2018.

- Rochambeau Dialogue (French-American Strategic Dialogue), Pell Center, Salve Regina University, Newport, RI, États-Unis, 16-18 septembre 2018.

- Panel « How can we make our democracies resilient against disinformation? », French Series – Disinformation & Democracies, ambassade de France aux États-Unis, Washington DC, États-Unis, 26 septembre 2018.

- Panel « Threats – Fake Identities, Fake News & Social Networks », French-American Cyber Security Conference, Washington DC, États-Unis, 26 septembre 2018.



Angélique PALLE

- Parution : Notices « échelles » et « énergie » in Yann RICHARD et Nora MAREI (dir.), *Dictionnaire de la régionalisation du monde*, Atlande, 2018, 352 p.

- Conférence : Géopolitiques de Nantes, panel « Les nouvelles routes de la soie », 28 et 29 septembre 2018.

- Publication : « [Vulnérabilité et protection des réseaux électriques. Approches comparées Union européenne – États-Unis](#) », *Note de recherche de l'IRSEM n° 62*, 28 septembre 2018.



Maud QUESSARD

- Publication : « Les diplomaties de l'entertainment », chapitre 19 in Thierry Balzacq, Frédéric Charillon, Frédéric Ramel, *Manuel de diplomatie*, coll. « Relations internationales », Paris, Presses de Sciences Po, août 2018.

- Avec David Haglund, « [How the West Was One: France, America, and the "Huntingtonian Reversal"](#) », *Orbis Journal of World Affairs*, FPRI, 1^{er} septembre 2018, édition en ligne.



Pierre RAZOUX

- Embarquement à bord du *Dixmude* dans le cadre de la mission Jeanne d'Arc, du 28 juin au 7 juillet 2018, pour donner des conférences aux élèves officiers de marine, aux élèves commissaires et aux futurs officiers des affaires maritimes sur de nombreuses questions géopolitiques et historiques liées au Moyen-Orient.
- Article « Le dilemme des relations franco-iraniennes depuis 1979 », *La Revue des deux mondes*, septembre 2018, p. 22-30.
- Article « Strategic Wargaming is a useful tool to understand geopolitics in the Middle-East », in *Battles Magazine*, n° 12, Kamchatka Publishing, juillet 2018, p. 118-119.
- Interviews vidéo sur « [La guerre Iran-Irak](#) » et « [Les conflits au Moyen-Orient de 1990 à nos jours](#) », *Alinéa*, trictac.net, mis en ligne les 12 et 14 juillet 2018.
- Animation de l'atelier « Simulation stratégique-Wargaming » de l'IRSEM, 19 juillet 2018.
- Interview vidéo sur « [Le Moyen-Orient : les clés de lecture d'une région en tension](#) » dans le cadre des grands entretiens Géostratégie du CSFRS.
- [Interview](#) pour le site américain *The Player Said* concernant son wargame stratégique *FITNA: The Global War in the Middle East*, 6 août 2018.
- Interview par Ariane LAVRILLEUX pour l'article « Pourquoi TRUMP veut briser le Rafale », *Le Point*, p. 49-51, 9 août 2018.
- Interview sur la [signification du musée de la résistance à Téhéran en souvenir du conflit avec l'Irak](#), *L'Express*, 18 août 2018.
- Interview par Armin AREFI sur les [tensions entre gouvernement iranien et faction ultra-conservatrice à Téhéran et leur impact sur la relation bilatérale](#), *Le Point*, 30 août 2018.
- Interview sur [l'enjeu des combats autour d'Idlib en Syrie](#), Radio France International (RFI), 31 août 2018.
- Participation à la convention internationale de wargaming professionnel *Connections UK*, département *War Studies*, King's College, Londres, 4 au 6 septembre 2018.

- Interview sur les [tensions dans le golfe Arabo-Persique et les menaces d'action militaire autour du détroit d'Ormuz](#), « Lignes de défense », Radio France International (RFI), 9 septembre 2018.
- Accueil de Sarah GRAND-CLÉMENT, responsable du pôle simulation-wargaming à la branche européenne de la RAND Institution à Cambridge (en vue de la préparation de la convention qui se tiendra sur ce sujet le 3 décembre prochain à l'École militaire, mais aussi en prévision d'actions futures dans ce domaine entre l'IRSEM et la RAND Europe), 21 septembre 2018.
- [Interview](#) au journal de 20 heures de *France 2 Télévision* et l'émission 19-20 de *France 3* pour décrypter l'attentat qui a frappé l'Iran le samedi 22 septembre 2018.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Conférence : « Le Viêt Nam est-il encore un pays communiste ? », 30 ans de l'association APEL (Lorient-Viêt Nam), Lorient, 4-5 octobre 2018.
- Séminaire hebdomadaire « Géopolitique de l'Asie-Pacifique », MRIAIE, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.



Denis TULL

- Présentation « Intervention and its Discontents: The Uneasy Partnership Between Mali and the United Nations Stabilization Mission (Minusma) » lors du colloque « Security and Governance in the Sahel », CERI-SciencesPo/Northwestern University, Paris, 14 septembre 2018.



Amélie ZIMA

- Avec Barbara JANKOWSKI (dir.), « [France and Poland Facing the Evolution of the Security Environment](#) », *Étude* de l'IRSEM n° 59, 2018.
- « NATO after the Warsaw Summit: Back to Basics? », in Barbara JANKOWSKI & Amélie ZIMA (dir.), « France and Poland Facing the Evolution of the Security Environment », *Étude* de l'IRSEM n° 59, 2018, p. 55-66.
- « [L'atlantisme polonais : d'inconditionnel à raisonné ?](#) », dossier n° 74 « Où vas-tu Pologne ? », *Regard sur l'Est*, 2018.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ARMEMENT ET ÉCONOMIE DE DÉFENSE

Fabio MARIANI, Marion MERCIER et Thierry VERDIER,
« [Diasporas and conflict](#) », *Journal of Economic Geography*, n° 18, 2018, p. 761-793.

Les auteurs proposent un modèle théorique éclairant la relation entre diaspora – dispersion des membres d'un groupe en dehors de leur pays d'origine – et conflits dans le pays d'origine. L'article commence par un rappel du rôle actif des diasporas dans différents conflits civils : par exemple la guerre civile au Sri Lanka entre 1983 et 2009, ou encore le soutien de la communauté irlandaise expatriée aux États-Unis à l'IRA (Armée républicaine irlandaise). Le modèle développé montre d'abord que, mécaniquement, une diaspora plus nombreuse correspond à un groupe d'origine de taille plus faible, dont la capacité à construire une armée est moindre. En même temps, le soutien financier de la diaspora peut se traduire par deux effets : une escalade de la violence via le renforcement des moyens d'action du groupe d'origine, ou, au contraire, une pacification si ce renforcement dissuade le groupe ennemi d'entrer en guerre. Ainsi, si les affrontements n'ont pas encore débuté, une diaspora de taille importante peut réduire la probabilité que le conflit éclate. Ce travail de recherche constitue une pièce supplémentaire du puzzle des causes des conflits et de leur intensité.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

Giacomo DE LUCA, Petros G. SEKERIS et Juan F. VARGAS,
« [Beyond divide and rule: Weak dictators, natural resources and civil conflict](#) », *European Journal of Political Economy*, n° 53, 2018, p. 205-221.

Cet article traite du lien entre les ressources naturelles et l'occurrence de conflits civils dans les pays autocratiques – c'est-à-dire les régimes politiques dans lesquels le pouvoir est détenu par un seul homme. Dans un premier temps, les auteurs proposent un cadre théorique débouchant sur deux prédictions : i) les autocraties richement dotées en ressources naturelles (RN) sont plus en proie à des conflits civils (« malédiction des RN ») et ii) ces conflits sont plus probables lorsque les RN sont inégalement réparties entre des groupes ethniques clairement définis. Ces deux prédictions sont validées par une étude empirique sur la

période 1988-1999. Les auteurs montrent en particulier que la présence de pétrole et de diamants, l'existence de groupes ethniques ou encore la faiblesse militaire des autocrates sont des sources de conflits civils. Ainsi, un faible autocrate disposant d'un territoire richement doté en RN dispose d'une plus grande probabilité de connaître un conflit civil. Comme le suggère le cadre théorique des auteurs, ce phénomène est renforcé par une inégale répartition des RN entre les différents groupes ethniques.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

Joshua H. DASKIN et Robert M. PRINGLE, « [Warfare and wildlife declines in Africa's protected areas](#) », *Nature*, 553:7688, 2018, p. 328-345.

Une étude parue dans *Nature* analyse l'effet des conflits armés sur l'évolution de 253 populations de grands mammifères vivant dans des zones protégées en Afrique. Il s'agit de la première étude à grande échelle sur les effets de la guerre sur la biodiversité. Jusqu'à présent, les études sur la question analysaient des pays uniques sur des périodes courtes, avec parfois des résultats contradictoires liés aux effets ambigus des guerres : si le déploiement de troupes et l'usage de matériel militaire est nocif à court terme, certaines études documentent des externalités positives via la diminution de l'activité humaine et de la production industrielle dans les zones affectées. Cette étude, menée sur la période 1946-2010 et incluant une cinquantaine de pays, confirme que les conflits armés nuisent clairement à la biodiversité : la fréquence des conflits entraîne la décroissance des populations dans les zones analysées. Cet effet ne dépend pas de l'intensité du conflit (même un conflit mineur peut avoir des conséquences délétères) et est plus fort que ceux de la densité de population, du climat, de l'urbanisation et de la présence d'industries extractives. Cependant, les conflits n'entraînent pas l'extinction des populations, ce qui suggère la possibilité d'une récupération post-conflit.

Sophie PANEL
Postdoctorante

QUESTIONS RÉGIONALES SUD

Stabilisation Unit, *Elite Bargains and Political Deals*, avril 2018.

L'unité de stabilisation en Grande-Bretagne, qui est la coordination intégrée des activités du gouvernement pour ses activités dans des pays touchés par des conflits, vient de publier les résultats d'une vaste enquête sur l'efficacité des interventions dans des conflits armés. L'étude établit un cadre pour l'analyse des négociations entre élites et la compréhension de la manière dont les interventions diplomatiques, sécuritaires, économiques et de justice transitionnelle peuvent les affecter, ainsi que les voies de sortie d'un conflit violent. Il décrit les formes de violence qui entourent les processus de négociation, et comment les ressources, les rentes et les degrés d'inclusion et d'exclusion peuvent influencer sur les pactes entre adversaires. En insistant sur le rôle prépondérant des élites et les configurations de pouvoir au-delà des accords de paix formels, l'étude remet en question certaines des approches existantes utilisées pour tenter de mettre fin aux conflits violents. En plus des rapports de synthèse, l'enquête comprend 18 études de cas, notamment en Afrique (RDC, Mali, Mozambique, Libye, etc.) et l'Asie (Vietnam, Indonésie, Philippines, etc.).

Denis TULL
Chercheur Afrique

Smruti PATTANAIK (membre de l'Institute for Defence Studies and Analysis), Conférence « India's response to China's Belt and Road Initiative in South Asia », Asia Centre, New Delhi, 18 septembre 2018.

Smruti PATTANAIK a commencé par souligner qu'une aide, telle que celle fournie par la Chine en Asie du Sud dans le cadre de la « Belt and Road Initiative » (BRI), n'est jamais gratuite. Elle s'accompagne d'attentes du donneur, et correspond à une projection de pouvoir, ou vient en soutien à un régime. PATTANAIK prévoit que plus la Chine investira dans la région, plus elle aura un intérêt à préserver les régimes en place. Dans ce contexte, une évolution dans le comportement chinois est perceptible : depuis les années 2000, la Chine a fait comprendre à l'Inde qu'elle n'accepterait plus que cette dernière s'ingère dans les affaires intérieures de ses voisins (cf. le cas récent des Maldives). Toutefois, si la Chine tient un discours de non-interférence, d'égalité et de souveraineté avec ses

petits voisins, ce qui doit participer à lui donner une image bénigne, elle-même ne suit pas toujours le principe de non-interférence (cf. au Népal et au Sri Lanka).

L'Inde a fait évoluer sa politique d'aide régionale, notamment en passant de traités de paix et d'amitié à des traités de partenariats économiques. Elle a aussi changé le management interne de cette aide. L'efficacité de cette dernière souffre toutefois encore de contraintes internes de coordination, et l'Inde reste encore souvent perçue comme hégémonique et capable d'intervenir dans son voisinage quand elle le veut.

Raphaëlle KHAN
Chercheur Sous-continent indien

DÉFENSE ET SOCIÉTÉ

« Top Down or Bottom Up? Public Control of the Armed Forces in Post Soviet Russia », *Armed Forces & Society*, 10 mai 2018.

Dans cet article, Nadja DOUGLAS, chercheur au *Centre for East European and International Studies* de Berlin, analyse les relations contemporaines entre les acteurs civils et les structures de pouvoir de l'État, en l'occurrence l'institution militaire de la Fédération de Russie. Elle met l'accent sur les interactions complexes entre les formes étatiques de contrôle des forces armées et le contrôle exercé par les acteurs de base. L'hypothèse sous-jacente est qu'une institutionnalisation du contrôle des structures de pouvoir de l'État est en cours en Russie. L'auteur cherche à comprendre si ce processus est descendant ou ascendant, comment le contrôle public en tant que « devoir civique » peut être caractérisé et quelles en sont les implications pour l'activisme civique russe en général.

Barbara JANKOWSKI
Chercheur Sociologie des forces armées

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE

Military Cultures
in Peace
and Stability
Operations
Afghanistan and Lebanon



Chiara Ruffa

Chiara RUFFA, *Military Cultures in Peace and Stability Operations. Afghanistan and Lebanon*, University of Pennsylvania Press, 2018, 204 p.

Fin 2017, les Nations unies déployaient à elles seules 110 000 militaires de 122 pays dans quinze opérations de maintien de la paix dans le monde.

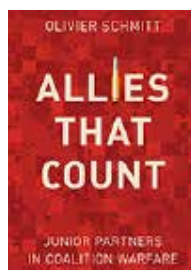
Les soldats qui participent à ces missions sont non seulement responsables de la mise en œuvre des opérations de maintien de la paix ou de stabilité, mais ils ont également une influence sur leurs objectifs et sur leur impact. Pourtant, nous en savons étonnamment peu sur les facteurs qui influencent le comportement des militaires. La question est d'autant plus cruciale que, déployés dans les mêmes missions et dans des conditions similaires, des contingents de nationalités différentes affichent des différences significatives et systématiques dans leurs modes opératoires sur le terrain. Dans son ouvrage, Chiara RUFFA, maître de conférences au Département sécurité, stratégie et leadership de l'Université de défense de Stockholm, conteste l'idée largement répandue que les contingents militaires, quelle que soit leur origine, appliquent les mandats de la même manière. Elle soutient au contraire que la culture militaire – l'ensemble des attitudes, des valeurs et des croyances transmises à travers les générations – influe sur le comportement des soldats au niveau tactique. Lorsque les militaires participent à des missions extérieures, ils sont généralement déployés avec leurs unités d'origine et lorsqu'une unité part en mission elle y emporte sa culture militaire. En enquêtant sur l'origine de la culture militaire, Chiara RUFFA analyse pourquoi les unités militaires se conduisent comme elles le font.

Chiara RUFFA a été intégrée entre 2007 et 2014 dans des unités françaises et italiennes déployées dans deux types d'opérations de paix et de stabilité : la Force intermédiaire des Nations unies au Liban et la mission de l'OTAN en Afghanistan. Sur la base de plusieurs centaines d'entretiens, elle a constaté que les unités françaises accordaient la priorité aux patrouilles avec un degré élevé d'armement et de protection individuels (gilets pare-balles), les unités italiennes mettaient davantage l'accent sur l'aide humanitaire. Elle conclut que les relations armées-sociétés et les croyances en vigueur concernant l'emploi de la force dans le pays d'origine des unités ont

un impact sur la culture militaire, les perceptions et les comportements des soldats, et donc sur leur capacité à maintenir la paix.

Barbara JANKOWSKI

Chercheur Sociologie des forces armées



Olivier SCHMITT, *Allies that Count: Junior Partners in Coalition Warfare*, Georgetown University Press, 2018, 264 p.

Thème de recherche central en Relations internationales, les alliances ne suscitent jamais autant d'intérêt que lorsqu'il est question des conditions

de leur formation et de leur impact sur la stabilité des relations entre États. D'autres aspects les concernant demeurent toutefois méconnus, et c'est précisément l'un d'entre eux qu'Olivier SCHMITT examine avec *Allies that Count: Junior Partners in Coalition Warfare*, à savoir l'utilité de la contribution des partenaires juniors au sein des coalitions militaires.

Il serait exagéré de dire que la question de l'importance de ces acteurs secondaires, c'est-à-dire tout État autre que l'État principal au sein de la coalition, avait été jusque-là complètement ignorée. Néanmoins, les coûts et bénéfices attachés à leur ralliement avaient tendance à être dépeints de manière sommaire. D'un côté, l'agrégation d'un allié augmenterait les capacités militaires de la coalition, et surtout sa légitimité. De l'autre, cela complexifierait la conduite de la guerre, du fait de contraintes accrues d'un point de vue politique et pratique.

Le premier intérêt de cet ouvrage est de tordre le cou à cette thèse. La légitimité d'une coalition n'est pas fonction du nombre de ses participants. La position de ces derniers dans le système international est à cet égard bien plus éclairante. À lui seul, cet élément est suffisant pour que l'on puisse parler d'utilité. À défaut, l'allié en question devra combiner intégration et qualité d'un point de vue technologique. D'autres facteurs potentiellement générateurs d'utilité sont également à prendre en compte. Vis-à-vis de la légitimité et donc de l'utilité politique de l'allié : son bon comportement, notamment du point de vue du droit international humanitaire ; vis-à-vis de son utilité militaire : sa réactivité et sa compétence.

Sensible au contexte, l'auteur fait le choix, justifié d'un point de vue méthodologique, de limiter ses conclusions à la période post-guerre froide, que caractérisent la prévalence de la puissance américaine, le poids des normes

libérales, et l'importance de la technologie. Si la portée de la thèse de l'auteur s'en trouve nécessairement amoindrie, elle gagne en précision et en robustesse. Rigoureuse et fort bien documentée, l'enquête que conduit SCHMITT l'amène à combiner approche quantitative et qualitative. L'auteur n'en est que plus convaincant lorsqu'il affine, voire réfute, un certain nombre d'idées reçues, produisant *in fine* une recherche qui parvient à combler les lacunes à propos d'un sujet dont on ne peut que s'étonner de la faible exploration tant il est au cœur d'enjeux politiques et stratégiques contemporains cruciaux.

Élie BARANETS
Postdoctorant



Marie-Sybille de VIENNE, *Thaïlande, une royauté bouddhique aux XX^e et XXI^e siècles*, Les Indes savantes, 2018, 231 p.

Premier opus d'une trilogie portant sur les royautés contemporaines en Asie du Sud-Est (Cambodge, Malaisie et Thaïlande), l'ouvrage de Marie-Sybille

de VIENNE, professeure d'histoire économique et de géopolitique à l'INALCO, dresse avec précision un panorama de l'histoire thaïlandaise, du premier roi de la dynastie CHAKRI jusqu'à nos jours, au prisme de sa Couronne.

Dans sa partie historique, l'auteur met en avant la lente émergence de l'institution royale comme élément central du jeu politique thaïlandais depuis le début du XX^e siècle. Fondant sa légitimité sur le bouddhisme et la modernisation du pays, la royauté a connu une période de reflux de ses prérogatives suite à l'instauration de la monarchie constitutionnelle en 1932. Ce n'est que le conflit entre démocrates et militaires après la Seconde Guerre mondiale qui lui a permis de trouver un espace politique. Cette tendance a été amplifiée par la politique du maréchal SARIT (1957-1963) qui, suite au coup d'État de 1957, revivifia la place de la Couronne dans l'appareil d'État. Cette politique restaura le prestige et l'aura du roi tel que nous les connaissons aujourd'hui.

En inventoriant le profil biographique des membres du Conseil privé du roi, Marie-Sybille de VIENNE offre aux lecteurs un portrait précis des élites thaïlandaises. Aussi, depuis 1949, la part de militaires et de magistrats reste relativement stable au sein de cette institution, contrairement à la parentèle royale. C'est d'ailleurs de ces deux corps que proviennent les cinq nouveaux entrants au Conseil nommés par le roi VAJIRALONGKORN suite à son

couronnement le 1^{er} décembre 2016. Cette analyse biographique développée par l'auteur s'étend au Bureau des propriétés de la Couronne (CPB), ce qui permet de dessiner les contours des réseaux économiques de la royauté. Les administrateurs des biens royaux se retrouvent dans tous les conseils d'administration des grandes entreprises thaïlandaises, quand celles-ci ne sont pas détenues par le CPB comme la Siam Cement Company ou la Siam Commercial Bank.

L'auteur se penche également sur les dynamiques internes à l'armée de terre. Depuis 1932, un lien fort unit la Couronne et les militaires, la première légitime par sa reconnaissance les coups d'État des seconds. Ils se sont également hissés au rang de protecteurs et « restaurateurs » de la royauté suite à la politique de revivification royale du maréchal SARIT. Tout cela explique la place importante qu'occupent les officiers dans les réseaux de la Couronne. Toutefois, comme l'analyse Marie-Sybille de VIENNE, leur engagement en politique s'est progressivement délité depuis la fin des années 1980 ; ils ne représentaient plus que 2 % des députés avant le coup d'État de 2014. Il en va de même dans le domaine économique : depuis la fin des années 1990, l'armée de terre a vu son poids s'amoindrir dans la gestion économique du pays, au profit de son traditionnel concurrent qu'est la police. C'est cet élément qui a nourri une frustration grandissante parmi les militaires et leur ambition de reprendre en main la destinée de la Thaïlande. Ce phénomène, associé parallèlement à un désinvestissement de la Couronne du jeu politique, à la montée des inégalités et au mysticisme de la population, explique selon l'auteur la crise politique qui traverse le pays depuis près de dix ans.

Pour comprendre le coup d'État de mai 2014 et la répression qui l'a suivi, et surtout les enjeux des élections législatives à venir l'année prochaine, l'ouvrage de Marie Sybille de VIENNE s'avère des plus utiles. L'arrivée sur le trône du longtemps controversé VAJIRALONGKORN fait entrer la royauté thaïlandaise dans une longue période de transition. Celle-ci pourrait se révéler d'autant plus difficile que l'aura de son prédécesseur BHUMIBOL n'est pas éternelle.

Victor GERMAIN
Assistant de recherche



Élie BARANETS, *Comment perdre une guerre. Une théorie du contournement démocratique*, CNRS éditions, collection « Guerre et stratégie », Paris, 2017.

Le titre de l'ouvrage d'Élie BARANETS est intrigant. Il est pourtant fidèle à son contenu : l'auteur nous y livre sa vision

de la manière dont les démocraties peuvent perdre une guerre qui les oppose pourtant souvent à des pays militairement moins développés. Une démocratie perdrait une guerre dès lors qu'elle « contourne » ses principes démocratiques. Par contournement démocratique, l'auteur entend une tromperie de la part de l'exécutif visant à minorer les objectifs de guerre auprès du public.

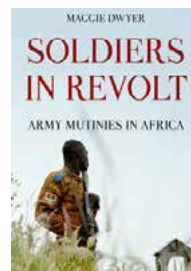
Le contournement mène à la défaite militaire en raison de l'enchaînement de cinq « séquences ». Tout d'abord, les mesures prises par l'exécutif pour camoufler le contournement vont engendrer des restrictions dans l'engagement militaire (impératifs de discrétion et de prudence d'opérations militaires qui ne sont pas censées exister aux yeux de l'opinion publique). Cette restriction de l'engagement implique des difficultés militaires sur le terrain (2^e séquence) qui vont conduire à une contestation de la guerre par la population (3^e séquence). En effet, ces difficultés sont amenées à être rendues publiques et à se traduire par des pertes humaines qui sont difficilement acceptées par l'opinion publique. La contestation va se traduire des manifestations et des dissensions importantes au sein des acteurs politiques. Dans la 4^e séquence, la contestation populaire tend à son tour à restreindre les capacités d'engagement des démocraties en guerre, car les dirigeants cherchent à éviter l'opposition politique pour mener à bien leur programme politique. Le cercle vicieux « contestation – restrictions dans l'engagement – difficultés militaires » s'engage donc et s'autorenforce jusqu'à engendrer la défaite de la démocratie (5^e séquence). Ainsi, les démocraties perdent les guerres dès lors qu'elles contournent leurs propres principes en trompant le public sur les véritables objectifs de l'engagement militaire.

Pour illustrer cette thèse liant déficit démocratique et défaite militaire, l'auteur développe deux études de cas passionnantes : la défaite américaine au Vietnam (chapitres 4 et 5) et la guerre Israël-Liban de 1982 (chapitres 6 et 7). Dans le premier cas, le président JOHNSON a caché l'ampleur de l'engagement américain pour promouvoir sa réforme de la « Grande société ». Dans le second, le ministre de la Défense SHARON évoquait une simple

protection des frontières lors de l'opération « paix en Galilée ». Dans ces exemples, l'auteur montre en quoi le contournement démocratique a mené ces deux démocraties à la défaite.

Pour conclure, si cet ouvrage explore l'existence du mécanisme du contournement démocratique menant les démocraties à la défaite militaire, il en demeure très accessible (le chapitre 2 est une synthèse des principaux travaux sur les démocraties en guerre) et riche de détails historiques qui séduiront les passionnés d'histoire.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense



Maggie DWYER, *Soldiers in Revolt: Army Mutinies in Africa*, Oxford University Press, 2017.

Soldiers in Revolt est un livre qui remplit une lacune dans les études sur les armées en Afrique. Alors que la plupart des recherches sont centrées sur les relations civilo-militaires ou la haute hiérarchie dans les armées – les deux souvent dans le cas de coups d'État – l'étude examine les mutineries, définies comme des actes d'insubordination collective, dans lesquelles des troupes et des sous-officiers se révoltent contre leur autorité. En général, les mutinés ne cherchent pas à prendre le pouvoir, mais dénoncent leurs conditions de travail, les salaires, des injustices et la corruption interne à l'armée. Par cette approche, DWYER porte un regard novateur sur le fonctionnement interne des armées, notamment à travers trois études de cas de l'Afrique de l'Ouest : la Sierra Leone, le Burkina Faso et la Gambie. DWYER démontre que la mutinerie, plus qu'une simple incidence d'indiscipline, est une tactique assez répandue, une forme de communication entre les soldats et la haute hiérarchie quand des problèmes internes n'ont pas été traités par la chaîne de commandement normale. Fait intéressant, DWYER observe qu'un bon nombre de mutineries sont lancées au retour des soldats après des missions onusiennes de maintien de la paix.

Denis TULL
Chercheur Afrique

À VENIR

5 octobre : Séminaire « Le temps et l'espace : peut-on parler de guerre première ? » à l'amphithéâtre Louis de l'École militaire. [Inscription gratuite obligatoire](#).

La guerre, le temps et l'espace.
Systèmes de pensée et expériences

Peut-on parler de « guerre première » ?

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATEGIQUE DE L'ECOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

Séminaire
École militaire

17h30 - 19h30

Inscription obligatoire

Vendredi 5 octobre 2018

AEGES

5 octobre : Séminaire « TRUMP's America and the World: The Perils of a US Disengagement from Global Politics » : rencontre à l'École militaire avec Stephen G. BROOKS, organisée par Pierre HAROCHE. [Inscription gratuite obligatoire](#).

Trump's America and the World:

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATEGIQUE DE L'ECOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

Séminaire
Vendredi 5 octobre 2018

École militaire
10h30 - 12h30

Inscription obligatoire

Organisé par Pierre HAROCHE

The Perils of US Disengagement from Global Politics

Stephen G. Brooks
Professor of Government at Dartmouth

America Abroad: The United States' Global Role in the 21st Century

STEPHEN G. BROOKS
WILLIAM C. WOHLFORTH
WITH A NEW PREFACE

11 octobre : Visite de la ministre indienne de la Défense.

Conférence de la ministre indienne de la Défense

Madame Nirmala Sitharaman

रक्षा मंत्रालय
MINISTRY OF DEFENCE

Jeudi 11 octobre 2018
14h30 - École militaire
Inscription obligatoire

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATEGIQUE DE L'ECOLE MILITAIRE

17 et 18 octobre : L'IRSEM et la Chaire Raoul-Dandurand (UQAM) organisent au sein de l'École militaire à Paris, un colloque international intitulé « Les États-Unis : une puissance en transition ? L'Amérique de TRUMP et les enjeux stratégiques américains pour 2020 ». [Inscription gratuite obligatoire](#).

Les États-Unis : une puissance en transition ?

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATEGIQUE DE L'ECOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

L'Amérique de Trump et les enjeux stratégiques américains pour 2020

Colloque international

Inscription obligatoire

École militaire

17-18 octobre 2018

23 octobre : Séminaire maritime « L'espace indo-pacifique, enjeux maritimes, état des flottes et des stratégies en présence » à l'amphithéâtre Lacoste, organisé par Marianne PÉRON-DOISE.

25 octobre : Lancement de l'ouvrage collectif, sous la direction de Benoît PELOPIDAS et Frédéric RAMEL, *L'Enjeu mondial, Guerres et conflits au XXI^e siècle* (Presses de Sciences Po). Il sera présenté par Benoît PELOPIDAS et Daniel DEUDNEY, dans l'amphithéâtre De Bourcet, École militaire, 9h.

25 octobre : Forum « Économie de la défense et des conflits » de 9h à 18h à l'ENSTA ParisTech. Cette journée d'étude rassemble des chercheurs du monde académique et opérationnel autour quatre thèmes : les exportations d'armes, le lien entre ressources naturelles et conflits, les évolutions du marché de la défense et la lutte contre le terrorisme. Cette journée est organisée conjointement par l'IRSEM et par l'Unité d'économie appliquée de l'ENSTA ParisTech, avec le soutien de la DGA.

3 décembre : [Découvrez les serious games à l'École militaire](#). Avec le soutien de l'IRSEM, l'association Serious Games Network — France organise le premier forum en France dédié aux usages du wargaming pour les secteurs de la défense, du civil et de la recherche. Venez rencontrer un panel d'acteurs qui conçoivent et utilisent ces jeux de plateau faciles à mettre en œuvre et à produire, parfois avec un support numérique. Les débats vous donneront les clés pour découvrir, approfondir et mieux comprendre ces outils. Découvrez et participez à ces jeux sur des thèmes comme la défense et la sécurité, la gestion de crise, le cyber, la santé ou la stratégie d'entreprise.

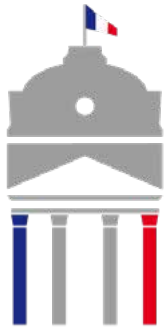
Ce forum s'adresse aux institutions militaires, aux chercheurs, universitaires et étudiants, aux organismes publics (administrations centrales, collectivités territoriales, secteur santé), aux entreprises privées et associations désireuses de s'informer.

L'événement s'inscrit en partenariat avec Connections UK et The Connection Wargaming Conference US.



12 et 13 décembre 2018 : L'IRSEM et le CREC Saint-Cyr (le Centre de recherche des Écoles de Coëtquidan) organisent, au sein de l'École militaire à Paris, un colloque international intitulé « La sociologie militaire : un état des lieux ». [Inscription gratuite obligatoire](#).





IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Octobre 2018

www.defense.gouv.fr/irsem

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM, Ouvrages publiés par les chercheurs, Événements, Actualité des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 12\)](#)

Armement et économie de défense, Questions régionales Sud, Questions régionales Nord

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 15\)](#)



[À VENIR \(p. 17\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Note de recherche n° 63

« [Les sociétés militaires privées en Russie : à l'Est, quoi de nouveau ?](#) », par Emmanuel DREYFUS, 15 octobre 2018, 11 p.

Cette note de recherche propose de faire le point sur la privatisation du militaire en Russie, mis en lumière dans le contexte ouvert par le conflit dans le Donbass puis l'intervention russe en Syrie. Si des phénomènes comme le groupe Wagner peuvent sembler a priori novateurs, le recours sur le terrain à des structures non régaliennes dans des opérations de combat n'est en rien nouveau pour Moscou. Une distinction s'impose donc entre les sociétés militaires privées russes, comparables aux SMP classiques existant ailleurs dans le monde, et des structures s'inscrivant davantage dans ce principe de « guerre par procuration » mis en œuvre par Moscou. Cette note s'interroge également sur les perspectives de sociétés militaires privées en Russie, et sur les conséquences de leur éventuelle légalisation.



Note de recherche n° 64

« [Le Japon et la sécurité maritime en Asie du Sud-Est : un laboratoire pour l'Indo-Pacifique ?](#) », par Marianne PÉRON-DOISE, 29 octobre 2018, 10 p.

L'Asie du Sud-Est est au cœur de l'Asie maritime. Ce rapport à la mer peut être saisi à travers les multiples enjeux liés à la sécurisation du détroit de Malacca, trait d'union et lieu de passage obligé entre l'océan Indien et le Pacifique. L'essor de l'ASEAN (Association of South-East Asian Nations) et le poids grandissant de la Chine en mer de Chine du Sud en ont renforcé l'importance. Dès les années 1990, la menace représentée par la piraterie maritime a conduit le Japon à élaborer des outils coopératifs inédits pour la région en s'appuyant principalement sur des acteurs civils comme le corps des garde-côtes japonais et la Nippon Fondation. Tokyo s'est ainsi fortement impliqué dans le renforcement capacitaire au profit des flottes de garde-côtes locales dont les Philippines et l'Indonésie. La mise en place du RECAAP (Regional Cooperation Agreement on Combating Piracy and Armed Robbery), accord régional de lutte contre la piraterie, et de son Centre éponyme à Singapour en 2006 ont aussi constitué des démarches innovantes dans le traitement

de la sécurité maritime de l'espace sud-est asiatique. Vue du Japon, cette sécurisation dans un cadre multilatéral a contribué à l'émergence d'une vaste communauté maritime. Elle a notamment arrimé l'Asie du Sud-Est à des partenaires extérieurs comme les États-Unis, l'Inde ou l'Australie soucieux de s'organiser durablement pour protéger l'état de droit en mer et la liberté de navigation. Cette note revient sur la genèse de ces processus en interrogeant la place que peut y revendiquer le nouveau « narratif » maritime japonais sur un espace « Indo-Pacifique libre et ouvert ».

que jamais nécessaires pour comprendre la complexité historique, culturelle, religieuse, sociale et politique de l'Arabie Saoudite.

ÉVÉNEMENTS

27 septembre : Atelier Wargaming.



Le 27 septembre 2018, Pierre RAZOUX, directeur du domaine « Questions régionales Nord », a animé une session de l'atelier « Simulation stratégique-Wargaming » de l'IRSEM centrée sur la Syrie post-Daech. Cette séance très appréciée, qui a mobilisé une quinzaine d'experts civils et militaires, d'étudiants et de chercheurs, a permis aux participants de mieux cerner les rapports de forces, les stratégies et les contraintes des principaux acteurs régionaux engagés aujourd'hui au Levant, dans un contexte marqué par la montée des tensions entre Israël et l'Iran et la posture centrale de la Russie dans la région.

L'IRSEM est partenaire de l'organisation de la première convention française consacrée au wargaming professionnel et aux *serious games*, qui se tiendra le 3 décembre 2018 toute la journée à l'amphithéâtre Foch. Cette convention illustre l'intérêt marqué de l'institution militaire et du monde de la recherche académique pour cette activité pédagogique qui constitue désormais l'un des axes de recherche de l'IRSEM, à travers notamment l'atelier mensuel piloté par Pierre RAZOUX. Voir également la [note de recherche n° 47](#) sur le wargaming. Les inscriptions (obligatoires) à cette convention sont ouvertes sur le site : <https://sgnfr.wordpress.com>.



[La Transformation de l'IRSEM – Deux ans d'action \(2016-2018\)](#), 24 p.

Ce document n'est pas un bilan d'activité : il ne vise pas à dire tout ce qui a été fait, ne prétend pas à l'exhaustivité. Il se limite aux principales évolutions qu'a connues l'IRSEM ces deux dernières années, depuis la prise de

fonction du directeur, Jean-Baptiste JEANGÈNE-VILMER. Il présente des éléments objectifs, quantitatifs et qualitatifs, qui permettent de mesurer la transformation à l'œuvre et la montée en puissance de l'IRSEM.

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES CHERCHEURS



Fatima DAZI-HÉNI, *L'Arabie Saoudite en 100 questions*, édition actualisée, Tallandier, « Texto », 2018, 345 p.

Qu'est-ce que le wahhabisme ? Qui est le prince Mohammed Bin Salman ? Que représente Vision 2030 ? Quelle place tiennent les femmes et les jeunes dans la société ? Pourquoi

l'Arabie Saoudite a-t-elle déclenché une guerre contre le Yémen ? Pourquoi la tension avec l'Iran est-elle si vive ? L'Arabie Saoudite suscite fantasmes et inquiétudes : ségrégation entre les hommes et les femmes, absence de liberté d'expression, nature absolue de la monarchie. Aujourd'hui, les défis sont nombreux pour le Royaume et son nouveau dauphin Mohammed Bin Salman : réinventer l'économie politique avec « Vision 2030 », sortir de la dépendance pétrolière, affronter l'impasse de la guerre au Yémen ou encore répondre aux attentes de la jeunesse... 100 questions sont plus

28 septembre : Séminaire « Chine-Afrique : compte de faits et routes de la soie ».



Thierry PAIRAULT, directeur de recherche émérite au CNRS, a analysé les rapports économiques que la Chine entretient avec le continent africain. Le professeur T. PAIRAULT a insisté sur la différence entre investissements et financements des projets d'infrastructures en Afrique, souvent confondus. La stratégie chinoise sur le continent est de financer ces travaux, c'est-à-dire d'apporter des fonds aux gouvernements africains tout en leur en laissant la propriété. Comme l'a rappelé T. PAIRAULT, malgré une visibilité croissante de sa présence sur le continent, l'Afrique n'occupe qu'une position marginale pour la Chine. Mais la réciproque n'est pas vraie ; les pays africains dépendent fortement des industries chinoises pour exporter leurs matières premières et acquérir des biens manufacturés simples. Aussi, il se dessine une potentielle dépendance économique de l'Afrique vis-à-vis de la Chine dans le domaine des biens et des services.

Victor GERMAIN
Assistant de recherche

4-5 octobre : Conférence annuelle du Center for War Studies (Southern Denmark University - SDU).

La conférence annuelle du Center for War Studies de l'Université du Sud du Danemark (SDU) s'est tenue à Odense, les 4 et 5 octobre. La France y était représentée par Tziporah FRIED, conseillère prospective et stratégie auprès de l'état-major interarmées, et Jean-Vincent HOLEINDRE, directeur scientifique de l'IRSEM et professeur à Paris II. Tziporah FRIED a expliqué aux universitaires présents ses missions de support, de définition de la stratégie militaire et de prospective opérationnelle. Elle a conclu qu'en tant qu'administratrice, le format des

études interdisciplinaires sur la guerre lui paraissait le plus pertinent. Le professeur HOLEINDRE a dressé un constat des études universitaires sur la guerre en France, organisées autour de pôles disciplinaires et méthodologiques dont il est difficile de s'affranchir pour des raisons structurelles de financement et de fonctionnement. Il a rappelé que le rôle de l'IRSEM et du ministère des Armées est de travailler à la constitution d'une filière des études sur la guerre au sein de l'université française. À ce titre, il s'est engagé avec Marie ROBIN, doctorante à Paris II, à organiser une conférence internationale à Paris où les doctorants des institutions partenaires du réseau viendraient présenter leurs travaux à des professeurs et des chercheurs plus avancés dans leur carrière.

À l'image de la délégation française, les panels étaient composés d'universitaires et de professionnels de la défense dans le but de favoriser le dialogue entre les deux sphères. Parmi les contributions remarquables, celle d'Olivier SCHMITT (SDU) a porté sur les défis posés aux armées par les transformations technologiques impliquant des changements de paradigme stratégique dans les années à venir. Il a souligné que les systèmes d'alliances sur lesquels il avait travaillé étaient remis en question et rappelé, à titre d'exemple, que le processus de prise de décision d'intervention militaire s'était effectué en six mois en Yougoslavie (1999), six semaines en Afghanistan (2001) et six jours en Libye (2011).

L'historien Ian JOHNSON (Université de Yale) a présenté ses travaux sur les premiers systèmes soviétiques de combat autonomes, des tanks pilotés à distance. Ces réflexions sont particulièrement intéressantes à l'heure où la pertinence de l'histoire est toujours à démontrer aux bailleurs de fonds de la recherche et au grand public : ces questions, qui se sont posées dans les années 30 en Union soviétique, éclairent des problématiques actuelles comme celle des drones.

Béatrice HEUSER (University of Glasgow) et Sten RYNNING (SDU) ont clôturé ces deux journées en échangeant sur l'importance de l'émergence d'une discipline académique des études de la guerre. Tous deux partagent la conviction que cette approche est cruciale pour le progrès des sciences sociales et mériterait d'être développée, notamment pour que la science soit davantage connectée au monde professionnel. Des conférences comme celle d'Odense font figure d'exemple et gagneraient à être reproduites dans l'université française.

Jules VILLA
Assistant de recherche

5 octobre : Séminaire « TRUMP's America and the World: The Perils of a US Disengagement from Global Politics », rencontre à l'École militaire avec Stephen G. BROOKS.



Le matin du vendredi 5 octobre, l'IRSEM a reçu Stephen G. BROOKS, professeur au Dartmouth College et co-auteur du livre *America Abroad: The United States' Global Role in the 21st Century* (Oxford University Press, 2016) pour un séminaire sur l'avenir de la grande stratégie américaine organisé par Pierre HAROCHE. Ont également participé au débat des représentants de think tanks (German Marshall Fund of the United States, Institut français des relations internationales).

Stephen G. BROOKS a d'abord insisté sur le fait qu'en quelques années, le débat sur la grande stratégie américaine s'était retourné au point qu'aujourd'hui, seule une minorité d'auteurs continuent à défendre un fort engagement de la puissance américaine dans le monde. Puis il a cherché à démontrer que les États-Unis ont toutes les chances de demeurer la seule superpuissance globale dans les années à venir. Selon lui, le retard technologique de la Chine est trop important pour lui permettre de contester la supériorité américaine. Stephen G. BROOKS a défendu une stratégie d'engagement centrée sur les intérêts fondamentaux des États-Unis, s'opposant à la fois à la tentation du repli et à la stratégie néoconservatrice visant à promouvoir des changements de régime par la force. Enfin, Stephen G. BROOKS a fait quelques recommandations pour l'Europe en vue de maintenir la solidité du lien transatlantique. Le riche débat qui a suivi avec le public a porté notamment sur les atouts de la Chine vis-à-vis des États-Unis, l'opinion publique américaine à l'égard des engagements internationaux et l'explication de la politique du président TRUMP.

Pierre HAROCHE
Chercheur Sécurité européenne

5 octobre : Séminaire « Corne de l'Afrique : nouvelle zone d'influence de l'axe saoudo-émirati. Incidences et perspectives régionales ».

Réunis par Denis TULL, chercheur Afrique de l'Ouest à l'IRSEM, trois spécialistes de la région ont analysé les relations entre la Corne de l'Afrique et le Golfe. Sonia LE GOURIELLEC, maître de conférences à l'Université Catholique de Lille, est revenue sur les affrontements d'influences dans les pays de la Corne, notamment à Djibouti et en Éthiopie. Fatiha DAZI-HENI, chercheur Golfe et péninsule arabique à l'IRSEM, s'est penchée sur l'axe saoudo-émirati apparu dans les années 2010 et qui est au cœur de la crise que connaît aujourd'hui le Golfe. Ces tensions ont des ramifications jusque dans la Corne de l'Afrique du fait de la guerre au Yémen. Enfin, Brendon NOVEL, diplômé de Sciences Po Paris, a présenté les conclusions de son mémoire universitaire portant sur les relations entre les pays du Golfe et ceux de la Corne.

Victor GERMAIN
Assistant de recherche

8 octobre : Journée d'accueil des doctorants associés à l'IRSEM.



Comme chaque année, l'IRSEM a accueilli les doctorants qui lui sont associés. Ces derniers suivent le séminaire mensuel des Jeunes chercheurs en études de défense, organisé conjointement avec le Service historique de la défense, représenté par le professeur Hervé DRÉVILLON. L'un des objectifs de cette journée d'accueil est d'intégrer les nouveaux doctorants sélectionnés pour un contrat doctoral par le ministère des Armées, dans le cadre du Pacte Enseignement supérieur initié par la DGRIS. Dans ce dispositif, l'IRSEM apporte un soutien académique aux doctorants et contribue à leur professionnalisation.

Cette année, l'IRSEM, en lien avec la DGRIS, a organisé une journée d'étude sur le thème « Le doctorat, pour quoi faire ? Réflexions et témoignages sur la professionnalisation des docteurs ». Cette journée thématique a bénéficié des interventions de quinze invités, majoritairement titulaires d'un doctorat. L'articulation entre la recherche académique et les différents mondes professionnels pouvant accueillir les docteurs (institutions publiques, secteur privé, think tanks, universités et CNRS) a été le fil conducteur de cette journée, qui a aussi permis des échanges entre docteurs, décideurs et la « relève stratégique » (les jeunes chercheurs). Les doctorants ont été accueillis par Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, directeur de l'IRSEM, et Nicolas BRONARD, chef du pôle Prospective et recherche stratégique de la DGRIS.

Comme l'a rappelé M. JEANGÈNE VILMER, le soutien aux jeunes chercheurs est l'une des principales marques de fabrique de l'institut. Il a insisté sur l'importance de la relève stratégique dans le fonctionnement de l'IRSEM. Nicolas BRONARD a souligné le soutien conséquent et constant du ministère des Armées et de la DGRIS à la recherche en sciences humaines et sociales. Les doctorants sont encouragés à s'intégrer aux milieux académiques comme opérationnels, et sont responsabilisés, notamment via l'organisation d'une journée d'étude. De plus, leurs travaux peuvent être mis en valeur dans *Les Champs de Mars*. Cet encouragement de la relève stratégique fait écho aux volontés de renouveler les recherches sur la guerre et faire émerger des études sur la guerre (*war studies*) françaises.

La première table ronde a accueilli des docteurs issus de think tanks. Un certain nombre de questions ont été soulevées par les intervenants. Alexandra de HOOP SCHEFFER, directrice du bureau parisien du German Marshall Fund, a comparé le doctorat à un passeport, une connexion aux acteurs et au « monde » des relations internationales. Selon elle, il n'y a pas de carrière toute faite dans les relations internationales, et le doctorat est un atout dans ce milieu hybride, marqué par le *multitasking*. Elle a recommandé aux doctorants de ne pas sous-estimer l'importance des rencontres, des expériences et des contacts. Marc HECKER, de l'Institut français des relations internationales (IFRI), a insisté sur les interconnexions qui sont au cœur des think tanks, à la croisée du monde politique, des entreprises, des universités et des médias. Il a néanmoins souligné les difficultés liées aux think tanks, qu'il a qualifiés d'« écosystème compliqué ». Les places y sont rares, le turn-over limité, et la pression forte. Alice BAILLAT, de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), a relevé l'atout de

la spécialisation du docteur, à travers des domaines de recherche à la fois rares, inédits et pertinents : des spécialisations thématiques mais aussi géographiques, qui s'accompagnent du travail de terrain. Cet échange s'est clos sur l'aspect synergique des think tanks, au carrefour des différents milieux des relations internationales. Cette synergie engagée par les think tanks est d'autant plus importante en France, où les milieux sont très compartimentés et où les passerelles ne s'établissent pas naturellement.

La deuxième table ronde a réuni des docteurs issus d'institutions publiques, autour d'une question commune : « Que représente la thèse aujourd'hui ? » Guillaume LASCONJARIAS, docteur en histoire moderne, ancien chercheur à l'IRSEM, qui travaille aujourd'hui à l'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, a expliqué que le travail de recherche apprend à rendre intelligible la complexité, une compétence rare et valorisée. À rebours des conceptions du docteur vu comme « déconnecté » des réalités pratiques, des compétences concrètes et précieuses sont acquises lors du travail d'écriture d'une thèse. La mise en valeur de ces capacités est une ressource pertinente à faire valoir auprès d'employeurs publics. D'autres qualités du chercheur ont été soulignées, telles que la curiosité ou la capacité à effectuer du travail de terrain, qui font de la thèse une épreuve « fondamentalement inconfortable », mais irremplaçable. Philippe PERCHOC, du service de recherche du Parlement européen, a souligné une qualité centrale du docteur, la persévérance, qui valorise les chercheurs dans le contexte professionnel. Emmanuel PUIG, de la DGRIS (ministère des Armées), a mis en évidence l'importance de la thèse pour s'imposer comme un expert sur un thème ou sur une zone géographique.

Ces échanges ont convergé autour de l'importance des accidents de parcours, des hasards et des cheminements souvent surprenants mais pertinents des docteurs, symbolisés par leurs qualités singulières. La conclusion de Hervé DRÉVILLON, directeur de l'Institut des études sur la guerre et la paix et modérateur de cette table ronde, a été la suivante : il n'y a pas de « voie royale » ou de parcours linéaire pour les docteurs mais des dénominateurs communs : d'un côté, leurs trajectoires brillantes, et de l'autre, l'importance du réseau. À travers ces qualités, le doctorat devient professionnel dans le milieu de la défense où les lignes bougent.

La troisième table ronde a rassemblé des acteurs du secteur privé autour d'une discussion sur l'avenir des sciences humaines et sociales dans les entreprises, en particulier la recherche dans le domaine de la défense. Les invités étaient Bérénice KIMPE, de l'Association Bernard Gregory, Elena MORENKOVA, consultante, Arnaud GUÉRIN, fondateur de la start-up Earthcube, et François MATTENS, directeur de la communication et des affaires publiques du GICAT. Contrairement aux idées reçues sur la faible employabilité des chercheurs en sciences humaines, il est apparu que ces profils sont très attractifs. Les experts en géographie, en relations internationales, en économie, mais aussi des experts de zones régionales, sont très demandés. François MATTENS a souligné l'importance pour les docteurs d'être proactifs et de valoriser leurs compétences : logique d'autonomie, capacités de synthèse et d'adaptation, de gestion de projet, etc. Leurs profils « atypiques » sont recherchés pour leurs *soft skills*, telles que le management interculturel. L'innovation est un facteur crucial, et il est essentiel pour un docteur de se construire une identité de « profil SHS (Sciences humaines et sociales) innovant ».

La quatrième table ronde a accueilli des invités issus de l'enseignement supérieur et de la recherche publique, une voie considérée comme plus « classique » pour les doctorants mais qui nécessite également d'être discutée. Les intervenants, Delphine DESCHAUX-DUTARD de l'Université de Grenoble, Hugo MEIJER du CERI-CNRS, Samuel FAURE de l'IEP de Saint-Germain-en-Laye, et Philippe VIAL de l'Université Paris 1, ont échangé leurs points de vue dans un panel modéré par Jean-Vincent HOLEINDRE, directeur scientifique de l'IRSEM. Les invités ont formulé des recommandations aux jeunes doctorants concernant le monde universitaire, toujours très concurrentiel. L'importance des postes d'ATER, de l'internationalisation ou encore du calibrage de la thèse a été soulignée. Le milieu académique français est marqué par une prépondérance de l'affiliation disciplinaire, un point à prendre en compte. Hugo MEIJER a évoqué les différences fondamentales et souvent informelles entre les milieux académiques français et étrangers. Les atouts de séjour de recherche à l'étranger ont été néanmoins affirmés, en particulier dans le domaine des *war studies*, fondamentalement interdisciplinaire.

Maïlys PÈNE
Assistante de recherche

17-18 octobre : Colloque international « Les États-Unis : une puissance en transition ? L'Amérique de TRUMP et les enjeux stratégiques américains pour 2020 ».



Au sein de l'École militaire, en amphithéâtre Des Vallières, s'est tenu un colloque international organisé par l'IRSEM, la Chaire Raoul-Dandurand de l'Université du Québec à Montréal, le German Marshall Fund, l'Université Paris-Diderot, Paris Nanterre et l'IEP de Lyon, sur l'Amérique de TRUMP et les enjeux stratégiques américains pour 2020. Réunissant 35 intervenants français et étrangers issus du monde académique, institutionnel, et des think tanks pendant deux journées de conférences, ce colloque se proposait de mettre en lumière et de questionner les répercussions des élections américaines des *midterms* sur les grands enjeux stratégiques. Ce fut l'occasion d'entendre l'analyse de spécialistes des États-Unis sur des questions telles que les divisions partisans, le multilatéralisme, les alliances ou encore le retour de la compétition de puissance et les guerres d'influence lors de différents panels, au prisme de la transition de puissance.

Arnaud SAINT-JEAN
Assistant de recherche

23 octobre : Visite du Sea Power Center.



Le CV Sean ANDREWS, Commandant du Sea Power Center, un centre de recherche dépendant de l'État-Major de la Marine royale australienne situé à Canberra ayant pour objet de contribuer au rayonnement de la réflexion sur les questions maritimes a été reçu à l'IRSEM le 23 octobre. Présent à Paris à l'occasion du Salon EuronaVal, le commandant ANDREWS souhaitait identifier des partenaires potentiels dans l'idée de donner un prolongement aux nombreuses initiatives en cours de développement entre la France et l'Australie dans le domaine de la sécurité maritime. Les échanges ont notamment porté sur la construction et la réémergence de visions concurrentes de l'Indo-Pacifique et sa signification. La proposition d'échanges réguliers entre le Sea Power Centre et l'IRSEM a été évoquée (accueil de *visiting fellows*, rédaction conjointes de *Policy papers*).

Marianne PÉRON-DOISE
Chercheur Asie du Nord

23 octobre : 2^e édition du Campus École militaire.



Le 23 octobre dernier s'est tenue la 2^e édition de la rencontre « Campus École militaire » (initialement nommée « Café de l'École militaire »), un événement destiné à développer les relations avec les journalistes, à promouvoir les actualités des différents organismes parties prenantes à cette initiative et à favoriser la communication en interne.

Outre l'IRSEM, cette session a permis d'exposer les actualités du CREOGN, de l'École de Guerre, de l'IHEDN, de l'INHESJ, de la *Revue de défense nationale* et de la revue *Inflexions* de l'armée de Terre. Étaient également représentés dans l'audience, le CERPA, le CESH et le service communication de l'entité de soutien de l'École militaire (GSBDD).

Nous remercions les participants pour leur intérêt et la diversité des actualités qui ont pu être évoquées. Dès à présent, *save the date* : la prochaine édition de ce « Campus École militaire » se tiendra le 23 janvier 2019.

Pour toute information relative à ce sujet : contact@irsem.fr.

Hélène ROLET
Chargée de communication

24 octobre : Présentation de l'IRSEM à l'IEP de Saint-Germain-en-Laye.



Le 24 octobre dernier, le directeur scientifique de l'IRSEM Jean-Vincent HOLEINDRE s'est rendu sur le campus de l'IEP de Saint-Germain-en-Laye afin d'y présenter l'IRSEM. Il était invité par le professeur Samuel FAURE et accompagné de Claire BORDES, responsable recherche stratégique à la DGRIS. Ils ont échangé avec les étudiants de Master 1 et 2 sur les perspectives d'emploi offertes par le ministère des Armées. Après une brève mise en contexte et une description succincte du rôle de l'IRSEM, le professeur HOLEINDRE s'est attardé sur les publications susceptibles d'intéresser les étudiants ainsi que sur les différentes pistes pour intégrer les équipes de l'IRSEM. Les contrats CAJ, stages sous convention et apprentissages sont autant de voies ouvertes qu'il les a engagés à explorer. Pour ceux qui envisagent un doctorat, les financements doctoraux octroyés par la DGRIS sont aussi une possibilité.

Claire BORDES a présenté ces financements lors de son intervention où l'accent a été mis sur le dispositif Pacte Enseignement supérieur. Elle a invité les étudiants à être proactifs dans leur recherche de stage dans la mesure où les offres ne sont actuellement pas assez mises en avant alors qu'elles sont nombreuses. Elle est revenue sur sa propre expérience professionnelle et a expliqué que le ministère des Armées investit les jeunes de grandes responsabilités dans le cadre de leur stage. Elle a précisé enfin que, contrairement aux idées reçues, la Défense est un milieu particulièrement accueillant pour toutes et tous et qu'il existe des dispositifs permettant de mieux connaître nos armées, telles les préparations militaires supérieures par exemple.

Jules VILLA
Assistant de recherche

25 octobre : Forum Économie de défense et des conflits (EcoD&C), à l'ENSTA ParisTech.

Le forum EcoD&C a été l'occasion de mettre en avant les sujets communs aux mondes académique et opérationnel dans un contexte de bouleversement stratégique : exportations d'armes, liens entre ressources naturelles et conflits, évolutions du marché de la défense et les nouvelles formes de terrorisme. Pour chaque thématique, un intervenant issu du monde universitaire et un intervenant « opérationnel » (issu du MINARM, d'industries de défense ou d'institutions internationales) ont apporté leur vision. Des débats constructifs et animés ont jalonné cette journée d'étude.

Le forum EcoD&C a été organisé conjointement par l'IRSEM et par l'Unité d'économie appliquée de l'ENSTA ParisTech, avec le soutien de la DGA.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

26 octobre : Présentation de Mathieu COUTTENIER dans le séminaire « Conflits et économie de défense ».

Mathieu COUTTENIER (ENS Lyon) a présenté un travail de recherche intitulé « Fertile ground for conflict ». Ce travail a été réalisé en collaboration avec Nicolas BERMAN et Raphaël SOUBEYRAN et traite de la manière dont la fertilité des sols affectent les conflits armés civils. L'étude couvre les pays d'Afrique subsaharienne sur la période 1997-2013 et propose une analyse spatiale fine (0.5 x 0.5 degrés de latitude et de longitude). L'un des résultats principaux est que les inégalités d'accès constituent une menace sérieuse pour la paix à l'échelle locale. La discussion a été réalisée par Oliver VANDEN EYNDE (Paris School of Economics) et a été suivie par un dialogue avec le public présent.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

26 octobre 2018 : Débat sur la vision russe du monde.

Céline MARANGÉ a animé un débat sur la vision russe du monde à l'École militaire. Claude BLANCHEMAISON, ancien ambassadeur de France à Moscou, et Andreï GRATCHEV, ancien conseiller et dernier porte-parole de Mikhaïl GORBATCHEV, étaient conviés à s'exprimer sur les malentendus des années 1990, sur les orientations de la politique étrangère russe actuelle et sur les conditions

du renouvellement des relations de l'Union européenne avec la Russie. Ce séminaire est venu clôturer la semaine dédiée à la Russie au sein de l'École de guerre – terre.

Céline MARANGÉ
Chercheur Russie, Ukraine et Asie centrale

- Intervention dans le cadre d'une table ronde sur « Beyond the Public Core: Protecting Software », [Conférence CyFy](#), New Delhi, Inde, 4 octobre 2018.

- Intervention dans le cadre d'une table ronde sur la cyberdiplomatie de l'Union européenne, National Law University, New Delhi, Inde, 4 octobre 2018.

- Intervention dans le cadre d'une table ronde sur les nouveaux terrains de conflictualité, colloque international « [Les États-Unis : une puissance en transition ?](#) », IRSEM, 18 octobre 2018.

- Participation au Kinross House Meeting portant sur « Standing Up For Peace In The Information Age », Édimbourg, Royaume-Uni, 25-26 octobre 2018.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Flavien BOURRAT

- Article : « La reprise en main des services de sécurité algériens : rupture ou réajustement ? », *Moyen-Orient*, n° 40, consacré à l'Algérie, Areion group, octobre-décembre 2018, p. 24-27.

- Intervention : « Les enjeux de la crise actuelle dans le monde arabe », enseignement militaire de 2^e degré Armement, 10 octobre 2018.



Juliette GENEVAZ

- Organisation du séminaire « Chine » autour de Thierry PAIRAULT intitulé « L'Afrique et la Chine : compte de faits et routes de la soie », 28 septembre 2018.

- Modération d'une table ronde autour de Mathieu DUCHÂTEL et Wang SUOLAO sur le thème de la militarisation du contre-terrorisme chinois, European Council of Foreign Relations, 23 octobre 2018.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Présentation 68^e session du CHEM, « L'arme nucléaire au XXI^e siècle », 22 octobre 2018.

- Débat « Le TIAN, bonne ou mauvaise idée », ICAN Académie, 12 octobre 2018.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Publication : « Marshall Sahlins : la culture sans le culturalisme » (avec Sylvie STRUDEL), in Guillaume DEVIN et Michel HASTINGS, *Dix concepts d'anthropologie en science politique*, CNRS éditions, 2018.

- Intervention au colloque de lancement du Réseau européen de War Studies, Université du Danemark du Sud, Odense, 4 et 5 octobre 2018.

- Ouverture du colloque international de l'IRSEM, « Les États-Unis et la transition de puissance », 17 octobre 2018.

- Participation au documentaire *Raymond ARON, les chemins de la liberté* diffusé sur Public Sénat, 20 octobre 2018.

- Présentation de l'IRSEM à l'IEP Saint-Germain-en-Laye dans le cadre du cours de Samuel FAURE, 24 octobre 2018.

- Ouverture de la présentation de l'ouvrage *Guerres et conflits armés au XXI^e siècle*, Presses de Sciences Po, 2018, 25 octobre 2018.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Publication : *L'Arabie saoudite en 100 questions*, édition actualisée, Tallandier, « Texto », 2018, 345 p.

- Publication : « L'Arabie saoudite : la nation selon Mohammed Bin Salman : Entre relégation du religieux et pouvoir Sultanique », chapitre 4 in Olivier DA LAGE (dir.), *L'Essor des nationalismes religieux*, Demopolis, 2018, p. 71-87.



François DELERUE

- Nomination comme rapporteur pour le droit international du projet de recherche « [EU Cyber Direct](#) » financé par la Commission européenne.

- Participation à la « EU-India Cyber Consultations », New Delhi, Inde, 3 octobre 2018.

- Restitution du rapport de l'AFSP sur l'internationalisation de la science politique française, 25 octobre 2018.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Conférence « La guerre à distance : drones armés et armes autonomes », Forum universitaire, amphithéâtre de l'Espace Landowski, Boulogne-Billancourt, 8 octobre 2018.

- Conférence « La guerre à distance : drones armés et armes autonomes », La maison du Barreau, Paris, 10 octobre 2018.

- Panel « Formula of Peace for Ukraine », 10th National Expert Forum organized by the Gorshenin Institute, Odessa, Ukraine, 18 octobre 2018.

- Présentation du rapport CAPS-IRSEM sur les manipulations de l'information, Université Galatasaray, chaire Senghor de la Francophonie et club de droit international et de diplomatie, Istanbul, Turquie, 19 octobre 2018.

- Conférence « A French Perspective on Fighting Information Manipulation », Institute for Defence Studies and Analyses, New Delhi, Inde, 30 octobre 2018.

- Article « [Un monde en mutation](#) », *Le Casoar (revue trimestrielle de La Saint-Cyrienne)*, n° 231, octobre 2018, p. 15-16.

- Article « [The Responsibility Not To Veto : A Genealogy](#) », *Global Governance: A Review of Multilateralism and International Organizations*, 24:3, 2018, p. 331-349.



Édouard JOLLY

- Conférence « Automatisation et autonomie : IA et innovations dans l'armement », séminaire « Imaginaires technologiques » de la chaire Éthique, technologique et transhumanisme de l'Université Catholique de Lille, 3 octobre 2018.

- Table ronde AEGES « La fiction influence-t-elle la réalité », festival de cinéma « War On Screen », Châlons-en-Champagne, 4 octobre 2018.



Angélique PALLE

- Publication : Emmanuel HACHE, Angélique PALLE, « [Renewable energy source integration into power networks, research trends and policy implications: A bibliometric and research actors survey analysis](#) », *Energy Policy*, vol. 124, 2019, p. 23-35.

- Panel radio : [Les nouvelles routes de la soie](#), RFI, *Géopolitique, le débat*, Marie France CHATIN, 30 octobre 2018.



Marianne PÉRON-DOISE

- Présentation d'un papier « La réémergence de l'Indo-Pacifique et le renouveau des relations intercoréennes face à l'anti-diplomatie de Donald TRUMP en Asie », séminaire conjoint IRSEM-ECFR-CERI sur le thème « Amis, alliés, partenaires : le club des démocraties

face à Donald TRUMP », CERI Sciences-po, 9 octobre 2018.

- Participation au panel « Chine, États-Unis », colloque de l'IRSEM « Les États-Unis, une puissance en transition », 9 octobre 2018.

- Organisation avec Maud QUESSARD de la visite du directeur du Sea Power center de Canberra (Australie), IRSEM, 23 octobre 2018.



Antoine PIETRI

- Remise du prix de thèse « Économie de défense 2017 », Observatoire économique de la défense, 5 octobre 2018.

- Présentation : « Enemies with benefits : On the rationale of trading arms with an enemy », avec J. MALIZARD, Atelier d'économie politique, Université Paris 13, 16 octobre 2018.

- Publication : « [How does size matter for military success? Evidence from virtual worlds](#) », avec C. D. MILDENBERGER, *Journal of Economic Behavior & Organization*, n° 154, 2018, p. 137-155.



Maud QUSSARD

- Organisation du colloque « Les États-Unis, une puissance en transition ? L'Amérique de TRUMP et les enjeux stratégiques américains pour 2020 », École militaire, 17 et 18 octobre 2018.



Benoit RADEMACHER

- Intervention : Propos introductifs du Forum Économie de défense et des conflits, 25 octobre 2018.



Pierre RAZOUX

- Interview vidéo sur « FITNA – Simulation stratégique des conflits actuels au Moyen-Orient » et l'atelier wargaming de l'IRSEM dans le cadre d'une émission « Alinéa » mise en ligne fin septembre 2018, [sur le site télévisé trictrac.net](http://www.trictrac.net).

- Conférence sur « Les enjeux géopolitiques au Moyen-Orient : impacts pour la France », Centre des hautes études militaires (CHEM), 26 septembre 2018.

- Animation de l'atelier « FITNA – Simulation stratégique-Wargaming » de l'IRSEM, 27 septembre 2018.

- Présentation du wargame FITNA et de l'atelier wargaming de l'IRSEM à l'open de Paris des jeux d'histoire et de simulation stratégique, 29-30 septembre 2018.

- Animation d'un atelier wargaming stratégique centré sur le Levant au profit du Centre des hautes études militaires (CHEM), 1^{er}-2 octobre 2018.

- Conférence à HEC-Paris Saclay sur « L'évolution du paysage géopolitique mondial : quelques clés pour comprendre », 8 octobre 2018.

- Conférence à l'École de guerre sur « L'Iran dans son environnement régional », 9 octobre 2018.

- Participation au Conseil scientifique de l'IRSEM, 10 octobre 2018.

- Conférence à l'IHEDN Bourgogne sur « Où va l'Iran ? », Dijon, 11 octobre 2018.

- Animation de la table ronde sur « Les États-Unis au Moyen-Orient » dans le cadre du colloque international sur les États-Unis avant les élections de mi-mandat, organisé par Maud QUSSARD, École militaire, 17-18 octobre 2018.

- Participation au débat organisé par la Fondation Friedrich-Ebert sur l'évolution des politiques européennes à l'égard des foyers de crise, Paris, 23 octobre 2018.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Co-direction avec Éric FRÉCON (Asia Centre) et co-rédaction du numéro spécial « Asie du Sud-Est » de la revue *Monde chinois, nouvelle Asie*.

- « La Chine et l'Asie du Sud-Est. Vers un nouvel ordre régional ? », *Monde chinois, nouvelle Asie*, dirigé par Benoît de TRÉGLODÉ et Éric FRÉCON (Asia Centre), Éditions Eska, n° 54-55, 2018/2-3, 148 p.

- Invité de l'émission « Les enjeux internationaux », *France culture*, 23 octobre 2018.



Denis TULL

- Organisation et modération du séminaire « Corne de l'Afrique : nouvelle zone d'influence de l'axe saoudo-émirati. Incidences et perspectives régionales », 5 octobre 2018.

- Intervention sur « La coopération militaire au Mali », DGRIS, 9 octobre 2018.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ARMEMENT ET ÉCONOMIE DE DÉFENSE

Carl D. MILDENBERGER et Antoine PIETRI, « [How does size matter for military success? Evidence from virtual worlds](#) », *Journal of Economic Behavior & Organization*, n° 154, 2018, p. 137-155.

Dans cet article les auteurs proposent une nouvelle méthode pour appréhender la probabilité de victoire sur un champ de bataille en recourant au monde virtuel pour pallier le manque de fiabilité des données historiques (données manquantes, biais liés à l'interprétation de l'historien, phénomène du « vainqueur écrit l'Histoire »). Cet article mobilise des données issues de près de 20 000 batailles virtuelles dans EVE Online — un jeu vidéo en ligne massivement multi-joueurs. En effet, des travaux récents en psychologie montrent des liens entre les comportements des joueurs et leurs agissements réels. Ces données virtuelles offrent une granularité beaucoup plus fine que les données historiques permettant d'étudier les déterminants d'une victoire militaire. L'étude empirique suggère que le meilleur prédicteur de la probabilité de victoire est la différence relative des forces en présence (et non la différence absolue, ni le ratio). Cela contribue directement au débat sur la manière la plus adaptée de modéliser un conflit en économie et pourrait être adapté à l'étude des RAPFOR.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

QUESTIONS RÉGIONALES SUD

Cobus VON STADEN, Chris ALDEN, Yu-Shan WU, [In the Driver's Seat ? African Agency and Chinese Power at FOCAC, The AU and the BRI](#), *Johannesburg : South African Institute of International Affairs*, septembre 2017, 30 p.

Si le partenariat entre l'Afrique et la Chine a incontestablement conduit à une augmentation du commerce et de l'investissement au cours des deux dernières décennies, beaucoup d'observateurs africains restent préoccupés par l'asymétrie de ces relations. Les appels en faveur d'un renforcement du pouvoir de décision africain dans les interactions avec la Chine sont courants dans l'espace sino-africain.

Cet article soutient que pour que l'Afrique puisse accroître son *agency* — c'est-à-dire sa capacité à prendre des décisions indépendantes et à renforcer son pouvoir de négociation — le continent doit d'abord identifier la nature de ses propres intérêts dans sa relation avec la Chine. Que signifie *agency* dans cette relation et comment l'Afrique peut-elle améliorer sa position de négociation par rapport à la Chine ? Cet article explore ces questions en réfléchissant à la manière dont « l'agence » africaine a été conceptualisée dans le passé, et en comparant ces idées « d'agence » avec deux études de cas du monde réel : les relations de la Chine avec l'Union africaine, et les relations de l'Afrique avec la *Belt and Road Initiative* de la Chine.

Denis TULL
Chercheur Afrique de l'Ouest

QUESTIONS RÉGIONALES NORD

Robert R. ARNOLD, Jr., « *Curtail, Cooperate, or Compel in the South China Sea ?* », in David LAI, John F. TROXELL et Frederick J. GELLERT, *Avoiding the Trap: U.S. Strategy and Policy for Competing in the Asia-Pacific Beyond the Rebalance*, *Strategic Studies Institute and U.S. Army War College Press, United States Army War College Press, Carlisle Barracks, PA, 2018*.

Les États-Unis et la Chine sont en conflit direct sur les actions de chacun en mer de Chine du Sud et l'interprétation américaine de la liberté de navigation est le point le plus contentieux pour la Chine. Aussi, les États-Unis s'inquiètent de la possible volonté chinoise de restreindre la liberté commerciale de navigation dans le futur malgré les conséquences négatives que cela pourrait avoir sur la Chine comme sur les États-Unis. Pour l'auteur, trois alternatives s'offrent à l'administration américaine en termes de choix de politique étrangère : réduire (*curtail*), coopérer (*cooperate*) ou contraindre (*compel*).

La première alternative consisterait à arrêter les *Freedom of navigation operations* (FONOPS) mais à maintenir une présence militaire dans la région. Cela permettrait d'augmenter les engagements diplomatiques et économiques avec la Chine. Arrêter les FONOPS permettrait également aux États-Unis de gagner en flexibilité dans l'utilisation de leur puissance économique pour se concentrer sur d'autres priorités en Asie-Pacifique ou ailleurs (Corée du Nord, État islamique, Russie, dissuasion en Europe, Iran). Se concentrer sur les aspects diplomatiques et économiques de la relation avec la Chine améliorerait sans doute celle-ci, estiment les rédacteurs du rapport. Cependant, le

risque lié à cette option réside dans le fait que les États-Unis pourraient paraître faibles et que cela constituerait un message négatif envers les alliés et les adversaires. Aussi, les seuls volets diplomatiques et économiques ne sont pas forcément suffisants pour influencer Pékin et faire qu'elle cesse ses actions agressives en mer de Chine.

L'option de la coopération, mise en œuvre à travers tous les instruments de puissance nationale, consisterait à communiquer pour souligner les bénéfices mutuels pour les deux États. Il s'agirait de réitérer le respect et l'affinité des deux peuples, d'utiliser la diaspora chinoise et la culture pop chez les jeunes Chinois. La coopération militaire dans les domaines de l'antiterrorisme, du contre-terrorisme, de l'antipiraterie, de l'assistance humanitaire post-désastre (HADR), de la sécurité de la navigation maritime et de la recherche et du sauvetage serait le point de départ des efforts. Dans ce cas, les militaires américains auraient vocation à effectuer davantage d'actions de diplomatie. De plus, afin de faciliter la relation entre la Chine et l'ASEAN à propos du code de conduite, les États-Unis devraient ratifier la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) afin de montrer l'exemple. Toutefois, le risque inhérent à cette alternative serait ici l'absence de compréhension de cette politique de la part du gouvernement chinois, du Congrès et du peuple américain. Aussi, le risque est grand que la Chine perçoive ces mesures comme une tentative de la contenir. Enfin, il est possible que la Chine accepte dans un premier temps de coopérer mais dans le seul but de construire sa puissance et de défier les États-Unis lorsqu'elle sera plus forte.

La troisième et dernière option, celle de la contrainte, repose sur davantage d'actions coercitives prise à l'encontre de la Chine. Dans ce cas, les États-Unis châtieraient fréquemment et publiquement la Chine pour le harcèlement de ses voisins plus faibles et pour refuser l'arbitrage de la Cour permanente d'arbitrage. Diplomatiquement, il s'agirait de concentrer les efforts sur l'isolement de la Chine en construisant des coalitions internationales afin de poursuivre des actions économiques et militaires si nécessaires. Économiquement, il s'agirait de diriger et imposer des sanctions économiques multilatérales à la Chine pour affaiblir sa puissance financière. Cela aurait pour conséquence de limiter sa capacité à équiper ses forces militaires avec du matériel avancé. Sur le plan militaire, la présence américaine et celle de ses alliés dans la zone devrait être accrue avec les États-Unis à la tête d'une coalition multinationale pour patrouiller en mer de Chine. Dans ce cas et pour maintenir leur légitimité, les États-Unis ratifieraient la CNUDM. L'intérêt de cette option réside dans l'affichage d'un très fort leadership américain

et d'un soutien international. Cette option s'avère toutefois aussi hautement risquée car elle pourrait conduire à un conflit armé avec la Chine et être vue comme un défi à la souveraineté étatique et territoriale chinoise, qu'elle considère comme des intérêts vitaux. Cela pourrait pousser les États-Unis dans le piège de Thucydide et avoir des conséquences économiques très défavorables. De plus, si une guerre devait avoir lieu, elle ne serait pas soutenue par le Congrès ni par le peuple américain, estime l'auteur.

Ce dernier juge que l'option de la coopération, bien qu'à contre-courant des vues *mainstream* américaines et impopulaire chez les décideurs américains, doit être adoptée. Une base de coopération a déjà été posée grâce aux interactions économiques et à la participation chinoise dans les exercices militaires. Cela inclura la Chine dans un processus où elle est un acteur volontaire et égal. Pékin veut s'impliquer davantage dans le monde, pourquoi ne pas laisser faire ? Il sera plus facile d'influencer la Chine par l'exemple que par la coercition ou à travers un conflit militaire. Travailler ensemble avec la Chine augmenterait le standing américain sur la scène internationale et permettrait d'accroître le respect de son leadership et sa légitimité globale. Bien qu'elle semble difficile à faire accepter à l'administration TRUMP, cette option est pourtant davantage réalisable que sous les administrations précédentes. Le président TRUMP a en effet montré sa capacité à considérer des méthodes et des façons de penser non conventionnelles. Les États-Unis n'auraient rien à perdre et tout à gagner à poursuivre l'option de la coopération avec la Chine.

Arnaud SAINT-JEAN
Assistant de recherche

Ryan M. FINN et David B. MOORE, « A New U.S. Indo-Asia-Pacific Security Strategy », in David LAI, John F. TROXELL et Frederick J. GELLERT, *Avoiding the Trap: U.S. Strategy and Policy for Competing in the Asia-Pacific Beyond the Rebalance*, Strategic Studies Institute and U.S. Army War College Press, United States Army War College Press, Carlisle Barracks, PA, 2018.

Les pays de la région Indo-Asie-Pacifique ont tous des degrés de dépendance envers la Chine et quand celle-ci est couplée avec un écart de plus en plus grand en termes de capacités militaires, la possibilité pour ces pays à s'opposer à l'agressivité chinoise est diminuée. La Chine utilise cette situation comme levier dans ses accords économiques et de sécurité avec les pays de la région pour faire en sorte qu'il leur soit plus difficile de contrebalancer sa puissance en étant partenaire des États-Unis. L'instru-

ment militaire n'a pas été capable de dissuader la Chine de poursuivre la revendication de sa ligne en 9 traits (désormais 10) ou au-delà de la seconde chaîne d'îles. Il y aurait donc une réelle volonté chinoise de devenir l'*hegemon* régional, bien qu'elle prétende avoir des intentions de prospérité pacifique. De plus, quatre des « 4+1 threats », la Chine, la Corée du Nord, la Russie et les organisations extrémistes violentes, sont présentes en Asie-Pacifique.

Dans ce contexte, les auteurs estiment que les forces américaines sont d'une taille et d'une composition adéquates pour faire face à ces défis actuels. En revanche, la qualité des forces va compter de plus en plus. Les États-Unis devraient élaborer une politique nationale et une stratégie militaire commune pour répondre aux acteurs de l'Indo-Asie-Pacifique qui ne se conforment pas à l'ordre mondial accepté ou bien être prêts à accepter l'érosion de l'ordre mondial existant et la place prépondérante qu'ils y occupent. Les rédacteurs du rapport considèrent qu'il manque aux États-Unis une vision commune sur la manière de s'engager sous la ligne de conflit ou dans la « zone grise ». Afin d'y remédier, il s'agirait selon eux de maintenir une marge technologique insurmontable sur les potentiels compétiteurs, avec un avantage qualitatif plutôt que quantitatif et concentré sur le TMM (*trans-regional, multi-domain and multifunctional*) "threat of the future" ; inviter les alliés et partenaires régionaux, la Chine incluse, dans une architecture de sécurité élargie et régulièrement exercer et démontrer leur avantage qualitatif aux alliés et compétiteurs ; développer et mettre en place des réponses à l'utilisation par la Chine de stratégies de zone grise ; clairement déterminer où se situent les « lignes rouges » et démontrer la volonté et la capacité de les imposer ; accroître les *Freedom of navigation operations* (FONOPS) inopinées dans le respect des règles du droit international.

Pour mettre en œuvre ces mesures, les États-Unis auraient besoin d'envisager une stratégie commune, à l'heure où ils continuent de redistribuer des forces militaires dans le Pacifique Sud, qui imposera de multiples dilemmes stratégiques aux efforts chinois d'*Anti-Access/Area-Denial* (A2/AD). Cette nouvelle stratégie reposerait sur une allocation de 60 % des forces navales et aériennes dans la région Pacifique d'ici 2020 (au lieu de 60 % des seules forces navales, dans la prévision de 2012 pour 2024), avec 6 des 10 porte-avions dans le Pacifique et le passage de 150 à 180 navires dans la région. Estimant que les leaders chinois revoient probablement leur perception des États-Unis lorsque les intentions de Washington vont clairement de pair avec ses capacités, les auteurs suggèrent de combiner la dissuasion créée par le fossé qualitatif avec la

Chine avec des actions immédiates et de produire rapidement les technologies à utiliser sur le terrain, que la Chine ne peut pas immédiatement contrer. Il s'agit notamment des *unmanned underwater vehicle* (UUV) ou des capacités sous-marines non létales (*non-lethal undersea capabilities*). Face à la Chine, une solution pourrait notamment résider dans les méthodes d'escalation non létale, comme l'utilisation d'émissions électromagnétiques dirigées ou d'ondes sonores, pour dissuader les Chinois de patrouiller dans les eaux contestées. Les États-Unis devraient continuer de développer ces technologies pour un usage maritime et aérien dans la zone grise. Dans le même temps, les auteurs mettent en avant le *Code for Unplanned Encounters at Sea* (CUES) qui permet notamment de limiter les erreurs de calcul et les risques d'incidents en mer. Jugeant également que les solutions diplomatiques et économiques seraient plus coûteuses pour les États-Unis que pour la Chine, le rapport plaide en faveur de l'utilisation de ces capacités lors d'exercices avec les alliés et dans le cadre d'une augmentation des FONOPS. Ceci irait de pair avec la mise en place de rotations supplémentaires des forces américaines dans le Pacifique Sud, placées de manière stratégique et avec des supports logistiques pour soutenir une rapide agrégation ou désagrégation.

Enfin, l'aspect informationnel lié à une surconcentration américaine de moyens militaires dans la région devrait être synchronisé avec les instruments diplomatiques et économiques afin de les renforcer. Les alliés et partenaires des États-Unis devraient être inclus dans cette enveloppe de sécurité américaine sous forme d'architecture de sécurité collective dont la protection serait qualitativement et technologiquement supérieure pour longtemps.

Arnaud SAINT-JEAN
Assistant de recherche

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Marie de RUGY, *Aux confins des empires, cartes et constructions territoriales dans le nord de la péninsule indochinoise (1885-1914)*, Éditions de la Sorbonne, 2018, 312 p.

Tiré de sa thèse de doctorat, l'ouvrage de Marie de RUGY, agrégée d'histoire et chercheuse associée à Cambridge,

offre un regard croisé sur les pratiques cartographiques britanniques et françaises dans le nord de leurs possessions coloniales indochinoises (Birmanie, Laos et Tonkin).

S'appuyant sur un riche corpus de sources écrites, de cartes et de croquis d'époque, reproduits en couleur, l'auteur analyse les projets cartographiques coloniaux, de l'impulsion par les sociétés de géographie jusqu'aux relevés de terrain. Cette démarche permet de tempérer les idées reçues sur la géographie dans l'espace colonial. Loin d'être une « science de l'impérialisme », elle était tout autant animée par la curiosité scientifique que par l'intérêt politique, économique et militaire. La composante militaire est essentielle pour comprendre la cartographie coloniale car les topographes, souvent des officiers, se greffaient à des colonnes afin de procéder aux relevés en toute sécurité. De même, la cartographie représentait un espace de coopération entre la France et la Grande-Bretagne qui échangeaient leurs pratiques.

Par l'étude de la cartographie, Marie de RUGY permet d'éclairer toute une part de l'histoire coloniale, celle de l'arrivée des Européens dans des territoires nouvellement conquis. La volonté de dresser des cartes du nord de la péninsule indochinoise répond au manque de connaissances des colonisateurs. L'analyse met également en lumière la structuration de l'administration coloniale, que cela soit par la création des instituts de géographie en Birmanie et au Tonkin, que par la structuration et l'aménagement du territoire autour de nouvelles routes et divisions administratives.

La carte a aussi permis aux puissances coloniales de déployer leur stratégie d'influence sur les espaces encore indépendants. C'est ainsi le cas dans le royaume du Siam (actuelle Thaïlande). Formé en 1875 sur ordre du roi, le service cartographique siamois est entièrement encadré par des officiers topographes britanniques et français qui y exportent leur savoir-faire.

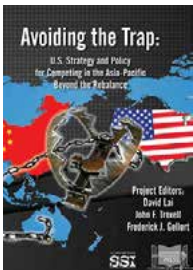
L'ouvrage de Marie de RUGY se démarque par son analyse du rapport des Européens aux populations et aux savoirs colonisés. N'ayant aucune connaissance des territoires qu'ils venaient de conquérir, les Britanniques et les Français se sont appuyés sur les cartes précoloniales birmanes ou vietnamiennes, dont un certain nombre sont reproduites. Les colonisateurs ont pu combler leurs lacunes cartographiques et comprendre jusqu'où s'étendait leur contrôle. Les Européens reprenaient à leur compte les revendications territoriales des royaumes qu'ils avaient vaincus. Objet de souveraineté, les cartes asiatiques ont vu leur production disparaître avec la colonisation.

Comme l'indique l'auteur, la colonisation ne signifie pas rupture politique, ni même culturelle, avec l'ordre précolonial. Elle le prouve avec justesse dans son analyse de la délimitation des frontières entre l'Indochine, la Birmanie, le Siam et la Chine. Fixées par traité avant d'être tracées sur le terrain, ses frontières n'ont pas été arbitraires. Les populations locales étaient consultées afin de retrouver les tracés historiques et maintenir la paix dans les zones frontalières en satisfaisant leurs revendications. Bien que ce ne fût pas toujours le cas, il s'agissait d'une pratique courante tant chez les Britanniques que chez les Français.

Ainsi, l'auteur estompe l'idée selon laquelle les frontières étaient inconnues et artificielles pour les populations colonisées. Au contraire, les frontières avaient depuis longtemps une réalité spatiale et politique au nord du Tonkin. Depuis le X^e siècle, les Vietnamiens avaient mis en place et cartographié une véritable séparation avec la Chine. Les Français se sont alors appuyés sur cette culture précoloniale de la frontière pour négocier avec Pékin.

Aux confins des empires donne un angle nouveau aux études sur les marges en Asie du Sud-Est continentale. Partant de la carte comme objet d'étude, l'ouvrage éclaire tout un pan de l'histoire militaire, politique et scientifique de la colonisation. Il permet de remonter à la source de la hiérarchisation moderne qui existe entre marges et centre en Birmanie, au Laos et au Vietnam. La cartographie coloniale, et l'aménagement territorial qu'elle sous-tend, a renforcé ce phénomène préexistant dans la région et que l'on retrouve encore aujourd'hui.

Victor GERMAIN
Assistant de recherche



David LAI, John F. TROXELL et Frederick J. GELLERT, *Avoiding the Trap: U.S. Strategy and Policy for Competing in the Asia-Pacific Beyond the Rebalance*, Strategic Studies Institute and U.S. Army War College Press, United States Army War College Press, Carlisle Barracks, PA, 2018.

La réflexion développée par les auteurs tout au long des quatorze chapitres qui composent le rapport s'articule autour de plusieurs questionnements : le président TRUMP va-t-il continuer la politique de l'administration précédente en changeant seulement de nom ? Si tel n'est pas le cas, quelle sera sa politique vers l'Asie-Pacifique ? Quels seront les nouveaux intérêts et priorités ? Le présent rapport de l'US War College annonce en introduction étudier la validité du rééquilibrage américain vers l'Asie-Pacifique, analyser les fins, trajectoires et moyens de la stratégie permettant d'atteindre les objectifs sécuritaires des États-Unis et de ses partenaires. Le rapport traite principalement de l'impact de la puissance grandissante de la Chine sur les objectifs des États-Unis et des États de l'Asie-Pacifique. Ce document développe enfin des recommandations quant à l'utilisation par les États-Unis de leur *soft power*, et liées à la Corée du Nord et du Sud, au Japon et aux Philippines.

Le point de départ de ce projet de recherche consiste à se demander si le rééquilibrage américain vers l'Asie-Pacifique était pertinent, puis si le processus a été correctement exécuté. À la première interrogation, les auteurs répondent indéniablement par la positive mais concèdent que la réponse à la seconde est moins certaine. Ceux-ci estiment que l'administration OBAMA a effectué une très bonne première phase mais n'a géré qu'une suite incertaine. Les États-Unis voulaient que la Chine s'accroisse pacifiquement et devienne un acteur responsable, or le rééquilibrage l'a conduite dans la direction opposée. Plusieurs raisons ont été pointées du doigt, telles que la perception par les États-Unis de la Chine comme une menace ou le refus de reconnaître que la politique du rééquilibrage était essentiellement tournée vers la Chine. Alors que l'enjeu majeur était la Chine, les États-Unis se sont concentrés sur l'obtention de soutien de la part des autres pays, sans forcément de succès. Le défi actuel pour l'administration américaine et les experts étant d'aller de l'avant, après ce rééquilibrage, la priorité serait à la construction d'une stratégie efficace. À cette fin, les rédacteurs du rapport postulent trois éléments constitutifs : *Strategic Goal* (assurer le leadership, la sécurité et la prospérité américains), *Strategic Task*

(contenir l'essor de la Chine à travers la compétition sans conflit) et *Strategic Vision* (l'économie en priorité, facilitée par la puissance militaire, tempérée par la diplomatie).

David LAI, John F. TROXELL et Frederick J. GELLERT introduisent dans le rapport la théorie de la transition de puissance mise en avant par Kenneth ORGANSKI qui considère que le compromis, l'arrangement, est une alternative au piège mortel de THUCYDIDE. Le rééquilibrage stratégique américain serait donc, à ce stade, un acte typique de la transition de puissance, tout comme les réponses chinoises. Le projet comprend alors quatre recommandations principales pour les États-Unis, qui sont : la création d'une stratégie Asie-Pacifique complète afin de guider l'ensemble des plans d'action du gouvernement américain ; l'augmentation de la puissance nationale à travers ses instruments pour s'assurer que les ressources et capacités existent pour remplir l'objectif stratégique (*Strategic Goal*) ; la création d'une initiative commerciale de partenariat post-trans-pacifique (*post-Trans-Pacific Partnership*) comme pierre angulaire de la dimension économique de la stratégie et la création et la conduite d'une nouvelle architecture sécuritaire régionale qui inclut la Chine tout en modernisant les actuelles alliances et partenariats.

Selon les auteurs, les États partenaires des États-Unis seraient soucieux du maintien d'un leadership américain dans la région pouvant contrer la puissance grandissante de la Chine. Et, loin de miser sur des mesures essentiellement militaires, les auteurs insistent sur la mise en œuvre de mesures diplomatiques et économiques et considèrent que le succès sur le long terme en Asie-Pacifique ne viendra que d'une coopération internationale efficace devant inclure la Chine. À cet égard, les États-Unis ne devraient donc pas contraindre l'essor responsable de la Chine mais contrôler cette montée en puissance tout en protégeant leurs intérêts nationaux et ceux de leurs partenaires. Enfin, assez critiques des choix effectués par l'administration TRUMP, les auteurs soulignent notamment les difficultés induites par les coupes budgétaires au département d'État et à l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) qui, par effet de compensation, augmentent les responsabilités dévolues aux militaires.

Arnaud SAINT-JEAN
Assistant de recherche

À VENIR

7 novembre : Céline MARANGÉ et MAUD QUESSARD organisent un séminaire intitulé « The Making of U.S. foreign policy toward Russia » en présence de Celeste WALLANDER qui dirige la U.S.-Russia Foundation à Washington après avoir été assistante spéciale du président OBAMA et directrice du département Russie-Eurasie du Conseil de sécurité nationale (2013-2017), ainsi que vice-secrétaire d'État à la Défense en charge de la Russie, de l'Ukraine et de l'Eurasie (2009-2012). Celeste WALLANDER est invitée à s'exprimer sur l'élaboration de la politique étrangère des États-Unis à l'égard de la Russie et sur les lignes de fracture au sein des élites politiques américaines concernant la Russie. Le colonel PELLISTRANDI, rédacteur en chef de la *Revue de Défense nationale*, se joindra à la discussion pour aborder les solutions envisagées aux États-Unis concernant la Syrie et les sanctions.



Côté IRSEM, Jean-Vincent HOLEINDRE et Édouard JOLLY seront parmi les intervenants de cette journée.

Les inscriptions et le programme complet seront bientôt disponibles sur le site internet de l'IRSEM.

29 novembre : Dans le cadre de l'Observatoire de l'Asie du Sud, la DGRIS, l'IRSEM et le programme Asie du Sud (SAProg) du collectif de chercheurs Noria organisent un séminaire intitulé « Political Violence and Radical Militancy in South Asia ». La journée est organisée autour de quatre présentations mobilisant une approche relationnelle et processuelle pour aborder les dynamiques d'entrée en violence en Asie du Sud. Discutés par des chercheurs basés en France et/ou travaillant sur des terrains français, ce détour par l'altérité vise à proposer un retour réflexif sur les dynamiques observables en Occident.

22-23 novembre : « Journées d'études Alain CLÉMENT, "Les économistes et la Première Guerre mondiale" ». Ce colloque est organisé à l'École militaire par le Laboratoire d'économie d'Orléans (LEO) et l'IRSEM, en partenariat avec l'association Charles Gide.

L'objectif de ces journées est de confronter et comparer le regard de différents économistes sur le premier conflit mondial, ses causes et ses conséquences économiques.

Ces journées seront organisées en la mémoire d'Alain CLÉMENT, professeur à l'Université de Tours et chercheur au Laboratoire d'Économie d'Orléans, qui avait initié, dans le cadre du séminaire de recherches PHILEO (séminaire philosophie, histoire et pensées économiques du Laboratoire d'économie d'Orléans), une série de conférences sur le thème.



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Novembre 2018

www.defense.gouv.fr/irsem

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM, Ouvrages publiés par les chercheurs, Événements, Actualité des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 13\)](#)

Questions régionales Nord, Questions régionales Sud, Armement et économie de défense, Défense et société

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 15\)](#)



[À VENIR \(p. 18\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Note de recherche n° 65

« [Les enjeux de l'élection de mi-mandat 2018 aux États-Unis](#) », par Maud QUESSARD, 8 p.

Cette note étudie l'impact des élections américaines de mi-mandat sur les orientations de la politique étrangère des États-Unis à l'horizon de la prochaine élection présidentielle de 2020. Dans un contexte marqué par une extrême polarisation, cette élection devrait avant tout refléter les préoccupations de politique intérieure des électeurs américains. L'impact de ces élections sur la politique étrangère américaine dépendra d'une victoire démocrate partielle (à la Chambre des représentants) ou totale au Congrès (à la Chambre basse et au Sénat). Dans les deux cas de figure, la priorité sera donnée par les démocrates au renforcement des enquêtes parlementaires en cours à l'endroit du Président. Ce dernier, gêné sur les ques-

tions de politique intérieure devrait, dans la grande tradition des présidences « impériales » américaines, reporter toute son attention sur les questions de politique internationale. Il pourrait ainsi renforcer l'*hubris* de ses décisions et la politisation des alliances, qui ont caractérisé ses deux premières années de mandat. En ce sens, pour les alliés comme pour les puissances concurrentes des États-Unis, une victoire démocrate ne serait pas nécessairement un atout pour favoriser leurs intérêts.



Note de recherche n° 66

« [Diffusion de l'information russe en Afrique. Essai de cartographie générale](#) », par Kevin LIMONIER, 21 p.

S'il est désormais largement étudié dans le monde occidental, l'appareil médiatique russe l'est beaucoup moins dans d'autres régions du monde, et notamment en Afrique. Or, au moment où la Russie semble vouloir reprendre pied sur ce continent, il est apparu comme nécessaire d'entreprendre un premier travail exploratoire du rôle que peut jouer ce pays dans l'espace informationnel africain, et notamment

dans les pays francophones. Cette note présente ainsi les résultats d'une étude quantitative menée sur la diffusion et la propagation des contenus informationnels produits par les agences russes RT (Russia Today) et Sputnik News.

Grâce aux données récoltées, il a été possible de dresser une première cartographie générale des logiques de circulation de ces contenus, de leurs relais, et des stratégies discursives utilisées par les divers acteurs en présence. Outre son utilité empirique pour comprendre l'état réel de l'implantation russe dans le champ informationnel africain francophone, cette note a également une vocation méthodologique, en explicitant les méthodes utilisées – au croisement de la géopolitique et de l'analyse Big Data.



Note de recherche n° 67

« [Les études sur le renseignement en France : généalogie, structuration et propositions](#) », par Jean-Vincent HOLEINDRE et Benjamin OUDET, 16 p.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, on observe une triple légitimation du renseignement en France :

par le contexte international, à travers les défis sécuritaires contemporains comme le terrorisme, la criminalité organisée, les manipulations de l'information ; par la réorientation des politiques publiques (débouchant notamment sur la loi Renseignement du 24 juillet 2015) ; et par l'évolution des perceptions au sein des populations, touchées par le phénomène terroriste. Ce contexte peut favoriser le développement des études sur le renseignement, qui ont peiné jusque-là à s'imposer en France. Le sujet suscite en effet un nombre croissant de travaux en sciences humaines et sociales, principalement en histoire, en droit et en science politique.

Cette note fait le point sur les études sur le renseignement en France, sans prétendre établir une cartographie exhaustive du champ. Elle s'organise selon trois axes : tout d'abord, une brève généalogie des études sur le renseignement sera proposée selon une perspective comparée entre le monde anglo-américain et la France. Puis quelques données sur la structuration du champ (publications, thèses, réseaux de recherche, internationalisation) seront présentées. Enfin, nous formulons dix propositions pour le développement des études sur le renseignement, notamment en matière d'enseignements, d'habilitations accordées aux chercheurs ou encore la création d'une revue spécialisée.

Nous plaçons également pour un rapprochement entre universitaires et praticiens effectué dans le strict respect de l'indépendance des sphères et dans le souci de la compréhension mutuelle. Le rôle de l'État et des pouvoirs publics est à cet égard fondamental pour donner l'impulsion et encadrer ce rapprochement.



Étude de l'IRSEM n° 60

« [L'activité de renseignement des groupes jihadistes](#) », par le COL Olivier PASSOT, 131 p.

La plupart des groupes armés, révolutionnaires, criminels ou terroristes, recourent à des pratiques qui s'apparentent aux techniques et procédures

de renseignement. Les groupes jihadistes ne font pas exception, dès lors qu'ils atteignent un certain niveau d'ambition et de sophistication. Ils y recourent à des fins défensives et offensives mais aussi pour exécuter des missions spécifiques. Ils ont mis en place des structures dédiées, plus ou moins développées en fonction de leur taille et de la complexité de leur organisation – les groupes transnationaux sont les plus inventifs dans ce domaine.

Cette étude se concentre sur la fonction renseignement des groupes armés jihadistes pratiquant des activités terroristes à l'échelle mondiale (État islamique et Al-Qaida), et de leurs émanations régionales ainsi que des organisations qui leur ont fait allégeance. Elle inclut des organisations opérant au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie. S'intéressant d'abord au cadre référentiel de l'activité de renseignement, elle s'appuie ensuite sur la description d'opérations terroristes emblématiques puis analyse les fonctions et missions assignées par les groupes terroristes à leurs structures de renseignement.



Étude de l'IRSEM n° 61

« [Améliorer la résilience psychologique des combattants et de leurs familles](#) », par le LCL Arnaud PLANIOL, 61 p.

Les forces armées françaises opèrent dans un contexte de plus en plus exigeant psychologiquement, ce qui

est source de traumatismes potentiels. Il apparaît d'autant plus nécessaire de réfléchir à la manière dont les armées pourraient améliorer la résilience psychologique des combattants et de leurs familles.

Cette étude a pour objectif de faire à la fois un point sur les actions de prévention mises en œuvre dans les armées françaises mais aussi de connaître le contenu et, si possible, « l'efficacité des actions et programmes d'amélioration de la résilience individuelle qui existent aux États-Unis », afin de pouvoir éventuellement s'en inspirer.

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES CHERCHEURS



Nathalie FAU, Benoît de TRÉGLODÉ (dir.), *Mers d'Asie du Sud-Est, Coopérations, intégration et sécurité*, CNRS Éditions, 2018, 394 p.

L'Asie du Sud-Est, espace géopolitique majeur, est une région à dominante maritime : l'espace marin y dépasse en superficie celui des terres émergées et sa situation exceptionnelle entre deux océans, Pacifique et Indien, lui confère un rôle central dans la circulation maritime mondiale. Loin d'être homogène et uniforme, cette étendue maritime se structure en sous-ensembles régionaux et l'ambition de ce livre est de prendre en compte cette diversité : il ne se focalise ainsi pas uniquement sur la mer de Chine méridionale mais traite également de la mer de Sulu-Sulawesi, de Timor et d'Arafura, du golfe du Tonkin, du détroit de Malacca ou encore du Triangle de Corail.

Mers et détroits ont toujours joué un rôle central et unificateur dans l'intégration spatiale de cette région. Mais l'intervention des puissances coloniales, et surtout la volonté des États après leur indépendance de protéger leur territoire national, ont contribué à l'émergence de différends frontaliers territoriaux et maritimes. Si la mer cristallise ces tensions, elle n'en demeure pas moins au cœur d'enjeux politiques, économiques, sociétaux et environnementaux et de nombreuses initiatives de coopération ont été entreprises : exploration et exploitation pétrolières et gazières, pêche, recherche marine, sécurité maritime, protection de l'environnement, opérations de sauvetage et lutte contre la criminalité...

Les riches études réunies dans cet ouvrage mettent en évidence le caractère transnational des questions maritimes en Asie du Sud-Est, et croisent pour la première fois la dimension sécuritaire et le poids des coopérations régionales.

ÉVÉNEMENTS

6 novembre : Séminaire des jeunes chercheurs.



Le 6 novembre dernier, s'est tenu à l'École militaire le premier séminaire Jeunes Chercheurs de l'année universitaire 2018-2019, sous la direction de Hervé Drévuillon (SHD) et de Jean-Vincent Holeindre (IRSEM).

Cette première séance a été introduite par une présentation succincte de tous les participants ainsi que des institutions représentées. Dans un second temps, les professeurs Hervé Drévuillon et Jean-Vincent Holeindre ont discuté le thème de « La guerre et l'État », central pour les doctorants soutenus par le ministère, qu'ils étudient le droit, la science politique, l'histoire ou la sociologie. Hervé Drévuillon a présenté la pertinence d'étudier la guerre et l'État selon une approche chronologique. Ayant suivi cette approche depuis la période moderne, il est venu à interroger la sociogenèse de l'État mobilisant pour ce faire les écrits de Charles Tilly et de Norbert Elias.

La transition a été faite avec la présentation de Jean-Vincent Holeindre sur la centralité de la question de la formation de l'État pour les politistes. Après un rappel historique des textes fondateurs de Machiavel et Hobbes, le séminaire a été l'occasion de discuter des définitions concurrentes et sans cesse renouvelées. Le renouveau des études sur la guerre a été aussi discuté à partir des travaux de Michael Howard et de John Keegan notamment. Des repères bibliographiques ont été partagés ainsi qu'un ensemble de bonnes pratiques afin de mener à bien la réalisation de son doctorat. Un calendrier des futures séances a été établi durant lesquelles les doctorants présenteront leurs travaux devant leurs collègues et des intervenants extérieurs.

Jules VILLA
Assistant de recherche

6 novembre : Visite de la Temasek Society de Singapour.



Délégation singapourienne
Mardi 6 novembre 2018
École militaire

Le 6 novembre, l'IRSEM a reçu une délégation de 20 officiers singapouriens accompagnés de l'attaché de défense à l'ambassade de Singapour en France. Cette visite, organisée par Benoît de Tréglodé, directeur du domaine « Questions régionales Sud », avait pour objectif de présenter l'IRSEM et la diversité de son expertise recherche sur des sujets d'intérêt pour la partie singapourienne. Durant cette rencontre, le directeur de l'IRSEM, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, est intervenu afin de présenter son rapport sur la désinformation publié en septembre 2018 en collaboration avec le CAPS (MEAE). S'en est suivi quatre présentations par des chercheurs de l'IRSEM : Barbara Jankowski a abordé la sociologie de défense, François Delerue la stratégie française de cyberdéfense, Pierre Haroche la politique européenne de défense et Denis Tull la politique française de contre-terrorisme au Sahel.

7 novembre : Conférence « The Making of US Foreign Policy toward Russia ».



Séminaire « The Making of US Foreign Policy toward Russia »
Mercredi 7 novembre 2018
École militaire - Paris

Le 7 novembre, l'IRSEM organisait, en collaboration avec l'ambassade des États-Unis, une conférence intitulée « The Making of US Foreign Policy toward Russia », autour de Celeste Wallander, présidente et fondatrice de la US-Russia Foundation. En tant qu'ancienne conseillère Russie-Eurasie au Conseil de sécurité nationale de l'administration Obama, Celeste Wallander a offert un éclairage circonstancié sur l'élaboration de la politique étrangère américaine à l'égard de la Russie et sur les alternatives aux orientations actuelles. Au lendemain des élections de mi-mandat, qui ont vu la Chambre des représentants passer à majorité démocrate, Celeste Wallander a notamment pu aborder avec ses trois discutants : Maud Quessard, Céline Marangé et le colonel Jérôme Pellistrandi, des problématiques relatives à la politique de l'administration Trump vis-à-vis de la Russie, aux sanctions contre celle-ci, au devenir du traité INF, à la Syrie, aux questions cyber ou encore au rôle du Conseil de sécurité nationale (NSC).

Arnaud SAINT-JEAN
Assistant de recherche

8 novembre : Lancement du livre *Security in Northern Europe: Deterrence, Defence and Dialogue*, dirigé par John Andreas Olsen.



Le 8 novembre 2018, s'est tenu à la résidence de l'ambassadeur de Norvège à Paris, le lancement du livre *Security in Northern Europe: Deterrence, Defence and Dialogue*, dirigé par John Andreas Olsen (RUSI, 2018). Cet événement était co-organisé par l'IRSEM (Pierre Haroche). Outre les auteurs, ont notamment participé aux échanges S. E. M. Rolf Einar Fife (ambassadeur de Norvège), François Heisbourg (IISS), Barbara Kunz (IFRI) et un représentant de la DGRIS. Les débats ont porté sur

les relations des pays du nord de l'Europe avec la Russie, l'évolution du lien transatlantique et les perspectives de coopération dans la région.

8 novembre : Séminaire de présentation de l'ouvrage de Bénédicte CHÉRON.



Le 8 novembre dernier, le domaine « Défense et société » de l'IRSEM a eu le plaisir d'accueillir Bénédicte Chéron lors d'un séminaire. Au cours de celui-ci, l'historienne a présenté son ouvrage *Le Soldat méconnu – Les Français et leurs armées : état des lieux* (Armand Colin).

Dans cet ouvrage, Bénédicte Chéron met en lumière le malaise qui est au cœur des relations civilo-militaires de la société française face à la nouvelle visibilité des armées dans la vie civile. Dans les derniers sondages, les Français affichent une confiance solide dans l'armée. Pourtant, les militaires, eux, se sentent mal compris par la population. Depuis la fin de la guerre froide, le corps militaire semble en effet avoir perdu sa fonction combattante, ce qui transparaît notamment dans le récit que font les médias de ses actions. Il se retrouve contraint d'endosser un rôle social d'encadrement de la jeunesse ou de sécurisation de la société. Cette nouveauté est notamment due à la difficulté de raconter les guerres dans lesquelles les armées françaises sont engagées, ou plutôt de faire comprendre aux Français la nature des « missions d'interposition ». L'identité épique du soldat est contrariée ce qui contribue à renforcer le malaise sociétal vis-à-vis du corps d'armée. Bénédicte Chéron s'intéresse également à la politique culturelle et aux opérations de communication de l'armée et à leurs conséquences en termes d'image et de symbolique. Derrière ces questions se cache aussi l'enjeu du récit du destin national. Cette présentation

a ensuite donné lieu à une discussion dynamique et constructive, animée notamment par la directrice du domaine, Anne Muxel.

9 novembre : Séminaire « India's Persian Dilemma » avec le professeur P. R. KUMARASWAMY.



Le professeur P. R. Kumaraswamy, de la prestigieuse Jawaharlal Nehru University de New Delhi, est venu s'exprimer sur *l'India's Persian Dilemma*. En tant qu'expert reconnu sur les relations entre l'Inde et le Moyen-Orient, son intervention fut l'occasion de revenir sur l'histoire des relations entre l'Inde et l'Iran, marquées par des intérêts stratégiques communs aux deux pays et la volonté de l'Inde de garantir sa sécurité énergétique. Alors qu'elle a annoncé sa décision de continuer à acheter du pétrole iranien en dépit des nouvelles sanctions américaines contre Téhéran, le professeur Kumaraswamy a pu aborder les nouveaux enjeux énergétiques inhérents à la complexité de la relation triangulaire Inde-Iran-Arabie saoudite et à la préoccupation de l'Inde de privilégier un équilibre entre ses différents partenariats bilatéraux.

Marie GONZALES
Assistante de recherche

12 novembre : Séminaire « The Sudans and their regional security environment » avec Kate Almquist KNOFF, directrice de l'Africa Center for Strategic Studies.



Kate Almquist Knopf, directrice du Centre d'étude stratégique de l'Afrique fondé par le Congrès pour l'étude des problématiques de sécurité du continent, est venue s'exprimer sur les Soudans et leur environnement régional de sécurité. Rappelant le rôle joué par les États-Unis dans le processus de paix entre les deux États, l'experte a exposé les prochains enjeux relatifs au conflit soudanais. Insistant sur les conséquences de ce dernier et sur l'importance de l'aide humanitaire, Kate Almquist Knopf a apporté un éclairage quant aux dynamiques régionales : si Juba s'est tourné vers l'Égypte, Khartoum a tiré profit de l'accord récent conclu entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Elle craint ainsi que l'accord de paix ne soit pas respecté, d'autant que le continent africain n'est pas l'une des priorités de la politique étrangère américaine dont les préoccupations demeurent centrées sur la Chine et la Corée du Nord.

Marie GONZALES
Assistante de recherche

22 novembre : Atelier Wargaming.



Le 22 novembre 2018, Pierre Razoux, directeur du domaine « Questions régionales Nord », a animé une session de l'atelier « Simulation stratégique-Wargaming » de l'IRSEM centrée sur la Syrie post-Daech. Cette séance très appréciée, qui a mobilisé une douzaine d'experts civils et militaires, d'étudiants et de chercheurs, a permis aux participants de mieux cerner les rapports de forces, les stratégies et les contraintes des principaux acteurs régionaux engagés aujourd'hui au Levant.

L'IRSEM est partenaire de l'organisation de la première convention française consacrée au wargaming professionnel et aux *serious games*, qui se tiendra le 3 décembre 2018 toute la journée à l'amphithéâtre Foch. Cette convention illustre l'intérêt marqué de l'institution militaire et du monde de la recherche académique pour cette activité pédagogique qui constitue désormais l'un des axes de recherche de l'IRSEM, à travers notamment l'atelier mensuel piloté par Pierre Razoux. Voir également la [note de recherche n° 47](#) sur le wargaming. *La Lettre* de l'IRSEM de décembre 2018 rendra compte de cet événement novateur qui s'inscrit dans la politique d'innovation du ministère des Armées.

22-23 novembre : Colloque *Journées d'études Alain Clément*, « *Les économistes et la Première Guerre mondiale* », École militaire.



Le Laboratoire d'économie d'Orléans (LEO) et l'IRSEM, en partenariat avec l'association Charles Gide, ont organisé un colloque intitulé : Journées d'études Alain Clément « Les économistes et la Première Guerre mondiale ». Ce colloque est référencé dans les événements scientifiques de la mission du centenaire.

Lors de ces deux journées, 14 intervenants – principalement des économistes, mais aussi des historiens, politistes et philosophe – ont apporté leur vision sur la manière dont la Grande Guerre avait changé la pensée économique de l'époque. Sur les deux jours, une quarantaine de chercheurs en tout ont ainsi pu échanger sur la manière dont la Première Guerre mondiale a influencé l'organisation économique (la question de la planification, notamment) et a structuré la pensée économique (vision du commerce international, critique des « réparations » associées au traité de Versailles) en France, et plus généralement en Europe.

Côté IRSEM, Jean-Vincent Holeindre et Édouard Jolly sont intervenus dans le cadre de ces journées d'études.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

23 novembre : Conférence de Patrick HAIMZADEH : « Le processus de la Conférence nationale en Libye : un outil inédit pour une sortie de crise ».

Patrick Haimzadeh, spécialiste de la Libye, conseiller pour le Centre Henri Dunant pour le dialogue humanitaire et chargé à ce titre de consultations publiques en vue de la préparation de la Conférence nationale en Libye, a présenté le 23 novembre 2018 à l'IRSEM la démarche entreprise pour parvenir à cet objectif, qui se veut un outil inédit et original en faveur d'une sortie de crise. Il était accompagné de Romain Granjean, directeur Afrique du Nord pour le Centre Henri Dunant.

Cette présentation a permis de comprendre le processus de préparation de la Conférence nationale, dont les résultats viennent d'être présentés au représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Libye. Il s'agit d'une démarche respectant la souveraineté de l'État libyen et fondée sur le principe de consultations inclusives, qui consistent en une série d'interviews et d'entretiens avec des représentants locaux de toutes natures.

Flavien BOURRAT
Chercheur Maghreb – Moyen-Orient

23 novembre : Table ronde sur l'Indo-Pacifique.



Le professeur Michito Tsuruoka de la Keio University (Tokyo) et le capitaine de vaisseau Keizo Kitagawa, directeur de la stratégie au Collège d'état-major des Forces d'autodéfense maritimes japonaises, ont été reçus à l'IRSEM pour présenter le concept japonais d'Indo-Pacifique, tant dans sa dimension politique pour le premier qu'opérationnelle pour le second. Cette présentation conjointe a souhaité souligner qu'il serait faux de réduire uniquement ce concept à une construction opportuniste en réaction à l'émergence maritime chinoise et aux

ambitions de l'initiative *One Belt, one Road* de Pékin. La personnalisation du concept, porté depuis 2007 par le Premier ministre Shinzo Abe, et sa déclinaison sous l'appellation *Free and Open Indo-Pacifique* (FOIP), en a fait un slogan volontiers perçu comme anti-chinois. Ceci explique d'ailleurs les réticences de certains partenaires du Japon, comme l'Inde ou la France, avec qui la marine japonaise coopère de plus en plus activement, à l'accepter et à l'intégrer dans leurs analyses stratégiques. Chacun aurait donc « sa » vision de l'Indo-Pacifique, y compris l'Australie ou les États-Unis qui ont intégré ce concept dans leur stratégie de sécurité et en font désormais un axe majeur de leur coopération maritime.

Marianne PÉRON-DOISE

Chercheuse Asie du Nord, stratégie et sécurité maritimes

26 novembre : Présentation du livre de Delphine Deschaux-Dutard, *Introduction à la sécurité internationale*.



Le 26 novembre, Delphine Deschaux-Dutard est venue présenter son livre, *Introduction à la sécurité internationale*, paru en octobre aux Éditions PUG.

L'ouvrage, qui dresse un panorama des principales approches théoriques de la sécurité internationale, de ses acteurs clés et de ses enjeux, expose les différents aspects de la sécurité (physique, économique, sanitaire, etc.), et propose une réflexion plus générale sur les notions de guerre et de paix.

Cette rencontre, organisée par Élie Baranets, a été suivie d'une fructueuse discussion.

29 novembre : Séminaire annuel de l'Observatoire de l'Asie du Sud.



Le 29 novembre 2018 s'est tenu le séminaire annuel de l'Observatoire de l'Asie du Sud, soutenu par la DGRIS et l'IRSEM, sur le thème de « Political Violence and Radical Militancy in South Asia ».

L'ancien ambassadeur Talmiz Ahmad a introduit la conférence en expliquant les enjeux de la radicalisation en Inde, puis le professeur G. S. Bajpai (National Law University de Delhi) a précisé ces enjeux en présentant plus spécifiquement le cas du Maharashtra. La matinée s'est conclue par une discussion sur les relations entre dictature, islam et radicalisation aux Maldives. L'après-midi a été l'occasion d'aborder la situation au Bangladesh par l'intervention du professeur Ali Riaz (Illinois State University), ainsi que les transformations du nationalisme baloutche avec Shakoor Ahmad Wani, doctorant à la Jawaharlal Nehru University de New Delhi.

Marie GONZALES
Assistante de recherche

30 novembre : Colloque DGSE-IRSEM sur les études de renseignement en France.



L'IRSEM et Interaxions, le cercle de réflexion de la DGSE, ont co-organisé le 30 novembre le 1^{er} colloque sur « Les études de renseignement en France ». Ouvert par le directeur général de la sécurité extérieure Bernard Emié et clôturé par le directeur de cabinet de la ministre des Armées, Martin Briens, cet événement fermé – sur lequel nous ne communiquons donc qu'a posteriori – a réuni plus de 150 personnes.

Praticiens et chercheurs, services français et étrangers, ont discuté successivement les sources, les modèles étrangers d'*Intelligence Studies*, la relation entre services de renseignement et chercheurs, et pour finir les conditions de l'émergence d'une école française d'études sur le renseignement.

Avec cet événement, deux publications récentes (l'Étude n° 60 du colonel Passot sur l'activité de renseignement des groupes jihadistes et la Note de recherche n° 67 de J.-V. Holeindre et B. Oudet sur les études de renseignement en France), un recrutement dédié et le lancement prochain d'un programme de recherche, l'IRSEM marque sa volonté de contribuer au développement des études sur le renseignement en France.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Élie BARANETS

- Conférence : « Journées géopolitique de Reims – Sécession », campus de Reims de Sciences Po Paris, « Les États-Unis font-ils sécession du monde ? », 16 novembre 2018.



COL Christian BARTHLEN

- Intervention, en tant que représentant du ministère des Armées, au *Georgia Defence and Security Conference* à Batoumi, Géorgie, 1^{er} et 2 novembre 2018.

- Participation au panel « L'interculturalité dans les objectifs opérationnels », colloque *L'interculturalité au prisme des actions militaires*, organisé par l'ENSOME avec le concours de l'IRSEM, École militaire, 28 novembre 2018.



Flavien BOURRAT

- Conférence pour la présentation du n° 40 de *Moyen-Orient* : « Algérie : un régime en panne, une société en éveil », *Controverses*, iReMMO, 14 novembre 2018.

- Participation à l'émission *Géopolitique, le débat*, consacrée à « L'Algérie, l'ouverture impossible », RFI, 30 novembre 2018.



Camille BOUTRON

- Conférence : « Du Pérou à la Colombie : les femmes ex-combattantes entre stéréotypes de genre et nouvelles subjectivités dans la construction de la mémoire » (en espagnol), Colloque international *Memorias de la violencia y post-conflicto en contextos periféricos*, organisé par l'Institut français d'études andines, Lima, Pérou, 24 et 25 octobre 2018.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Conférence sur la politique nucléaire américaine après la NPR 2018, Geneva Center for Security Policy, 21 novembre 2018.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Article : « La monarchie saoudienne et l'affaire Khashoggi », *Esprit*, n° 449, novembre 2018.



François DELERUE

- Participation en tant que rapporteur au panel « Prolifération, cyber stability and State responsibility », Forum sur la Gouvernance de l'Internet (IGF), UNESCO, Paris, 12 novembre 2018.

- Participation au [EU-China Cyber Expert Roundtable](#), Bruxelles, 17 novembre 2018.

- Intervention dans le cadre de la cérémonie d'inauguration de la plateforme « [Education, training, evaluation and exercise \(ETEE\)](#) » du Collège européen de sécurité et de défense, Bruxelles, 20 et 21 novembre 2018.



Juliette GENEVAZ

- Conférence : « La notion de sécurité nationale en République populaire de Chine », École normale supérieure, Lyon, 9 novembre 2018.

- Publication : « Hainan, avant-poste de Pékin en mer de Chine du Sud », in Benoît de Tréglodé et Nathalie Fau (dir.), [Mers d'Asie du Sud-Est. Coopérations, intégration et sécurité](#), CNRS Éditions, 2018.



Pierre HAROCHE

- Workshop sur la stabilité stratégique en Europe, organisé par Schuyler Foerster (CGST Solutions) et Jeffrey Larsen (Naval Postgraduate School, États-Unis), Bruxelles, 19 novembre 2018.

- Interview : « [L'Europe a-t-elle vraiment besoin d'une armée ?](#) », *Débat du jour*, RFI, 16 novembre 2018.

- Interview : « [La paix en Europe passe-t-elle par une armée commune ?](#) », *Cultures monde*, France Culture, 9 novembre 2018.

- Publication : « [Macron's "European army": why is everyone talking about it?](#) », *EUobserver*, 14 novembre 2018.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Présentation de l'ouvrage *La Ruse et la Force* à l'École de guerre, comité stratégie, 14 novembre 2018.

- Présidence d'un panel au colloque des Chercheurs sur le Moyen-Orient, Hôtel de Ville de Paris, 21 novembre 2018.

- Allocution d'ouverture aux journées d'études Alain-Clément « Les économistes et la Première Guerre mondiale », Amphithéâtre Moore, École militaire, 22 novembre 2018.

- Soutenance de la thèse de Pierre Bourgois, « Est-il l'un des leurs ? Francis Fukuyama et le néoconservatisme », Université de Bordeaux, 28 novembre 2018.

- Présidence d'une table ronde au colloque *Les études sur le renseignement en France*, organisé par Interaxions (DGSE) et l'IRSEM, 30 novembre 2018.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Interview sur le futur de la guerre, *Le Journal du dimanche*, 25 novembre 2018.

- Allocution d'ouverture et présidence d'une table ronde au colloque *Les études sur le renseignement en France*, organisé par Interaxions (DGSE) et l'IRSEM, 30 novembre 2018.



Édouard JOLLY

- Conférence inaugurale : « Aux origines de la Pax Americana – La Première Guerre mondiale comme transformation de l'économie globale », colloque *Les économistes et la Première Guerre mondiale*, École militaire, 22 novembre 2018.

- Conférence : « Philosophie de la guerre et théorie des conflits armés », organisée dans le cadre de l'atelier de philosophie 2018-2019, « La guerre », à l'Université de Bourgogne, Dijon, 30 novembre 2018.



Anne-Laure MAHÉ

- Participation au Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique, 5 et 6 novembre 2018.

- Organisation du séminaire « The Sudans and their regional security environment », avec Kate Almquist

Knopf, directrice de l'Africa Center for Strategic Studies, à l'IRSEM, 12 novembre 2018.



Céline MARANGÉ

- Conférence : co-organisation et modération de la conférence autour de Celeste Wallander (US-Russia Foundation), « The Making of US Foreign Policy toward Russia », avec Maud Quessard et le colonel Pellistrandi, École militaire, 7 novembre 2018.

- Présentation de sa recherche sur la culture stratégique russe dans le séminaire doctoral des départements d'études russes des universités Paris 8 et Paris 10, Nanterre, 15 novembre 2018.

- Séminaire : « Stratégies d'influence et guerres de l'information », avec les élèves officiers de Saint-Cyr, organisé avec Maud Quessard, IRSEM, 22 novembre 2018.



Anne MUXEL

- Obtention du [prix Émile Girardeau](#) de l'Académie des Sciences morales et politiques pour l'ouvrage qu'elle a co-dirigé avec Olivier Galland, *La Tentation radicale*, PUF, 2018.

- Publication : [Politiquement jeune](#), Éditions de l'Aube/Fondation Jean Jaurès, 2018. Cet ouvrage interroge les usages démocratiques contemporains dont les jeunes sont porteurs ainsi que les tensions, voire les paradoxes, qui sont à l'œuvre dans ce renouveau.

- Conférence : « La tentation de la radicalité politique : significations et limites », [19^e Journée de valorisation de la recherche de l'ENPJJ \(École nationale de protection judiciaire de la jeunesse\) « Violences politiques et citoyenneté des jeunes »](#), Roubaix, 15 et 16 novembre 2018.

- Participation au festival « [La chose publique](#) » organisé par la Villa Gillet, « Quelles sont les sources de la radicalité ? », avec Jean Birnbaum, Farhad Khosrokhavar et Olivier Galland, Lyon, du 15 au 24 novembre 2018.



Sophie PANEL

- Publication : avec Raül Magni Berton, « Alternation through death: is gerontocracy an equilibrium? *Political Research Quarterly*, vol. 71, n° 4, p. 75-988.



Marianne PÉRON-DOISE

- Organisation du séminaire « Regards croisés sur l'Indo-Pacifique » avec le professeur Michito Tsuruoka, Département de sciences politiques de l'Université Keio (Tokyo), et du capitaine de vaisseau Keizo Kitagawa, du Command and Staff College des Forces maritimes d'autodéfense japonaises, IRSEM, 23 novembre 2018.

- Présentation sur le thème « EU initiatives to Promote Maritime Domain Awareness and the Blue Economy » dans le cadre d'un *side-event* à l'occasion de la Conférence internationale sur l'économie bleue (Sustainable Blue Economy Conference) organisée à Nairobi (Kenya) du 26 au 28 novembre 2018.



Maud QUSSARD

- Publication : avec David Haglund, « How the West Was One: France, America, and the “Huntingtonian Reversal” », *Orbis Journal of World Affairs*, FPRI, automne 2018, 62:4, p. 557-581.
- Entretien avec Sophie Jacquin, « La militarisation de la diplomatie publique américaine », *Questions et débats, Défense Magazine*, n° 194, octobre 2018, p. 46-47.
- Publication : « [Les enjeux de l'élection de mi-mandat 2018 aux États-Unis](#) », *Note de recherche de l'IRSEM*, n° 65, 5 novembre 2018.
- Conférence : « Le soft power américain », *Questions stratégiques : Comprendre et décider dans un monde en mutation*, modéré par le général Paul Césari, CSFRS/ GEOSTRATEGIA, 6 novembre 2018.
- Séminaire : « L'impact des élections de mi-mandat sur les orientations de la politique étrangère des États-Unis », IRSEM, 6 novembre 2018.
- Conférence : co-organisation et modération de la conférence autour de Celeste Wallander (US-Russia Foundation), « The Making of US Foreign Policy toward Russia », avec Céline Marangé et le colonel Pellistrandi, École militaire, 7 novembre 2018.
- Séminaire : « Stratégies d'influence et guerres de l'information », avec les élèves officiers de Saint-Cyr, organisé avec Céline Marangé, IRSEM, 22 novembre 2018.
- Intervention : « Évolutions du processus décisionnel aux États-Unis », table ronde modérée par Jérôme Cathala, colloque Synopia *Quel avenir pour la décision collective en démocratie ?*, Assemblée nationale, 23 novembre 2018.
- Soutenance de thèse : membre du jury, thèse de Pierre Bourgeois, « Est-il l'un des leurs ? Francis Fukuyama et le néo-conservatisme américain », sous la direction de Patrick Chastenet, Université de Bordeaux, 28 novembre 2018.



Pierre RAZOUX

- Conférence : « Tsalal face à la guerre hybride », séminaire des généraux de l'Armée de terre aux Invalides, 14 novembre 2018.
- Accueil d'un groupe de stagiaires saint-cyriens pour des échanges autour du Moyen-Orient, 22 novembre 2018.

- Animation de l'atelier Wargaming, IRSEM, 22 novembre 2018.

- Conférence « La géopolitique du Moyen-Orient », séminaire sur le Moyen-Orient du collège de défense de l'OTAN, Rome, 28 et 29 novembre 2018.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Publication : avec Nathalie Fau (dir.), *Mers d'Asie du Sud-Est. Coopération, intégration et sécurité*, CNRS Éditions, 2018, 394 p.
- Conférence : « Viêt Nam, de la colonisation à nos jours », Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID), Genève, 12 novembre 2018.
- Conférence : « Nouvel ancrage international du Viêt Nam », colloque *Le Vietnam et la mondialisation : Économie et géopolitique – État des lieux et perspectives*, Sénat – Palais du Luxembourg, 1^{er} décembre 2018.



Denis TULL

- Présentation : « Security Sector Reform in Mali », dans le cadre de l'atelier « New approaches to delivering Security Sector Reform in Sub-Saharan Africa », organisé par EUISS et Banque mondiale, Paris, 14 novembre 2018.
- Présentation : « Intervenir au Mali », dans le cadre de la conférence « Quelle relation entre l'Europe et l'Afrique ? Regards croisés Allemagne France », organisée par l'IFRI, Friedrich-Ebert-Stiftung et German Development Institute, Paris, 16 novembre 2018.
- Présentation : « Stabilization in Mali », dans le cadre de la conférence : « Stabilization: For Whom and to What Ends ? », organisée par Bonn International Center for Conversion (BICC), Bonn, 20 novembre 2018.
- Accueil d'un groupe de stagiaires de Saint-Cyr et présentation des politiques de défense et de sécurité européennes envers l'Afrique de l'Ouest, 23 novembre 2018.

VEILLE SCIENTIFIQUE

QUESTIONS RÉGIONALES NORD

13 novembre : Séminaire « *Between Giants: The Sino-Indian contest for influence in the Indian Ocean* ».

L'Institut français de relations internationales (IFRI) a organisé le 13 novembre 2018 un séminaire intitulé « *Between Giants: The Sino-Indian contest for influence in the Indian Ocean* » autour de David Brewster, Senior Research Fellow au National Security College et co-auteur de l'ouvrage *India and China at Sea: Competition for Naval Dominance in the Indian Ocean*, Oxford University Press, 2017.

David Brewster a dressé un panorama de l'océan Indien en évoquant dans un premier temps les impératifs de Pékin de protection de ses routes maritimes et de ses ressortissants. Il a ensuite détaillé les aspirations de l'Inde pour l'océan Indien. L'Inde aspire à devenir la puissance dominante de cet océan et perçoit comme illégitime la présence des puissances extérieures, notamment celle de la Chine. Cette perception viendrait d'une forme de doctrine Monroe adoptée par Nehru et d'une attitude défensive de l'Inde, jadis envahie par la mer. Pour l'Inde, la menace principale et de long-terme réside dans le développement de la Chine dans son voisinage immédiat. À l'inverse, la Chine ne verrait en Delhi qu'un acteur secondaire du système international, derrière la Russie et le Japon. La Chine constaterait seulement une volonté de l'Inde de se construire une sphère d'influence dans l'océan Indien, accompagnée d'une emprise sur les plus petits États de la région. De façon générale, il y aurait un décalage complet dans la perception que l'Inde et la Chine ont l'une de l'autre. Enfin, David Brewster considère que ce phénomène de tensions laisse penser qu'il pourrait y avoir une nouvelle « guerre froide » au sein de l'Indo-Pacifique, d'une part entre l'Inde et la Chine dans l'océan Indien, d'autre part entre la Chine et les États-Unis dans l'océan Pacifique, chacune ayant cours indépendamment de l'autre. Cela s'accompagnerait d'une compétition pour le contrôle des petits États de la région dont certains, à l'instar du Sri Lanka, jouent difficilement la carte du non-alignement. À cela s'ajoutent les conséquences des investissements chinois de la *Belt and Road Initiative*, qui changent l'architecture de sécurité régionale puisque la Chine s'intéresse désormais directement à la sécurité interne des pays accueillant ses infrastructures.

Répondant aux questions d'Isabelle Saint-Mézard et de l'auditoire, David Brewster a souligné le fossé existant entre les ambitions de l'Inde et la capacité de ses institutions à les mettre en œuvre. Il a également rappelé que l'Australie sortait d'une période au cours de laquelle la Chine avait tenté d'interférer dans ses affaires internes. L'Australie est aujourd'hui particulièrement concernée par le Pacifique-Sud et y développe des alternatives économiques aux projets chinois mais s'intéresse également de plus en plus à l'océan Indien dans lequel l'Inde et le Japon construisent un Indo-Pacific Open Corridor.

Arnaud SAINT-JEAN
Assistant de recherche

QUESTIONS RÉGIONALES SUD

Nathaniel D. F. ALLEN, « *Assessing a Decade of U.S. Military Strategy in Africa* », *ORBIS*, 62:4, 2018, p. 655-669.

Si les récents propos du président Donald Trump ont pu rappeler que l'Afrique n'est pas la priorité de la politique étrangère américaine, l'engagement militaire des États-Unis sur la zone a été renforcé depuis les années 2000. À ce titre, Nathaniel D. F. Allen dresse un bilan de la stratégie militaire américaine en Afrique sur la dernière décennie, en exposant tant les réussites que les faiblesses et ambiguïtés de cette dernière. Doctorant à l'Université Johns Hopkins, il évoque un bilan stratégique mitigé : les actions militaires américaines en Afrique n'ont pas accru l'insécurité sur le continent mais n'ont pas véritablement contribué à sa stabilité.

Dans un premier temps, l'auteur compare la politique stratégique des États-Unis en Afrique durant la guerre froide à celle conduite depuis le début des années 2000. À cet égard, il montre que l'engagement militaire américain s'est globalement renforcé. En effet, le nouveau commandement permanent de l'AFRICOM a permis une augmentation du soutien logistique et humain : outre la base permanente installée à Djibouti, on compte une douzaine d'autres infrastructures, alors que l'AFRICOM compte 9 000 personnes (civils et militaires). De même, les stratégies du Pentagone sur le continent se sont diversifiées, notamment dans les domaines suivants : l'analyse et le partage du renseignement, l'usage des drones (déployés en Tunisie, au Niger, en Éthiopie et en Somalie notamment) et la surveillance aérienne au-dessus de l'Ouganda et du Burkina Faso. La stratégie militaire américaine actuelle en Afrique est surtout envisagée dans le cadre de la lutte contre le terrorisme pour laquelle les

opérations des forces spéciales jouent un rôle majeur, conformément à la stratégie d'empreinte légère définie en 2012. En ce sens, pour N. Allen, le seul point remarquable de la stratégie américaine de ces dernières années est le succès récent des opérations qui ont permis de contenir la propagation des groupes affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique, notamment en Somalie contre le groupe al-Shabaab (raids aériens en 2014 qui se sont soldés par la mort du leader Ahmed Abdi Godane), en Libye contre l'État islamique avec l'opération *Odyssey Lightning* en 2016 ou encore au Niger, au Cameroun et au Tchad.

Malgré ces quelques succès, la contribution américaine à la stabilité politique de l'Afrique demeure plus contestable selon l'auteur. En effet, critiquant le soutien américain, notamment financier, à des régimes répressifs (tels que ceux du Cameroun, de l'Éthiopie ou encore du Tchad), il considère que le renforcement de l'assistance militaire sur le continent africain ne peut plus se limiter à des réponses conjoncturelles visant à endiguer les menaces terroristes immédiates. Soutenant que l'aide économique apportée à des régimes autoritaires peut alimenter les risques terroristes, il propose une « politique de l'équilibre » entre les besoins sécuritaires d'urgence et la promotion d'une stabilité politique de long terme. À ce titre, il suggère un renforcement des capacités de l'AFRICOM dans le domaine de l'analyse et du renseignement, notamment par le recrutement d'experts régionaux, une amélioration de la coopération entre l'armée américaine et les armées africaines en matière de formation militaire et l'adoption d'une ligne de conduite visant à promouvoir les réformes du secteur de la sécurité et de la justice et le renforcement de l'État de droit.

Cette analyse pourrait ainsi s'inscrire dans les velléités du Congrès d'investir différemment sur le continent, en dehors de l'outil militaire, comme l'illustre la récente adoption par le Sénat d'un projet de fonds d'aide pour le continent, qui pourrait limiter l'influence croissante de la Chine et de la Russie.

Marie GONZALES
Assistante de recherche

ARMEMENT ET ÉCONOMIE DE DÉFENSE

Jonathan Markowitz, Christopher Fariss et R. Blake McMahon, « [Producing Goods and Projecting Power: How What You Make Influences What You Take](#) », *Journal of Conflict Resolution*, août 2018.

Cet article traite de l'effet des sources de revenus des États sur leur politique étrangère. Les auteurs montrent que plus un État est dépendant économiquement du territoire (par exemple, si les terres arables ou les ressources énergétiques constituent sa principale source de revenus), plus il est susceptible d'entrer en conflit territorial avec ses voisins. En revanche, les États dont l'économie est principalement orientée vers la production de biens et services tendent à entrer en conflit lorsque leur accès aux marchés est menacé : ils ont davantage tendance à être impliqués dans des conflits éloignés géographiquement, et investissent plus dans la marine que dans l'armée de terre (la marine étant peu utile pour conquérir ou défendre du territoire mais fondamentale pour sécuriser l'accès à certaines routes ou corridors maritimes). La démonstration s'appuie sur des données pour 170 pays sur la période 1816-2001, et tient indépendamment du niveau de développement économique de chaque État.

DÉFENSE ET SOCIÉTÉ

Luna K. C. et Gemma VAN DER HAAR, « [Living Maoist Gender Ideology: Experience of Women Ex-Combatants in Nepal](#) », *International Feminist Journal of Politics*, 19 novembre 2018.

Les études sur les femmes combattantes dans les conflits armés ont permis d'identifier les motivations de leur participation et ses implications pour l'*empowerment* des femmes au moment de la sortie de conflit. Les auteurs souhaitent contribuer à ces travaux à partir d'une analyse des luttes menées par les femmes combattantes pour l'égalité pendant et après le conflit armé au Népal. Des chercheurs ont en effet précédemment affirmé que l'émancipation féminine et la fin des discriminations de genre telles qu'elles sont prônées au sein de l'idéologie maoïste ont permis de rallier un grand nombre de femmes à l'Armée de libération du peuple (PLA). Au travers de récits reconstitués par des femmes ex-combattantes, les auteurs analysent leur engagement militant dans l'idéologie maoïste pendant et après le conflit. Ces récits montrent que malgré le discours d'égalité de genre au sein de la lutte armée, ces promesses d'égalité ne sont pas tenues au moment du retour à la paix, alors que les programmes de

réintégration ont poussé les femmes à reprendre leurs rôles traditionnels. À partir d'une perspective intersectionnelle, cet article montre comment les femmes ex-combattantes doivent faire face aux limites qui leur sont posées non seulement en raison de leur genre, mais aussi de leur caste et de toute autre forme de distinction sociale.

Camille BOUTRON

Chercheuse Sociologie du genre et des conflits



Benoît PELOPIDAS et Frédéric RAMEL (dir.), *Guerres et conflits armés au XXI^e siècle*, Presses de Sciences Po, 2018, 280 p.

Cet ouvrage offre au lecteur les clés de lecture nécessaires à la compréhension des conflits et de la violence contemporains. Chaque chapitre met en lumière un des aspects particuliers de la notion de guerre sous le prisme de l'actualité : le cyberspace, les guerres vertes, le nucléaire, le *lawfare*, les dépenses militaires, etc. L'ensemble dresse un panorama complet de la guerre telle que l'on se la représente traditionnellement : un affrontement entre plusieurs forces humaines. La guerre est expliquée comme un fait social, inévitable car portée par l'espèce humaine, à appréhender scientifiquement et non émotionnellement.

Pour ce faire, le livre a été divisé en quatre parties, complétées par des entretiens. La première partie, « Circonscrire la guerre et la conflictualité », permet de définir et de cadrer le sujet : la guerre et ses effets. On y apprend que le nombre de conflits armés augmente depuis 2012, après une relative accalmie entre 2000 et 2010 ; que la Première Guerre mondiale a eu lieu car les acteurs de l'époque étaient convaincus de son caractère inévitable en raison de leur perception biaisée de leur environnement ; que la guerre, paradoxalement, a pu avoir par le passé des répercussions positives sur le statut social des vétérans ; et que le changement climatique agira comme « multiplicateur de menaces » en fragilisant le lien entre la biosphère et la société.

La deuxième partie, « Techniciser les combats », aborde les aspects plus techniques et technologiques de la guerre : budget, nucléaire et soldat augmenté. Ainsi, la fin du cycle baissier des dépenses militaires dans le monde depuis les années 2010 est expliquée par l'éclatement de plusieurs conflits armés majeurs et l'expansion mondiale de la demande d'armes ; les effets positifs de cette augmentation sur l'économie sont remis en question. Benoît Pelopidas tire la sonnette d'alarme quant à la nature même des armes nucléaires : leur capacité de destruction et leur rapidité « a rendu impossible toute forme de processus démocratique et transformé tout dirigeant d'un État nucléaire en une forme de despote ». Enfin, les technologies de l'augmentation humaine soulèvent des interrogations éthiques (inviolabilité du corps humain), sociales (un accroissement des inégalités entre augmentés et les autres) ou encore sanitaires (risques d'interactions inattendues avec les structures inorganiques et les organismes vivants).

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Nan TIAN et al., *Military Expenditure Transparency in Sub-Saharan Africa*, Stockholm International Peace Research Institute, SIPRI Policy Paper n° 48, novembre 2018.

Le SIPRI vient de publier un rapport sur les dépenses budgétaires dans le domaine de la défense dans les pays de l'Afrique subsaharienne et la question de la transparence.

Les dépenses militaires ont d'importantes conséquences sur la sécurité et, notamment dans le contexte de l'Afrique subsaharienne (ASS), elles peuvent avoir des effets considérables sur le développement. Les dépenses dans le secteur militaire doivent donc faire l'objet d'un examen attentif en tenant compte de considérations liées à la transparence de l'information par les entités gouvernementales, tant en interne que dans le cadre de leurs relations avec le public. Toutefois, les décisions concernant les dépenses militaires sont souvent classifiées et peuvent s'appuyer sur des politiques de sécurité non fondées.

Le rapport du SIPRI non seulement trace les tendances générales dans les pays africains en ce qui concerne la publication de données par les gouvernements, la possibilité de l'accès à ces informations, etc., mais il contient aussi des données intéressantes sur l'évolution des dépenses militaires entre 1966 et 2017. Il en ressort que le Mali est le pays qui a le plus augmenté ses dépenses militaires entre 2014 et 2017, avec une augmentation de 152 %, suivi du Gabon (63 %) et du Niger (61 %).

Denis TULL

Chercheur Afrique de l'Ouest

La troisième partie, « Localiser les combats », résume les enjeux et les potentialités de chaque théâtre potentiel de conflit : l'espace aérien, l'espace maritime, le cyberspace et l'espace. Un chapitre sur le renseignement et la surveillance revient sur les différentes techniques de contrôle de ces espaces et un chapitre final présente la Grande stratégie comme un moyen de penser l'ensemble de ces espaces pour proposer un récit cohérent de soi et du monde.

La quatrième et dernière partie, « Contenir la guerre et la conflictualité », contient quatre chapitres. Adrien Estève explique comment le droit est utilisé stratégiquement par certains acteurs dans le but de faire avancer une cause ou de bénéficier d'un avantage sur leurs adversaires (*lawfare*). Puis est questionnée l'efficacité systématique des mouvements pacifistes pour stopper les conflits. Didier Bigo décrit ensuite la réponse de la France au terrorisme : le gouvernement utilise une rhétorique militariste, mais la réaction a surtout été judiciaire avec le renforcement du couple police-justice. Pour finir, il est fait état de l'histoire des opérations de maintien de la paix de l'ONU et de leur capacité d'adaptation aux terrains où elles sont déployées.

On regrette que l'ambition portée par la conclusion – une nécessité pour les études de la guerre de « changer d'ontologie et de considérer le monde non humain comme autre chose qu'une simple source d'énergie ou un facteur de production », c'est-à-dire de prendre en compte la prééminence totale de l'enjeu du changement climatique par rapport aux autres enjeux – n'ait pas servi de boussole à la conception de l'ouvrage. En effet, celui-ci, à l'exception du chapitre de Daniel Compagnon et du débat entre Bruno Latour et le général Desportes, aborde des sujets modernes et pertinents, mais sans les subordonner à cet enjeu supérieur. Ainsi, malgré l'affirmation de la nécessité de changer de paradigme, les auteurs n'ont pas eux-mêmes sauté le pas.

Néanmoins *Guerres et conflits armés au XXI^e siècle* reste un ouvrage éclairant destiné à un public intéressé, qui permettra aux citoyens de débattre en connaissance de cause d'enjeux particulièrement saillants dans le débat public actuel, comme la violence, le terrorisme ou les interventions de la France à l'étranger.

Alice ROUQUETTE
Apprentie recherche



Charlotte Thomas, *Pogroms et ghetto. Les musulmans dans l'Inde contemporaine*, Karthala, 2018, 330 p.

Tiré de sa thèse, l'ouvrage de Charlotte Thomas, directrice du programme Asie du Sud (SAProg) du collectif de chercheurs Noria, analyse la situation de la minorité musulmane indienne au

prisme du quartier de Juhapura dans la ville d'Ahmedabad, la capitale du Gujarat. Cette échelle locale permet une meilleure compréhension de l'Inde contemporaine car, comme l'indique l'auteur, « regarder Juhapura, c'est regarder l'Inde de Narendra Modi » (p. 18). S'appuyant sur de nombreux témoignages d'habitants, collectés durant un long travail de terrain immersif, Charlotte Thomas dresse une analyse microsociologique de Juhapura et dégage les dynamiques qui travaillent le secteur. Quartier défavorisé créé dans les années 1970 qui hébergeait les victimes d'une crue, Juhapura s'est progressivement constitué en zone de sécurité pour les musulmans fuyant les violences orchestrées par la majorité hindouiste. Plusieurs émeutes antimusulmanes ont initié le mouvement en 1969 et 1985.

Inédit par sa violence (2 000 morts et 150 000 déplacés) et sa durée (6 mois), le pogrom de 2002 a poussé les musulmans d'Ahmedabad à rejoindre Juhapura. Ce regroupement était perçu comme la seule protection pour les victimes qui faisait face à une société hindoue hostile ou indifférente à leur sort. L'auteur décrit cette minorité comme une « communauté de souffrance », c'est-à-dire un groupe qui partage un même sentiment d'insécurité, les musulmans de Juhapura ont dû s'organiser pour recréer un espace de vie dans un quartier délaissé par la municipalité. Pris entre le prosélytisme religieux des ONG islamiques qui échangent adhésion à l'islam réformé contre protection et l'abandon par la municipalité, les habitants se sont progressivement auto-organisés et ont ainsi complètement transformé leur quartier. Dans le début des années 2000, l'implantation de musulmans aisés a entraîné un phénomène de gentrification de Juhapura qui, de ghetto, tend aujourd'hui à se transformer un quartier ethnique huppé.

L'ouvrage de Charlotte Thomas offre une excellente analyse de la dynamique de la violence collective, tant dans sa motivation que ses conséquences sur les victimes. Le pogrom de 2002 a été orchestré par le Bharatiya Janata Party (BJP), alors à la tête du Gujarat et aujourd'hui de l'Inde, afin de souder les populations hindoues contre un ennemi commun en vue

d'élections à venir. Les autorités locales ont alors soutenu les émeutiers en leur fournissant des listes de musulmans à cibler mais aussi des armes. S'appuyant sur les analyses de Jacques Sémelin sur les usages politiques de la violence de masse, l'auteur estime que le but n'était pas de détruire la communauté musulmane, mais de la soumettre. Un objectif atteint puisque celle-ci a dû se regrouper et est traumatisée des émeutes de 2002.

L'auteur se penche enfin sur la question de l'information dans la propagation de la violence collective lors des émeutes de 2002. Les rumeurs et la manipulation des faits par les journaux en langue gujaratie ainsi que par le pouvoir local ont entretenu et accentué la dynamique du pogrom. Les musulmans étaient alors décrits comme la cinquième colonne du Pakistan cherchant à soumettre la majorité hindoue. De même, l'ampleur des violences étaient tues au niveau local, empêchant ainsi toute médiatisation du sort des victimes et donc toute aide extérieure. Seuls les médias nationaux anglophones ont relaté la réalité du pogrom. Ceux-ci ont alors été accusés par les autorités du Gujarat de désinformation. En 2002, l'actuel Premier ministre de l'Inde était le ministre en chef du Gujarat, analyser sa gestion du pogrom et de l'État permet de mieux comprendre sa politique nationale. Ainsi, il a entrepris de stigmatiser les musulmans et de leur refuser toute aide, notamment en n'aménageant pas Juhapura. Toutefois, son suprématisme hindou s'est arrêté aux intérêts économiques du Gujarat. Il a cherché à coopter de riches musulmans après 2002 afin de donner une bonne image de l'État et attirer des investissements du Golfe.

Pogroms et ghetto de la politiste Charlotte Thomas offre un éclairage novateur sur la situation actuelle de l'Inde du Premier ministre Narendra Modi. L'ouvrage par son ampleur n'est pas seulement un travail monographique de première main mais il permet également de mieux comprendre dans son ensemble la dynamique des violences de masse au sein du sous-continent indien.

Victor GERMAIN
Assistant de recherche



Mati Ben-Avraham, *Métamorphoses d'Israël depuis 1948*, Ateliers Henry Dougier, coll. « Métamorphoses », Paris, 2018, 134 p.

Douze récits, douze voix, douze personnalités : il s'agit là, comme le dit l'auteur, d'un livre « d'histoires » et non « d'histoire », racontées par des

militaires, des politiques, des intellectuels et des citoyens. Dans cet ouvrage, Mati Ben-Avraham, journaliste indépen-

dant à Jérusalem et coauteur de l'ouvrage *Les Israéliens, hypercréatifs !*, se propose de retracer ce qu'il nomme les métamorphoses d'Israël, c'est-à-dire les événements politiques, religieux, militaires, sociaux et culturels qui ont marqué l'édification de la nation depuis 1948. À cet égard, les témoignages permettent de parcourir la vie politique mouvementée d'Israël, et donnent également un éclairage intéressant sur la fracture politico-religieuse qui a rythmé l'histoire de l'État hébreu. L'ouvrage est ainsi structuré chronologiquement : si les premiers affrontements sur la route assurant le ravitaillement de Jérusalem-Ouest sont présentés comme les véritables « racines du pays », les récits sur la guerre des Six-Jours et celle du Kippour offrent le point de vue selon lequel les événements militaires ont mené à l'irruption, sur la scène politique, du courant messianique juif ainsi qu'à l'assassinat de Yitzhak Rabin. Explorant les conséquences de la crise financière et économique des années 1983-1985, l'ouvrage conclut finalement sur l'importance grandissante prise par la thématique de l'identité nationale au sein des débats politiques et sociaux.

En donnant la parole à douze personnalités relatant leur expérience, le livre donne un aperçu original et très vivant de la société israélienne de l'intérieur afin d'appréhender ce pays du Proche-Orient, en apparence si connu, autrement qu'au seul prisme du conflit israélo-palestinien. Même si les fonctions et rôles de chacune des personnalités sont à garder en mémoire durant la lecture afin de saisir le parti pris des propos, la construction de l'ouvrage révèle l'évolution d'Israël par le témoignage de ceux qui ont participé directement à son histoire.

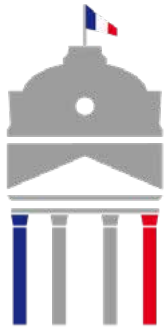
Marie GONZALES
Assistante de recherche

À VENIR

12-13 décembre : Colloque international *La sociologie militaire : un état des lieux.*

Les 12 et 13 décembre, l'IRSEM (Institut de recherche stratégique de l'École militaire) en partenariat avec le CREC Saint-Cyr (Centre de recherche des Écoles de Coëtquidan), le CREA (Centre de recherche de l'École de l'Air) et l'AFS (Association française de sociologie) organisent au sein de l'École militaire à Paris un colloque international intitulé « La sociologie militaire : un état des lieux ».





IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Décembre 2018

www.defense.gouv.fr/irsem

[VIE DE L'IRSEM \(p. 2\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM, Événements,
Actualité des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 11\)](#)

Questions régionales Nord, Armement et économie de
défense, Défense et société

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 12\)](#)



[À VENIR \(p. 13\)](#)

Meilleurs Vœux

Happy New Year



VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Étude de l'IRSEM n° 62

« [Le Gazoduc Nord Stream 2. Enjeux stratégiques et politiques](#) », par Céline MARANGÉ, Angélique PALLE, Sami RAMDANI, 47 p.

Projet controversé, le gazoduc Nord Stream 2 doit relier à l'horizon 2020 la Russie à l'Allemagne en passant par la mer Baltique. En doublant la capacité du gazoduc Nord Stream 1, il devrait permettre à Gazprom, une compagnie fortement intégrée à l'État russe, de pérenniser ses approvisionnements de gaz en Europe occidentale. Source de division au sein de l'Union européenne (UE), le projet rencontre aussi une forte opposition des États-Unis. Quels arguments ses détracteurs font-ils valoir pour le faire échouer ? Dans quelle mesure porte-t-il atteinte à la stratégie de diversification énergétique prônée par l'UE ? Quelles contraintes internes et externes et quels objectifs géopolitiques conduisent Gazprom à vouloir consolider son accès au marché européen ? Quelles conséquences aura à moyen terme pour l'Ukraine la création de voies alternatives au transit traditionnel par ce pays ? Enfin, quelles positions arborent les pays riverains de la mer Baltique concernant ce projet ? Riche-ment illustrée, l'étude s'attache à répondre à toutes ces questions de façon impartiale et dépassionnée.



Étude de l'IRSEM n° 63

« [Le Rôle des armées dans la fonction « Intégration » de l'État](#) », par Barbara JANKOWSKI, 107 p.

En France, depuis plus d'une décennie, on s'interroge de manière récurrente sur le devenir de la cohésion nationale et sur la pérennité du modèle républicain d'intégration, notamment parce que les instruments de l'intégration sociale ne fonctionnent plus aussi bien que par le passé. Les armées ont cherché à faire le point sur leur rôle dans ces processus et sur ce que l'on pourrait attendre d'elles en cas de désintégration sociale accrue. Dans un premier temps, l'étude évalue les facteurs susceptibles de modifier les caractéristiques de la population française dans les vingt ans à venir et envisage les conséquences possibles sur les mécanismes d'intégration. On y précise également les concepts d'intégration et de cohésion sociale ainsi que les éléments qui peuvent affecter ces deux processus, tels qu'ils sont appréhendés par la communauté des chercheurs en sciences sociales. L'étude s'interroge ensuite sur l'inscription de la fonction « intégration » dans le corpus des textes qui encadrent les missions et les activités des armées et détaille l'expérience des armées en matière d'intégration et d'insertion sociale, deux domaines qui interagissent largement. Pour terminer, on y examine la manière dont les militaires et les acteurs civils appartenant à des institutions impliquées dans les processus d'intégration conçoivent le rôle des armées face aux failles de l'intégration sociale, en complément des missions qui leur incombent déjà.



Étude de l'IRSEM n° 64

« [Impact des nouveaux modèles économiques industriels sur les équipements des armées](#) », par Antoine PIETRI et Benoît RADEMACHER, 103 p.

Cette étude traite de l'impact de l'évolution des environnements technologique et stratégique sur les cycles de vie des équipements des armées. Deux grandes tendances ont été identifiées : une amélioration exponentielle des technologies accompagnée d'une forte dualité des équipements et une croissance des coûts des équipements militaires (EM) le long de leur cycle de vie. Cette étude analyse en particulier la stratégie consistant à revendre un EM avant que sa durée de vie opérationnelle ne se termine. Si cette stratégie présente des avantages tels que la modernisation des parcs, la réduction de la sur-spécification de certains EM, la dynamisation de l'industrie de défense française et le maintien des compétences stratégiques, elle demeure cependant risquée en termes d'interopérabilité, au niveau des besoins induits en formation des personnels, et peut impliquer la création de nouveaux concurrents internationaux (notamment avec le développement des *offsets*).

ÉVÉNEMENTS

3-4 décembre : Colloque international *Les acteurs religieux dans les relations internationales*.



Les 3 et 4 décembre 2018 ont eu lieu des journées d'étude rassemblant des chercheurs internationaux autour du fait religieux dans la discipline des relations internationales. Accueillant de nombreux chercheurs et doctorants de l'École pratique des hautes études, ce colloque était organisé par le CERI (Sciences Po) et l'IRSEM.

La première journée, tenue au CERI, a eu pour fil directeur l'étude des rôles des acteurs religieux sur la scène internationale. Les différents panels ont étudié les enjeux politiques des religions monothéistes principalement : idéologies sionistes, diplomatie du Saint-Siège, doctrines chrétiennes et islam dans les relations globales. D'autres acteurs ont été analysés, tels que l'UNESCO mais aussi des ONG, notamment dans la coopération internationale bouddhique.

Introduite par un discours de Jean-Vincent Holeindre, directeur scientifique de l'IRSEM, la seconde journée, à l'École militaire, s'est focalisée sur les enjeux et les concepts, notamment la religion comme source de pouvoir ou de conflits, la religion comme contestation, et les acteurs religieux comme agents de paix.

Maïlys PÈNE
Assistante de recherche

3 décembre : Serious Game Forum.



L'IRSEM a soutenu et participé au premier Forum français consacré au *wargaming* professionnel et aux *serious games* qui s'est déroulé à l'École militaire (amphithéâtre Foch) le 3 décembre 2018, à l'initiative de l'association Serious Games Network France. Ce Forum international, organisé pour la première fois en France, illustre l'intérêt marqué de l'institution militaire et du monde de la recherche académique pour cette activité pédagogique qui constitue désormais l'un des axes de recherche de l'IRSEM, notamment à travers l'atelier mensuel piloté par Pierre Razoux, directeur du domaine « Questions régionales Nord ». Outre la présentation de Pierre Razoux, plusieurs des meilleurs experts mondiaux du *wargaming* (Philip Sabin, Tom Mouat, Sara Ulrich) ont pu faire profiter l'assistance de leur vaste expérience en matière de conception de wargames et de simulations stratégiques. Près de 200 participants français et européens issus du monde militaire, institutionnel, universitaire, associatif et économique ont pu échanger sur leurs pratiques et leurs attentes concernant ce type d'outil à la fois pédagogique, prospectif et innovant. Ils ont pu se familiariser avec plusieurs dizaines de wargames présentés sous forme d'ateliers thématiques, et assister à la restitution de trois *serious games* conçus par des étudiants de Sciences Po au profit de la Croix-Rouge. Cette première édition très réussie clôturée par le général Carmona, directeur-adjoint de l'IHEDN, ouvre la voie à une seconde édition plus ambitieuse l'année prochaine.

Pierre RAZOUX
Directeur de recherche

3 décembre : Présentation de Cécile Fauconnet dans le cadre de la session « Pimp my Ph.D. » du séminaire « Conflits et économie de défense ».

Le principe est le suivant : un doctorant – Cécile Fauconnet – présente un article/chapitre de sa thèse et a deux « discutants bienveillants » qui ont pour mission de proposer des modifications de fond/des références oubliées dans le but d'améliorer significativement le travail du candidat.

Cécile Fauconnet a présenté un travail de recherche intitulé : « Major R&D Firms: How do Defence Innovative Activities Contribute to their Arms Sales? » (en collaboration avec François-Xavier Meunier). Les auteurs ont réalisé une étude sur les 2 000 plus grandes entreprises innovantes entre 2011 et 2015 en distinguant celles qui appartiennent à la base industrielle et technologique de défense. Les premiers résultats tendent à montrer l'existence d'un lien positif entre le caractère innovant des firmes (déterminé à partir des brevets détenus) et leur performance économique. Les deux discutants bienveillants étaient Lorenzo Cassi (Paris School of Economics, Université Paris 1) et David W. Versailles (Paris School of Business). Ils ont apporté un grand nombre de remarques constructives qui aideront Cécile Fauconnet dans la suite de sa (prometteuse) thèse.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

6 décembre : Séminaire Afrique, « Mouvement d'autodéfense au Burkina Faso. Diffusion et structuration des groupes Koglweogo », avec Romane Da Cunha Dupuy et Tanguy Quidelleur.



Pays en pleine transition politique à la suite de la révolution populaire de 2014, le Burkina Faso connaît depuis une dégradation de sa situation sécuritaire dans un contexte marqué par la menace de la mouvance islamiste au nord du pays. Dans ce contexte de bouleversement sociopolitique, des groupes d'autodéfense se désignant comme Koglweogo, « les gardiens de la brousse », font leur apparition au cours de l'année 2015. Le mouvement se diffuse dans une large partie du pays et se fait connaître pour les châtimements violents qu'il inflige aux voleurs et délinquants présumés. La présentation résumait et approfondissait le contenu d'une récente publication de Romane Da Cunha Dupuy et Tanguy Quidelleur, en revenant notamment sur la genèse de cette galaxie de groupes armés qui s'arrogent des prérogatives sécuritaires au nom du respect de la loi, sa structuration et ses relations avec les autorités étatiques.

Denis TULL
Chercheur Afrique de l'Ouest

9-10 décembre : Conférence sur les systèmes autonomes organisée par le Collège de défense de l'OTAN et l'IRSEM.



La division recherche du Collège de défense de l'OTAN et l'IRSEM coorganisaient une conférence portant sur les systèmes autonomes et intitulée « The Future of Warfare: Autonomous Systems » à Rome (Italie) les 9 et 10 décembre 2018. Cette conférence s'inscrit dans le cadre de la collaboration étroite entre le Collège de défense de l'OTAN et l'IRSEM mise en place depuis 2016.

Cet événement rassemblait une vingtaine d'experts sur les systèmes autonomes issus du monde universitaire, du secteur privé, de l'OTAN, du Collège de défense de l'OTAN et de l'IRSEM. La conférence a été ouverte par Thierry Tardy, directeur de la division recherche du Collège de défense de l'OTAN. Ronald Arkin, professeur à l'École d'informatique du Georgia Institute of

Technology et expert mondialement reconnu en robotique, a fait le discours inaugural de la conférence. La conférence s'articulait ensuite autour de quatre tables rondes portant respectivement sur les systèmes autonomes dans les forces armées, les questions éthiques et diplomatiques, les facteurs humains et organisationnels et, finalement, les aspects juridiques. François Delerue, chercheur cyberdéfense et droit international à l'IRSEM, a participé à la dernière table ronde où il a fait une communication sur les aspects juridiques et diplomatiques du développement des systèmes autonomes cyber.

12-13 décembre : Colloque international *La sociologie militaire : un état des lieux*.



Le domaine « Défense et société » de l'IRSEM a organisé, les 12 et 13 décembre derniers, un colloque international intitulé : « La sociologie militaire : un état des lieux ». Il s'agit d'un événement d'importance pour l'institut dont c'était le premier colloque de cette ampleur sur ce thème depuis sa création.

Au programme, très dense, 2 *keynote speakers*, 10 tables rondes, une soixantaine d'intervenants et 120 participants en moyenne par jour et beaucoup de retours positifs qui ont conforté l'idée que la sociologie militaire en France a bel et bien progressé durant ces vingt dernières années. Quatorze des intervenants français qui sont intervenus pendant ces deux journées ont bénéficié en leur temps de bourses du ministère de la Défense pour financer leurs thèses, voire plus récemment, leur année postdoctorale. Les quinze intervenants étrangers, enseignants-chercheurs dans les académies militaires ou de prestigieuses universités de leurs pays respectifs ont donné à ce colloque une dimension internationale et comparative.

Le colloque a été introduit et clôturé par deux conférences. La première intitulée « Military Sociology, Military Practice », confiée à Joseph Soeters, professeur de sociologie des organisations à l'université de Tilburg (Pays-Bas), a ouvert la première journée des travaux. La seconde, intitulée « La sociologie, ça sert d'abord à faire la guerre », délivrée par Pascal Vennesson, professeur en science politique, *Senior Faculty Fellow* à la Rajaratnam School of International Studies de Singapour, a montré toute la convergence qu'il peut y avoir entre la sociologie et les études en matière de stratégie.

Les militaires, encore trop peu nombreux parmi les producteurs de connaissances, n'étaient pas en reste dans le public. Des élèves officiers de l'École de l'Air, des officiers stagiaires de l'École de guerre, plus largement des civils et des militaires du ministère des Armées étaient présents dans l'amphithéâtre ou ont présidé des tables rondes. Certains, trop rares encore, avaient répondu à l'appel à communications et ont présenté les résultats de leurs travaux.

Ce colloque a été préparé en partenariat avec trois organismes : le Centre de recherche des écoles de Saint-Cyr (CREC Saint-Cyr), l'École de l'Air de Salon-de-Provence, et l'Association française de sociologie (AFS-RT08). Les représentants de ces trois organismes ont constitué, avec les chercheurs du domaine « Défense et société » ainsi que le directeur scientifique de l'institut, le comité scientifique responsable de la programmation du colloque et de son financement.

Ce programme est le fruit d'un double processus initié par le comité scientifique : en premier lieu, une quinzaine de chercheurs étrangers et français choisis pour leur notoriété dans le champ de la sociologie militaire et un appel à communications lancé en début d'année 2018 afin d'attirer le plus grand nombre possible de chercheurs.

La sociologie militaire est ce champ d'étude qui s'intéresse au fait militaire comme fait social, définition de la sociologie en tant que discipline. Mais c'est un champ pluridisciplinaire dans ses approches, puisqu'il convoque non seulement la sociologie, mais aussi la science politique, l'anthropologie, la philosophie ou encore la psychologie sociale ; toutes ces disciplines ont été mobilisées durant ces deux jours. Une autre particularité de la sociologie militaire est d'être empirique et là encore, la quasi-totalité des travaux qui ont été présentés est issue d'enquêtes de terrain.

Tout au long de ces deux journées, les dix tables rondes organisées ont abordé successivement les thématiques suivantes : armées et intégration sociale, opinion publique et confiance dans l'institution, enjeux de politiques publiques, pouvoir politique et relations civilo-militaires, les armées face aux nouvelles missions de sécurité, combat et combattants : enjeux éthiques et questions de recherche, les armées et la question du genre, recrutement, fidélisation, carrière et reconversion et enfin, vie militaire et vie privée.

Quel lien y a-t-il entre la recherche stratégique et la sociologie militaire ? Les armées évoluent, la société aussi et les relations entre les armées et la société encore plus. Chaque pays a sa propre configuration, liée à son histoire, à son contexte politique, ou encore à son environnement socio-économique. La sociologie militaire est essentielle pour comprendre et anticiper l'évolution de l'institution militaire et celle des relations entre les armées et les sociétés au sein desquelles elles exercent leur rôle et leurs fonctions.

Ces rencontres ont été pour l'IRSEM l'occasion de nouer des relations avec un réseau majeur de la sociologie militaire internationale : l'European Research Group on Military and Society (ERGOMAS), représenté par la plupart des chercheurs internationaux dont sa présidente, la professeure Helena Carreiras, de l'université de Lisbonne, qui accueillera la prochaine conférence du réseau en juin 2019.

L'intégralité du programme, ainsi que les biographies des intervenants et les résumés de leurs communications sont en ligne sur le site de l'IRSEM. La publication des interventions issues de ces deux journées de colloque est l'un de nos futurs chantiers.

Barbara JANKOWSKI

Chercheuse Sociologie des forces armées

14 décembre : Présentation d'Alessandro Riboni dans le séminaire « Conflits et Économie de défense ».

Alessandro Riboni (CREST – École Polytechnique) a présenté un travail de recherche intitulé « [Nation-building, nationalism, and wars](#) », réalisé en collaboration avec Alberto Alesina et Bryony Reich. Ce travail explore le lien entre guerre et construction de la nation. En particulier, les auteurs montrent qu'avec l'augmentation du besoin en soldats, les États sont passés d'armées de mercenaires à des armées de masse par la conscription. Ce changement a eu comme conséquence la nécessité d'adopter des mesures promouvant le nationalisme (*positive nation-*

alism) ou discréditant l'ennemi de la nation (*negative nationalism*). La discussion a été assurée par Bertrand Crettez (Université Paris 2 – CRED).

Antoine PIETRI

Chercheur Économie de défense

14 décembre : Table ronde « Les militaires peuvent-ils céder le pouvoir à un gouvernement civil en Thaïlande ? ».

Le 14 décembre, Asia Centre – dans le cadre des activités de l'Observatoire Asie du Sud-Est (DGRIS, en collaboration avec l'IRSEM) – a organisé une table ronde intitulée : « Les militaires peuvent-ils céder le pouvoir à un gouvernement civil en Thaïlande ? » autour du professeur Marie-Sybille de Vienne (INALCO), auteur de l'ouvrage *Thaïlande, une royauté bouddhique aux XX^e et XXI^e siècles* (Les Indes savantes, 2018, 228 pages). En Thaïlande, la junte militaire a annoncé la tenue d'élections législatives entre février et mai 2019. Depuis la Seconde Guerre mondiale, aucun gouvernement thaïlandais issu d'un coup d'État n'avait tenu aussi longtemps, ce qui accroît d'autant son impopularité. Si les grands partis (Puea Thai, Parti démocrate) demeurent *de facto* en lice, en attente de la levée officielle de l'interdiction des campagnes politiques, de nouveaux acteurs fourbissent leurs armes. Aux incertitudes ambiantes s'ajoute l'arrivée de 6 à 7 millions d'électeurs supplémentaires dont on ignore le positionnement. Et malgré les dernières révisions constitutionnelles, les relations de l'armée avec le Palais ne vont pas de soi, d'autant que le haut commandement militaire reste loin d'être monolithique.

Benoît de TRÉGLODÉ

Directeur de recherche

18 décembre : Séminaire Jeunes Chercheurs en études de défense.



Mardi 18 décembre s'est tenu à l'École militaire le séminaire Jeunes Chercheurs à l'intention des doctorants financés par le ministère des Armées. L'événement s'est ouvert par une intervention de Pascal Vennesson, professeur à la Nanyang Technological University de Singapour, autour des stratégies d'internationalisation à mettre en œuvre par les jeunes chercheurs.

Ce dernier a d'abord mis l'accent sur les raisons justifiant à son sens l'ouverture à l'étranger. Corollaire du sous-dimensionnement historique des travaux en sciences sociales sur le fait militaire en France, l'internationalisation permet par exemple aux jeunes chercheurs de rencontrer plus facilement des scientifiques travaillant sur des sujets similaires ou connexes et ainsi d'enrichir leur travail de thèse. Elle leur permet, de plus, de donner une visibilité accrue à leurs recherches.

P. Vennesson a ensuite centré son propos sur les expériences à envisager pour crédibiliser son profil à l'international. Parmi les plus notables, la planification de séjours doctoraux et/ou postdoctoraux dans des universités étrangères, la participation aux *summer schools* et aux grands congrès internationaux, le choix d'un chercheur non français comme co-directeur de sa thèse ou membre de son jury, sont apparus comme autant de leviers d'action à disposition des doctorants. En filigrane, a évidemment transparu l'importance cruciale de maîtriser l'anglais et de publier dans cette langue dans les revues spécialisées.

En ce sens, le professeur Jean-Vincent Holeindre a attiré l'attention sur les dispositifs d'aide à la mobilité existant au sein du ministère des Armées pour les jeunes chercheurs en sciences humaines et sociales avant d'évoquer

quelques pistes comme l'invitation plus fréquente de chercheurs étrangers ou la création d'ateliers de *rewriting* afin de favoriser les publications en langue anglaise. Le séminaire s'est ensuite poursuivi par la présentation de la thèse en cours d'une doctorante.

Simon RIMBERT
Assistant de recherche

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Élie BARANETS

- Intervention : « Opérations d'influence et théories de la paix démocratique », avec Benjamin Oudet, colloque annuel de l'AEGES, Université Catholique de Lille, 6 décembre 2018.



COL Christian BARTHLEN

- Organisation d'un séminaire sur le ciblage, avec le LCL Gomez, chercheur associé à l'IRSEM, École militaire, 7 décembre 2018.



Flavien BOURRAT

- Conférence : « Les enjeux stratégiques liés au changement climatique dans l'espace 5+5 : quelles implications pour les politiques de défense ? », 9^e cycle de formation senior, Direction de l'enseignement militaire supérieur, 19 décembre 2018.



Camille BOUTRON

- Conférence : « La participation des femmes dans les conflits armés. Enjeux théoriques et empiriques », donnée dans le cadre des travaux menés par l'[Équipe de recherche sur l'inclusion et la gouvernance en Amérique latine – Université du Québec à Montréal](#), 29 novembre 2018.

- Intervention : « La France face à l'agenda *femmes, paix et sécurité* (WPS). Quels enjeux pour la défense », colloque international [La sociologie militaire : un état des lieux](#), organisé par Anne Muxel, Barbara Jankowski, Camille Boutron, École militaire, 12 décembre 2018.

- Conférence « Libération de femmes accusées pour délit de terrorisme et construction d'une hystérie collective » (en espagnol), colloque international [Radiographie de la violence dans le Pérou d'après-guerre. Bilan et perspectives à 15 ans de la CVR](#), Paris, 14 décembre 2018.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Communication : « Le TIAN et la paix nucléaire », colloque annuel de l'AEGES, Lille, 5 décembre 2018.

- Intervention : « La contestation politique de l'ordre nucléaire : le TIAN », Assises du CSFRS, Paris, 6 décembre 2018.

- Panorama de l'arme nucléaire au XXI^e siècle, présentation au comité dissuasion de l'école de guerre, Paris, 17 décembre 2018.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Recension de l'ouvrage de Laurent Bonnefoy, *Le Yémen : de l'Arabie heureuse à la guerre*, Paris, Fayard/CERI, 2017, 347 p. (traduction anglaise : *Yemen and the World: Beyond Insecurity*, London, Hurst/Oxford University Press, 2018, 234 p.), in *European Review of International Studies*, 5:2, décembre 2018.



François DELERUE

- Enseignement sur le droit international applicable aux cyber opérations dans le cadre du Mastère spécialisé « Opérations et gestion des crises en Cyberdéfense » des Écoles militaires de St-Cyr-Coëtquidan, 4 décembre 2018.

- Intervention sur les cyber armes autonomes dans le cadre de la conférence coorganisée par le Collège de Défense de l'OTAN et l'IRSEM sur les systèmes autonomes, Rome (Italie), 9-10 décembre 2018.

- Participation au « [India-Europe expert meeting](#) » en marge du dialogue entre l'Union européenne et l'Inde sur les questions cyber, Bruxelles (Belgique), 12 décembre 2018.

- Participation à la journée d'étude de l'[EUISS Task Force on Cyber Sanctions](#), Paris, 14 décembre 2018.



Juliette GENEVAZ

- Article : « [Defense education in Chinese universities: drilling elite youth](#) », *Journal of Contemporary China*, 28:116, 2018.



Pierre HAROCHE

Conférence : « L'autonomie stratégique européenne : l'ambition française face à la contrainte transatlantique et la fragmentation des stratégies européennes », dans le cadre du plan de coopération de défense bilatérale franco-algérien, à Institut militaire de documentation, d'évaluation et de prospective (IMDEP) du ministère de la Défense nationale algérien (Alger), 3 décembre 2018.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Présidence de la table ronde « Combats et combattants : enjeux éthiques et questions de recherche (I) », colloque international [La sociologie militaire : un état des lieux](#), organisé par Anne Muxel, Barbara Jankowski, Camille Boutron, École militaire, 13 décembre 2018.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Allocution d'ouverture du colloque international [La sociologie militaire : un état des lieux](#), organisé par Anne Muxel, Barbara Jankowski, Camille Boutron, École militaire, 12 décembre 2018.

- Panel « The African Union reform and peacekeeping », The Atlantic Dialogues, organisé par l'OCP Policy Center, Marrakech, 14 décembre 2018.



Barbara JANKOWSKI

- Publication : « [Le Rôle des armées dans la fonction « Intégration » de l'État](#) », Étude de l'IRSEM, n° 63, décembre 2018.

- Intervention : « Le dialogue politico-militaire dans les décisions d'intervention », colloque international [La sociologie militaire : un état des lieux](#), organisé par Anne Muxel, Barbara Jankowski, Camille Boutron, École militaire, 12 décembre 2018.



Édouard JOLLY

- Modération de la table ronde « Décider la paix pour proscrire la guerre », colloque annuel de l'Association pour les études sur la guerre et la stratégie : *Gagner la guerre ou gagner la paix ?*, Université Catholique de Lille, 5 décembre 2018.

- Intervention : « Identifier le combattant : le principe de discrimination dans la guerre », colloque international [La sociologie militaire : un état des lieux](#), organisé par Anne Muxel, Barbara Jankowski, Camille Boutron, École militaire, 13 décembre 2018.



Raphaëlle KHAN

- Table ronde : « Les approches non occidentales de la paix », colloque annuel de l'AEGES, *Gagner la guerre ou gagner la paix ?*, Lille, 5 décembre 2018.

- Participation à l'International Histories of South Asia Workshop, King's College London, 10-11 décembre 2018.



Céline MARANGÉ

- Publication : avec Angélique PALLE et Sami RAMDANI, « [Le Gazoduc Nord Stream 2. Enjeux stratégiques et politiques](#) », Étude de l'IRSEM, n° 62, décembre 2018.



Anne MUXEL

- Présidence de la table ronde « Armées et intégration sociale » et conclusion de la table ronde « Vie militaire et vie privée », colloque international [La sociologie militaire : un état des lieux](#), organisé par Anne Muxel, Barbara Jankowski, Camille Boutron, École militaire, 13 décembre 2018.



Angélique PALLE

- Publication : avec Céline MARANGÉ et Sami RAMDANI, « [Le Gazoduc Nord Stream 2. Enjeux stratégiques et politiques](#) », Étude de l'IRSEM, n° 62, décembre 2018.



Sophie PANEL

- Conférence : « Warfare's ecological footprint: A Synthetic Control approach with data from the Falkland Islands » (avec Antoine Pietri), Workshop EP@L – Economics & Politics at Lille, 18-19 décembre.



Marianne PÉRON-DOISE

- Article « [Heurs et malheurs de la Nordpolitik du président sud-coréen Moon Jae-in](#) », newsletter du CERI Sciences po, 21 décembre 2018.



Antoine PIETRI

- Conférence : « Warfare's ecological footprint: A Synthetic Control approach with data from the Falkland Islands » (avec Sophie Panel), Workshop EP@L – Economics & Politics at Lille, 18-19 décembre.

- Publication : avec Benoît Rademacher, « [Impact des nouveaux modèles économiques industriels sur les équipements des armées](#) », Étude de l'IRSEM, n° 64, décembre 2018.



Maud QUESSARD

- Membre du jury de soutenance de thèse : Floriane Blanc, « Entre méfiance et intérêts partagés : trois décennies d'assistance militaire des États-Unis au Chili, 1940-1970 ? », sous la direction des professeurs Isabelle Vagnoux, UMA, et Luc Capdevila, Université de Rennes 2, Aix-en-Provence, 13 décembre 2018.



Benoît RADEMACHER

- Publication : avec Antoine Pietri, « [Impact des nouveaux modèles économiques industriels sur les équipements des armées](#) », Étude de l'IRSEM, n° 64, décembre 2018.

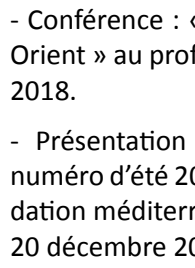


Pierre RAZOUX

- Article : « Fereidoun Ali-Mazandarani : un as iranien face à l'armée irakienne », *Guerres & Histoire*, n° 46, décembre 2018, p. 6-12.

- Conférence : « Le wargame au service des objectifs pédagogiques de l'IRSEM » et animation d'un atelier « Fitna » lors du premier Forum français de *wargaming* et de *serious games* organisé à l'École militaire, 3 décembre 2018.

- Interviewé par Alain Barluet, « [Les "jeux de guerre" pris au sérieux par les états-majors pour tester leurs stratégies](#) », *Le Figaro*, 5 décembre 2018, p. 11.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Conférence : « Nouvel ancrage international du Viêt Nam », colloque *Le Vietnam et la mondialisation : Économie et géopolitique – État des lieux et perspectives*, Sénat – Palais du Luxembourg, 1^{er} décembre 2018.



Denis TULL

- Intervention sur la réforme du secteur de sécurité au Mali lors de la *11th Annual CFSP Review Conference 2018: The Challenges of Multilateralism for European Foreign Policy*, organisée par l'Institut allemand pour les relations internationales (SWP), Bruxelles, 5 décembre 2018.

- Organisation du séminaire Afrique, « Mouvement d'autodéfense au Burkina Faso. Diffusion et structuration des groupes Koglweogo », avec Romane Da Cunha Dupuy et Tanguy Quidelleur, 6 décembre 2018.



Magali VULLIERME

- Intervention : « Human Security in the Canadian Arctic », Arctic Week, conférence internationale organisée par l'OVSQ, UVSQ, 10 au 14 décembre 2018.

- Intervention : « Perceptions canadiennes des enjeux arctiques », séminaire organisé par la Fondation pour la recherche stratégique, Observatoire de l'Arctique, 14 décembre 2018.

VEILLE SCIENTIFIQUE

QUESTIONS RÉGIONALES NORD

Conférence « Interpeller l'Europe face au conflit armé à l'est de l'Ukraine : la parole aux acteurs de terrain », Sénat, 17 décembre 2018.

Une conférence sur la situation dans l'Est de l'Ukraine s'est tenue au Sénat le 17 décembre 2018. Elle était organisée par I. M., doctorante RIS soutenue par le ministère des Armées et rattachée au laboratoire du [CERCEC](#) à l'EHESS, en collaboration avec l'[Assemblée européenne des citoyens](#) et avec la plateforme pour la paix dans le Donbass « [CivilM+](#) » qui rassemble des acteurs de la société civile.

I. M. prépare une thèse de sociologie politique sous la direction de Françoise Daucé sur le rôle des ONG russes et ukrainiennes dans la résolution du conflit armé dans le Donbass. Pour cette conférence, elle s'était fixé deux objectifs : informer les élus et le public français sur la situation des civils dans la zone de combat quatre ans après le début des affrontements et ancrer le conflit dans ses dynamiques sociales en donnant la parole aux acteurs terrain et à des représentants des sociétés civiles russe, ukrainienne et européenne.

Animés par Pierre Sautreuil, auteur de l'ouvrage [Les Guerres perdues de Youri Belaïev](#), les débats se sont d'abord portés sur les difficultés quotidiennes des civils dans la zone du conflit. Alexander Hug, chef-adjoint de la [Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine](#) de 2014 à l'automne 2018, a expliqué l'insécurité croissante provoquée par le non-respect du cessez-le-feu. Nadejda Khomenko, qui représentait l'ONG « [Pays des gens libres](#) » du Donbass, a présenté les initiatives prises par des associations locales pour venir en aide aux victimes de guerre et exposé les nombreux obstacles qui demeurent, comme les mines, le chômage, la crise du logement et le départ des jeunes actifs. La sociologue Ioulia Shukan qui a récemment publié « [Émotions, liens affectifs et pratiques de soin en contexte de conflit armé](#) » a posé la question de l'adaptation des populations civiles et souligné le risque d'une banalisation de la violence, conduisant à de nouvelles pratiques au quotidien.

Dans un deuxième temps, il a été question des violations des droits de l'homme dans le Donbass et en Crimée. Valeri Novikov, originaire de Louhansk, a présenté le travail que son association « [Alternative](#) » réalise pour documenter les violations des droits de l'homme et des droits humanitaires qui sont commises dans les

territoires séparatistes et dans ceux contrôlés par l'armée ukrainienne, attirant notamment l'attention sur la situation des personnes âgées et des détenus. Alexandra Krylenkova du centre de monitoring des droits de l'homme de Saint-Pétersbourg a décrit les contraintes des changements législatifs à la suite de l'annexion de la Crimée. Le mot de la fin est revenu à Alexandre Tcherkassov de l'association russe « [Mémorial](#) », qui a mis l'accent sur la « chaîne de l'impunité » née de l'état de guerre quasi permanent que la Russie a connu depuis 40 ans.

À la lumière de cette journée, il apparaît que le maintien du lien social au niveau local, de part et d'autre de la ligne de contact, mais aussi le dialogue entre les sociétés russes et ukrainiennes, restent les meilleures armes de ceux qui veulent croire à la paix.

I. M.
Doctorante RIS

ARMEMENT ET ÉCONOMIE DE DÉFENSE

Soutenance de thèse de Nicolas SIMONCINI, « Histoire de la recherche sur les piles à combustible en France des années soixante aux années quatre-vingt », sous la direction de Robert Belot, Université Jean Monnet de Saint-Étienne/Université de Lyon, 3 décembre 2018.

Les piles à combustible, dont le principe de fonctionnement est connu depuis le milieu du XIXe siècle, permettent de produire simultanément de l'électricité, de l'eau et de la chaleur à partir de combustibles et comburants tels que l'hydrogène et l'oxygène. À la fin des années 1950, ces générateurs électrochimiques connaissent des perfectionnements majeurs, notamment grâce aux travaux de l'Anglais Francis T. Bacon, et sont utilisés aux États-Unis par la NASA (National Air and Space Agency) au sein de ses programmes spatiaux. En France, des études sont mises en place au même moment dans des laboratoires publics et privés, tels que ceux d'Alsthom, de l'Institut français du pétrole et du CNRS (Centre national de la recherche scientifique), sous l'égide des Armées et de la DGRST (Délégation générale à la recherche scientifique et technique), organisme d'État chargé de la politique de la recherche. Jusqu'au début des années 1980, des millions de francs sont ainsi investis et des centaines de chercheurs, ingénieurs et techniciens sont mobilisés pour améliorer la technique, travailler à son adaptation aux automobiles électriques, aux trains, aux sous-marins, à la construction de centrales de production industrielle d'électricité ou encore à la fourniture de solutions militaires. Alors que de

nos jours les piles à combustible apparaissent en France comme des options majeures pour la transition énergétique, c'est tout l'objet de cette thèse que de retracer, restituer et analyser cette partie de leur histoire grâce à une enquête de terrain fondée sur la récolte d'archives et la réalisation d'entretiens avec des acteurs ayant participé aux recherches. Elle met tout d'abord au jour les conditions socio-historiques et les dynamiques structurelles qui font que les piles à combustible deviennent un thème d'intérêt en France à la fin des années 1950. Elle montre ensuite comment les études sont organisées puis réorientées dans les années 1960 et 1970 en fonction de l'évolution du collectif de pensée et du réseau social créés autour de la technique. Enfin, elle examine l'ensemble des raisons politiques, économiques, scientifiques et sociales pour lesquelles ces travaux sont presque tous abandonnés au début des années 1980.

Nicolas SIMONCINI

DÉFENSE ET SOCIÉTÉ

Assemblée générale constituante de Women In International Security (WIIS) en France, 12 décembre.

Le 12 décembre dernier l'association WIIS France a tenu son assemblée générale constituante. Johanna Möhring, *senior fellow* à The Institute for Statecraft à Londres, a été élue présidente, tandis que Tara Varma, directrice adjointe du bureau ECFR à Paris, a été désignée comme secrétaire générale. Éléonore Charrier, responsable commerciale chez COGES, et Camille Trotoux, enseignante-chercheuse junior de l'Armée de l'air, occupent respectivement les postes de trésorière et déléguée générale.

WIIS France est une association à but non lucratif qui s'engage à construire une communauté d'expertes, de toutes générations et aux expériences multiples afin de promouvoir l'expertise et les compétences des femmes dans les domaines de la sécurité et de la défense en France. L'ambition de WIIS France se construit autour de deux piliers : la promotion de l'expertise féminine et le développement professionnel. Force instigatrice de changement et vecteur d'excellence féminine, WIIS France s'appuie sur un réseau à haute valeur ajoutée, une crédibilité scientifique et un rayonnement international. Contact : contact@wiis-france.org.

Camille BOUTRON

Chercheuse Sociologie du genre et des conflits

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Déconstruire la guerre. Acteurs, discours, controverses, par Marc-Antoine Pérouse de Montclos, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2018.

Ce petit livre propose une réflexion brève mais approfondie sur les notions de guerre et de violence en Afrique.

Contrairement à beaucoup de publications sur la question, surtout quand elles parlent de « l'Afrique », ce livre évite les clichés en déconstruisant beaucoup d'idées reçues qui circulent un peu partout, et pas seulement dans les médias. À travers ses rencontres avec des combattants de Boko Haram, des gangsters, des miliciens, des militaires, des tortionnaires, des victimes de guerre et des humanitaires, Marc-Antoine Pérouse de Montclos déconstruit ici les approches exclusivement théoriques et quantitatives de la guerre et plaide en faveur d'un réalisme empirique, au plus près du terrain. Il invite à repenser notre conception de la violence, que celle-ci soit qualifiée de terroriste, de militaire, de politique ou de criminelle.

Denis TULL

Chercheur Afrique de l'Ouest

À VENIR

21 janvier : Observatoire « Asie du Sud-Est ».

Le 21 janvier aura lieu à l'École militaire la conférence publique annuelle de l'Observatoire « Asie du Sud-Est » organisée par Asia Centre (Éric Frécon) en collaboration avec l'IRSEM (Benoît de Tréglodé). Consacrée cette année à « L'Asie du Sud-Est face à la BRI (*Belt and Road Initiative*) chinoise », la rencontre fera intervenir les chercheurs suivants : Vannarith Chheang de l'ISEAS-NTU à Singapour, Jay Batongbacal de l'Institute for Maritime Affairs and Law of the Sea de Manille (Philippines), Bruno Hellendorff de l'Egmont Institute & European Policy Centre à Bruxelles et Elsa Lafaye de Michaux de l'Université Rennes 2/Centre Asie du Sud-Est (CASE). Les deux sessions seront modérées par Juliette Genevaz (IRSEM) et Emmanuel Dubois de Prisque (Institut Thomas More). [Inscription obligatoire.](#)

Annual Seminar of the Southeast Asia Observatory

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

École militaire
Inscription obligatoire
14h00 - 18h00

ASIA CENTRE
DGRIS

Southeast Asia and the BRI

Lundi 21 janvier 2019